● L'AVENIR INDUSTRIEL HYPOTHÉQUÉ – Pages 16 et 17

LE MONDE diplomatique

N° 405 - 34e année — DÉCEMBRE 1987

28 pages 15 F

Algérie : 6 DA	Gr.-Bret. : 1,10 £
Antilles fr. / Réunion : 19,00 F	Irlande : 1,70 £
	Italie : 3 500 lires
Belgique : 85 FB	Maroc : 14,50 dir.
Canada : 2,25 $ C	P.-Bas : 5,00 Fl.
C.-d'Iv. : 990 F CFA	Sénég. : 900 F CFA
Espagne : 270 P	Suisse : 3,80 FS
E.-U. : 2,50 $ US	Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 23

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Nouveaux élans de la création africaine

(Pages 22 à 24.)

QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE MENACE LA DÉMOCRATIE

Le triomphe de la déraison

Par CLAUDE JULIEN

TOUTE logique a été mise hors jeu. Bien qu'il ait fait de l'équilibre budgétaire un dogme sacro-saint, grâce auquel l'Amérique retrouverait sa puissance, le président Reagan a, au fil des ans, creusé les déficits. Sous le choc du « lundi noir », il se montre soudain prêt à s'attaquer au mal par une augmentation des impôts. Puis une légère remontée à Wall Street suffit à dissiper cette tardive sagesse. Une rechute l'incite heureusement à envisager quand même une ponction fiscale. Ballotté par des courants incertains, il y renonce au vu des résultats du commerce extérieur, un peu moins mauvais en septembre (– 14,08 milliards de dollars) qu'en août (– 15,7 milliards). Puis il revient à de meilleurs sentiments, etc.

Le président n'est pas seul à vaciller ainsi. D'un jour à l'autre, la simple perspective d'un accord budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès stimule la Bourse de New-York, un dérapage à Tokyo la déprime. Sous le régime d'économie-casino qu'il a mis en place, ce monde ultra-moderne, voué à la science, équipé de technologies éblouissantes, joue sur des coups de dé son destin économique. Il définit sa conduite selon les oscillations des yoyos financiers. Les ordinateurs lui sont au fond moins précieux que la valse magique des marchés affolés. Alors que nécessité devrait faire loi, le hasard est roi.

Fort heureusement, la France, terre de raison, redécouvre Descartes. L'avait-elle oublié ? Un auteur le prétend. Il s'emploie donc à le réhabiliter. A peine son livre paraît-il aux vitrines des libraires que le pays tout entier, retrouvant l'irréfragable logique qui lui serait consubstantielle, démontre avec brio son sens du réel et sa rigueur intellectuelle. D'un revers de main, il balaie tous les problèmes de fond, chômage, racisme, déficits extérieurs, effort de modernisation, déboires de la Sécurité sociale, menaces sur le Golfe, nouveaux rapports stratégiques en Europe, et, l'esprit enfin dégagé, il se concentre sur l'essentiel : ces « affaires » aux relents nauséabonds...

De même que les cambistes ont l'œil rivé aux variations horaires du mark et du yen, de même une courte pensée épouse les fluctuations de la politique au jour le jour. Le plus fier capitaine,



dans ces conditions, ne saurait garder le cap. Navigation à vue, telle semble bien être la consigne. Rien de grand, rien de solide ne se fait pourtant sans effort continu, sans obstination, sans durée. L'heure est à l'improvisation, à l'intuition du moment. Les mauvais résultats ne pourront surprendre personne.

Qu'une boussole désorientée gouvernât l'économie et l'intérêt national ne serait peut-être pas trop grave si l'on ne savait d'expérience que la déraison des élites désemparées engendre toujours la déraison populaire. Déjà, sous tous les cieux, apparaissent les signes qui témoignent d'un retour en force du délire, des illuminations, de l'irrationnel *(voir page 14 l'article d'Ignacio Ramonet)*. De la même manière, dans les années 30, l'effondrement économique (cohortes de chômeurs, files d'attente aux soupes populaires, familles à la rue) et la montée outre-Rhin de la menace militaire avaient fait resurgir les croyances ésotériques, les prophéties de Nostradamus et de sainte Odile, les pratiques divinatoires. L'incertitude du lendemain suscite un élan vers le surnaturel, l'inquiétude s'apaise dans l'évasion vers le trompeur réconfort de la magie.

Dans le chaos économique et le fracas des armes que l'on fourbissait, le pire, voilà un demi-siècle, se manifesta par l'explosion des plus viles passions. Avec leurs commandos de choc, les ligues fascisantes exacerbaient les pulsions chauvines et racistes. Comme aujourd'hui, le débat d'idées faisait place à l'invective, s'estompait derrière les scandales, cédait sous l'insulte. Certains s'acharnaient à désigner des boucs émissaires : les « rouges », le Front populaire, Léon Blum et sa « vaisselle d'or », les juifs... Ainsi l'Europe cheminait-elle vers le plus atroce des conflits. Les charniers en sont à peine recouverts, et, déjà, recourant aux mêmes vieilles méthodes, des irresponsables rameutent le chaland avec leurs slogans simplistes, salissent leurs concurrents, cultivent la haine de l'« étranger ».

Déraison sans excuse, mais non sans causes. Or les causes s'accumulent depuis trop longtemps pour qu'une population, moins résignée qu'on ne le croit, ne finisse par se poser des questions. Nous voyons déjà le *« bout du tunnel »*, affirmait voilà deux lustres un président de la République – et le nombre de chômeurs allait tripler. Entre-temps, bien d'autres promesses ont porté les fruits que l'on sait. Du coup, les citoyens sont tentés de mettre en doute les compétences non seulement des chefs d'entreprise, mais aussi des responsables politiques. Dans les années 30, la foi en la démocratie avait ainsi été atteinte en même temps que la confiance en un système économique qui s'écroulait.

(Lire la suite page 10.)

LA RÉFORME EN UNION SOVIÉTIQUE

Fin de l'état de grâce pour M. Gorbatchev

La signature du traité avec Washington sur le démantèlement des euromissiles est à coup sûr un succès pour la diplomatie soviétique. Cependant, engagé dans une réforme aux intentions radicales dans son propre pays, M. Mikhaïl Gorbatchev affronte ce qu'il nomme la « phase critique de la perestroïka ».

Les résultats économiques pour 1987 ne confirment pas les améliorations de l'année précédente et, à la direction du Parti communiste de l'Union soviétique, le « lâchage » obligé de M. Boris Eltsine, chef du parti à Moscou et ardent militant du renouveau, indique que – sans nécessairement perdre l'initiative – M. Gorbatchev a, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 1985, cédé du terrain face aux adversaires des changements radicaux.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

« *KTO KAVO ?* » (« Qui l'emportera ? ») : la célèbre question de Lénine est à nouveau projetée au cœur de l'actualité. Qui, des partisans ou des adversaires, actifs ou passifs, et désormais plus actifs que passifs, de cette *perestroïka* (restructuration) que M. Mikhaïl Gorbatchev est l'un des rares dirigeants soviétiques à qualifier de *« révolution »* (1) ?

La question n'est pas seulement posée au bureau politique, au sommet de la hiérarchie de l'État-parti. Elle l'est à tous les échelons de l'appareil et dans toute la société. Qui est avec qui, et pour faire quoi ? Question prématurée il y a moins d'un ans, lors des premiers bouillonnements de l'ère Gorbatchev, elle a pris, spécialement au cours de l'été 1987, une consistance et une acuité sans précédent. D'une année, d'une saison à l'autre, que de changements !

Il est bien révolu le temps de l'immobilisme à Moscou. Si rien n'a réellement changé dans le mode de vie, le fonctionnement de l'économie, les apparences de la rue, le climat intellectuel et politique évolue, lui, d'un mois à l'autre. Une sorte d'état de grâce avait entouré M. Gorbatchev depuis son accession au pouvoir en mars 1985. Le premier secrétaire du Parti communiste devait, certes, livrer de rudes batailles pour installer « ses » hommes ou convaincre ses pairs, mais l'état lamentable de l'économie et l'absence de solutions imposaient un consensus au sommet en faveur du changement. Comme dernière chance pour le système d'éviter une crise grave.

Les intellectuels critiques pouvaient bien afficher leur scepticisme : les vagues de la *glasnost* (transparence), porteuse d'une renaissance culturelle, ne pouvaient qu'attirer toujours plus de sympathie, voire d'engagements personnels concrets. La plus grande partie de la population restait à l'écart, attendant de juger sur pièces en termes de mieux-vivre, mais le savoir-faire médiatique de M. Gorbatchev, ses succès sur la scène internationale, ses rudes paroles et parfois ses actes dirigés contre des bureaucrates honnis, les *maffiosi* du parti, lui assuraient une indéniable popularité.

L'ensemble se donnait une façade d'unanimisme que M. Gorbatchev lui-même entretenait, du moins dans ses discours publics, en gommant l'évidence des différenciations sociales face au changement, voire des oppositions politiques dont la réalité fut implicitement reconnue lorsqu'on reprocha à un dirigeant déchu, M. Boris Eltsine, d'avoir cherché à créer une « scission » dans le parti (2).

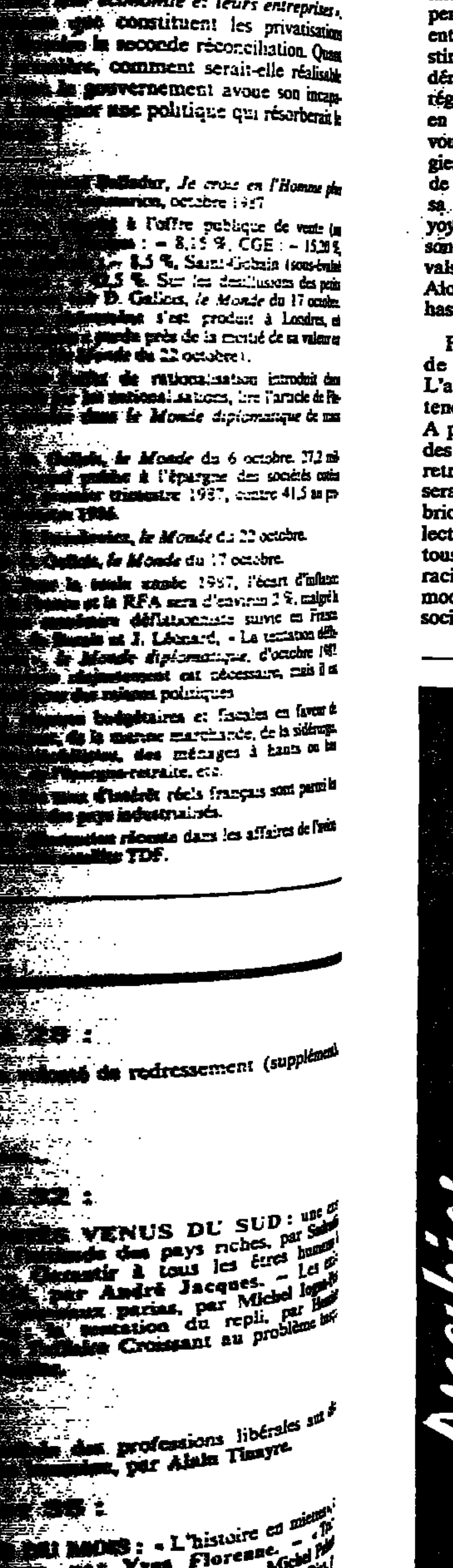
DEPUIS l'été 1987, l'état de grâce n'est plus, et l'horizon de la *perestroïka* s'assombrit. Les enthousiastes, les intellectuels critiques, déjà accoutumés à une liberté d'expression dont ils n'auraient pas rêvé il y a deux ans, sont lassés de la nouvelle « magie des mots », pressés de voir s'élargir le champ de la parole libérée mais, surtout, celui des actions concrètes.

(Lire la suite page 6.)

(1) Voir Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*, Flammarion, Paris, 1987, 89 F.
(2) *Pravda*, 13 novembre 1987.

DANS CE NUMÉRO : Une civilisation qui vacille





UN LIVRE DE LA HERITAGE FOUNDATION

La « révolution conservatrice » contre M. Reagan

Par INGRID CARLANDER

L'*ÉLÉPHANT et son cornac* est une histoire de cirque. Du cirque politique washingtonien. Ce livre (1), publié cet été par la Heritage Foundation, est rédigé comme un manuel de guerre, style Clausewitz, et fulmine contre les clowns profiteurs de la « gauche » américaine. C'est une sorte de bible de la philosophie ultra-conservatrice en même temps qu'une critique passionnée des faiblesses de l'administration reaganienne. Voilà, pour changer, un tir nourri qui vient de l'extrême droite. Sa thèse : si M. Reagan a fait faillite, c'est qu'il s'est révélé incapable d'accomplir la « révolution conservatrice », de traduire en actes les dogmes de la « nouvelle droite » américaine.

Cet ouvrage collectif de Robert Rector, Michael Sanera, Jeane Kirkpatrick, etc., credo des individualistes, est un ouvrage intense, brillant, féroce, *puissamment documenté*, et réalisé par ce que les auteurs appellent eux-mêmes un *« formidable arsenal intellectuel »*. Il expose en détail une stratégie intégrée d'action contre la « gauche » américaine, bien appuyée sur un sens pragmatique, articulant une doctrine claire fondée sur les bienfaits de l'effort individuel et de la loi du profit, et inspirée par une croyance profonde en un Dieu quasi républicain. A l'évidence, aucun rapport avec l'hystérie du lepénisme ou la folie du néonazisme.

Un « figurant idéal »

LA Heritage Foundation est le « think-tank » le plus influent sous le gouvernement actuel. Il suffit de voir le nombre de personnalités qu'elle a fait nommer à des postes importants de l'administration, la qualité des témoins qu'elle a procurés dans les enquêtes parlementaires, l'impres*sionnante liste de ses publications et les* articles qu'elle inspire dans la presse américaine. Une citation du président Ronald Reagan orne la couverture de son catalogue :

« Vos fréquentes publications, vos études politiques très actuelles, les séminaires et les conférences que vous organisez sont la preuve de votre immense influence sur Capitol Hill, et — croyez-moi, je suis bien placé pour le savoir — à la Maison Blanche (2). »

« Il y a une dizaine d'années, écrit le président du Competitive Enterprise Institute, *toutes les idées venaient des libéraux. Le concept même d'un think-tank conservateur relevait de l'absurde... Mais la transformation intellectuelle a été incroyable. Aujourd'hui, peu nombreux sont les penseurs libéraux qui osent nier la domination effective de l'économie américaine par les théoriciens actuels du capitalisme de marché... Les individualistes ont maintenant à leur disposition un arsenal intellectuel superbement stocké en munitions politiques mûrement réfléchies. »*

La Fondation a été créée en 1973. A l'origine, les brasseries du Colorado, puis la famille Mellon, de grandes entreprises, des particuliers. Son budget annuel s'élèvera peut-être bientôt à 35 millions de dollars. Chaque étude importante est diffusée sans lésiner dans tous les cercles influents de Washington, par les moyens les plus expéditifs. Un exemple significatif et récent de son pouvoir : le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO (3).

Au début du premier mandat du président Reagan, les têtes pensantes et agissantes de la Heritage s'estimaient satisfaites. En effet, *« les gens de la Maison Blanche, à cause de leur naïveté et de leur ignorance de la chose politique, ont été les meilleurs partenaires possibles des conservateurs »*. Le président était le *« figurant idéal »* (4). Malheureusement pour l'extrême droite, cela ne dura qu'un temps, d'où cette remarque lapidaire d'un des auteurs du livre : *« La révolution reaganienne ne peut pas être considérée comme un échec : en fait, elle n'a même pas été amorcée. »*

L'éléphant, vedette du grand cirque washingtonien et symbole du Parti républicain, a promené sur son dos, en équilibre instable, l'administration Reagan cramponnée aux rênes. Le président avait été élu comme cornac suprême. Mais son administration s'est laissé ballotter au gré des humeurs du pachyderme, *« se contentant de réagir aux problèmes de l'heure : son « look » sympathique lui suffisait ». « Personne ne prenait de risques, une façon d'éviter défaites et critiques majeures. »* C'était l'éléphant qui menait le cornac. Une caricature de l'*Evening Sun* (5) a dépeint la catastrophe inévitable du lundi funeste : l'éléphant est transformé en descente de lit, il gît inerte sous les pantoufles de l'ours de Wall Street (symbole de la chute du dollar) armé d'un gros cigare et vautré dans un fauteuil à oreilles. La faillite de Wall Street a écrasé le pauvre animal.

Le choix d'études réunies dans cet ouvrage fait ressortir les préceptes-clés de la révolution conservatrice :

« Le pouvoir de l'Etat est une menace constante à la liberté humaine. »

« Tant que siège le Congrès, chaque citoyen américain est en danger. »

L'ennemi, c'est le « Triangle de fer » que forment le Congrès, les agences fédérales et les groupements d'intérêt privé. Il faut éliminer en totalité, ou presque, les agences fédérales et les programmes sociaux. *« L'Etat-providence est une peste bubonique. »* Débarrassons-nous de *« ce gouvernement permanent des officines de Washington, qui ne fait que contrarier constamment la vraie volonté du peuple américain. »* En procédant à une déréglementation totale, on utilisera au mieux *« ce merveilleux mécanisme qu'est l'économie de marché »*, sans sombrer dans le *« néo-mercantilisme »* inefficace pratiqué par l'administration Reagan.

Autre cible, les médias. Ils votent démocrate à 80 %. Il est donc nécessaire de livrer une véritable *« bataille de tranchées »* contre ce monopole gauchiste. Les médias tirent à vue sur tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à un républicain, un conservateur ou un militaire.

Les Nations unies et leurs agences sont des nids d'espions et *« nous n'y sommes représentés que pour nous faire taper sur les doigts, pour échouer, pour être le vivant exemple de l'impuissance totale »*. L'Amérique doit cesser d'être un perdant à vie, la brebis galeuse livrée à l'opprobre des nations.

Tout contact, même culturel, entre l'Occident et le monde communiste est à proscrire, car il risquerait de saper les fondations morales des pays de l'Ouest. Le budget militaire américain n'arrive pas à la moitié de celui des soviets, mais le gouvernement n'a pas réussi à en persuader l'opinion. *« Un jour, Reagan applique l'expression « empire du mal » à l'URSS »*. Terme correct... mais consternation générale dans l'entourage du président, que l'on rappelle à l'ordre : *« Il ne fallait pas risquer d'offenser la sensibilité du Kremlin. Si c'est cela qui dicte les paroles du président américain, c'est de mauvais augure pour l'avenir de la nation. »*

Le travail a été mal fait jusqu'ici : les républicains libéraux ont failli étouffer l'aile droite du parti. Quant à la bureaucratie fédérale, elle a pratiqué une guérilla souvent victorieuse contre les conservateurs. Les hommes du président se sont laissé prendre en otage par les agences du gouvernement fédéral qu'ils étaient censés diriger. Le président Reagan, trop faible, s'est révélé incapable de retourner l'opinion publique. Les objectifs conservateurs n'ont pas été atteints : supprimer les lois « anticouleur », *terme désignant les* lois pour la protection de l'égalité raciale ; se prononcer contre l'avortement ; rendre leurs prérogatives aux Etats de l'Union ; et faire que la religion retrouve le rôle fondamental qui lui est imparti dans le fonctionnement de la démocratie américaine.

Comment mener la guerre idéologique

QUELLE *stratégie les conservateurs doivent-ils utiliser pour conquérir le pouvoir et faire triompher leur philosophie ?* Il leur faudra :

— bloquer pour des années toute réforme libérale qui pourrait émaner du sénateur Edward Kennedy ou de ses semblables, en acquérant la maîtrise des plus infimes rouages du gouvernement ;

— recruter des équipes soudées d'hommes et de femmes d'une absolue loyauté, de vrais croyants, appliquant à la lettre les principes du pur conservatisme. Technocrates s'abstenir. Gestionnaires également. Politiques uniquement ;

— livrer une guerre idéologique féroce, utilisant l'arsenal complet des techniques martiales, afin d'identifier, répertorier et débusquer tous les groupements politiques de gauche qui sévissent au Congrès, au gouvernement ou dans les multiples agences fédérales, ainsi que dans les milieux d'intérêts privés. *Il sera nécessaire de repérer les* hommes et les femmes au comportement libéral nuisible. S'ils pullulent à Washington et sont si efficaces dans la guérilla, c'est grâce à ces présidents laxistes qu'étaient Ford et Nixon.

Il faut recommander la lecture de ce manuel stratégique aux candidats libéraux : ils pourraient sans doute profiter de ses enseignements.

De son bureau à la Heritage Foundation, située tout près du Capitole, le docteur Hudgins (6) déclare :

« Ce n'est pas le déficit budgétaire qui explique la crise financière : la véritable cause se trouve dans l'extrême faiblesse de l'administration Reagan et l'ignorance du Congrès en matière d'économie. Les Américains se méfient de plus en plus du Capitole. Voyez le Trade Bill, très dangereux, présenté par le démocrate Gephardt. L'administration Reagan s'est montrée très, très faible. Reagan a perdu Bork ; il a été incapable de le faire nommer à la Cour suprême. » Le « think-tank », qui est censé influencer la politique du président, paraît sensible à ce camouflet.

« La politique protectionniste a été pratiquée par le gouvernement. Voyez le cartel de l'acier, le cartel des puces pour l'électronique, et naguère les actions multifibres contre le Canada. Bien entendu, il est aussi pratiqué par le Japon et la France... Le protectionnisme ouvre des perspectives effrayantes. Alors que nous devons pratiquer une politique de plus en plus libre-échangiste dans le monde entier. »

« Get the government out of the economy ! » A tout prix, bloquer l'action du gouvernement dans la vie économique avant qu'il ne cause des ravages. Il est encore temps, car l'économie américaine est forte, le PIB augmente, le chômage diminue.

« La meilleure politique à suivre : une déréglementation sans concessions. Une nouvelle baisse des impôts. Ne pas laisser monter le dollar, sinon la récession aux Etats-Unis est inévitable. Reagan n'a pas su enrayer le déficit budgétaire. Il faut pratiquer des coupes drastiques dans le budget des dépenses fédérales. On pourrait aller jusqu'à 150 milliards ! En fait, 30 cette année, autant l'an prochain et ainsi de suite. Il faut démanteler d'urgence les programmes sociaux, la Sécurité sociale. La pauvreté en Amérique est une création du gouvernement : les dépenses dans le domaine social ne font qu'augmenter la misère, car elles découragent les investissements profitables et gaspillent l'argent des contribuables. Notre devoir prioritaire est d'inciter les entreprises à investir, récompenser l'épargne, et supprimer les taxes sur le revenu du capital. »

« Démantelons immédiatement la « Small Business Administration (7) *! Oui, c'est mon cheval de bataille. »* Cette agence fédérale se comporte, selon Heritage, comme le banquier socialiste des petites entreprises en déconfiture, auxquelles on distribue sans compter les deniers publics sous forme de « primes de catastrophe ».

« Quant aux 26 milliards de subventions aux agriculteurs, il faudra les éliminer totalement en trois ou cinq ans. Et que la Communauté européenne fasse de même. »

« Ne touchons pas au budget de la défense. Il n'a pas augmenté, il a en fait diminué. Ce n'est pas la cause du déficit. »

« La crise, déclare le docteur Hudgins, *est pour Reagan une occasion unique de faire accepter enfin son programme économique. Non, la crise ne sonne pas la fin du conservatisme et de l'économie de marché, comme l'affirment les critiques « bien pensants. »*

Un tel appel au président paraît être en contradiction flagrante avec les jugements exprimés sur son compte par la Heritage Foundation. Mais après tout, si le roi est nu, pourquoi ne pas lui offrir de nouveaux habits, de nouveaux conseillers ?

N'est-ce pas à l'extrême droite, pour utiliser son vocabulaire guerrier, de faire donner l'artillerie ? Elle pourrait alors saisir cette chance d'accomplir une véritable révolution conservatrice. *« Qu'une nouvelle orthodoxie puisse remplacer le credo décadent des libéraux américains. »*

Toutefois, comme disait M. Walter Mondale (8), quel que soit le président élu en 1988, c'est le peuple américain qui devra payer la note laissée par M. Reagan.

---

(1) *Steering the Elephant — How Washington Works*, Robert Rector et Michael Sanera, Universe Books, New-York, 1987, 356 pages.

(2) Julian Behrstock, *The Eigth Case, Troubled Times at the United Nations*, University Press of America, 1987.

(3) Voir sur ce point *le Monde diplomatique* de janvier, avril et octobre 1985.

(4) Anthony Lewis, *New York Times*, 23 octobre 1987.

(5) Publiée dans le *New York Times* du 4 novembre 1987.

(6) Directeur du Center for International Economic Growth de la Heritage Foundation.

(7) Agence fédérale créée par Roosevelt pendant le New Deal pour s'occuper des PME.

(8) Bien avant la crise actuelle.

CORRESPONDANCE

La démocratie argentine en liberté surveillée

A la suite de l'article de Carlos Gabetta « La démocratie argentine en liberté surveillée » (le Monde diplomatique, *avril 1987*), *M. Philippe Messine, auteur des* Saturniens *(La Découverte, Paris, 1987), nous adresse la lettre suivante :*

Les huit prisonniers jugés et condamnés pour des motifs politiques par la dictature militaire qui a précédé l'actuel gouvernement constitutionnel argentin, et dont la situation était évoquée dans l'article de Carlos Gabetta, restent détenus. Leur situation est préoccupante. En effet, leur détention et leur jugement se sont déroulés dans des conditions contraires au respect des droits de l'homme et des droits démocratiques les plus élémentaires, particulièrement *en ce qui concerne* la défense de l'accusé (la plupart n'ont jamais vu leur avocat, ou ont fait sa connaissance... après le jugement) ; les condamnations furent prononcées sans aucune preuve, après des périodes prolongées de détention clandestine et de tortures ; ces huit personnes sont ainsi emprisonnées depuis dix à douze ans, sans jugement digne de ce nom.

C'est d'ailleurs en considération de ces faits que la Commission interaméricaine des droits de l'homme, institution similaire à la Cour de justice européenne, saisie par les prisonniers, a récemment admis une première requête, pour le cas du détenu Osvaldo Lopez, et a demandé au gouvernement argentin de respecter les droits garantis par le pacte de San-José-de-Costa-Rica, dont il est signataire, en clarifiant le cas de ce détenu dans un délai de soixante jours.

Depuis l'avènement du gouvernement démocratique il y a quatre ans, ces prisonniers n'ont cessé de demander la révision de leur procès et leur libération immédiate. Cependant, à ce jour, aucun projet de loi sur la question n'a été adopté par le Parlement. Or le fait de les maintenir en détention apparaît comme un anachronisme surprenant et inquiétant dans l'actuel Etat de droit. Tout porte à penser que ces huit personnes jouent malheureusement un rôle d'otage, gardés en réserve par les forces armées dans le jeu des pressions qu'elles exercent continûment sur les autorités légales : ces détenus marquent en quelque sorte une frontière vivante du libre jeu des institutions.

L'expression claire de l'opinion internationale sur ce sujet ne peut que renforcer la main des démocrates argentins face au chantage permanent de l'armée, et contribuerait à éliminer enfin une situation de violation patente des droits de l'homme héritée de la dictature militaire.

Régulariser une relation passionnée ?

Ayant lu dans le numéro d'octobre l'article « Loin du matraquage médiatique », dans lequel nous invitions nos lecteurs à s'abonner, M. René Le Roy, de Rennes, acheteur au numéro depuis plusieurs années, nous adresse la lettre suivante, qu'il signe : « Un lecteur passionné... »

Voilà plusieurs années que je lis la revue. Je l'ai découverte en première année de fac. Impressionné d'abord, une fois les présentations faites, les contacts sont devenus de plus en plus fréquents pour aujourd'hui se renouveler chaque mois.

Je me suis donc posé un jour la question : *« Ne devrais-je pas régulariser la situation ? »* Ayant eu à diverses occasions le besoin de me reporter à certains numéros auxquels il était fait référence dans un article, je me rendais compte que je ne les avais pas achetés. En m'abonnant, le problème ne se poserait plus.

Oui, mais voilà : établir une telle relation avec elle ne correspondait pas à l'idée que je m'en faisais. Elle est, dans le grand fatras des informations qui nous tombent dessus tous les jours, comme le filtre (...) qui me permet de mieux saisir et comprendre la complexité du monde. C'est une source d'eau vive, c'est ma bolée d'air frais de tous les mois.

L'abonnement lui enlèverait un peu de cette fraîcheur. Elle tomberait tous les mois dans la boîte aux lettres commune, avec tant de prospectus ! C'est un peu de ma spontanéité qui s'en irait. C'est vrai, j'aime aller la chercher au tabac du coin. Aller la chercher... et revenir sans elle, car elle n'est pas toujours au rendez-vous. Elle se fait désirer. Y retourner et la trouver. Alors je la prends, et, dans ce premier contact, elle me donne les premières nouvelles, et puis je paie — que c'est vulgaire ! — et je m'en vais, fier et content, la serrant dans ma main. Toute cette approche me donne des appétits, me met déjà dans les meilleures dispositions pour la lire. Comprenez-vous, Messieurs du *Monde diplomatique* ? C'est un flirt à répétition ! Et puis quoi ! ce n'est pas vous qui prétendrez le contraire. Ne dites-vous pas que vos lecteurs sont jeunes ? Je suis sûr que vos abonnements sont plus nombreux dans les classes âgées. J'avais donc arrêté ma décision : *je ne m'abonnerai pas !*

Et voilà que c'est ma complice de tous les mois qui vient me demander le grand tralala. Ne vais-je pas la froisser en refusant ? En acceptant, ne vais-je pas, moi, m'en éloigner ? Eh bien non ! je resterai moi-même. Je ne m'abonnerai pas !...

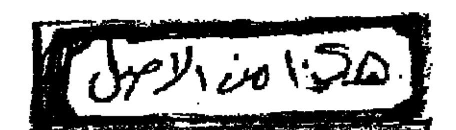
LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71





APRÈS LE RÉCENT CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

Vers le «troisième pas historique» de la Chine?

LE treizième congrès du PC chinois, qui s'est terminé début novembre, s'est déroulé comme prévu : confirmation de M. Zhao Ziyang au poste de secrétaire général, semi-retraite de M. Deng Xiaoping, rajeunissement relatif de la direction au profit de « technocrates » décidés à poursuivre la politique de « modernisation » du pays. Les troubles qui avaient, en octobre, agité le Tibet *(voir pages 4 et 5)* n'ont donc pas servi de prétexte aux « conservateurs » pour tenter une mise en cause de cette stratégie. Ces « conservateurs » ne cachent pas, en revanche, leur inquiétude de voir la Chine abandonner, pour faciliter sa course au progrès, certains principes fondamentaux du socialisme.

Par XAVIER LUCCIONI

Réuni à Pékin entre le 25 octobre et le 1er novembre 1987, le treizième congrès du parti communiste chinois restera marqué par une décision spectaculaire : le retrait de M. Deng Xiaoping. Retrait attendu, manœuvre calculée, mais dont les modalités eussent pu être contrariées par les manifestations estudiantines de décembre 1986, ou, plus récemment, par l'émeute au Tibet. Ces démonstrations ont révélé un profond malaise de la société chinoise. Aussi furent-elles dénoncées comme des perversions symptomatiques de l'ouverture sur l'étranger (1) et de réformes économiques jugées par trop hâtives. De telles critiques émanaient de certains vieux cadres du parti et de l'armée, auxquels est attribué le leadership du courant « conservateur ». Ils sont, pour la plupart, membres de la vieille garde historique, vétérans de la Longue Marche, anciens lieutenants de Mao Zedong, sans être restés ses partisans, et compagnons de route de M. Deng Xiaoping, sans être devenus ses inconditionnels.

Dans de telles conditions, la « retraite » de M. Deng aurait pu ressembler au désaveu de la politique réformiste dont il s'est fait l'apôtre, s'il ne s'agissait que de la seule « démission » d'un éminent leader; mais elle s'accompagne de l'effacement d'une génération de dirigeants octogénaires, appelés à céder leurs fonctions à de « jeunes successeurs », dont la moyenne d'âge est de soixante-cinq ans. Voilà donc pourquoi MM. Chen Yun, Peng Zhen, Hu Qiaomou, Deng Liqu et... Deng Xiaoping viennent d'abandonner leurs responsabilités au sein du bureau politique (2).

S'ils eurent tous à subir les foudres de Mao en raison de leur « révisionnisme », s'ils intriguèrent ardemment pour hâter le retour de M. Deng Xiaoping dans les années 70, s'ils surent âprement fustiger les débordements de la révolution culturelle, aucun de ces vénérables dirigeants ne faisait mystère d'un profond attachement au credo marxiste-léniniste. D'où leur scepticisme, voire leur opposition péremptoire (3) aux multiples initiatives de l'équipe de M. Deng Xiaoping. Querelles qui n'ont, officiellement, aucune raison d'être évoquées ; M. Zhao Ziyang s'empresse de le souligner : *« Ceux qui prétendent analyser la politique chinoise d'après les manifestations d'une lutte entre deux factions commettent erreur après erreur. »*

Débarrassé de figures marquantes aux opinions sans équivoque, le nouveau bureau politique (4) peut, en effet, procurer l'impression – jusqu'à quand? – d'une unité de point de vue. Il est chapeauté par un comité permanent de cinq membres, présidé par M. Zhao Ziyang. Un pragmatique. Un personnage soucieux d'ajuster la gestion de l'économie sur la demande populaire, sans jamais oublier de souligner qu'une telle démarche se doit d'être soumise au respect des « quatre principes cardinaux » – *« la voie socialiste, la dictature démocratique populaire, la direction du parti communiste, le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong »* – objet du consensus entre factions opposées. Un homme de terrain. Sa carrière politique remonte aux années 30, dans sa province natale du Henan, puis dans celle du Guangdong, après la victoire des forces communistes sur les armées du Kouomintang. Spécialiste de la réforme agraire, il devient bientôt responsable du bureau provincial des affaires rurales.

En 1960, cette qualité d'expert l'incite à dénoncer les excès collectivistes du « Grand bond en avant » ; dès cette époque, son comportement paraît marqué du souci de toujours soumettre les concepts idéologiques aux résultats tangibles de la pratique économique. En 1965, quelques mois avant le déclenchement de la révolution culturelle, un article paraît sous sa signature dans le *Quotidien du peuple* : il faut, écrit-il en substance, concilier la volonté révolutionnaire et *« la vérité par les faits »* – formule qu'il utilisera à nouveau, deux décennies plus tard, afin de contrecarrer la campagne lancée contre *« le libéralisme bourgeois »*, grâce à laquelle ses détracteurs tenteront d'infléchir ses visées réformistes. De telles positions lui auront valu d'être violemment attaqué durant la révolution culturelle, conspué par les gardes rouges – il est alors premier secrétaire du parti pour la province du Guangdong, – démis de ses fonctions et exhibé, un chapeau pointu sur la tête, dans les rues de Canton. Douloureuse mais courte éclipse.

Il réapparaît en 1971 – le premier ministre Chou En-Lai reprend alors les affaires en main – comme vice-premier président du comité révolutionnaire du Guangdong, puis numéro un du parti pour cette province. En 1975, circule dans cette région un pamphlet signé Li Yi Zhe, pseudonyme de trois gardes rouges dissidents qui vilipendent Lin Biao, dénoncent la révolution culturelle et réclament la démocratie ; Mao Zedong est alors toujours vivant ; les « quatre de Shanghaï » sont présents au bureau politique. Zhao Ziyang a laissé cette « rumeur » se répandre car elle conforte la position de Chou En-Lai, alors soumis au feu de l'opposition radicale, sous le prétexte de la campagne « PiLin PiKon » (5). A cet instant, chaque faction s'efforce de renforcer ses bastides, en prévision de la disparition prochaine du Grand Timonier : en décembre 1975, M. Zhao Ziyang est nommé premier secrétaire du parti pour la province du Sichuan, par le premier vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping qui en est originaire.

La carrière nationale de l'« expert » (6) va pouvoir prendre son essor. Elle s'amorce par une remise en ordre économique d'une province profondément éprouvée par le vent de collectivisme. Non seulement les lopins privés sont rendus aux paysans, mais ils sont agrandis ; une économie de marché agricole est rétablie : l'expérience va servir de modèle pour la Chine entière et préfigurer le démantèlement des communes populaires. Cette politique conforte la position d'un dirigeant jusqu'alors peu connu, mais qui sait fonder sa popularité sur l'immense masse paysanne, soucieuse avant tout de remplir ses greniers. Elle assure la démonstration d'une nouvelle orientation de l'économie qui entend calculer sa gestion selon les contingences de la base. Elle permet à M. Deng Xiaoping de parachever sa prééminence en contraignant le président Hua Guofeng, successeur autoproclamé de Mao Zedong, à renoncer au cumul des fonctions suprêmes dans le parti et dans l'Etat (7) : en septembre 1980, M. Zhao Ziyang devient premier ministre, puis, en juin 1981, vice-président du PCC, tandis que M. Hu Yaobang – autre protégé de M. Deng – remplace M. Hua à la direction du parti.

Les réformes peuvent être engagées. Par un triumvirat composé de M. Deng Xiaoping, leur « maître à penser » en coulisse, de M. Zhao Ziyang, officiellement leur « manager », et de M. Hu Yaobang, chargé d'incarner leur « directeur de conscience ». Position délicate, qui cristallisera sur M. Hu la vindicte des cadres du parti et de l'armée, ulcérés d'assister, impuissants, au graduel effritement de principes – et de prérogatives – qu'ils estiment inflexibles, et d'une intelligentsia impatiente de pouvoir consacrer à l'accomplissement de la « deuxième révolution » annoncé par M. Deng la plénitude de ses compétences.

Les manifestations étudiantes de décembre 1986 ont souligné de telles déchirures. Elles ont exigé des « réformateurs » qu'ils aillent « encore plus loin », mais ces démonstrations d'humeur interféraient maladroitement dans la minutieuse stratégie chargée de disposer les atouts propres à une victoire de la « réforme économique » – et politique – quelle que puisse être l'échéance de vie accordée à son instigateur principal. Soudain vulnérable, M. Deng dut sacrifier M. Hu Yaobang (8), tout en renforçant la position de M. Zhao Ziyang en lui faisant confier la direction du parti : manière de signifier que les réformes ne sauraient être remises en cause, même s'il fallait se garder du « libéralisme bourgeois ». Ce contre-feu évitait l'incendie. Restait à étouffer les principaux brûlots. Il fallait un geste radical. Et puisque, selon les camps, l'on pouvait, soit s'inquiéter, soit se réjouir de la fragilité d'une entreprise bâtie grâce au charisme d'un seul homme, ce leader prestigieux, mais âgé de quatre-vingt-trois ans, allait *« faire don de sa personne à la jeunesse »*, en se retirant ostensiblement du premier plan. Or un dirigeant si respecté et puissant ne pouvait accomplir un tel acte sans être imité par ses plus anciens compagnons. Aucun d'entre eux ne possédait, en effet, la faculté de s'y refuser car une telle décision eût signifié le désaccord et précipité l'affrontement ; aucun d'entre eux, après Mao Zedong, ne pouvait songer à rejoindre l'histoire, comme un acteur de désordre. La « vieille garde » s'est donc effacée, en confiant les clés du temple à M. Zhao Ziyang, ultime hommage concédé à M. Deng (9).



(Philippot-Sygma)

LA GRANDE SALLE DU PEUPLE A PEKIN, LE 25 OCTOBRE 1987
Adapter la théorie marxiste aux contraintes du pays

Une étape d'une centaine d'années

CETTE victoire n'est pas encore un triomphe. M. Zhao Ziyang devra compter avec le fort ascendant de M. Li Peng, désigné premier ministre par intérim le 24 novembre dernier pour remplacer M. Zhao à la tête du gouvernement, en attendant que la prochaine session de l'Assemblée nationale populaire le confirme dans ces fonctions au printemps 1988. Or, M. Li Peng, fils adoptif du défunt Chou En-Lai, possède la réputation d'un planificateur orthodoxe. Comment pourront alors cohabiter les premiers responsables du parti et de l'Etat ? La question est liée à une nouvelle échéance, qui réclame d'être atteinte tambour battant : celle de la « restructuration politique », déjà plusieurs fois annoncée par M. Deng Xiaoping. Elle possède une clé : la séparation des fonctions du parti et du gouvernement (10). Relation dialectique qui doit s'appliquer à tous les échelons décisionnels et dégager la gestion publique – qu'elle soit d'induction politique ou économique – de tout secteur qui ne soit encore préparé à accueillir ses modalités, dans le contexte concret d'une nation forte de 1 milliard de personnes et d'innombrables cas particuliers. Une telle société réclame davantage de flexibilité et doit autoriser la symbiose entre économie planifiée et économie de marché, entre économie socialiste et économie autarcique dispersée. Ce pragmatisme dans l'interprétation sociale repose sur une précision de l'étape historique : *« La Chine se trouve actuellement à l'étape primaire du socialisme ; celle-ci devrait durer environ une centaine d'années* (11) », c'est-à-dire jusqu'au milieu du vingt et unième siècle, date à laquelle le niveau de vie national pourrait égaler celui des pays moyennement développés *(lire page 4 l'article de Jacques Decornoy)*. Pourquoi affirmer ce « profil bas » après tant de déclarations optimistes ? Parce que la Chine *« développe le socialisme sur la base de forces productives arriérées et d'une économie de marché sous-développée... Nous ne devons pas perdre de vue cette réalité, ni chercher à brûler les étapes »*, souligne M. Zhao Ziyang dans le rapport prononcé au treizième congrès. Et de préciser que *« la combinaison du marxisme et de la pratique »* en Chine a connu *« deux grands pas historiques en avant »* : le premier, lors de la révolution de démocratie nouvelle, qui permit au parti d'accéder au pouvoir, et le deuxième, lors de la troisième session plénière issue du onzième congrès, en décembre 1978, qui substitua l'objectif de la modernisation économique au concept maoïste de la persistance de la lutte des classes dans la société socialiste. Il semblerait qu'un « troisième pas historique » soit désormais engagé, dans la manière d'adapter la théorie marxiste aux obligations de la nation chinoise.

---

(1) Allusion évidente de la presse chinoise à la présence de touristes américains, censés avoir sympathisé avec les manifestants tibétains de Lhassa.

(2) Presque tous les vétérans de la Longue Marche encore en vie quittent le comité central, dont les effectifs sont désormais de soixante-quinze membres et de cent dix suppléants. Voir *le Monde* du 3 novembre 1987, l'article de François Deron. M. Deng Xiaoping conserve cependant le contrôle politique de l'armée.

(3) Critiques notamment formulées par M. Peng Zhen, qui s'inquiète en 1986 du déclin des conceptions marxistes-léninistes et réitère ses réserves sur les « réformes » en mars puis en avril 1987.

(4) Il passe de vingt à dix-sept membres et comprend un comité permanent composé de MM. Zhao Ziyang (secrétaire général), Li Peng, Yao Yilin, Qiao Shi et Hu Qili.

(5) « Critiquer Lin Biao, critiquer Confucius » : campagne déclenchée en décembre 1973 et qui fut largement manipulée par les éléments radicaux, afin d'établir une confusion implicite entre Confucius et Chou En-Lai.

(6) La distinction entre « *rouge* » et « *expert* » constitua l'un des leitmotive de la révolution culturelle.

(7) Quelques jours après la mort de Mao Zedong, M. Hua Guofeng fut désigné président du PCC et premier ministre, au terme d'un compromis destiné à hâter l'élimination des éléments radicaux (la « bande des quatre »).

(8) Voir Xavier Luccioni, « les Remous de la politique d'ouverture en Chine » (*le Monde diplomatique*, février 1987).

(9) M. Zhao Ziyang exerçait la fonction de secrétaire général du PCC par intérim depuis la destitution de M. Hu Yaobang en janvier 1987.

(10) « Rapport de Zhao au congrès du parti », *Pékin information*, 2 novembre 1987.

(11) Editorial, *Pékin information*, 2 novembre 1987.

LA CHINE APRÈS LE TREIZIÈME CONGRÈS

Les minorités nationales au gré des

Par **JEAN-PHILIPPE BEJA** *

LES images de la police tirant le 1er octobre 1987 sur une foule tibétaine désarmée ont rappelé au monde que le parti communiste chinois n'a toujours pas conquis « *les cœurs et les esprits* » des ethnies minoritaires qu'il domine. Vingt-huit ans après l'écrasement de la rébellion des Khampas, malgré l'indéniable assouplissement des contrôles qui a suivi la visite de M. Hu Yaobang (alors secrétaire du parti) à Lhassa en mai 1980, les Tibétains restent en majorité fidèles au dalaï-lama. Le Bouddha vivant, reçu à la commission des droits de l'homme du Sénat américain, n'a pourtant pas réussi à modifier la position du gouvernement américain. Ni l'Union soviétique, qui doit tenir compte de ses propres minorités nationales, ni les Etats-Unis ne sont prêts à envenimer leurs relations avec la Chine au nom du droit du peuple tibétain à disposer de son destin. L'Inde non plus ne tient pas à accroître ses difficultés avec son grand voisin du Nord, et a rappelé au dalaï-lama le devoir de réserve qu'impose le droit d'asile dont il jouit sur son territoire (1).

Les manifestations de Lhassa, venant à la suite de celles des étudiants ouigours contre les essais nucléaires (2), posent le problème de la politique du PCC à l'égard des minorités nationales.

Bien qu'elles ne représentent que 6 % de la population de la République populaire, ces minorités occupent plus de 60 % de l'espace. Elles sont installées dans des zones désertiques, arides ou montagneuses, au sous-sol souvent riche en matières premières que les autorités de Pékin ont été jusqu'à présent incapables d'exploiter en raison de l'arriération économique. Dans un pays aussi surpeuplé que la Chine, la possession de cet espace vital revêt une grande importance. Pourtant, les Hans rechignent à s'installer dans des zones où le climat est dur et dont les habitants leur sont hostiles. La plupart des transferts de population ont donc été effectués autoritairement par le gouvernement : « droitiers » puis ingénieurs des grandes villes de l'Est envoyés au Xinjiang après 1957, « criminels » de toute sorte dans les camps de travail nombreux au Xinjiang et au Qinghai, et enfin militaires présents massivement.

Les zones de peuplement des minorités ethniques se trouvent en effet aux frontières de la Chine, ce qui leur confère une formidable importance stratégique aux yeux de Pékin. D'autant que les relations de la République populaire avec ses voisins n'ont pas toujours été idylliques.

Un racisme endémique

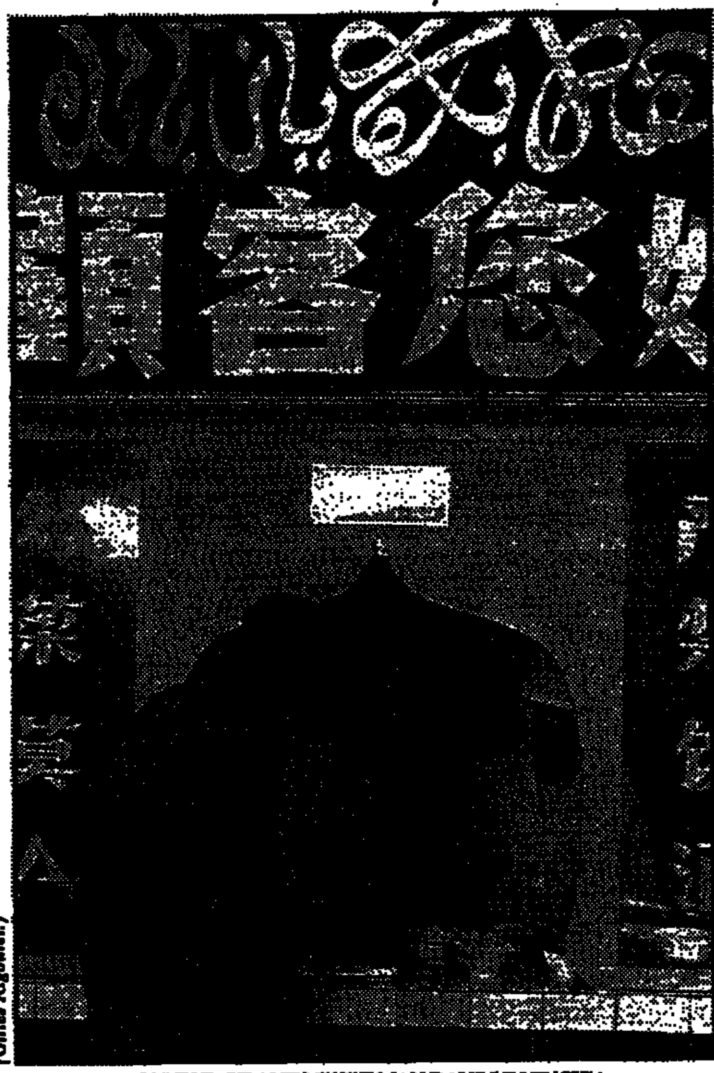
SUR les trois conflits armés qui ont opposé l'armée populaire de libération à des pays étrangers depuis 1949, deux ont eu pour théâtre des zones habitées par les minorités nationales : le Tibet, pour la guerre sino-indienne de 1962; le Yunnan et le Guangxi pour la guerre sino-vietnamienne de 1979 (3). Enfin, c'est dans la région autonome ouigoure du Xinjiang, au Lobnor, que se trouvent les installations nucléaires de l'armée. Le contrôle de ces régions habitées par des populations à la loyauté douteuse constitue donc un impératif stratégique de première importance pour les dirigeants, quels qu'ils soient.

Tout au long de l'histoire de l'empire du Milieu, les ethnies aujourd'hui minoritaires ont eu des relations difficiles avec les Hans. Ainsi, du treizième au quinzième siècle, puis du dix-septième au début du vingtième, les Mongols et ensuite les Mandchous ont dominé l'empire du Milieu. Les Hans ont eu beaucoup de mal à asseoir leur domination sur les Ouigours et les Tibétains. Encore a-t-elle connu de longues périodes d'éclipses, et de 1911 à 1950, le « Toit du monde » a joui d'une indépendance de fait. Cet héritage pèse sur les mentalités. Se croyant dépositaires de la culture, les Hans considèrent les minorités comme « arriérées ». Ceux qui reconnaissent leurs spécificités les ravalent au niveau du folklore, mais le plus souvent les stéréotypes règnent en maître : on se moque des Ouigours qui mangent avec les mains, on se méfie de la « *cruauté* », des mœurs barbares des Tibétains, notamment en matière de funérailles, on a un regard amusé pour les Coréens qui « *aiment danser* ». Les minorités, notamment celles du sud-ouest du pays (Thais, Naxis, Tibétains), servent aussi aux Hans à défouler leurs fantasmes sexuels. D'innombrables jeunes instruits envoyés au Yunnan ou au Tibet racontent que, « là-bas », les femmes cèdent volontiers aux désirs des hommes ou, plus encore, qu'elles prennent l'initiative. Dans la mythologie populaire, les minorités se situent à mi-chemin entre les Indiens des réserves et les Thaïlandaises décrites par les touristes occidentaux. Les ethnologues chinois eux-mêmes considèrent leurs cultures comme autant de fossiles restés en marge de la course vers la civilisation.

Avant 1949, la langue chinoise reflétait cette affirmation de la supériorité han puisque les idéogrammes qualifiant les groupes minoritaires étaient précédés du radical désignant les animaux sauvages.

Les communistes ont aboli cette pratique, mais ils ont fourni une justification théorique aux préjugés ambiants. Plus encore que leurs prédécesseurs, et quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent, ils ont pratiqué une politique d'assimilation fondée sur les critères définis par Engels (4) : les cultures des minorités ethniques sont situées sur les degrés inférieurs d'une échelle ainsi constituée : communisme primitif, esclavage, féodalisme, capitalisme et socialisme. Naturellement, les Hans, qui ont décidé d'instaurer le socialisme, se situent au sommet, et les minorités, qui jouissent théoriquement de l'égalité absolue, doivent « s'élever » au niveau de leur « grand frère » (5).

Comment maintenir le contrôle de Pékin sur ces régions en faisant l'économie d'une révolution des mentalités, en continuant à considérer les minorités nationales comme des « barbares de la périphérie » ? Depuis 1949, les dirigeants communistes ont répondu avec une remarquable constance : par la sinisation. Selon les époques, ce concept a rimé avec « *transformation socialiste* » (début des années 50), « *création de l'homme nouveau* » (vingt dernières années du règne de Mao) et, aujourd'hui, « *modernisation* ». En fait, le Parti communiste n'a pas de stratégie spécifique à l'égard des minorités. L'attitude de Pékin est entièrement déterminée par les fluctuations de la politique générale. On peut donc, dans ce domaine comme dans les autres, distinguer trois périodes dans l'histoire de la République populaire : la période « soviétique », la période maoïste et la période « réformatrice ».


(Gilles Rigoulet.)

UN RESTAURANT MUSULMAN DANS LE NINGXIA
Pékin a même voulu réglementer la nourriture

* Chercheur au CNRS.

(1) Le 8 octobre 1987, un porte-parole déclarait à New-Delhi que l'Inde considère que « *la région autonome du Tibet fait partie de la Chine* », et que le dalaï-lama « *a été informé qu'aucune activité de nature politique ne saurait être conduite à partir du territoire indien* ».

(2) *Le Monde*, 24 décembre 1985.

(3) Les accrochages avec l'Union soviétique de 1969 ont eu lieu en Mandchourie, mais les Mandchous sont nettement minoritaires dans la zone en question.

(4) Friedrich Engels, *les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*

(5) Voir l'enquête réalisée à Xishuang-Banna, *in Yunnan Shehui kexue* (Sciences sociales au Yunnan), n° 1, 1984, et cette citation de Chen Yongkang à l'Assemblée nationale : « *Tout le monde sait que si les diverses minorités nationales de Chine veulent rapidement occuper un rang similaire aux nationalités culturellement et économiquement avancées, elles doivent apprendre d'abord à absorber la science et la culture avancées de la principale nationalité de notre patrie et s'assurer l'assistance du peuple han* » (*Renmin Ribao*, 18 février 1958).

Socialisme... ou tentation

Par **JACQUES DECORNOY**

UNE « première » en Chine : la « zone économique spéciale » de Shenzen, proche de Hongkong, a décidé en juillet de céder à bail des terres pour cinquante ans à des Chinois ou à des étrangers. Shanghai et l'île de Hainan ont aussitôt fait connaître leur intérêt pour de telles transactions. Or, fait significatif, alors même que le congrès du PC était réuni, un responsable annonçait que Hainan deviendrait « zone économique spéciale » et pourrait céder des terres à des étrangers (1). Cependant, les éléments « conservateurs » du PC n'ont pas caché leur mécontentement, estimant ces pratiques contraires à la Constitution et les rapprochant du système des concessions dont bénéficiaient les étrangers dans les ports avant 1949.

Autre « première » : une société pékinoise (bénéficiaire), fabriquant des boîtes de vitesses et désireuse de développer ses activités, a racheté une entreprise (déficitaire) spécialisée dans les pièces détachées. M. Qin Yuanwen, directeur de la compagnie, déclare : « *Le rachat d'entreprises est certes très commun en Occident, comme le sont les faillites, les fermetures et les ventes aux enchères. Mais, dans notre société socialiste, la question se posait de savoir si des entreprises appartenant à l'Etat pouvaient être achetées sur une base commerciale. J'estime logique l'achat et la vente d'entreprises* (2). » Voici, note *Time Magazine*, une nouvelle pratique capitaliste en Chine, qui s'ajoute à d'autres, comme le licenciement d'ouvriers, la vente d'actions et la possibilité pour les paysans de fixer les prix de vente de leurs produits. Bien sûr, M. Qin a agi avec l'accord des autorités ; bien sûr, il n'est pas propriétaire de l'entreprise. Cependant, il ne cache pas que sa décision visant à améliorer la rentabilité de la société qu'il dirige s'inspire des méthodes en usage dans le monde capitaliste.

En ce même mois de septembre 1987, une délégation de la Banque mondiale étudiait à Pékin les plans de réforme économique, et s'en félicitait. Elle apprenait notamment, rapporte le *Financial Times* du 4 septembre, que les autorités, abandonnant la vieille politique d'autosuffisance, projettent de diversifier les productions agricoles dans les riches provinces côtières et ainsi de faire davantage dépendre l'économie des importations de céréales, et donc du marché mondial. La Chine, déclare le premier ministre, veut « *introduire chez elle toutes les méthodes communément utilisées sur le plan international pour développer l'économie des produits de base, mais dans les conditions du socialisme* ».

Le problème est clairement posé, en apparence du moins : « *les conditions du socialisme* » doivent être respectées. Les exemples évoqués incitent pourtant à la réflexion. Si un chef d'entreprise actif, porté de surcroît par un marché (local ou étranger) demandeur, rachète une autre société plus ou moins mal gérée, il se montre certes efficace, mais que reste-t-il du socialisme, de la recherche d'un développement équilibré et d'une satisfaction générale des besoins ? Ces besoins peuvent-ils être définis selon les normes de la rentabilité, ne peuvent-ils être hiérarchisés dans une société d'un milliard d'hommes encore globalement pauvres ? Et quel est le poids du « socialisme » dans une politique s'insérant de plus en plus dans le mécanisme du négoce mondial où les prix (ceux des céréales, en particulier) sont, que l'on sache, fixés à Chicago plus souvent qu'à Shanghai ?

Ces questions, à partir d'autres exemples, Michel Chossudovsky, qui enseigne l'économie à l'université d'Ottawa, les résume en une formule plus générale, qui fournit le titre de son dernier ouvrage : « *Vers une restauration du capitalisme ? Le socialisme chinois après Mao* » (3). Un livre qui provoque, heurte : le chercheur canadien estime en effet que la Chine a rompu avec le socialisme et s'intègre à pas de géant dans le système capitaliste. Pour lui, la rupture s'est faite lorsque, en octobre 1976, la « bande des quatre » a été évincée du pouvoir, et elle a été officialisée lors des réformes de 1978 et 1979. Autrement dit, la dérive « droitière » a été la conséquence de l'échec de la révolution culturelle, échec lui-même provoqué notamment par la persistance, dans les années qui ont précédé ce chambardement, de puissants courants, au sein de l'appareil de l'Etat et du parti, favorables à l'épanouissement d'une économie en fait capitaliste, même si elle est qualifiée de socialiste. Nulle part en tout cas, dans son livre, Michel Chossudovsky n'assimile la révolution culturelle (sur les « *excès* » de laquelle il passe un peu vite) à on ne sait quel redécoupage des habits du président Mao.

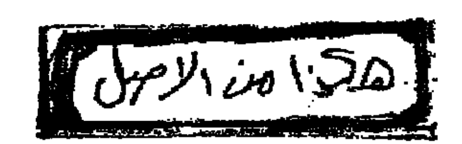
L'auteur passe en revue les divers aspects de la stratégie mise en place par M. Deng Xiaoping et ses amis. L'agriculture ? La privatisation *de facto* de la terre, des machines, du cheptel ne peut, au nom de la rentabilité et de l'« économisme » chers à la Banque mondiale, que rendre plus riches les provinces riches, et appauvrir les régions pauvres. La Chine entre dans « *le monde de l'agrobusiness* ». L'industrie ? Le pouvoir des *managers* et des ingénieurs est de plus en plus grand. La « *modernisation* » réintègre ce secteur dans le monde capitaliste.

(1) *Far Eastern Economic Review* du 15 octobre, et *International Herald Tribune* du 30 octobre 1987.

(2) *Time Magazine*, 14 septembre 1987.

(3) Michel Chossudovsky, *Towards Capitalist Restoration ? Chinese Socialism after Mao*, Macmillan, Londres, 1986, 252 pages, 6,95 livres.

● ATLAS ÉCONOMIQUE DE LA CHINE. – En français, anglais et chinois, un très intéressant atlas économique établi par Pierre Gentelle, qui montre clairement l'état de développement – et de sous développement – de la Chine, globalement et région par région *(Fayard-Reclus, Paris, 1987, 112 pages, 180 F)*.



DU PARTI COMMUNISTE

variations de la politique générale

Dans un premier temps (1949-1955), Pékin va tenter de se concilier les élites locales en leur donnant des postes honorifiques dans les nouvelles instances administratives, le pouvoir réel appartenant aux militaires et aux communistes hans, et de les convaincre de partager leurs terres. Le concept d'« autonomie » des régions minoritaires (6) sert cet objectif en fournissant de nombreux postes sans pouvoir réel à tous les niveaux aux élites traditionnelles. En même temps, on envoie dans des instituts de minorité nationale des jeunes qui apprennent le chinois et s'initient à la politique du PCC. Ils devront prendre la relève des élites traditionnelles. En général, cette intégration des notables traditionnels dans les zones peuplées de minorités structurées (Ouigours, Kazakhs, Bais) se passe sans trop de heurts. La réforme agraire est réalisée avec un peu de retard, et l'on commence à installer les coopératives. Cependant, en 1957, les intellectuels ouïgours, par exemple, se plaignent de la politique d'assimilation et de la présence militaire chinoise au Xinjiang, et demandent la création d'une République du Turkestan.

A cette époque, le Tibet représente une exception, puisque l'accord signé le 23 mai 1951 entre le gouvernement du dalaï-lama et les représentants de Pékin stipule que le système socio-politique restera inchangé.

Quatre alphabets ouïgours en trente-trois ans...

LES vicissitudes de l'alphabet ouïgour sont une excellente illustration de l'attitude des communistes chinois à l'égard des minorités nationales. A la Libération, l'alphabet arabe, enseigné dans les écoles coraniques, était l'unique véhicule de la culture ouïgoure. En 1956, conscients que cette situation donnait un avantage exorbitant aux élites religieuses et risquait d'alimenter l'hostilité à l'égard des Hans, les dirigeants le remplacèrent par l'alphabet cyrillique, en vigueur dans les républiques turcophones de l'URSS. Cette mesure avait l'inconvénient de couper les jeunes de leurs traditions, mais elle leur permettait au moins de communiquer avec leurs cousins du Nord.

La brouille sino-soviétique s'envenimant, dès 1958, Chou En Lai proposait d'adopter l'alphabet latin, qui, selon lui, convenait mieux aux inflexions du ouïgour. Cette mesure fut généralisée en 1965. Naturellement, on prit bien soin d'adopter une romanisation différente de celle en vigueur en Turquie. Le rêve des communistes chinois était enfin réalisé : les jeunes Ouïgours n'auraient plus l'esprit pollué par les œuvres « féodales » ou « révisionnistes ». En 1982, les autorités ont enfin rétabli l'usage de l'alphabet arabe. Quatre changements d'alphabet en trente-trois ans ! Qui se soucie du gâchis causé à plusieurs générations de Ouïgours ?

La révolte de 1958-1959 au Tibet

EN fait, dès 1956, les Chinois commencent à effectuer une réforme agraire dans la périphérie de la région, partageant les terres des monastères et obligeant les moines à se marier et à cultiver leurs champs, provoquant ainsi l'indignation d'une population très attachée à ses traditions.

A partir de 1958, et surtout de 1966, Mao met en œuvre son projet de « communisation » à outrance de la Chine. Cette impatience révolutionnaire conduit les dirigeants du PCC à considérer les particularismes culturels des minorités comme autant d'obstacles sur la voie du socialisme. Cette politique est vécue dans les zones périphériques comme une tentative de sinisation à outrance. Elle va se poursuivre, avec des hauts et des bas, pendant vingt ans et fera des ravages encore plus considérables chez les ethnies minoritaires que chez les Hans. La volonté de sédentariser par la force les nomades kazakhs et turkmènes conduit de cent mille à deux cent mille d'entre eux à s'enfuir en Union soviétique. Toujours en 1958, une révolte des Huis ayant pour but d'établir une république islamique est déclenchée par l'imam Ma Zhenwu. L'armée la matera dans le sang (7).

La répression de la révolte des Khampas en 1958-1959 met un terme à l'autonomie dont jouissait encore le Tibet, et provoque l'exil du dalaï-lama et la destruction systématique de la culture locale : les militaires chinois ne se sont pas contentés de raser plus de deux mille cinq cents monastères, dépositaires de cette culture, ils sont allés jusqu'à interdire aux Tibétains de cultiver l'orge, qui constitue l'essentiel de leur alimentation, pour le remplacer par le blé d'hiver, Pékin ayant décidé qu'il était plus nourrissant. La volonté de changer les habitudes alimentaires semble du reste faire partie d'un plan de destruction des particularismes puisque, en 1975, l'obligation faite aux Huis (musulmans) de Shadian, au Yunnan, d'élever des porcs les conduira à prendre les armes (8). Il faudra que Hua Guofeng se rende sur place et ordonne à l'armée d'intervenir au canon contre les villages pour mettre un terme à la rébellion. Au Yunnan, les Chinois interdisent aux montagnards de cultiver le riz sec. Et partout sont détruits les lieux de culte alors qu'ils représentent le principal lieu de transmission de la culture nationale. En 1976, le ressentiment, manifeste ou latent, à l'égard des Hans est évident dans la plupart des ethnies minoritaires.

Ces destructions sur le plan culturel n'ont eu aucune contrepartie en matière de développement économique, les seuls investissements importants étant des routes stratégiques, ou l'extraction du pétrole, qui ne profite nullement aux minorités. De 1958 à 1977, le niveau de vie des populations périphériques a baissé. Cependant, les pratiques sociales traditionnelles, bien que contraintes à la clandestinité, sont demeurées vivaces.

C'est dans ce contexte, finalement très semblable à celui de la Chine de l'intérieur mais auquel vient s'ajouter l'élément national, que M. Deng Xiaoping décide de changer d'attitude. Pourtant, si le programme de modernisation qu'il met en œuvre à partir de 1978 prend en compte les réalités sociales, tant dans l'intérieur que dans les zones minoritaires, il n'en considère pas moins que les particularismes représentent un obstacle avec lequel le pouvoir central ne doit composer que provisoirement. La nouvelle politique a cependant des incidences sur la vie des minorités ; la pratique religieuse, les cérémonies traditionnelles sont à nouveau tolérées, et, à partir de 1980, du Xinjiang au Tibet en passant par le Yunnan, mosquées et monastères sont restaurés, souvent aux frais des fidèles.

Le renouveau de tolérance renforce le sentiment d'identité des ethnies et, paradoxalement, leur ressentiment envers la domination chinoise. L'afflux de touristes occidentaux, la multiplication des contacts avec les compatriotes qui ont émigré depuis 1949, ont fait prendre une conscience encore plus aiguë aux minorités ethniques de l'arriération économique de la Chine. Depuis 1982, les heurts entre ethnies minoritaires et Hans se sont multipliés (ou, du moins, la plus grande ouverture nous permet-elle d'en avoir connaissance) : incidents d'Aksu ou Xinjiang en 1981 (9), où une bagarre a dégénéré en véritable pogrom antichinois, manifestations nationalistes au Tibet à l'occasion des visites des délégations du dalaï-lama (10), manifestations des étudiants originaires du Xinjiang contre les essais nucléaires et la présence de l'armée chinoise en décembre 1985. Seul le Yunnan est épargné, Vietnamiens et Laotiens se comportant de manière encore plus agressive à l'égard des ethnies minoritaires au-delà de la frontière.

La nouvelle stratégie n'a pas permis de convaincre les peuples périphériques de la nécessité de demeurer au sein de la grande famille chinoise, qui, pour eux, s'apparente trop à la famille confucianiste où le père dispose d'un pouvoir absolu. La politique d'ouverture a encore renforcé les frustrations des jeunes cadres locaux, qui se plaignent de n'avoir jamais l'occasion d'être envoyés à l'étranger par le gouvernement, tout en dénonçant le bas niveau de l'éducation dispensée dans les « régions autonomes » ou dans les instituts des minorités nationales. Au Xinjiang, les Ouigours regardent de plus en plus vers l'URSS, vers leurs frères d'Afghanistan ou même vers la République islamique iranienne. Pourtant, la revendication d'indépendance semble complètement irréaliste. Les plus intelligents des dirigeants des minorités, comme le dalaï-lama (11), cherchent aujourd'hui à obtenir des communistes qu'ils se comportent comme les empereurs qui les ont précédés à Pékin : qu'ils laissent leurs armées aux frontières, mais autorisent les ethnies minoritaires à vivre selon leurs traditions, sous la direction de leurs élites naturelles qui feraient serment d'allégeance à la Chine, comme ce fut plus ou moins le cas au Tibet, de 1950 à 1956.

Le parti communiste peut-il accepter un tel compromis ? Les opinions au centre ne sont sans doute pas unanimes, et il est à craindre que militaires et « conservateurs » s'accommodent mal d'une telle situation. Les Tibétains ont fait perdre la face à l'armée chinoise en septembre-octobre 1987. En août 1987, dans son autocritique, M. Hu Yaobang a regretté son attitude trop « *libérale* » au Tibet (12). On peut redouter que ses généraux et leurs mentors ne cherchent à faire payer cette insulte aux responsables de la politique d'ouverture.

JEAN-PHILIPPE BÉJA.

(6) Après une période d'hésitation, les Chinois ont abandonné l'idée de créer des républiques sur le modèle soviétique garantissant la liberté (illusoire) de sécession. Certains dirigeants des régions autonomes doivent appartenir aux minorités nationales, mais ils doivent agir dans le cadre de la politique décidée par Pékin. La plupart des régions autonomes ont été créées dans les années 50 : Xinjiang en 1955, Zhuang et Hui en 1958. Le vide du concept d'autonomie apparaît de façon éclatante avec la création, en 1965, de la région autonome du Tibet, fondée alors que toute forme de pouvoir tibétain autonome a été écrasée. Rappelons que le recensement de 1982 montre qu'à l'exception du Tibet toutes les régions autonomes sont peuplées majoritairement de Hans.

(7) Raphael Disraeli, « The Muslim Minority in the People's Republic of China », *Asian Survey*, août 1981.

(8) *Guanchajia (The Observer)*, revue de Hongkong, décembre 1978, et *le Monde*, 11 et 13 octobre 1978.

(9) *Guanchajia*, juillet 1981.

(10) *Far Eastern Economic Review*, 8 août 1980.

(11) Dans l'interview publiée par *le Monde* daté 18-19 octobre 1987, le dalaï-lama adopte une attitude extrêmement mesurée qui montre une connaissance profonde de son adversaire.

(12) *Zhengming*, octobre 1987, et *The Financial Times*, 15 octobre 1987.

capitaliste ?

Les rapports sociaux sont fondés sur l'élitisme, et le modèle de formation est celui des universités américaines. La politique des salaires et de l'embauche confirme ce diagnostic. L'économie de marché ? Elle élimine les entreprises faibles (au lieu de les hisser à un niveau supérieur), accroît les disparités régionales (au profit des villes industrielles de la côte), favorise la fabrication de produits de luxe ou de semi-luxe, ou de biens destinés à l'étranger, au détriment de celle des biens de consommation courante. L'industrie lourde ne peut que pâtir de cette situation, au profit d'une industrie légère, dépendante, de surcroît, de la technique et du capital étrangers (ou chinois d'outre-mer). Une société duale se met ainsi en place, dont bénéficient de petites poches de citoyens pensant et consommant comme à Hongkong. Après tout, la colonie britannique n'a peut-être pas à se soucier trop de l'échéance de 1997, dans la mesure où, avant même le rattachement au continent, elle « déteint » sur la frange urbaine côtière de la mère patrie.

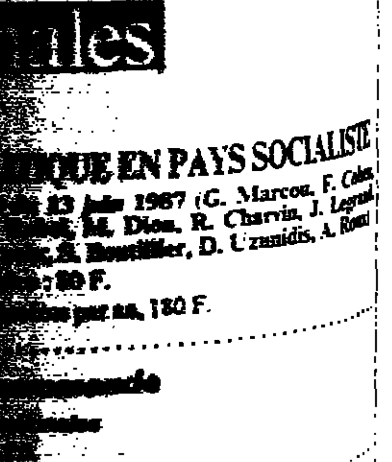
Confucius et Taylor

MICHEL CHOSSUDOVSKY analyse aussi le rôle du capital étranger dans l'évolution actuelle, et notamment l'action décisive, selon lui, des bourgeoisies chinoises d'Asie du Sud-Est. Le capitalisme étranger (et chinois d'outre-mer) trouve en Chine une main-d'œuvre non seulement innombrable, mais qui coûte trente fois moins cher qu'en Occident, et est aussi bien meilleur marché qu'en Corée du Sud, à Taiwan ou en Malaisie. Une chemise fabriquée en Chine, et vendue 15 dollars à New-York, inclut dans son coût de production un salaire de 0,45 dollar et n'aura pas rapporté davantage à son entreprise d'origine. La question des coûts n'est d'ailleurs qu'un des éléments du problème. Plus généralement, écrit l'auteur, les choix économiques (investissements, transferts de technologie, etc.) ne sont pas le fait des Chinois, mais des entrepreneurs étrangers. Et c'est dans un tel contexte qu'il faut analyser les rapports stratégiques entre Pékin et Washington, et l'attitude de la Chine à l'égard des régimes du Sud-Est asiatique au sein desquels les bourgeoisies chinoises jouent un rôle considérable. Des « *alliances de classe* » se tissent de la sorte, mais, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays du tiers-monde où la bourgeoisie locale est « *cliente* » d'un pouvoir capitaliste extérieur, qu'elle subit, la « *bourgeoisie d'Etat* » chinoise a bien choisi de s'engager dans la voie actuelle.

Dans ces conditions, les relations sociales fondées sur « *l'autoritarisme confucéen et le taylorisme occidental* » ne peuvent guère être décrites, ni vécues, comme une étape en direction du socialisme. La base sociale du régime est active, mais, selon Michel Chossudovsky, elle est essentiellement constituée par une sorte de classe moyenne urbaine qui représente environ 20 % de la population des villes, soit 6 % du milliard de Chinois.

Ce livre ouvre un débat de fond sur le type de projet de société qui se dessine pour la Chine. Michel Chossudovsky ne s'attarde guère sur les questions démographiques. Or, même si l'on met entre parenthèses l'interrogation sur la nature réelle du système, et ce qu'elle implique comme vision des rapports humains, comment croire que le mode de vie d'une classe sociale privilégiée, de Hongkong ou de San-Franciso, peut être étendu à une énorme masse rurale, en pleine expansion de surcroît ? Un tel type de développement suppose des choix sociaux bien précis et l'acceptation de contradictions dans la société, avec leur cortège de mesures répressives ; l'acceptation, aussi, d'un divorce de plus en plus évident entre le discours officiel et la réalité vécue par la majorité de la population.

JACQUES DECORNOY.



LA RÉFORME EN UNION SOVIÉTIQUE :

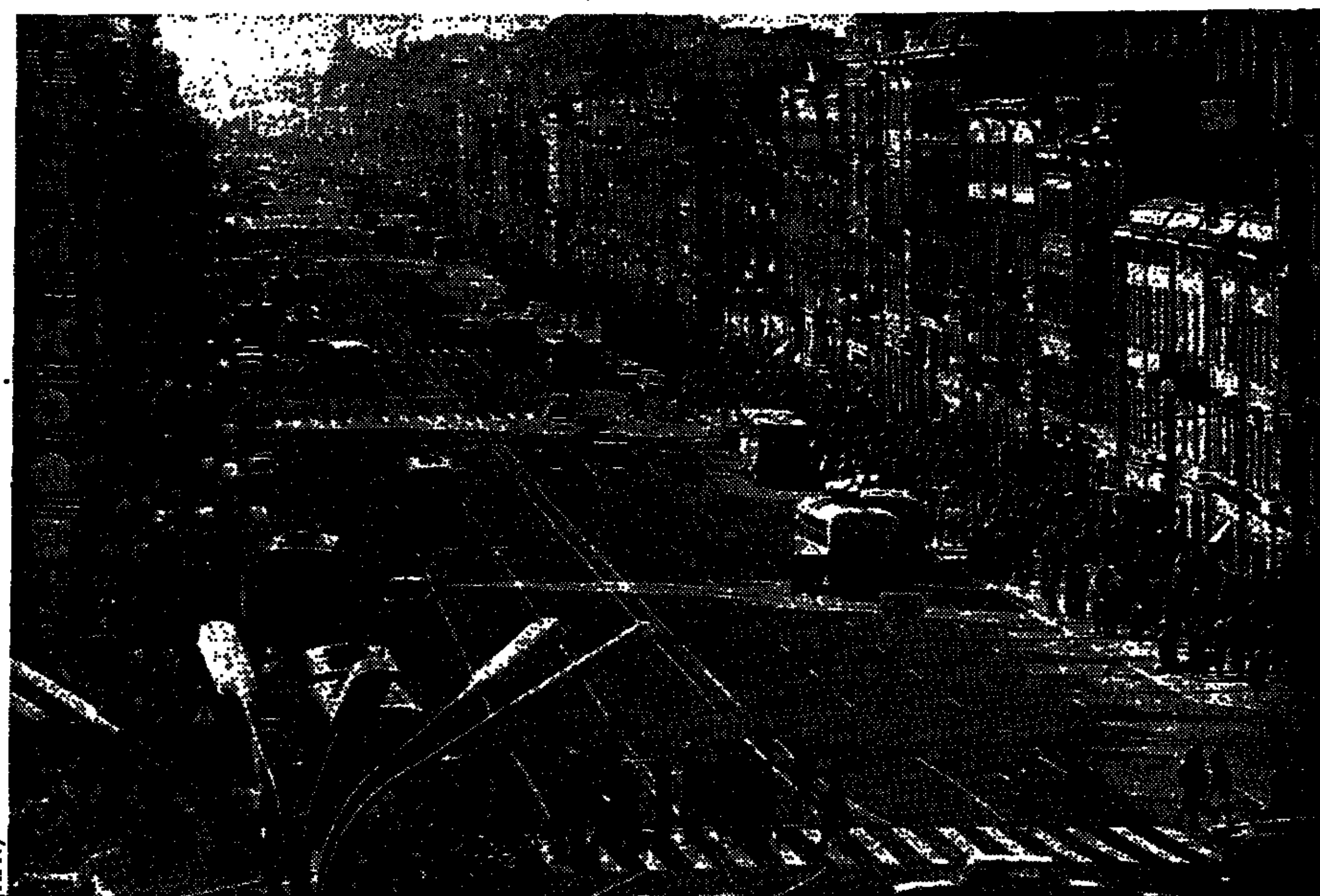
Fin de l'état de grâce

(Suite de la première page.)

Mais la politique n'est pas rectiligne *« comme la perspective Nevski »* (*dixit* Lénine). Si le renouveau de la pensée politique officielle est de grande envergure, comme en témoigne le livre-programme de M. Gorbatchev (3), son discours du 2 novembre marque une courbe rentrante. L'occasion du soixante-dixième anniversaire de la révolution n'a pas été saisie pour une spectaculaire réhabilitation de l'histoire : reconnaissance du rôle de Trotski, de Boukharine et des autres compagnons de Lénine jetés aux oubliettes, effacement des infamies dont ils furent accablés lors des procès staliniens des années 30, hommage aux victimes des répressions. Des articles de presse et des conversations, au cours des derniers mois, alimentaient de tels espoirs.

Il ne pouvait, certes, être question d'une réhabilitation politique de Trotski ; mais celle, pénale, des condamnés des procès de 1936-1937 était à l'ordre du jour (4). Au lieu de ce « retour à la vérité » tant espéré, M. Gorbatchev a servi un jugement tempéré sur le stalinisme, sensiblement en retrait sur le rapport Khrouchtchev de 1956, dit « secret » (il fut largement diffusé par voie orale, lors de réunions de communistes et de sans-parti), et sur ceux, publics, soumis au vingt-deuxième congrès du parti en 1961. Sans doute M. Gorbatchev doit-il composer non seulement avec ses collègues, mais aussi avec une large partie de la population qui n'accepterait pas une condamnation « unilatérale » de Staline, associé aux exploits de l'industrialisation et à la victoire sur l'Allemagne nazie. Cette controverse déjà traditionnelle, et passablement simpliste, autour des « mérites » et des « erreurs » de Staline semble pourtant dépassée par les articles et les livres qui – tel le roman d'Anatoly Rybakov, *les Enfants de l'Arbat* – tendent à restituer l'histoire des Soviétiques dans toute sa tragique complexité. Le réexamen des drames de la collectivisation forcée, en 1928-1932, est lui aussi entamé, notamment dans les écrits de l'historien Danilov ou du romancier Belov. Quant au débat sur l'année 1917, il se polarise de manière révélatrice sur la révolution démocratique de février et sur le processus qui mena à la prise de pouvoir par les bolcheviks en octobre.

Y avait-il une autre voie ? A la veille d'Octobre... ou à la fin des années 20, au seuil de la collectivisation et de l'industrialisation accélérée ? Telles sont les questions qui sous-tendent plus ou moins explicitement la discussion. On comprend que ce qui est en jeu, c'est la légitimité historique du parti au pouvoir depuis 1917.



(APN)

LA PERSPECTIVE NEVSKI A LENINGRAD
« L'action politique n'est pas rectiligne »...

Jeter les fondations d'un monde nouveau

LES « gorbatchéviens » les plus radicaux ne redoutent pas ce débat : il devrait leur permettre de démontrer qu'il n'y avait pas qu'un seul modèle soviétique possible, que le léninisme de leur choix (le Lénine des dernières années, particulièrement hostile à la bureaucratie, ouvert à la libre coopération et au marché) permet de fonder, ou du moins d'inspirer, aujourd'hui, une nouvelle légitimité. Celle d'un communisme réformateur, démocratique.

Il y a donc, côté réformateurs, une volonté de politiser la *perestroïka*, de ne pas la réduire à une « restructuration » purement économique et technocratique. Et pour cause. Aucune amélioration matérielle n'est concevable à court terme. Commencée sous Brejnev, la dégradation des performances économiques se poursuit, au risque de donner des arguments démagogiques aux adversaires des réformes. D'autant que celles-ci risquent de compliquer la situation. Bref, aucune promesse alléchante. Sauf celle... d'un nouveau monde.

Les objectifs, sinon toutes les modalités de la « réforme radicale » sont enfin clarifiés. C'est cela le nouveau *perelom* (5), comme le dit Lev Voznessenski (6), le tournant dans le tournant par lequel la *perestroïka* prend consistance et touche aux intérêts de larges couches de l'appareil et de la population. C'est, concrètement, la liquidation de l'économie du commandement mise en place sous Staline après 1928.

La réforme de l'entreprise, qui entre en vigueur en janvier 1988, opte sans équivoque pour les « trois A » – autonomie, autofinancement, autogestion. La tutelle du plan central sur la gestion courante est en voie d'abolition. C'est plus que n'en voulait la réforme de 1965, et c'est autre chose qu'une modernisation du modèle soviétique existant, à l'exemple de la RDA. C'est plutôt la Hongrie qui a fait école (7).

Telle qu'esquissée désormais, la réforme présente ce paradoxe : prudente et graduelle dans son amorce, mais lancée sur une trajectoire telle que l'on ne pourra rien changer sans tout changer et, dès lors, sans toucher *« au cœur du système »*, pour reprendre l'expression de l'économiste Abel Aganbegian.

L'ouvrage d'Abel Aganbegian, principal inspirateur de la réforme, est très explicite (8). Ses théories sont proches de celles que développait à Prague, en 1968, M. Ota Sik, en faveur du « socialisme de marché ». M. Aganbegian polémique avec les dogmatiques qui associent marché et capitalisme en rappelant que le premier est bien antérieur au second. Son extension générale, en un système « où tout est à vendre et tout est à acheter », est hors de perspective pour l'économie soviétique, où bien des valeurs matérielles (et autres) resteront soustraites au marché, défini comme *« régulateur auxiliaire »*. Mais les choix décisifs ne sont qu'esquissés et reportés à plus tard : la réforme globale des prix, la suppression des organes centraux d'approvisionnement (Gosnab) au profit d'un véritable marché des moyens de production. D'ici là (1990 ?), ce sera la transition par un système hybride, où les entreprises publiques autofinancées (tout comme les secteurs privé et coopératif) continueront de se heurter à la tutelle des ministères (et autres administrations), aux pénuries d'approvisionnement.

La réforme est donc condamnée au *« mariage contradictoire de la démocratie et du centralisme »*, exposée aux vicissitudes du compromis. *« Je comprends*, écrit M. Aganbegian, *et, à bien des égards, je partage le radicalisme de certains camarades qui estiment que le mécanisme économique projeté et le système de gestion sont le fruit d'une lutte entre plusieurs avis, de jugements contradictoires et qu'ils constituent, à leur manière, un compromis entre ceux qui veulent changer de manière révolutionnaire le système de gestion et ceux qui sont favorables à un perfectionnement évolutif. Mais il faut tenir compte d'une autre chose. La responsabilité (...) est immense : il faut la stabilité. Nous sommes tous conscients que le moindre faux pas dans la refonte du mécanisme économique se traduira par des pertes de plusieurs milliards de roubles que notre pays devra seul supporter* (9). »

Il n'y a pas que les roubles. La stabilité sociale est sérieusement affectée par la baisse des performances économiques. Les réformateurs ne se font pas d'illusions : la déstabilisation sociale ne peut que s'accentuer avec les changements, il ne s'agit pas de la refuser, mais de s'en servir. C'est pourquoi la réforme est aussi sociale, et politique. Et en cela, elle déborde largement son « exemple hongrois ». L'URSS ne connaît pas les contraintes (et les alibis ?) qu'impose un « grand frère », l'espace à maîtriser est immense, et, de surcroît, multinational.

Prophétie sans risques

L'accord signé le 7 décembre par MM. Reagan et Gorbatchev n'est considéré que comme une première étape, destinée à être suivie de futures négociations portant sur la réduction d'autres types d'armements. Tôt ou tard sera abordé le problème des armes conventionnelles, domaine dans lequel, d'après MM. Caspar Weinberger et André Giraud, suivis par la plupart des commentateurs, l'URSS disposerait d'une *« écrasante supériorité »*, notamment en matière de divisions blindées.

L'amiral Sanguinetti rappelait ici (*le Monde diplomatique*, octobre 1987) que cette supériorité est un mythe, en raison de l'efficacité des armes occidentales antichars et de la vétusté de nombreux matériels soviétiques. Un rapport de l'Union de l'Europe occidentale confirme cette analyse.

Si un jour Moscou proposait d'éliminer environ la moitié de ses divisions blindées, combien de commentateurs oublieraient leurs incessantes mises en garde contre l'*« écrasante supériorité »* de l'URSS en ce domaine ? Prophétie sans risques : ils diront que Moscou veut se débarrasser de matériels obsolètes, tout juste bons pour la ferraille, et qu'il ne faut pas se laisser entraîner dans une négociation piégée...

Les pesanteurs et les craintes

COMMENT réagiront les divers groupes sociaux ?

C'est une lapalissade de dire que la réforme va léser, globalement, la *« bureaucratie ». Mais qu'est-ce que la* « bureaucratie » ? Un style de travail, une « maladie de l'organisation », une classe, ou des couches sociales ? Sur ce chapitre, les théories abondent désormais en URSS. On peut supposer que les dix-huit millions de fonctionnaires des appareils du parti, de l'Etat, de l'armée, du KGB, ne vont pas figurer comme le fer de lance du changement. Mais des fractions importantes de ces appareils seront nécessairement ralliées. L'autoréforme comme planche de salut, le patriotisme, les occasions d'ascension sociale, peuvent être des mobiles. Pour beaucoup, la *perestroïka* sera moins refusée que chargée d'espoirs contradictoires.

La résistance purement et durement conservatrice provient des couches les plus organiquement liées au modèle centraliste autoritaire – dans les ministères, le secteur protégé de l'appareil militaro-bureaucratique – et aux échelons intermédiaires tels que les *raïkom*, les comités régionaux du parti, dont les ingérences dans la vie industrielle et agricole devraient logiquement diminuer. Le repositionnement du parti, face à une société civile naissante, est donc inévitable et crucial. Ce sera l'une des tâches soumises à la conférence nationale du PCUS, fin juin 1988.

L'idée d'une « technocratie » bénéficiaire de la réforme pèche par simplisme, elle aussi. L'autofinancement et l'autonomie des entreprises lèsent les intérêts des lobbies technocratiques qui orientent les décisions de politique technique, d'infrastructures, de localisations industrielles.

Qu'en est-il des directeurs d'entreprise ? Des enquêtes fragmentaires disent leurs aspirations à une autonomie qui accroîtrait leurs pouvoirs. D'autres révèlent l'inquiétude suscitée par le bouleversement des habitudes. Une enquête faite en 1985 ne recense *que 21 % de directeurs favorables aux* réformes dans l'industrie électrotechnique (10). On rapporte aussi que

(3) Le premier exposé systématique – souvent marqué du *style personnel de M. Gorbatchev* – des « vues nouvelles » que la direction du PCUS propose aujourd'hui, pour « reconstruire » la société soviétique et ses relations avec le monde extérieur.

(4) La Cour suprême d'URSS aurait été saisie d'une demande en réhabilitation des victimes du procès « des Seize » (Kamenev, Zinoviev, en 1936) des « Dix-sept » (Radek, Piotakov, en 1937) et des « généraux » en 1937 (d'après la correspondante à Moscou du journal *le Soir*, Bruxelles, 3-4 octobre 1987).

(5) Tournant, rupture : un terme déjà utilisé par M. Gorbatchev lors du vingt-septième congrès du PCUS, en février 1986.

(6) Economiste et animateur d'émissions de la télévision.

(7) Lire à ce propos l'article de Gérard *Roland dans les Cahiers marxistes* (Bruxelles) de septembre 1987, ainsi que l'ouvrage de Gérard Duchêne, *l'Economie de l'URSS*, La Découverte, Paris, 1987.

(8) Abel Aganbegian, *Perestroïka. Le double défi soviétique*, Economica, Paris, 1987, 89 F. L'auteur, connu depuis plus de vingt ans comme réformateur et directeur de l'Institut d'économie de Novossibirsk (Sibérie occidentale), expose non seulement la réforme dont il est l'artisan, mais sa propre vision prospective de l'économie soviétique et de son intégration à la division internationale du travail.

(9) *Op. cit.*, p. 134.

(10) Cité, avec d'autres sources soviétiques, par Gérard Roland dans *les Cahiers marxistes, op. cit.*

DE L'URGENCE ÉCONOMIQUE AUX ENJEUX POLITIQUES

pour M. Gorbatchev

des directeurs (et beaucoup d'autres responsables) favorables aux principes de l'autofinancement ne le sont guère, en revanche, à l'autogestion, à la participation des travailleurs et à leur droit d'élire les directeurs. La très grande majorité des chefs d'entreprise considèrent cette démocratisation comme un dérapage « irresponsable » auquel le « réalisme économique » ne devrait pas tarder à mettre fin. Des enquêtes en milieu ouvrier prouvent d'ailleurs que le programme d'« autogestion » n'est ni compris ni même connu de la plupart des travailleurs.

Dans une autre enquête menée en Oural, il apparaît que 45 % seulement des directeurs sont convaincus des avantages de la réforme, contre 16 % parmi les ingénieurs, les chefs de brigade et les ouvriers (11).

Les cadres et les ingénieurs de la production sont cependant les plus favorisés par des changements qui revalorisent leur statut et augmentent leurs rémunérations. Les informations disponibles sur leurs réactions sont très fragmentaires. Il en va de même pour les ouvriers. Les contrôles de qualité, entraînant des baisses de salaire, ont provoqué protestations et mouvements de grève. Les contestataires refusent d'être rendus responsables d'une situation (la mauvaise qualité du travail) imputable aux déficiences de l'organisation, des outils et des approvisionnements techniques. Les nouvelles formes de rémunération divisent les travailleurs. Exemple : cette usine de construction de bateaux à Leningrad, où la substitution au salaire à la pièce d'un mode de paiement lié à la qualité a entraîné la formation de deux camps opposés. La presse locale a largement évoqué ce conflit et d'autres qui mettent en évidence l'attachement de beaucoup d'ouvriers au système antérieur de rémunération garantie (12).

L'absence de structures syndicales indépendantes

AUTRE point névralgique : l'emploi. Si aucun chômage massif n'est à prévoir, la réorganisation entraînera forcément des transferts et des recyclages qui affecteront des dizaines de millions de personnes. Les auteurs les plus officiels (dont M. Abel Aganbegian) ont repoussé les propositions de plusieurs économistes visant à instaurer un système d'allocations de chômage. Les rationalisations dans les chemins de fer (125 000 licenciés et reclassés) semblent s'être effectuées sans dégâts majeurs. Mais qu'adviendra-t-il sur une plus large échelle, et avec la liquidation d'usines déficitaires ?

Une lacune redoutable apparaît dans l'évolution en cours : l'absence de structures syndicales indépendantes qui permettraient à la classe ouvrière de négocier sa place dans la *perestroïka*. M. Gorbatchev semble conscient des difficultés qui approchent : « *Le zèle administratif n'est d'aucun secours* [en cas de mécontentement]. *Si les autorités ne règlent pas les problèmes spécifiques, les gens essaieront de les résoudre par eux-mêmes.* » Alors, « *la base commence à prendre des initiatives désordonnées* (13) ».

De toutes les « douleurs » de l'enfantement de la réforme, la hausse des prix des biens de première nécessité sera la plus périlleuse. Les prix du pain, du sucre, de l'huile, des œufs, des pâtes sont bloqués depuis 1954. Ceux de la viande, du beurre et du lait, depuis 1962 (les loyers depuis 1928, les transports publics depuis 1946). Les subventions d'Etat qui permettent ce blocage sont jugées responsables, pour une part, des gaspillages et du retard technique. Leur suppression ne devrait pas, selon M. Aganbegian, empêcher la hausse des revenus. Le salaire réel moyen augmenterait d'une fois et demie d'ici à l'an 2000. D'autre part, l'explosion des dépenses sociales non liées au travail – allocations, bourses, pensions, santé, éducation – réduirait les inégalités pour compenser les plus fortes différenciations de salaires.

Mais la perspective d'une discrimination par les prix inquiète, même si le système actuel est généralement considéré comme aberrant. Des économistes interrogent : 40 % des familles soviétiques vivent avec moins de 100 roubles par mois et par personne (la moitié du salaire moyen). La société est prête à beaucoup pour en finir avec les queues, mais pas « à n'importe quoi ». Il y a un noyau de biens nécessaires irréductible. « *N'oublions pas que les gens ont été éduqués pendant des dizaines d'années dans les idéaux égalitaires.* » Gare aux démagogues qui pourraient exploiter le mécontentement contre la *perestroïka* (14) !

La « deuxième révolution » de M. Gorbatchev nourrit incontestablement la crainte de perdre les acquis de celle de 1917. La réaction de la population ne peut qu'être ambivalente face au changement : la soif d'un niveau et d'une qualité de vie dignes d'un pays développé est incompatible avec l'actuel régime d'assistance publique, médiocre, confortable et anesthésiant. Il faut choisir. Or ce choix – celui d'une autre société et d'un effort pour y accéder – n'a pas été, pour l'heure, démocratiquement discuté.

Deux chercheurs de Novossibirsk, Tatiana Zaslavskaïa et Alexandre Chapochnikov (15), viennent d'appeler à une véritable révolution dans la politique sociale, compte tenu des inégalités nouvelles qu'apportera l'extension du marché et des stimulants économiques. Les éléments de cette révolution complémentaire ? Nouvelle répartition des biens, mais aussi du pouvoir avec la « *liquidation de la conception stalinienne du centralisme* », requalification et redistribution des forces de travail, politique d'enrichissement des tâches et d'amélioration des conditions de travail, de « *libre réalisation des intérêts des personnes dans la sphère culturelle* », développement du pluralisme et « *priorité à l'homme* » dans la vie sociale. Ambitieux programme ! Il reste à en préciser le contenu.

La question « Qui l'emportera ? » sera réglée très différemment selon que la population fera ou non massivement irruption dans le débat. Ce pourrait être le résultat de la *glasnost*, transparence, publicité, prise de parole (de *glas, golos* : voix), qui continue de déverser ses vagues successives de révélations accablantes, de destructions des tabous, de débats inédits sur l'actualité, l'histoire, l'éthique, la conception de l'homme, de l'individu face à la civilisation contemporaine. La *glasnost* a été conçue pour « *mobiliser l'opinion* » au service de la nouvelle cause du parti. Mais elle déborde largement ces limites utilitaires. Elle devait plaire aux intellectuels, mais ses séductions s'exercent ailleurs, s'il faut en juger par la nouvelle fringale de journaux et d'émissions télévisées. Il est vrai qu'il y a *glasnost* et *glasnost*. Que, là aussi, les différences de degré d'ouverture et le rapport des forces méritent d'être analysés.

Le « premier degré » dans la *glasnost*, c'est la critique des défaillances et l'appel à la *perestroïka*. Certaines émissions de télévision y tiennent les premiers rangs : journaux et magazines d'information, telle la très impertinente émission « Projecteur de la *perestroïka* » débats économiques de « Problèmes, recherches, solutions », où l'animateur, Lev Voznessenski, rayonne d'un enthousiasme contagieux. Sur cette ligne médiane se retrouvent les principaux journaux centraux, *Troud* (syndicats, 18,5 millions d'exemplaires), *Komsomolskaïa Pravda* (Jeunesse communiste, 13,5 millions), *Izvestia* (gouvernement, 7 millions), *Pravda* (parti, 11,5 millions) – celle-ci étant, avec son rédacteur en chef Victor Afanassiev, l'une des plus conservatrices – auxquels il faut ajouter les dizaines de millions d'exemplaires des revues populaires, de vulgarisation scientifique, de propagande.

Le « deuxième degré », ce sont les lieux de débat, d'expression, de recherche, en avance sur la ligne officielle de consensus. En tête, par le courage de ses investigations, il y a l'hebdomadaire *Ogoniok* (dont le rédacteur en chef est M. Vitali Korotitch), tirant à 1,5 million d'exemplaires. Comme tribune d'opinions progressistes, *les Nouvelles de Moscou* (rédacteur en chef : M. Egor Iakovlev), 1 million d'exemplaires multilingues, 250 000 seulement pour l'édition russe, de quoi satisfaire une petite fraction du lectorat potentiel à Moscou. Manque de papier et limites des capacités d'impression expliquent cette insuffisance du tirage. Mais il y a probablement d'autres obstacles empêchant que ne soient dégagés de nouveaux moyens journalistiques et matériels pour répondre à une demande croissante. Sort comparable à celui des revues littéraires et de cinéma qui – même si elles totalisent plusieurs dizaines de millions d'exemplaires – disparaissent immanquablement des kiosques quelques minutes après leur mise en vente. L'hebdomadaire *Literatournaïa Gazeta* (3 millions d'exemplaires) occupe une position originale : son rédacteur en chef, M. A. Tchakovski, et ses traditions conservatrices, notamment en littérature et en politique étrangère, ne l'ont pas empêché d'être (bien avant M. Gorbatchev) le lieu des débats les plus intéressants sur la crise sociale et morale, et, désormais, sur les réformes en chantier. A la télévision, ce sont les émissions pour la jeunesse (« 12e étage »), les productions de Leningrad (« Regard » et « Opinion publique ») qui manifestent la plus grande ouverture.


(APN)
VÉRIFICATION D'IDENTITÉ
Une jeunesse qui n'a connu ni Staline, ni Khrouchtchev

Un tableau plus complet devrait prendre en considération les publications des républiques, des régions, des associations professionnelles, de l'armée. Il en ressortirait sans doute que la *glasnost* la plus franche et militante reste minoritaire sur le terrain médiatique. Avec des exceptions et des surprises : le *Komsomol d'Ouzbekistan*, par exemple, publie en feuilleton *les Enfants de l'Arbat*, le roman antistalinien d'Anatoly Rybakov, qui a été l'événement politico-littéraire de cette année.

Cela dit, bien des domaines restent hors débat : politique extérieure et défense, KGB, ou même conflits politiques tels que ceux qui ont marqué les émeutes et l'arrivée de M. Kolbine au Kazakhstan, ou l'éviction de M. Eltsine à Moscou. Les manifestations nationalistes dans les pays baltes, celles de pacifistes-objecteurs de conscience en Ukraine, ont été traitées, comme précédemment, par l'intolérance. La « marche » de protestation organisée en Ukraine par des Tatars de Crimée – retour des régions d'Asie centrale où ils sont exilés depuis 1944 – a été largement commentée par des journaux locaux (16), en termes critiques et vindicatifs (ils furent présentés comme des « extrémistes », accusés de liens avec la secte Moon et le Front national de M. Le Pen), sans que les intéressés, le Mouvement national des Tatars de Crimée, aient la possibilité de faire entendre publiquement leur point de vue. Ces quelques exemples – parmi d'autres – révèlent les limites de la *glasnost* dès lors que des problèmes politiques sont abordés.

La manière peu « transparente » dont s'est déroulée l'éviction de M. Boris Eltsine – avec le consentement de M. Gorbatchev – illustre brutalement les difficultés de la démocratisation. Celle-ci, si peu avancée soit-elle, dérange déjà énormément. Pour paraphер Engels affirmant, face aux agnostiques, que « *la preuve du pudding, c'est qu'on le mange* », on pourrait dire qu'en URSS, aujourd'hui, « *la preuve du changement, c'est qu'on y résiste* ». Si la *glasnost* est une révolution d'en haut, une libertée octroyée dont le pire destin serait que le peuple refuse d'en faire usage, elle n'est en tout cas plus univoque (le pouvoir a plusieurs voix) ni unilatérale (la société répond, et non comme l'écho). Le pluralisme de fait dans l'opinion publique, les succès remportés par la contestation écologique (le gel du projet de détournement des fleuves sibériens), la multiplication de groupes informels notamment dans la jeunesse (17), avec lesquels le Komsomol se demande s'il faut, et comment, « *nouer le dialogue* », forment les conditions où s'ébauche un mouvement démocratique. Il est loin de constituer la base sociale suffisante que cherche M. Gorbatchev, ou de refléter docilement ses volontés. Mais le dirigeant réformateur a-t-il d'autre choix que de s'appuyer sur un tel mouvement, et de l'encourager ?

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(11) *Problèmes politiques et sociaux*, série URSS, « Quels cadres pour une nouvelle entreprise ? », La Documentation française, Paris.

(12) *Leningradskiï Rabotchiï*, 20 février, 10 avril, 22 mai et 26 juillet 1987.

(13) Mikhaïl Gorbatchev, *op. cit.*, p. 76.

(14) *Literatournaïa Gazeta*, 12 août 1987.

(15) Economiste et sociologue, Tatiana Zaslavskaïa, membre de l'Académie des sciences, est l'une des têtes pensantes de la réforme. L'économiste Alexandre Chapochnikov dirige avec elle la section des questions sociales de l'Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle de la filiale sibérienne de l'Académie des sciences (Akademgorod, Novossibirsk).

(16) *Sovietskiï Kouban* (Ukraine) et *Pravda Vostoka* (Ouzbekistan).

(17) A ce propos, voir E. Pavelko, Agence de presse Novosti, 8 septembre 1987. L'APN diffuse, à destination de l'étranger, une information inhabituelle et contradictoire sur les débats actuels en URSS, tout comme *les Nouvelles de Moscou* publiées sous sa responsabilité.

UNE ÉPINEUSE CONTROVERSE

Bolcheviks, socialistes et nationalistes

ALORS que l'Union soviétique célèbre avec éclat le soixante-dixième anniversaire de la prise du Palais d'hiver et s'interroge sur son bilan, la question nationale occupe à nouveau l'avant-scène. Les émeutes d'Alma-Ata en décembre 1986, les manifestations dans les républiques baltes, quarante années après leur intégration dans la « patrie des soviets », le chauvinisme grand-russe dont témoignent aussi bien le groupe Pamyat qu'un écrivain aussi prestigieux que Victor Astafiev (1) sont autant de frémissements révélateurs. Sont-ils pour autant des signes avant-coureur d'éclatement ?

Dans ce contexte d'interrogations et de perestroïka, le détour par l'histoire auquel nous convie Hélène Carrère d'Encausse, auteur d'un précédent ouvrage sur *l'Empire éclaté* est nécessaire et stimulant : revenir aux origines, à la perception que les bolcheviks avaient de la « question des nationalités » (2). Au point de départ, un « article de foi », conforme aux enseignements de Marx et Engels : le triomphe du prolétariat entraînera le dépassement et le dépérissement des nations. Cette croyance, unanime dans le mouvement socialiste international, fut battue en brèche au tournant du siècle. Otto Bauer, l'un des théoriciens de ce que l'on nommera l'austro-marxisme, réfute ces thèses, affirme que la réalité nationale survivra au capitalisme, et propose, pour l'empire austro-hongrois, l'« *autonomie culturelle extra-territoriale* ».

Dans l'autre grande « *prison des peuples* » de l'époque, Lénine et ses camarades sont confrontés directement aux aspirations polonaises, ukrainiennes, juives... A suivre le passionnant débat que relate l'auteur, on ne peut qu'être surpris par la souplesse tactique dont fit preuve Lénine, internationaliste militant, convaincu du caractère bourgeois du nationalisme, mais qui se fit, contre Rosa Luxemburg, le propagandiste du « *droit des peuples à l'autodétermination* ». On peut aussi souligner que la politique des bolcheviks au pouvoir fut plus le résultat des circonstances et des rapports de force que la mise en application de la théorie.

Le système qui émergera finalement, sous l'impulsion décisive de Staline, assurera le développement des cultures et des langues nationales – contrairement aux prévisions de Lénine – une autonomie limitée des Républiques, mais aussi l'unité la plus stricte du pays à travers le Parti communiste. Par rapport au rêve de 1917, Hélène Carrère d'Encausse pense à juste titre que le bilan semble maigre. Mais ne peut-on aussi raisonner autrement ? A douze années de l'an 2000, l'URSS est le dernier grand empire multinational et, malgré les soubresauts, rien n'annonce sa fin prochaine.

ALAIN GRESH.

(1) Voir, par exemple, Victor Astafiev, *Triste Polar*, Albin Michel, Paris, 1987, 228 pages, 98 F.

(2) Hélène Carrère d'Encausse, *le Grand Défi : bolcheviks et nations (1917-1930)*. Flammarion, Paris 1987, 333 pages, 120 F.

RÉGULATION, CYCLES ET CRISES DANS LES ÉCONOMIES SOCIALISTES. – Sous la direction de Bernard Chavance.

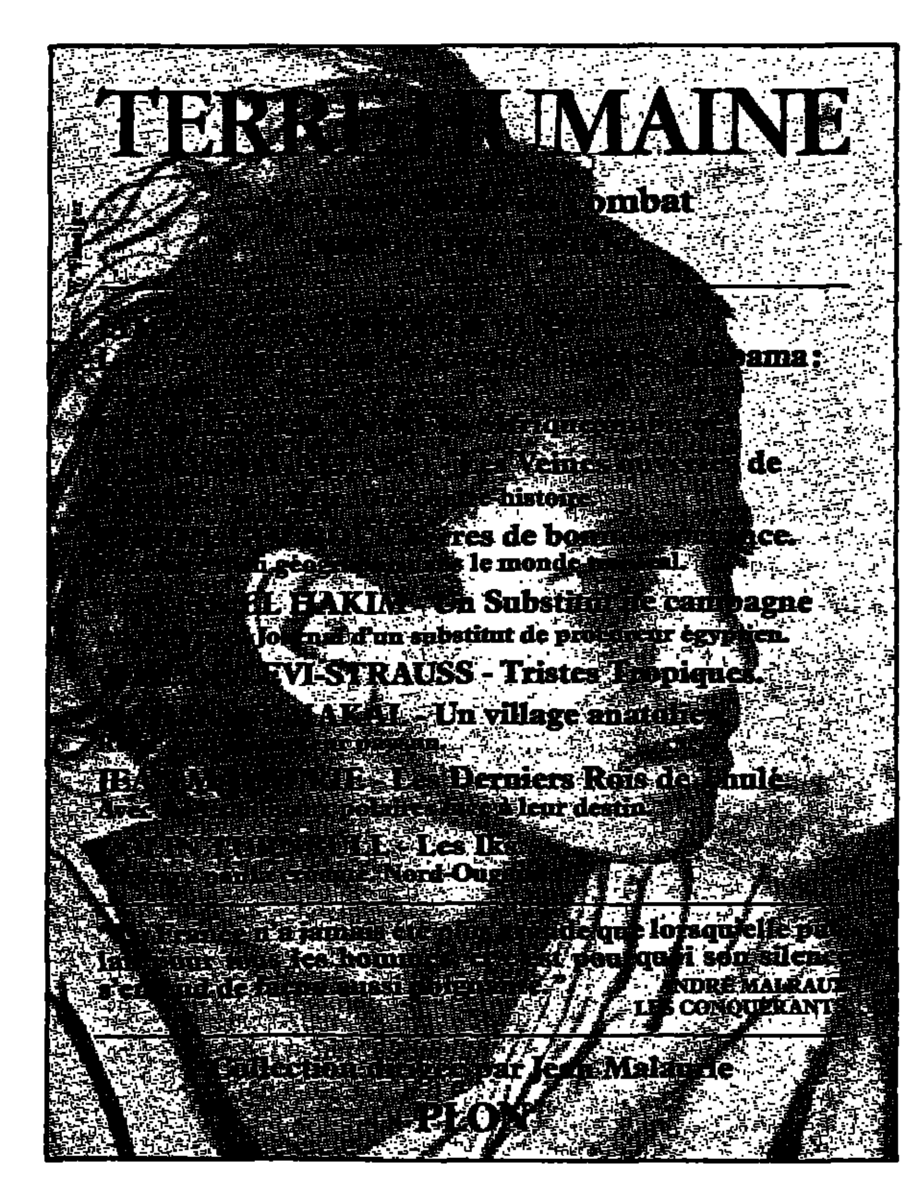
★ Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 294 pages, 190 F.

Douze exposés d'économistes occidentaux et est-européens traitent de l'existence et de l'origine des cycles et fluctuations dans les économies socialistes, ainsi que de leur liaison avec la crise des années 80.

Les fluctuations sont observées dans l'ensemble des économies considérées. Sans négliger l'impact des chocs extérieurs, surtout sur les petites économies, les auteurs estiment que les causes de cette instabilité sont internes. Elles ont leur source dans les conflits de pouvoir, les revirements des politiques de « réforme » et d'investissement qui sont intimement liés au système de planification centralisée. La richesse, la diversité, la rigueur des analyses, apportent une importante contribution à la compréhension des changements actuels, des inerties, des retours en arrière – toujours possibles – des économies socialistes européennes et asiatiques.

DOMINIQUE REDOR.



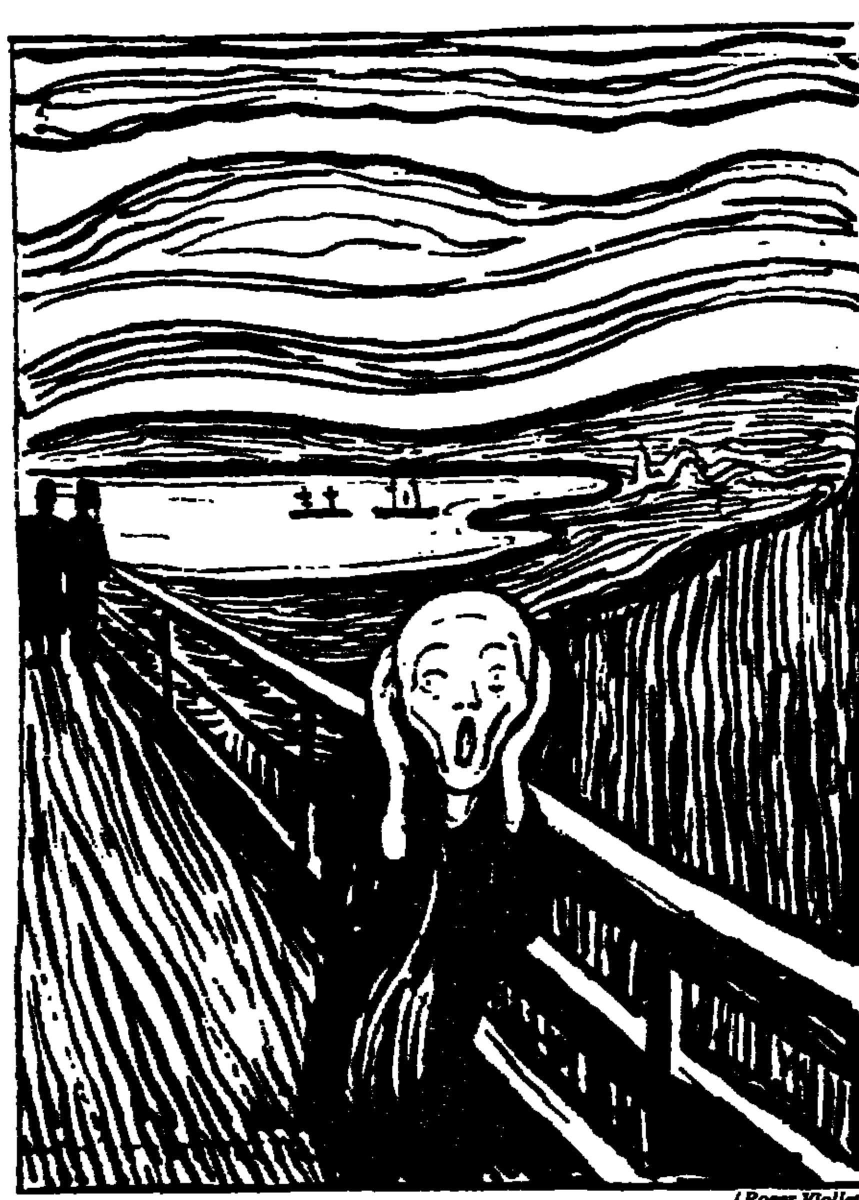


LE TRIOMPHE DE LA DÉRAISON

S'ils l'ont vue venir, les responsables des politiques monétaires n'ont pas su éviter la crise financière. Comme l'ont fait parfois certains militaires, vont-ils maintenant se battre avec les armes de la précédente *guerre*?

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations *(voir page 14)*. Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force *(voir page 14)*.

Il s'agit bien d'une crise de la pensée, d'une crise de civilisation et de culture, qu'il importe de surmonter pour se donner une chance de ne pas se laisser engloutir dans une crise économique sans issue.



(Roger Viollet)

« LE CRI », D'EDVARD MUNCH

DES ÉTATS-UNIS AU BRÉSIL

Les évêques interpellent le pouvoir

DEUX cris d'alarme collectifs ont été poussés presque simultanément cette année par les évêques du continent américain, et tous deux interpellent le pouvoir. Signe que le malaise est généralisé : l'un vient des Etats-Unis, l'autre du Brésil.

Dans leur lettre pastorale, les évêques des Etats-Unis écrivent notamment :

« Nous appelons à un nouvel engagement national pour le plein-emploi. Nous disons que le fait qu'un Américain sur sept soit pauvre est un scandale social et moral, et nous appelons à des efforts concertés pour éliminer la pauvreté. Nous demandons instamment que toutes les politiques économiques soient évaluées à la lumière de leur impact sur la vie et la stabilité de la famille. Nous soutenons les mesures visant à enrayer la disparition des exploitations agricoles familiales et à résister à la concentration toujours plus grande de la propriété des ressources agricoles (...).

» L'heure est venue de faire une « nouvelle expérience américaine », pour rendre effectifs les droits économiques, élargir le partage du pouvoir économique, et rendre les décisions économiques plus responsables à l'égard du bien commun. Cette nouvelle expérience peut créer de nouvelles structures d'association et de participation économiques au sein des entreprises, au niveau régional pour toute la nation et au-delà de nos frontières. »

De leur côté, soulignant *« la primauté du travail sur le capital »*, les évêques brésiliens dénoncent :

– *« la misère impressionnante dans tout le pays, qui se solde par des migrations provoquant de véritables gonflements tant des villes que des nouveaux pôles agricoles ;*

– *la succession des scandales et des actes de corruption, avec impunité pour les coupables ;*

– *la politique salariale qui maintient le pays au rang des salaires les plus bas du monde ;*

– *l'augmentation abusive des prix avec une inflation prétendument incontrôlable ;*

– *la croissance du chômage, fruit de la récession économique* (...) *;*

– *la violence grandissante contre les cultivateurs, les paysans sans terre et les Indiens en lutte pour la terre. »*

(Sources : *la Documentation catholique*, 27 juin 1987, et *DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine*, 18 juin 1987.)

L'art et la manière

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

LE grand craquement du 19 octobre 1987 a encore rajouté aux dramatiques difficultés d'un tiers-monde déjà appauvri et frustré. Les piliers du système financier et commercial ont été, sinon ébranlés, du moins sérieusement endommagés. Les palabres des responsables des banques centrales ne pourront prévenir, en 1988, l'aggravation de la situation économique, voire politique, dans le monde entier. Déjà, la dette du tiers-monde – plus de 1 000 milliards de dollars – joue un rôle essentiel dans l'ébranlement des fondations du système.

Au cours des mois à venir, le krach d'octobre affectera l'endettement des pays du tiers-monde, mais aussi leurs flux d'exportations et le niveau global de leur production. Les exportations de produits de base, exprimées en dollars, accusent de lourdes chutes bénéficiant aux économies capitalistes développées en aggravant les termes de l'échange et le niveau d'endettement des pays en voie de développement.

En 1985 et 1986, l'Amérique latine, l'Afrique et le Proche-Orient ont vu la valeur en dollars de leurs exportations décliner de 12 % à 20 %. En 1986, la valeur en dollars des importations de marchandises de quinze pays lourdement endettés était de plus de 40 % inférieure au niveau de 1981 (1). Selon tous les indicateurs, la situation ne cessera de s'aggraver en 1988.

Mais le tableau apparaît bien plus sombre si l'on ne se contente pas de l'analyser à partir des versions officielles sur la détermination des prix des matières premières. Voilà quelques années déjà, des experts de la CNUCED ont montré que la politique des prix entre le « centre » et la « périphérie » était aux mains d'une poignée de sociétés à vocations multiples ; de trois à six d'entre elles (selon les produits) contrôlent de 80 à 85 % du marché du cuivre, de 90 à 95 % de celui du minerai de fer, 80 % de celui du coton, du blé, du maïs, du cacao, du café et des pamplemousses, de 70 % à 75 % du marché de la banane, 60 % de celui du sucre. Ces géants occupent une position idéale pour jouer un pays contre l'autre. Ils peuvent, de la sorte, extorquer de forts rabais qui apparaissent rarement dans les bilans officiels.

Autre facteur tout aussi négatif : les programmes d'aide à l'agriculture et la panoplie des mesures protectionnistes mises en place par les Etats-Unis, la CEE et le Japon et dont le coût dépasse les 120 milliards de dollars. Aux Etats-Unis notamment, et depuis le début de la présidence de M. Reagan, les aides à l'agriculture ont été multipliées par six, passant de 4 milliards en 1981 à plus de 25 milliards à la fin de 1985. Dans ce domaine au moins, la « magie » du marché ne joue guère (2)... Cette tendance est renforcée par les bonds en avant des rendements agricoles en céréales et la surproduction qui en résulte. Les rendements mondiaux des céréales ont crû de 24 % entre 1975 et 1985, et ils avaient déjà augmenté de 31 % pendant les dix années précédentes.

Une nouvelle colonisation

A LA fin de 1986, la dette du tiers-monde, qui dépassait les 1 000 milliards de dollars, représentait *la moitié des exportations* de ces pays et croissait beaucoup plus vite. Ce n'est pas le montant absolu de la dette qui est monstrueux, mais son taux de croissance : 9,5 % (de 1980 à 1986) pour la dette totale, et 6,5 % pour le service de la dette. Les sommes que les pays du tiers-monde ne parviennent pas à payer aux banquiers (remboursement et intérêts) s'ajoutent aux dettes cumulées.

En 1980, le service de la dette absorbait plus des neuf dixièmes des exportations de matières premières. A la fin de 1986, il équivalait à 136 % de ces exportations – un fossé comblé en partie seulement par les ventes de produits et de services et des reports de remboursements de la dette. D'où, dans la quasi-totalité des cas, de sévères chutes du revenu national disponible.

Le déficit des paiements courants des pays pauvres est passé de 23 milliards de dollars en 1985 à 49 milliards en 1986. Le pouvoir d'achat de leurs exportations a baissé de 40 %, soit une dégradation de plus de 45 % des termes de l'échange, dont seule une fraction a été effacée par une augmentation de 9,5 % du volume des exportations (3).

Autre facteur défavorable pour l'avenir du tiers-monde : les investissements dans les pays lourdement endettés ont baissé de 24,5 % du PNB à moins de 17 % en 1986 (4).

Pour tenter de conserver leur pouvoir d'achat, ces pays ont mis sur le marché des quantités de plus en plus importantes de matières premières à des prix de plus en plus bas. Un phénomène qui a contribué à une élimination quasi totale de l'inflation dans les pays développés.

En 1986, le monde ne manquait pas de liquidités. Les marchés financiers internationaux étaient au plus haut,

(1) Rapport du GATT, Genève, 25 septembre 1987.

(2) M. Marcos Espanol, ministre équatorien de l'agriculture, déclarait : *« Les pays industrialisés doivent prendre en considération plus sérieusement qu'ils ne le font la philosophie du marché telle qu'ils la prêchent. Les pays qui nous conseillent d'éliminer les aides, de réduire l'intervention gouvernementale et de libéraliser nos économies n'appliquent pas ces principes chez eux. » (Financial Times*, 25 septembre 1987.)

(3) Statistiques de la Banque des règlements internationaux.

(4) FMI, *World Economic Outlook*, avril 1987.

Quand le tiers-monde

Par CLAIRE BRISSET et BOUDEWIJN MOHR *

EN quoi l'irruption de la crise sur le marché des changes et au sein des systèmes boursiers des pays industrialisés va-t-elle aggraver la situation des pays endettés ? Il est trop tôt pour mesurer toute l'étendue de ses effets. Il est sûr, néanmoins, que tout fléchissement de l'activité dans les pays développés – notamment aux Etats-Unis – se répercutera directement sur l'économie du tiers-monde ; que l'aide, perçue comme un luxe par des économistes à courte vue, risque de se raréfier encore davantage. Et que le sentiment de solidarité sera, lui aussi, mis à mal par cette crise.

Le 10 décembre, à Tokyo, sera rendu public le rapport sur la « situation des enfants dans le monde » que le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) élabore chaque année. De tels documents ne peuvent guère porter à l'optimisme : pauvreté, malnutrition, analphabétisme continuent d'entraver l'amélioration du sort des plus vulnérables – en l'occurrence, les enfants et leurs mères – des habitants du tiers-monde.

Pourtant, tout n'est pas sombre dans ce tableau. Des progrès substantiels s'affirment même dans un certain nombre de domaines, sanitaires notamment, comme en témoigne l'accélération fulgurante de la couverture vaccinale des enfants du tiers-monde. L'analphabétisme régresse significativement, notamment en Asie ; d'une manière générale, l'éducation progresse, ouvrant la voie à des prises de conscience plus globales, donc à certains espoirs pour le long terme. Tel est d'ailleurs le thème du rapport que l'UNICEF rend public en ce mois de décembre : aucun progrès, sanitaire, social ou économique, ne pourra s'inscrire durablement dans la réalité sans une diffusion massive de certaines connaissances de base, notamment auprès des femmes, laissées-pour-compte durant des siècles de tout accès au savoir scientifique.

Mais ces progrès sont fragiles : fragiles parce que récents, ils ont besoin d'être affirmés, entretenus, protégés ; fragiles surtout parce que sensibles à toute fluctuation de l'économie mondiale, ils peuvent constamment être remis en cause. L'endettement, sur ce point, menace en permanence ces maigres acquis.

Aujourd'hui, la « crise » prend l'aspect d'une déroute : la dette totale du tiers-monde dépasse les 1 000 milliards de dollars. Celle de l'Amérique latine – 400 milliards de dollars environ, – largement due aux aberrations de gestion de ses économies pourtant semi-industrialisées, est paradoxalement *de moindre importance que celle* de l'Afrique noire, qui n'atteint « que » 101 milliards de dollars – 10 % environ de l'endettement du tiers-monde. Affirmation sacrilège, sans doute, pour plus d'un économiste. Mais les chiffres en démontrent, hélas, toute la validité.

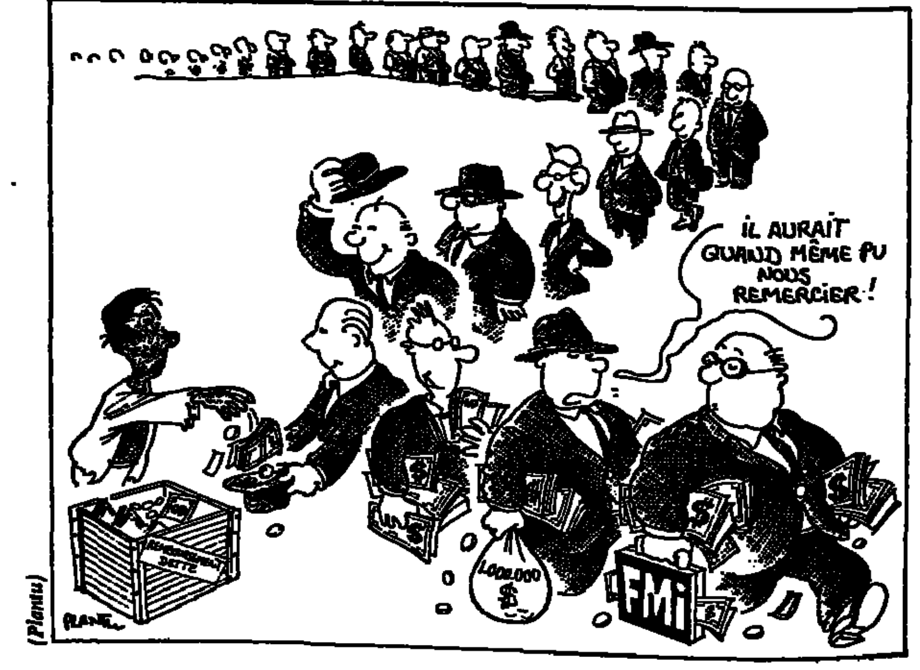
En 1986, le service de la dette de l'Afrique subsaharienne a atteint 13,7 milliards de dollars, alors que les nouveaux prêts d'aide au développement ne s'élevaient qu'à 11 milliards, soit un déboursement net, vers les pays industrialisés, de 2,7 milliards de dollars. Au total, depuis 1982, l'Afrique subsaharienne a transféré dans les pays riches 8,3 milliards de dollars de plus qu'elle n'en a reçu.

En outre, étant donnée la chute constante du cours des matières premières qu'elle exporte, elle paie aujourd'hui un service de la dette qui absorbe à lui seul 30 % de ses recettes d'exportation ; cette proportion atteint même 50 % à 60 % dans des pays tels que le Ghana ou le Niger. Entravé par cet écrasant endettement, le développement de l'Afrique noire est encore freiné par des catastrophes naturelles aussi graves que la récente sécheresse, par les guerres, par le manque d'infrastructures. Se borner à rééchelonner les dettes anciennes et à alléger quelque peu les taux d'intérêt, comme le proposait le décevant communiqué du sommet de Venise, est hors de proportion *avec l'étendue du mal*. Les banques privées, qui ne détiennent pourtant qu'un quart de la dette de l'Afrique noire, ont adopté une démarche de loin plus « réaliste ». Par exemple, le président de la première banque privée allemande, la Deutschebank, qui a déjà constitué un fonds de réserve considérable sur ses prêts au tiers-monde, n'a pas exclu l'éventualité d'un effacement pur et simple, pour sa banque, des créances sur le tiers-monde.

L'hypothèse d'un effacement de la dette bancaire de l'Afrique subsaharienne commence visiblement à entrer dans les esprits si l'on en juge par les provisions constituées à cet effet par de très grands établissements financiers d'Amérique du Nord et de Grande-Bretagne, et qui atteignent aujourd'hui les 15 milliards de dollars.

En Amérique latine, la structure de la dette est bien différente, ne serait-ce que parce qu'elle est contractée, à hauteur de 70 %, auprès des banques. Mais le service de cette dette, quoique considérable, *y est de très loin plus* supportable pour les économies qu'il ne l'est en Afrique noire. Les infrastructures

* Les auteurs, de l'UNICEF à Genève, s'expriment ici en leur nom personnel.



(Plantu)

DES PAYS PAUVRES

de convertir une dette en pactole

comme l'étaient les fantastiques bénéfices des banques. Et pourtant, l'état réel du tiers-monde fut ignoré. Les nouveaux financements obtenus de la part des créditeurs privés tombèrent de 11 milliards en 1985 à 4 milliards de dollars en 1986 (5). Encore cette somme représentait-elle seulement des crédits non bancaires à court terme. Il est plus pertinent de noter que les nouveaux prêts accordés au tiers-monde par les banques rendant compte à la Banque des règlements internationaux cessèrent pratiquement en 1986, atteignant la somme dérisoire de 3 milliards de dollars. Et tout indique que la situation ira en empirant.

En revanche, il ne sera pas mis fin au transfert des ressources des pays pauvres vers les pays riches.

Le niveau de la dette du tiers-monde devient, dans ces conditions, insupportable. Il n'est donc pas surprenant que des voix s'élèvent pour dire que le non-remboursement de la dette, complété par la nationalisation des banques du crédit et des assurances sont les seules solutions envisageables.

Les conversions de la dette du tiers-monde en prises de participation par des investisseurs étrangers *(debt equity swaps)* sont considérées par les banques internationales, sinon comme un palliatif, du moins comme un moyen d'alléger le poids de l'endettement. Corollaire politique de cette pratique : une pleine et entière adhésion aux programmes d'austérité du FMI, la déréglementation des marchés financiers, la privatisation des industries et des secteurs-clés du patrimoine national. Elle présuppose évidemment que les sorties de dividendes et de bénéfices ne soient pas entravées.

Selon le FMI, la Banque mondiale et les multinationales, la conversion de la dette en prises de participation augmente les investissements et permet des augmentations de capitaux dans le secteur privé. Mais cette conversion signifie un achat de devises au rabais (l'intermédiaire touchant sa commission) et la possibilité pour les multinationales d'obtenir – dans le cas du Chili, – par exemple, des pesos avec une réduction de 35 à 40 %.

L'exemple latino-américain est instructif à cet égard : les spéculateurs ayant fait sortir des capitaux font rentrer leur argent, le transforment en pesos ensuite échangés au marché noir contre des dollars. Quant aux multinationales, elles n'utilisent pas, en dépit de leurs affirmations, ces opérations de conversion pour alléger le poids de la dette du tiers-monde ; elles entendent d'abord minorer leurs propres risques et se sortir d'une situation dangereuse. Cela peut être obtenu en dégageant des rabais de plus en plus forts sur la dette convertie. Les conversions de la dette n'ont pas pour but d'injecter de nouveaux capitaux dans les pays concernés ; elles visent à s'approprier des industries nationales à bas prix. Il s'agit en fait, sous couvert d'un allégement de la dette, d'une politique de colonisation (6).

Ces opérations ont par ailleurs des implications néfastes dans la mesure où elles relancent les tendances inflationnistes, font grimper les taux d'intérêt et augmentent la masse monétaire en circulation (7).

De plus, comme les porte-parole des multinationales le reconnaissent, les difficultés augmenteront encore pour les pouvoirs publics endettés s'ils doivent emprunter en monnaie locale à un taux supérieur à celui utilisé pour assurer le service de la dette étrangère (8). Ainsi, les opérations de conversion de la dette n'ont pas seulement un effet déstabilisateur et inflationniste ; elles constituent aussi un facteur d'aggravation de l'endettement du tiers-monde dans la mesure où elles s'effectuent à des taux de change préférentiels.

Les banques internationales savent que l'existence de régimes répressifs conditionne la bonne marche de telles pratiques. Le Chili en est un exemple. Pour cette raison, ces transactions sont politiquement inacceptables pour la majorité des peuples du tiers-monde. De plus, elles sont inadaptées à la situation, tant est lourde la dette globale. Elles représentaient en effet, à la fin 1986, 6 milliards de dollars, soit 2,5 % de la dette bancaire des pays les plus débiteurs qui devaient alors 267 milliards de dollars. Mais ces chiffres sont eux-mêmes trompeurs, car les pays faisant partie de ce que la Morgan Guaranty appelle le *« programme actif » (active program)* ne représentent que 3 milliards de dollars (9) ; ceux qui font partie des *« programmes en préparation mais non encore actifs »* comptent pour 0,5 milliard (10) ; la catégorie de pays *« encore en négociations »* représente 2,5 milliards de dollars (11). Il est certain que, comme au Chili, ces opérations permettront aux spéculateurs, agents de change et banquiers de réaliser de gros bénéfices. Elles sont cependant négligeables par rapport au défi global que constitue la dette du tiers-monde.

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE.

(5) *BRI, Cinquante-septième Rapport annuel*, juin 1987.

(6) Qu'un pays lourdement endetté tente de protéger une industrie nationale de pointe et il risque de subir des représailles. Ainsi, le 13 novembre 1987, les Etats-Unis imposaient les exportations brésiliennes à hauteur de 105 millions de dollars, Brasilia ayant décidé de limiter les importations d'ordinateurs américains.

(7) L'inflation moyenne, pour neuf pays d'Amérique latine représentant 90 % du produit national de la région et 85 % de sa population, est supérieure à 100 %.

(8) Comme le reconnaît la Morgan Guaranty Trust.

(9) Chili, 1,9 milliard ; Mexique, 0,9 milliard ; Philippines, 0,9 milliard ; Equateur, 0,9 milliard.

(10) Argentine, 0,5 milliard.

(11) Brésil, 2,5 milliards.

UNE PONCTION INSUPPORTABLE SUR LES RESSOURCES DU SUD

(En milliards de dollars)

	1980	1984	1986	Evolution en pourcentage (1980 = 100)
	Dette			
Dette totale	634	947	1 095	173
Service de la dette	101	142	147	146
dont : intérêts	53	83	74	140
amortissements	48	59	73	152
	Exportations			
Biens et services	779	707	654	84
Matières premières	108	102	105	97
	Pourcentage du service de la dette			
Par rapport aux :				
– biens et services	20	20	22	
– matières premières	93	140	136	

Sources : calculs à partir des statistiques du FMI (avril 1987) et de la CNUCED.



(Tristan Siegmann)

L'ARACHIDE, PRINCIPALE RICHESSE DU SÉNÉGAL
L'Afrique noire est totalement dépendante du cours des matières premières

subventionne le développement des pays riches

des pays latino-américains, leurs capacités économiques, limitent considérablement leur vulnérabilité, atténuent leur sensibilité à l'égard des produits de base, alors que l'Afrique noire est totalement dépendante du cours des matières premières, sur lequel elle n'a aucune prise. Le Brésil, par exemple, dont la dette est régulièrement rééchelonnée, n'en a pas moins pu décider un moratoire de 68 milliards de dollars sur son endettement bancaire. Le Pérou vient d'échanger une partie de sa dette contre la vente de poissons à une banque britannique. Le Mexique a reçu récemment de fortes liquidités provenant à la fois du retour de capitaux illégalement exportés, d'une légère hausse des prix du pétrole et d'une injection de nouveaux prêts qui lui auraient permis de « racheter » une partie de sa dette à très bon compte.

En bref, l'Amérique latine a les moyens de réaménager sa dette contre des actions, des biens, des poissons..., toutes choses que l'Afrique est hors d'état de faire. Telles sont quelques-unes des raisons pour lesquelles, comme le propose M. Nigel Lawson, chancelier britannique de l'Echiquier, la dette de l'Afrique – du moins la dette publique – devrait être effacée.

L'Asie, quant à elle, est relativement moins endettée : 20 milliards de dollars pour la Chine, estime-t-on, 37 milliards de dollars pour l'Inde. C'est peu au regard du potentiel économique de ces pays et de leurs populations. Entre 1979 et 1986, le produit intérieur brut de la Chine a augmenté de 10 % par an. D'autres pays asiatiques, tels que la Corée du Sud, sont plus endettés, mais ont amplement démontré leurs capacités de remboursement (57 milliards de dollars en 1985, 35 milliards en 1987).

D'une manière générale, le phénomène nouveau est que, parallèlement à l'alourdissement général de la dette, l'aide extérieure fléchit. Comme le soulignait le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en juin 1987 (1), le volume total de l'aide au tiers-monde aurait baissé de 4 % en 1986. Ce fléchissement, joint au niveau général de l'endettement, provoque un phénomène que l'on voyait certes poindre mais que l'on peut, aujourd'hui, clairement mesurer : en 1985, le tiers-monde a transféré dans les pays industrialisés plus de 30 milliards de dollars. C'est un renversement total en cinq ans : en 1980, le transfert net, dans le sens Nord-Sud, était encore de 40 milliards de dollars. En deux ans, le phénomène s'est encore accentué, du double fait de l'alourdissement de la dette et de l'amenuisement de l'aide. Et l'on découvrira avec stupeur, au vu des derniers chiffres, que le tiers-monde subventionne les économies de pléthore, alors qu'un demi-milliard d'êtres humains n'y mangent pas à leur faim.

La dette, le faible prix des produits de base, aggravent les atteintes à l'environnement. Ainsi, ce que l'UNICEF appelle une *« famine financière »* – les exigences du remboursement – oblige maints pays du tiers-monde à abattre la forêt pour vendre du bois d'œuvre, à un rythme si rapide qu'il empêche sa régénération. D'où, entre autres conséquences, l'avancée des déserts (2). Faut-il que les pays les plus pauvres paient le remboursement de leur dette de l'anéantissement de leur capital naturel ? *« Pourquoi*, demande M. Mustapha Tolba, directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), *les pays du tiers-monde, possesseurs de ressources naturelles nécessaires à l'humanité, seraient-ils les seuls à payer de la sorte pour leur conservation ? »* Ce lien intime entre dette et écologie vient d'être reconnu par la Banque mondiale (3), qui s'est engagée à accorder une priorité à la protection de l'environnement. Un système de soutien au prix des produits de base devrait être la première traduction de cet engagement.

Des remèdes financiers

MAIS il faut évidemment concevoir aussi des remèdes plus strictement financiers. Divers mécanismes ont été imaginés en ce sens, tels que les échanges de créances : certains pays, par exemple, comme le Mexique, auraient les moyens de « racheter » leur propre dette, à très bon compte, sur le second marché mondial, celui où s'échangent les créances internationales. On peut aussi concevoir des « trocs » de dettes, l'imagination dans ce domaine est presque sans limites. Moins connue est l'initiative du directeur général de l'UNICEF, M. James P. Grant, proposant aux banques d'accepter des remboursements – même partiels – en monnaie locale, qui seraient affectés à des programmes de développement social. La banque y trouverait un avantage fiscal bien réel sur des créances qui, elles, sont douteuses (4).

Une intéressante solution au problème des liquidités dans le tiers-monde a été imaginée par deux experts de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), David Brodsky et Gary Sampson (5) : selon eux, le tiers-monde, contrairement aux pays industrialisés, a été hors d'état d'accumuler de l'or pendant les années 50 et 60, et a choisi de recevoir des intérêts sur ses modestes avoirs en dollars. Car on le persuada que le dollar *« valait de l'or »*. Aussi lui fut-il interdit, pendant ces années fastes, de bénéficier de la hausse de l'or, dont les pays industrialisés tirèrent, eux, d'énormes liquidités. MM. Brodsky et Sampson proposent d'utiliser les réserves d'or actuelles du Fonds monétaire international (FMI) – qui a aboli en 1975 le rôle officiel du métal jaune dans les transactions entre les pays membres – comme un fonds de développement qui libérerait graduellement cet or sur le marché mondial. Ainsi serait corrigé un déséquilibre historique de liquidités : cette « correction » permettrait enfin l'injection massive de fonds dont le tiers-monde a désespérément besoin. Il ne s'agit pas moins, en effet, de 103 millions d'onces d'or, qui dorment à l'heure actuelle et dont la valeur, au cours du marché, s'élève à quelque 50 milliards de dollars.

Malheureusement, la plupart des schémas financiers aujourd'hui proposés insistent sur l'« ajustement structurel ». La Banque mondiale elle-même, qui, jusqu'à nouvel ordre, est une institution de prêt aux projets de développement, affecte de plus en plus ses crédits en fonction de cet impératif.

Mais sans la remise en état des infrastructures, rien ne pourra, à l'évidence, être « ajusté ». Citons les propres termes du FMI : *« Il est impératif*, dit-il, *de redoubler d'efforts pour aboutir à la stabilité économique des pays, mobiliser l'épargne intérieure pour l'investissement, améliorer l'utilisation des ressources, mettre en œuvre des stratégies de croissance orientées vers l'extérieur, de façon à attirer des flux financiers provenant d'institutions publiques, privées et multilatérales. »*

Comment atteindre de tels objectifs sans disposer d'infrastructures ? La dévaluation tant recommandée n'a aucun sens si les biens destinés à l'exportation ne peuvent quitter le pays, faute de routes ou de chemins de fer. En outre, si les politiques d'« ajustement » se traduisent par une formidable hausse des prix des importations de produits de première nécessité – des pièces détachées aux médicaments essentiels, – hausse que les exportations ne pourront jamais compenser, le remède est alors pire que le mal. D'autant qu'il existe des obstacles tarifaires et non tarifaires à l'importation dans les pays industrialisés.

Dans les années récentes, la chute des importations de biens de première nécessité, notamment en Afrique noire, a provoqué une très grave sous-utilisation des capacités économiques et lourdement entravé le développement (6). Appliquée trop brutalement, la dévaluation peut provoquer des effets exactement inverses de ceux qu'elle vise.

L'UNICEF, depuis plusieurs années, insiste sur la notion, heureusement de plus en plus admise, selon laquelle aucun développement durable ne peut faire l'économie d'un renforcement des services de base, en particulier dans le domaine sanitaire et social. Il est d'ailleurs réconfortant de constater que cette idée est reprise par quelques-uns, et non des moindres, des partenaires du développement. Ainsi, la Banque mondiale, pourtant fidèle adepte de l'ajustement, écrit, sous la plume d'Alan Berg, son conseiller en matière de nutrition (7), que les mécanismes d'ajustement structurel, qui visent à réduire les déficits budgétaires et commerciaux, *« sont souvent nécessaires* [...], *mais le défi consiste à les mener à bien de sorte que, au minimum, les pauvres ne soient pas touchés de façon disproportionnée »* et que, *« idéalement, ces mécanismes bénéficient aux groupes les plus vulnérables »*.

Dans le même sens, M. Michel Camdessus, directeur du FMI, déclarait en juin dernier à Genève : *« Les missions du Fonds sont disposées, lorsqu'elles préparent des accords de confirmation et qu'un pays membre en fait la demande, à étudier avec les autorités les conséquences qu'auraient pour la répartition du revenu les diverses formes possibles d'ajustement, en vue, en particulier, d'épargner les plus pauvres. »*

L'intégration du « social » dans le discours économique n'est donc plus aujourd'hui un vague fantasme philanthropique. Une telle évolution doit être saluée.

CLAIRE BRISSET
et BOUDEWIJN MOHR.

(1) Comité d'aide au développement de l'OCDE, *Ressources financières mises à la disposition des pays en développement en 1986*, 19 juin 1987.

(2) *Our Common Future*, Bruntland Commission on Environment and Development, Oxford University Press, 1987.

(3) Rapport annuel 1987.

(4) Ce schéma serait peu applicable aux pays de la zone franc, dont la monnaie est liée au franc français.

(5) David A. Brodsky et Gary P. Sampson, *The Case for a Gold Account for Development*, CNUCED, Genève, 1981.

(6) Ralph Van der Hoeven, « Chocs extérieurs et politiques de stabilisation : mieux répartir le fardeau », *Revue internationale du travail*, mars-avril 1987, Bureau international du travail, Genève.

(7) *Malnutrition : What can be done?* Banque mondiale, Washington DC, 1987.



QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE

Le triomphe de

(Suite de la première page.)

La montée des thèses du Front national – dans son propre public, mais aussi, comme par capillarité, dans les formations qui visent la même clientèle – rend compte d'une détérioration de l'esprit démocratique, qu'aggravent encore les scandales en cours et leur exploitation.

Jamais pareille déraison n'aurait dû prendre au dépourvu les partis politiques, les médias, les élites, les syndicats, les relais d'opinion. Tous ayant été prévenus en temps utile, nul ne devrait paraître surpris. Pour rafraîchir les mémoires, faut-il donc exhumer une déclaration, déjà vieille de vingt et un ans, dont l'auteur, toujours fidèle aux mêmes idées, annonçait déjà clairement ses intentions ?

« La population, disait-il alors, *s'inquiète beaucoup du coût et du poids du gouvernement. Elle est troublée, aussi, par un taux de criminalité qui s'emballe, et par le prix excessif de l'Etat-providence. Il y a une tendance à accepter un abaissement de la moralité, de l'éthique gouvernementale. Nous devons respecter des normes morales plus exigeantes. En même temps, l'Etat a l'obligation de faire en sorte que les entreprises soient aussi compétitives que possible. On peut éliminer des impôts, et ainsi offrir un stimulant aux entreprises, qui alors élargissent leur base et accroissent suffisamment leur prospérité pour permettre à l'Etat d'augmenter ses recettes fiscales malgré un taux d'imposition plus faible. Il faut éliminer un tas de réglementations qui harassent les entreprises. Il faut aussi aggraver les peines qui punissent certains crimes, et s'assurer que la police n'est pas handicapée par des tribunaux plus soucieux de protéger les droits des criminels que ceux des citoyens. Pour réduire la violence raciale, il faut se tourner vers les représentants responsables des groupes ethniques et non vers leurs leaders autodésignés, dont la première réaction est toujours de descendre dans la rue. Et il y a trop de syndicats dont les membres sont intimidés par leur direction »...*

Ainsi parlait, en 1966, le nouveau gouverneur de Californie, qui, quinze ans plus tard, entrerait triomphalement à la Maison Blanche (1). M. Ronald Reagan n'a pas trompé son monde. Sous sa présidence, la population pénitentiaire a doublé, l'Etat-providence a été sévèrement rogné, la taxe sur les bénéfices des sociétés a été diminuée, etc. Il a tenu parole. Sauf sur deux points : l'équilibre budgétaire et les normes éthiques qu'il préconisait n'ont pas été respectés. De telle sorte que déficits et scandales (dont la vente d'armes à l'Iran n'est que le plus spectaculaire) ont brisé l'image du président.

Et malgré ce bilan, vingt ans après l'énoncé de son programme, M. Reagan a fait des émules en France, où ses grandes idées ont prévalu lors des élections de 1986. Seule une raison anesthésiée pouvait en ignorer les résultats. La passion idéologique et la poursuite d'intérêts sans rapport avec l'intérêt national ont jeté un voile pudique sur l'aboutissement d'une telle politique. Pour qu'enfin ce voile se déchire, il faudra un scandale énorme, des échecs retentissants et, surtout, un effondrement boursier. Et, même alors, trop d'esprits se cramponneront encore à des chimères : M. Reagan a pu commettre des erreurs, mais ses conceptions, notamment sa confiance dans les lois du marché, restent parfaitement valables.

Des voix dans le désert

LA voix de la raison s'était pourtant fait entendre. Depuis plusieurs années, M. Jacques de Larosière, alors directeur général du Fonds monétaire international (FMI), tirait le signal d'alarme. N'a-t-il pas été entendu ? Ou bien les relations complexes entre le FMI et les gouvernements interdisaient-elles une action cohérente dans la bonne direction ?

Sans remonter plus loin dans le passé, on rappellera simplement que M. de Larosière déclarait le 22 mai 1985 que le déficit budgétaire américain créait *« une situation potentiellement insoutenable »*. Il précisait que l'encours de la dette fédérale, entre 1979 et 1984, était passé de 27 % à 37 % du PNB des Etats-Unis. Et il en montrait les fâcheuses conséquences : taux d'intérêt élevés, drainage des capitaux extérieurs, au détriment du reste du monde qui en aurait eu le plus grand besoin (2).

Un an plus tôt, le 16 mars 1984, M. de Larosière avait attiré l'attention sur un point capital. Il rappelait que le tiers des exportations américaines se dirigeaient vers les pays en développement non producteurs de pétrole. Selon les prévisions du FMI, ajoutait-il, ces mêmes pays devraient, *« au cours des années 80 »*, recevoir *« entre 40 % et 50 % des exportations* [de tous les] *pays industrialisés* (3) ». Il convenait donc de ne pas stériliser leurs capacités d'importation. C'est pourtant ce qui fut fait, comme si l'on avait voulu délibérément aggraver la crise. M. de Larosière le déplorait en diverses circonstances, et notamment le 3 février 1986 (4). *« Les pays endettés,* déclarait-il alors, *ont vu leurs recettes d'exportation diminuer de 1,5 % en 1985, alors qu'elles s'étaient accrues de 11 % en 1984. »* Moins de recettes d'exportation, donc moins de possibilités d'importer en provenance des pays industrialisés, dont l'activité, du coup, se trouva d'autant ralentie.

Comment s'explique cette évolution qui amplifie le marasme ? Parmi les principales causes, le directeur général du FMI citait *« la faiblesse des prix des produits de base »* que le tiers-monde exporte, la diminution de la demande dans les pays industrialisés, l'insuffisance des crédits extérieurs. D'abord octroyés sans précautions au moment où les pétrodollars affluaient sur les marchés, ces crédits ont ensuite été progressivement comprimés. Dans ces deux phases successives, une logique d'usurier, uniquement préoccupé du rendement financier des prêts qu'il octroie à des taux d'intérêt élevés, l'a emporté sur la logique du banquier et de l'entrepreneur, normalement soucieux d'investissements productifs et rentables.

(Roger Viollet)

GOYA, LE SOMMEIL DE LA RAISON ENGENDRE DES MONSTRES

CHUTE DES MATIÈRES PREMIÈRES, RUINE DU TIERS-MONDE

Indice (1979-1980 : 100)

280
240
200
160
120
80
40

1950 1960 1970 1980 1987

—— Métaux et minéraux.
—— Produits agricoles non alimentaires.
•••• Denrées alimentaires.

Source : Banque mondiale.

(1) « People Feel They've Been Regimented », entretien avec Ronald Reagan, *US News and World Report*, 21 novembre 1966.

(2) Allocution devant le Forum du Creditanstalt, à Vienne (Autriche), le 22 mai 1985.

(3) Allocution devant le Council on World Affairs de Cincinnati (Ohio), le 16 mars 1984.

(4) Allocution devant l'Overseas Bankers Trust, à Londres, le 3 février 1986.

EMILE ZOLA, 1882

Un désastre boursier

La grande crise de 1882, en France, commença par un krach boursier provoqué par la spectaculaire faillite de l'Union générale. Emile Zola, qui fut témoin de cet affrontement, voulut intégrer l'événement dans son grand cycle romanesque *les Rougon-Macquart*, *« histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire »*.

***L'Argent* parut en 1891. Le romancier situe l'action vers 1867 et, en décrivant la faillite de l'imaginaire Banque universelle, il rappelle les excès qui accompagnèrent la naissance du grand capitalisme.**

Dans l'extrait ci-dessous, Mazaud, agent de change de Saccard – le président de la Banque universelle, – après avoir longtemps spéculé à la hausse, fait face à une désastreuse attaque des baissiers.

Deux heures venaient de sonner, et Mazaud, sur qui portait l'effort de l'attaque, faiblissait de nouveau. Sa surprise augmentait, du retard que les renforts mettaient à entrer en ligne. Il était grand temps, qu'attendaient-ils donc pour le dégager de la position intenable où il s'épuisait ? Bien que, par fierté professionnelle, il montrât un visage impassible, il sentait un grand froid monter à ses joues, il craignait de pâlir. Jacoby, tonitruant, continuait de lui jeter, par paquets méthodiques, ses offres, qu'il cessait de relever. Et ce n'était plus lui qu'il regardait, ses yeux s'étaient tournés vers Delarocque, l'agent de Daigremont, dont il ne comprenait pas le silence. Gros et trapu, avec sa barbe rousse, l'air béat et souriant d'une noce de la veille, celui-ci restait paisible, dans son attente inexplicable. Est-ce qu'il n'allait pas ramasser toutes ces offres, tout sauver, par les ordres d'achat dont devaient déborder les fiches qu'il avait en main ?

Tout d'un coup, de sa voix gutturale, légèrement enrouée, Delarocque se jeta dans la lutte.

– J'ai de l'Universelle... J'ai de l'Universelle...

Et, en quelques minutes, il en offrit pour plusieurs millions. Des voix lui répondaient. Les cours s'effondraient.

– J'ai à 2 400... J'ai à 2 300... Combien ? Cinq cents, six cents... Envoyez !

Que disait-il donc ? Que se passait-il ? Au lieu des secours attendus, était-ce une nouvelle armée ennemie qui débouchait des bois voisins ? Comme à Waterloo, Grouchy n'arrivait pas, et c'était la trahison qui achevait la déroute. Sous ces masses profondes et fraîches de vendeurs, accourant au pas de charge, une effroyable panique se déclarait.

A cette seconde, Mazaud sentit passer la mort sur sa face. Il avait reporté Saccard pour des sommes trop considérables, il eut la sensation nette que l'Universelle lui cassait les reins en s'écroulant. Mais sa jolie figure brune, aux minces moustaches, resta impénétrable et brave. Il acheta encore, épuisa les ordres qu'il avait reçus, de sa voix chantante de jeune coq, aiguë comme dans le succès. Et, en face de lui, ses contreparties, Jacoby mugissant, Delarocque apoplectique, malgré leur effort d'indifférence, laissaient percer plus d'inquiétude ; car ils le voyaient désormais en grand danger, et les payerait-il s'il sautait ? Leurs mains étreignaient le velours de la rampe, leurs voix continuaient à glapir, comme mécaniquement, par habitude de métier, pendant que, dans leurs regards fixes, s'échangeait toute l'affreuse angoisse du drame de l'argent.



(Susan Meiselas-Magnum)

WALL STREET, LE 20 OCTOBRE 1987

Alors, pendant la dernière demi-heure, ce fut la débâcle, la déroute s'aggravant et emportant la foule en un galop désordonné. Après l'extrême confiance, l'engouement aveugle, arrivait la réaction de la peur, tous se ruant pour vendre, s'il en était temps encore. Une grêle d'ordres de vente s'abattit sur la corbeille, on ne voyait plus les fiches pleuvoir ; et ces paquets énormes de titres, jetés ainsi sans prudence, accéléraient la baisse, un véritable effondrement. Les cours, de chute en chute, tombèrent à 1 500, à 1 200, à 900. Il n'y avait plus d'acheteurs, la plaine restait rase, jonchée de cadavres. Au-dessus du sombre grouillement des redingotes, les trois coteurs semblaient être des greffiers mortuaires, enregistrant des décès. Par un singulier effet du vent de désastre qui traversait la salle, l'agitation s'y était figée, le vacarme s'y mourait, comme dans la stupeur d'une grande catastrophe. Un silence effrayant régna, lorsque, après le coup de cloche de la clôture, le dernier cours de 830 francs fut connu. Et la pluie entêtée ruisselait toujours sur le vitrage, qui ne laissait plus filtrer qu'un crépuscule louche ; la salle était devenue un cloaque, sous l'égouttement des parapluies et le piétinement de la foule, un sol fangeux d'écurie mal tenue, où traînaient toutes sortes de papiers déchirés ; tandis que, dans la corbeille, éclatait le bariolage des fiches, les vertes, les rouges, les bleues, jetées à pleines mains, si abondantes ce jour-là que le vaste bassin débordait.

(Emile Zola, l'Argent, *introduction d'E. Cararsus, Garnier-Flammarion, Paris, 1974.)*

Des sommets

LES pays industrialisés peuvent-ils mettre un terme aux désordres des marchés financiers pour éviter la récession que chacun redoute ?

Depuis 1975, les chefs d'Etat et de gouvernement des grandes démocraties industrielles (1) se réunissent chaque année pour tenter d'élaborer une stratégie commune qui permettrait d'épargner au monde une crise majeure. Si ces treize sommets (2) ont, au fil des ans, permis de préciser les objectifs et d'adopter quelques mesures partielles, ils ont surtout abouti à des « déclarations » dont il faut bien admettre qu'elles sont en grande partie restées sans effet.

Dès leur première rencontre, à Rambouillet en 1975, les six participants s'affirmaient déterminés *« à venir à bout du haut degré de chômage »*, et, avec persévérance, ils ont repris ce thème à chacune des réunions ultérieures. Voilà plus de douze ans, quelques jours avant Rambouillet, M. Valéry Giscard d'Estaing affichait son optimisme : *« Je pense que nous nous sommes éloignés des grands périls. L'an dernier, on ne pouvait pas écarter la perspective d'une situation de crise rappelant, par son ampleur et ses conséquences sociales et politiques, les grands bouleversements des années 30. A cet égard, la situation actuelle me paraît plus assurée. »* Les Six réunis à Rambouillet pouvaient donc tranquillement affirmer : *« Nous avons la conviction que (...) le redressement est bien engagé. »*

L'année suivante, à Porto-Rico, les Sept (avec le Canada) prônent *« une expansion soutenue qui réduira le niveau du chômage persistant dans de nombreux pays »*. A Bonn, en 1978, ils proclament : *« Notre principal souci est le chômage. »* En 1982, la déclaration de Versailles croit pouvoir évoquer *« l'amélioration de la situation présente »* et *« un retour à (...) des niveaux d'emploi plus élevés »*. A Williamsburg, en 1983, trois mots seulement – *« résorber le chômage »* – dans un texte fort long. La rencontre de Londres (1984) n'est pas plus prolixe lorsqu'elle évoque simplement *« la création de nouveaux emplois »*. Le sommet de Tokyo (1986) note que, malgré *« les progrès réalisés »*, subsiste *« un chômage élevé »*. A Venise, en juin dernier, la discrétion est encore de règle. *« Principal souci »* des Sept depuis leur première rencontre, le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCDE est passé de 17 813 000 en 1975 (sommet de Rambouillet) à 30 860 000 l'an dernier.

Dès le départ, les démocraties industrielles ont aussi tenu à marquer l'attention qu'elles portent au tiers-monde. Au cours de leur première rencontre, elles estiment que *« des actions concrètes et rapides sont nécessaires pour aider les pays en développement »*, dont elles veulent en outre *« stabiliser les recettes d'exportation »*.

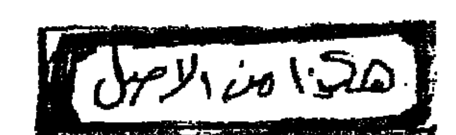
Deux ans plus tard, à Londres, M. Giscard d'Estaing pavoise : *« Nous avons ouvert la voie à une conclusion positive du dialogue Nord-Sud. »* A Tokyo, en 1979, les Sept *« reconnaissent la nécessité d'augmenter le flux de ressources financières vers les pays en développement »*. Ils n'oublient pas de mentionner la même intention à Venise l'année suivante, avec toutefois un élément nouveau car ils disposent à ce moment-là

MENACE LA DÉM

la dérai

WALL STREET, BOU

d'économie-





MENACE LA DÉMOCRATIE

la déraison

Le résultat fut double : dans un premier temps, à l'époque de l'argent facile, les prêts au tiers-monde servirent à financer des « éléphants blancs », grandioses réalisations et gigantesques chantiers dont l'utilité restait douteuse. Peu importait : un Etat étant réputé ne pas faire faillite, les banques ouvraient largement leurs caisses. Plus l'Etat était dictatorial, capable de contenir le mécontentement des couches les plus pauvres, plus facilement il obtenait des prêts : le Brésil, l'Argentine ou l'Uruguay des militaires, les Philippines de M. Ferdinand Marcos, tant d'autres. Les banques ne sont pas chargées des forces de police, des salles de torture, des assassinats, des « disparitions », etc. A chacun son métier.

Deuxième temps : soudain, avec un déraisonnable retard, une sourde inquiétude débouche sur l'affolement. Car en 1982 les banques commerciales américaines ont prêté au tiers-monde 180 % de leurs avoirs et réserves, et certains débiteurs manifestent leur inaptitude à rembourser. Les banques se tournent alors vers le FMI pour lui demander de mettre de l'ordre là où elles ont elles-mêmes créé la pagaille, de les protéger des risques insensés auxquels elles se sont imprudemment exposées.

Constante logique du libéralisme en tout temps et en tout lieu : lorsque les affaires marchent, l'Etat est courtoisement prié de s'abstenir de toute intervention, de respecter le libre jeu du marché ; lorsque la machine se détraque, le capital privé demande instamment à l'Etat (ou, en l'occurrence, à un organisme interétatique comme le FMI) de sauvegarder, bien entendu au nom de l'intérêt général, les intérêts privés qui se sentent menacés.

En vertu de cette admirable logique, on impose donc au tiers-monde des « plans d'ajustement » très sévères : privilège régalien, seul le pays le plus riche a le droit de cumuler déficit budgétaire et déficit commercial. Plus le laxisme des Etats-Unis sera grand, plus rigoureuse sera la discipline exigée des autres. C'est ainsi qu'en trois ans ce remède de cheval ramène les créances des banques américaines sur le tiers-monde de 180 % à 141 % de leurs avoirs et réserves (5). Situation un peu moins absurde (qui n'a rêvé de prêter, contre intérêts, l'argent qu'il ne possède pas ?), mais encore très périlleuse pour les banques. Le traitement a fait deux victimes : les populations de ces pays, qui, libérés de leurs dictatures dévoreuses de crédits, remboursent démocratiquement les dettes contractées par les pouvoirs militaires déchus ; les industries du monde développé, car les pays soumis aux « plans d'ajustement » ont de moins en moins les moyens de leur acheter quoi que ce soit.





(Schurr-Collectif)

LE MARCHÉ DES DEVISES DE FRANCFORT
Comment démêler l'écheveau du désordre monétaire ?

Le laxisme avait conduit au gaspillage et aux détournements clandestins vers les paradis fiscaux. La rigueur à sens unique imprime aux échanges commerciaux un brutal coup de frein.

Le Monopoly des entreprises

DANS le même temps, une autre forme de déraison permettait, sans aucun lien avec l'économie réelle, de multiplier par quatre l'indice Dow Jones. Comme des « flambeurs » à une table de casino, les cambistes se laissaient griser en encaissant plusieurs fois leur mise. Les enfants qui « jouent aux marchands » s'achètent ainsi et se revendent sans cesse, en prélevant chaque fois un bénéfice, la poupée cassée, la voiture sans roues ou les pièces dépareillées d'une dînette et d'un jeu de construction. Mais ce sont des enfants, et ils règlent leurs achats avec de la monnaie de singe, qu'ils émettent eux-mêmes.

Pour la seule année 1986, ce Monopoly des entreprises, aux Etats-Unis, a englouti 176 milliards de dollars, soit l'équivalent du déficit budgétaire de 1984 (6). Pour se protéger des oiseaux de proie qui, à tout instant, peuvent fondre sur elles après avoir acheté des actions aux petits porteurs, les sociétés sont obligées de racheter leurs propres titres. Le géant IBM vient d'affecter 1 milliard de dollars à ce type d'opérations qui, l'an dernier, aux Etats-Unis, a englouti 76 milliards de dollars (7).

Puisque, comme l'écrivait Adam Smith (8), voilà deux siècles, l'intérêt des hommes d'affaires *« n'est jamais exactement celui du public »*, il serait raisonnable de mettre bon ordre à l'activité des prédateurs déchaînés. Est-ce encore possible ?

La raison dit qu'il ne suffit pas de réduire progressivement le déficit budgétaire américain. Il importe tout autant d'interrompre la partie de Monopoly qui a artificiellement fait grimper le Dow Jones. Jusqu'à présent, seuls ont été sanctionnés les fraudeurs avérés, les « insiders », ceux qui, comme M. Ivan Boesky et quelques autres, ont détourné à leur profit les informations dont ils disposaient pour commettre le *« délit d'initiés »* (9). Ceux-là sont en prison, mais la fièvre qui les a portés à violer la loi continue de ronger en toute légalité les marchés financiers. N'en déplaise aux tenants du libéralisme, il faudra bien restaurer – et sans doute améliorer – les réglementations que le reaganisme a fait sauter. Ce ne sera pas la « révolution », ce ne sera pas le « socialisme ». Ce sera simplement un abandon du sauvage mercantilisme du XVII[e] siècle pour revenir à un capitalisme civilisé, moderne. Certains ont attendu le coup de semonce du lundi 19 octobre pour en prendre conscience. Ils n'en ont pas encore tiré les leçons. Dans ces conditions, il est donc prématuré de prôner une concertation à l'échelle mondiale.

WALL STREET, BOUSSOLE DÉSORIENTÉE

3000
2500
2000
1500
1000
500
Richard NIXON
Gerald FORD
James CARTER
Ronald REAGAN
2722,42
23 Nov : 1923,07
889,90
577,60
1972 73 74 75 76 77 78 79 1980 81 82 83 84 85 86 1987

Face à un privilège exorbitant

LES appels à la coopération internationale avaient été lancés bien avant le « lundi noir », et, depuis, ils se sont intensifiés, spécialement en direction de l'Allemagne fédérale et du Japon. Tout effort de relance par ces deux pays ne pourra donner que de très incertains résultats aussi longtemps que le dollar lui-même ne sera soumis à d'autres règles que le bon vouloir américain. C'est autour du dollar, du yen et de l'ECU (et non du mark) que peut être restauré un certain ordre monétaire. Aucune théorie ne justifie que la devise d'un pays, quel qu'il soit, serve de monnaie de réserve internationale, que les prix de nombreux produits soient exprimés dans cette devise. L'expérience qui se poursuit depuis la conférence de la Jamaïque (1976) montre où conduit une pratique aussi déraisonnable. Tant que le dollar ne sera arrimé à aucun pôle et soumis aux règles et sanctions monétaires habituelles, de forts taux d'intérêt serviront à attirer les capitaux étrangers vers les Etats-Unis, dont ils combleront les déficits. L'investissement dans le reste du monde en souffrira, au détriment de tous. La spirale de la crise ne pourra plus être arrêtée.

M. Reagan et les éventuels candidats à sa succession font preuve à cet égard d'une discrétion qui, pour compréhensible qu'elle soit, réduit le débat démocratique à un simulacre en évitant le problème central. Démocrates et républicains n'ignorent pas que la remise en ordre des marchés internationaux passe par l'abolition du privilège exorbitant qui permet aux Etats-Unis de vivre aussi largement au-dessus de leurs moyens. Jusqu'à l'élection de novembre 1988, nul n'osera s'engager sur ce terrain miné. Mais, après le scrutin, la tâche sera-t-elle plus aisée pour le prochain président ? Veut-on attendre, pour agir en catastrophe, que les convulsions boursières aient débouché sur la récession dont elles ne sont que le prélude ? Se contentera-t-on de prier le ciel que la Bourse remonte et que le pire ne se produise pas ?

Miracle de l'égoïsme national, depuis que le dollar n'est plus convertible en or (1971), les épargnants du monde entier financent les déficits américains. Plus de sept fois supérieur à celui de l'ensemble du tiers-monde *(voir le graphique, page 12)*, l'endettement total des Etats-unis (dette publique, dette des entreprises et des ménages) approche 8 000 milliards de dollars, soit environ huit fois le budget



fédéral (10) prévu pour 1988. Celui-ci (quelque 1 080 milliards de dollars) comportera environ 290 milliards pour la défense, et, pour les seuls intérêts de la dette américaine, 150 milliards (11), soit une somme très supérieure au total de la dette accumulée par le Brésil en vingt ans, ou encore cinq fois le montant des réductions budgétaires (30 milliards) péniblement négociées pour 1988 entre la Maison Blanche et le Congrès.

(Lire la suite page 12.)

(5) Jacques de Larosière, 3 février 1986.

(6) Voir l'article de Frederic Clairmonte, « Dans la jungle des prédateurs », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(7) Voir « La France et le mirage financier », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(8) Voir *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(9) Cf. « L'argent », *le Monde diplomatique*, mars 1987.

(10) Pour toute comparaison internationale, il convient évidemment de rappeler que quantités de dépenses publiques échappent au budget fédéral et sont à la charge de chacun des cinquante Etats de l'Union.

(11) Cf. *Newsweek*, 9 novembre 1987.

d'économie-fiction

du rapport de la commission Brandt, qui, pour venir en aide au tiers-monde, préconisait notamment un *« impôt international »* sur les ventes d'armes, les dépenses militaires, les hydrocarbures, les minerais. Les Sept déclarent qu'ils accueillent ce rapport *« avec intérêt »* et qu'ils étudieront *« soigneusement ses recommandations »*. Promesse oubliée, rapport enterré : il n'en est même plus question lors du sommet d'Ottawa (1981). Mais, en compensation, le tiers-monde a droit à de plus longues considérations générales sur les bienfaits de l'*« interdépendance »* et de la *« coopération »*, suivies d'un nouvel engagement à *« augmenter le niveau de notre aide publique au développement »*.

A peu près les mêmes formulations sont reprises lors du sommet de Williamsburg (1983) ; celui-ci mentionne pour la première fois l'*« inquiétude »* que suscite *« le poids de la dette de nombreux pays en développement »*. A Londres (1984), les Sept ajoutent aux considérations habituelles un hommage aux pays endettés qui ont accompli *« des efforts douloureux et courageux »* pour appliquer les plans d'ajustement du FMI. Enfin, à Bonn (1985) comme à Venise (1987), M. François Mitterrand plaide en faveur des pays les plus pauvres, et notamment de l'Afrique.

Entre Rambouillet et Venise, la chute des cours des produits de base a continué de laminer les recettes d'exportation du tiers-monde *(voir page 8)*, les banques commerciales ont fait preuve d'une prudence compréhensible, rares sont les pays qui (comme la France) ont accru leur aide publique au développement, et, au bout du compte, le Sud est devenu fournisseur net de capitaux pour le Nord *(voir page 8)*.

APRÈS le chômage et le tiers-monde, un troisième thème mérite d'être relevé. Il est mentionné pour la première fois au sommet d'Ottawa (1981), six mois après l'entrée de M. Reagan à la Maison Blanche : *« La plupart d'entre nous devrions (...) recourir à la limitation des déficits budgétaires, au besoin en diminuant les dépenses gouvernementales. »* A Versailles (1982), M. Reagan signe avec ses partenaires la déclaration finale qui comporte cette phrase : *« Nous appliquerons d'urgence des politiques monétaires prudentes et maîtriserons davantage les déficits budgétaires. »* Williamsburg (1983) : *« Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits budgétaires structurels. »* M. Reagan signe encore, comme il signera la même promesse lors des sommets de Londres (1984) et de Tokyo (1986), dont la déclaration mentionne en outre les déficits du commerce extérieur... On connaît la suite. Autant en a emporté le vent des sommets, jusqu'au « lundi noir » d'octobre dernier.

(1) Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Japon, Italie, auxquels se sont joints le Canada depuis 1976, puis la présidence de la Commission européenne.

(2) Ils se sont tenus à Rambouillet (1975), San-Juan-de-Porto-Rico (1976), Londres (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venise (1980), Ottawa (1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983), Londres (1984), Bonn (1985), Tokyo (1986), Venise (1987).

LOUIS-FERDINAND CÉLINE, 1932

Souvenirs de crise à fleur de peau

Partie des Etats-Unis, la crise de 1929 atteint la France dès le début des années 30. Moins brutale qu'en Amérique, qu'au Royaume-Uni ou qu'en Allemagne, la dépression s'installe cependant en force avec son cortège de faillites, de chômage et de pauvreté.

Un romancier va décrire, mieux que tout autre, dans une langue neuve, corrosive et décapante, l'atmosphère glauque des banlieues ouvrières de cette époque : c'est Louis-Ferdinand Céline.

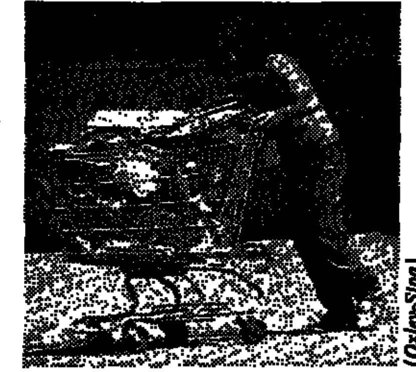
Dans son premier roman *Voyage au bout de la nuit* (1932), Céline, avant de sombrer quelques années plus tard dans l'antisémitisme et la collaboration, regarde les « humiliés de la crise » avec un humanisme féroce et révolté.

La lumière du ciel à Rancy, c'est la même qu'à Detroit, du jus de fumée qui trempe la plaine depuis Levallois. Un rebut de bâtisses tenues par des gadoues noires au sol. Les cheminées, des petites et des hautes ça fait pareil de loin qu'au bord de la mer les gros piquets dans la vase. Là-dedans, c'est nous.

Faut avoir le courage des crabes aussi, à Rancy, surtout quand on prend de l'âge et qu'on est bien certain d'en sortir jamais plus. Au bout du tramway voici le pont poisseux qui se lance au-dessus de la Seine, ce gros égout qui montre tout. Au long des berges, le dimanche et la nuit les gens grimpent sur les tas pour faire pipi. Les hommes ça les rend méditatifs de se sentir devant l'eau qui passe. Ils urinent avec un sentiment d'éternité, comme des marins. Les femmes, ça ne médite jamais. Seine ou pas. Au matin donc le tramway emporte sa foule se faire comprimer dans le métro. On dirait à les voir tous s'enfuir de ce côté-là qu'il leur est arrivé une catastrophe du côté d'Argenteuil, que c'est leur pays qui brûle. Après chaque aurore, ça les prend, ils s'accrochent par grappes aux portières, aux rambardes. Grande déroute. C'est pourtant qu'un patron qu'ils vont chercher dans Paris, celui qui vous sauve de crever de faim, ils ont énormément peur de le perdre, les lâches. Il vous la fait transpirer pourtant sa pitance. On en pue pendant dix ans, vingt ans et davantage. C'est pas donné.

Et on s'engueule dans le tramway déjà un bon coup pour se faire la bouche. Les femmes sont plus râleuses encore que des moutards. Pour un billet en resquille, elles feraient stopper toute la ligne. C'est vrai qu'il y en a déjà qui sont saoules parmi les passagères, surtout celles qui descendent au marché vers Saint-Ouen, les demi-bourgeoises. « Combien les carottes ? » qu'elles demandent bien avant d'y arriver pour faire voir qu'elles ont de quoi.

Comprimés comme des ordures qu'on est dans la caisse en fer, on traverse tout Rancy et on odore ferme en même temps, surtout quand c'est l'été. Aux fortifications on se menace, on gueule un dernier coup et puis on se perd de vue, le métro avale tous et tout, les complets détrempés, les robes découragées, bas de soie, les métrites et les pieds sales comme des chaussettes, cols inusables et raides comme des termes, avortements en cours, glorieux de guerre, tout ça dégouline par l'escalier au coaltar et phéniqué et jusqu'au bout noir, avec le billet de retour qui coûte autant à lui tout seul que deux petits pains.



(Oxley-Sipa)

QUELQUE PART AUX ÉTATS-UNIS EN 1987

La lente angoisse du renvoi sans musique, toujours si près des retardataires (avec un certificat sec) quand le patron voudra réduire ses frais généraux. Souvenirs de « Crise » à fleur de peau, de la dernière fois sans place, de tous les *Intransigeant* qu'il a fallu lire, cinq sous, cinq sous... des attentes à chercher du boulot... Ces mémoires vous étranglent un homme, tout enroulé qu'il puisse être dans son pardessus « toutes saisons ».

La ville cache tant qu'elle peut ses foules de pieds sales dans ses longs égouts électriques. Ils ne reviendront à la surface que le dimanche. Alors, quand ils seront dehors, faudra pas se montrer. Un seul dimanche à les voir se distraire, ça suffirait pour vous enlever à toujours le goût de la rigolade. Autour du métro, près des bastions croustille, endémique, l'odeur des guerres qui traînent, des relents de villages mi-brûlés, mal cuits, des révolutions qui avortent, des commerces en faillite. Les chiffonniers de la zone brûlent depuis des saisons les mêmes petits tas humides dans les fossés à contre-vent. C'est des barbares à la manque ces biffins pleins de litrons et de fatigue. Ils vont tousser au dispensaire d'à côté, au lieu de balancer les tramways dans les glacis et d'aller pisser dans l'octroi un bon coup. Plus de sang. Pas d'histoire. Quand la guerre elle reviendra, la prochaine, ils feront encore une fois fortune à vendre des peaux de rats, de la cocaïne et des masques en tôle ondulée.

(Louis-Ferdinand Céline, Voyage au bout de la nuit, *Gallimard, coll. « Folio », nº 28, Paris, 1987.)*

QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE

Le triomphe de

(Suite de la page 11.)

Nul n'envisage sérieusement que le tiers-monde puisse rembourser le principal de sa dette, et encore moins que les Etats-Unis parviennent à éponger la leur. En raison du rôle privilégié du dollar comme monnaie de réserve internationale, « *les Etats-Unis sont dispensés de sacrifier leur croissance économique et leurs dépenses à l'étranger à la restauration de l'équilibre* [de leur balance des paiements]. *Ce privilège constitue un atout essentiel pour le capitalisme américain dans la concurrence internationale. Conserver cet atout demeure un objectif primordial de la politique étrangère américaine* (12). » Si extravagant que soit ce système, les appels à la raison et à la solidarité entre alliés ne pourront convaincre les Etats-Unis d'y renoncer. Parce qu'il s'agit d'une véritable épreuve de force, il y faudra aussi une exceptionnelle volonté politique de la part de tous les pays ainsi condamnés à vivre au-dessous de leurs moyens et de leurs efforts.

Parmi ces pays, la Communauté européenne, première puissance commerciale, et le Japon ont un rôle capital à jouer. Ils ne pourront raisonnablement s'en acquitter qu'à la condition d'ajouter à leurs capacités économiques une bonne marge de liberté d'action politique. Celle-ci suppose que, prenant à leur charge leur propre défense, ils allègent leur dépendance militaire à l'égard de leur grand allié, et qu'ils trouvent ailleurs dans le monde des partenaires pour construire avec eux les bases d'une autre croissance. Ces partenaires se situent nécessairement dans le tiers-monde, si endetté soit-il.

« *Certains ont pu penser que nous étions une institution de gestion de la dette,* déclarait voilà quelques mois M. Barber Conable, président de la Banque mondiale. *Ce n'est pas le cas. Notre but est le développement, et nous ne nous préoccupons de l'endettement que dans la mesure où il constitue un frein à la croissance* (13). »

Seule une croissance soutenue peut en effet atténuer le poids de la dette et, à terme, le ramener à des proportions économiquement acceptables. Une telle relance n'atteindra une cadence suffisante qu'avec la participation active, négociée, ordonnée, d'un certain nombre de pays du tiers-monde occupant une position stratégique. Par leurs déficits, les Etats-Unis, s'ils ont absorbé chez eux les capitaux venus d'ailleurs, n'en ont pas moins financé l'activité mondiale. Confier maintenant ce rôle moteur à l'Europe et au Japon jusqu'à épuisement de leurs excédents n'accorderait au monde qu'un stérile sursis. Comment consolider durablement l'édifice miné dont chacun voit *bien qu'il craque dangereusement* ? Une seule chance s'offre : élargir la base géographique et démographique de l'expansion. Toutes les prévisions annoncent un ralentissement d'activité en 1988. Alors que plus de deux milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel, pourquoi les pays industrialisés laisseraient-ils chuter leur production, pourquoi accepteraient-ils de sombrer dans une récession majeure ?

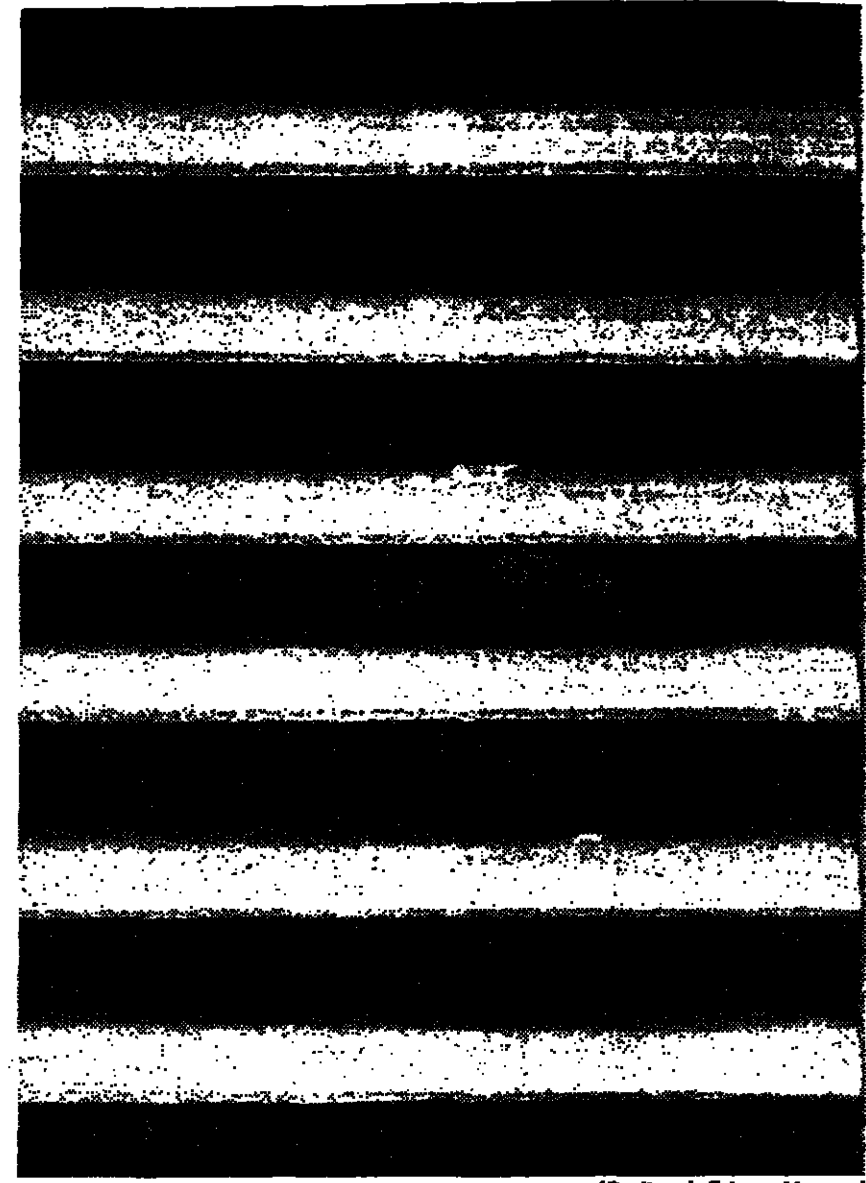
Foi libérale et profits spéculatifs

MAIS ces populations du tiers-monde ne sont pas solvables. Qu'elles commencent donc par payer leurs dettes et accroître leurs revenus. Ainsi réapparaît la logique de l'usurier, toujours prêt, croyant récupérer sa mise, à faire saisir les biens de son débiteur, à faire jeter à la rue le locataire qui n'a pas pu acquitter son terme. Plus attentifs à la création de richesses, le banquier et l'entrepreneur ne sauraient se résoudre à cette conception anti-économique. Leur souci est, dans la mesure du possible, de faire en sorte que leur débiteur puisse reconstituer les conditions grâce auxquelles il deviendra solvable. Ils savent que tel n'est pas aujourd'hui le cas.

En effet, le dernier rapport de la Banque interaméricaine de développement (BID) résume ainsi l'évolution de l'Amérique latine sur la période 1980-1986 : « *L'effort d'exportation extraordinaire qu'a fait la région pour s'acquitter de l'alourdissement, tout aussi spectaculaire, du service de sa dette extérieure, a été quasiment neutralisé par la chute des prix de ses exportations* (14). » Ainsi en va-t-il dans la plupart des pays sous-développés. Que cette situation se perpétue, et c'est l'impasse. Pour les nations avancées comme pour les régions pauvres.

Des baladins d'une « science » économique mal assimilée ont délibérément ignoré les réalités. Emportés par leur idéologie, ils ferment la porte à toute solution en proclamant avec ferveur leur foi dans le libéralisme. Leurs *dogmes doivent l'emporter sur les faits.* Avec le docteur Rony Brauman, ils contestent « *l'idée que les termes de l'échange entre pays nantis et pays pauvres se détériorent de façon continue au détriment des pays pauvres. L'examen des faits montre que cette idée est fausse* (15) ». Pourra-t-on les *ramener à la raison en leur signalant* que le FMI constate « *une grave détérioration des termes de l'échange* (16) ? ».

Les cours des produits de base exportés par le tiers-monde sont maintenant « *aussi bas dans leur ensemble qu'au moment le plus noir de la grande crise des années 30 et, dans certains cas, plus bas que le niveau atteint en 1932* (17) ». C'est bien ce que confirment tous les indices disponibles *(voir le graphique page 10)*.



(Ferdinando Scianna-Magnum)

SOLITUDE, ANGOISSE

(12) Ces lignes sont extraites de l'article publié voilà neuf ans déjà par Daniel Biron et Alexandre Faire, sous le titre « Le mark souverain », *le Monde diplomatique*, novembre 1978.

(13) Entretien accordé à Françoise Crouigneau, *le Monde*, 25 juillet 1987.

(14) *Progrès économique et social en Amérique latine : Rapport 1987*, The Inter American Development Bank, 1300 New-York Avenue, NW, Washington DC 20577.

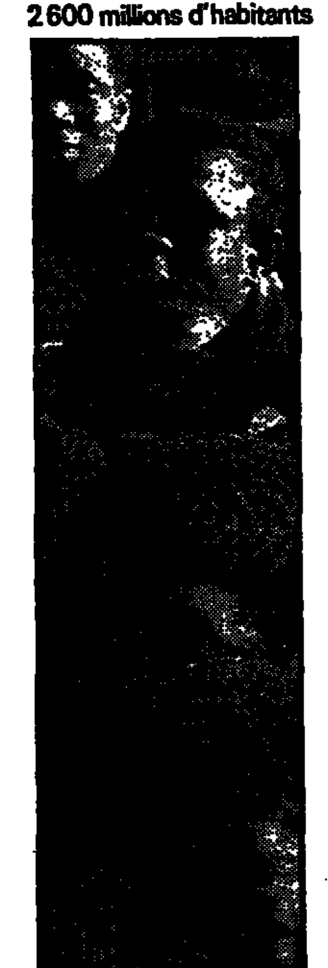
(15) Docteur Rony Brauman, président de Médecins sans frontières, directeur de Liberté sans frontières, dans « Réponse au *Monde diplomatique* », novembre 1985. Plus prudent parce que plus compétent, Guy Sorman écrit dans *la Nouvelle Richesse des nations* (Fayard, 1987) : « *Difficile à démontrer, vraie ou fausse selon les périodes de référence, cette dégradation des termes de l'échange est l'un des mythes les plus résistants du tiers-mondisme (...). Cette dégradation est, le plus souvent, la conséquence de politiques de développement erronées* » (page 35). Une dégradation qui ramène, en 1987, les cours au niveau des années 30 semble se vérifier sur une durée suffisante pour ne plus invoquer une douteuse « *période de référence* ».

(16) *Bulletin du FMI*, 5 octobre 1987, p. 285.

(17) Peter F. Drucker, dans *Foreign Affairs*, printemps 1986.

DOUZE FOIS MOINS PEUPLÉS QUE LE TIERS-MONDE * LES ÉTATS-UNIS SONT HUIT FOIS PLUS ENDETTÉS

2 600 millions d'habitants



1 080 milliards de dollars



220 millions d'habitants

7 780 milliards de dollars **

(Photos Magnum-Sygma)

POPULATION	DETTE EXTÉRIEURE	POPULATION	DETTE INTÉRIEURE
TIERS-MONDE *		ÉTATS-UNIS	

* Chine non comprise

** Évaluation pour 1987 (7 678 milliards en 1986)

Sources : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Federal Reserve Board, OCDE.

JAMES CAIN, 1932

Un pays grouillant de clochards

Le jeudi 24 octobre 1929, la Bourse de New-York s'effondrait. Peu à peu, l'économie américaine s'enfonça dans la dépression, dont elle atteignit le creux en 1932. Il y avait à peine cinq cent mille chômeurs en 1929, ils étaient plus de sept millions en 1931 et près de quatorze millions en 1932.

Les conséquences sociales de ce désastre économique ont été décrites par la presse de l'époque (1) et par les grands romanciers américains, Sinclair Lewis (prix Nobel 1930), John Dos Passos, Theodor Dreiser, John Steinbeck, etc. Mais aussi, et parfois avec plus d'acuité, par des écrivains « mineurs », comme James Cain, auteur des célèbres romans noirs : *Assurance sur la mort* et *Le facteur sonne toujours deux fois*.

Dans *Coups de tête* (1948), James Cain raconte la déchéance, en 1932, de Jack Dillon, un entraîneur de football fort bien payé, n'ayant connu que le succès, et qui, la crise venant, se retrouve soudain au chômage puis, comme des millions d'autres, devient clochard.

Je me mis à prospecter la Géorgie, ville après ville, pour trouver du travail : Augusta, Rome, Athènes, Milledgeville, Decatur, pour n'en citer que quelques-unes. Je ne manquai pas un garage, mais c'était partout la même réponse : s'ils avaient pu, ç'aurait été avec plaisir. Mais dans tous les garages on avait licencié des ouvriers, et quand ils pourraient réembaucher ce serait ceux-là qui auraient la priorité. Je me mis alors à chercher du travail dans un hôtel. C'est un métier que je n'aime pas, et l'idée qu'on pourrait demander des renseignements sur moi m'était intolérable, mais il me fallait travailler à tout prix. Rien à faire, l'un des patrons me déclara : « *Mon garçon, vous me dites que vous feriez tout ce qu'on vous demanderait en échange du logement, des repas et du garage pour votre voiture. Je comprends très bien, mais le malheur c'est qu'avant vous il a défilé ici environ trois cents gars qui m'ont proposé la même chose et que, dans le tas, il y avait des amis. C'est vous dire. Vous ne savez pas comment ça se passe, sans ça vous ne seriez pas ici. On n'a jamais vu un désastre pareil dans ce pays. Et si vous êtes dans le pétrin, dites-vous bien que tout le monde y est.* »

A cette époque, le pays grouillait de clochards, personne ne les prenait dans sa voiture ni ne les aidait en aucune façon. S'ils voulaient voyager, il fallait qu'ils sautent dans un train en marche, c'est pourquoi ceux-là attendaient, le long des voies, à la sortie de la gare. Ils parlaient peu. Les clochards sont peu liants. Ils m'étonnaient, et puis j'ai compris.

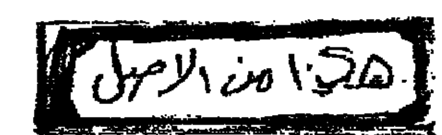
(Paul Fusco-Magnum)

NEW-YORK, 1987

On dort dans des cabanes, dans des caisses à outils, dans des étables, ou dans des wagons de marchandises ; on pète de froid, on la saute, on est crasseux et on se débine le matin pour ne pas se faire foutre dehors à coups de botte. On se rase dans sa gamelle – quand on a des lames – et avec de l'eau froide et dégueulasse : on s'esquinte la peau et on se coupe, mais faut se raser, sans ça, pas question de se faire donner à manger ni de faire de l'auto-stop. Un type mal rasé, c'est un voyou : le juge le regarde, et hop ! en taule. Bon. Une fois rasé, on va pleurer son petit déjeuner : un bol de soupe couvert de graisse, ou un bol de graisse avec un peu de soupe en dessous, ou six patates froides du dîner de la veille, ou une tasse de café et un bout de pain : ce qu'on veut bien nous donner. Après ça, on va se laver si on n'est pas un saligaud. Si on est vraiment crasseux, il faut d'abord trouver un campement, sous un pont de chemin de fer : on dégotte une casserole, on fait bouillir nos loques, on attend que ça sèche en décrottant nos souliers, encore heureux si les flics viennent pas nous vider pendant qu'on attend à poil, les genoux au menton. On se rhabille et on recommence à pilonner. Hosey dégotte une caisse, toi tu fais les boucheries, moi les cuisines de bistrot, avec un peu de pot, on arrive à ramasser de quoi se faire une soupe : si rien n'est pourri, on ne sera pas malade. Mais, sans ça, on se tord trois heures dans un fossé et après on retourne en ville chercher un coin chaud pour dormir. Le lendemain, on déclare que c'est le patelin qui est infect. On guette un train de marchandises et ça recommence.

(James Cain, Coups de tête, *Union générale d'édition, coll. « 10/18 », nº 1563, Paris, 1983.)*

(1) Aujourd'hui aussi, la presse américaine – après le « lundi noir » d'octobre dernier – commence à évoquer les conséquences prévisibles du krach boursier. La revue *Fortune*, par exemple, dans son numéro du 23 novembre intitulé « Comment prévenir une nouvelle dépression », publie un saisissant reportage sur les « sans-foyer », ces nouveaux clochards de la crise actuelle.



MENACE LA DÉMOCRATIE

la déraison

Mais rien n'est plus naturel que cet effondrement. Secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, le docteur Claude Malhuret affirmait péremptoirement voilà trois ans : « *Les fluctuations des cours de ces produits ne dépendent pas de spéculateurs internationaux, elles dépendent du marché* (18). » Voilà le maître mot lâché... M. Malhuret fonde toute son argumentation sur le seul cas du caoutchouc naturel, de plus en plus supplanté par les produits de synthèse. Il lui reste à expliquer comment les cours du sucre ont pu passer de 65,5 centimes de dollar en novembre 1974 à 2,35 centimes en juillet 1985, pour évoluer maintenant entre 6 et 7 centimes. L'usage des édulcorants n'a pas diminué au cours des deux dernières années, et, entre 1974 et 1985, l'offre et la demande de sucre n'ont pas varié de 1 à 30 sur les marchés. Les écarts de prix enregistrés tiennent au fonctionnement spéculatif du marché à terme, aussi bien pour les produits tropicaux que pour les minerais non ferreux. Si, à Chicago, la Bourse des céréales était soumise à d'aussi aberrantes fluctuations, l'Amérique serait ruinée. Grand producteur de céréales, elle a veillé... au grain. Les spéculations sur les marchés à terme déprécient les produits de base, ruinent le tiers-monde et, du même coup, en font un piètre client des pays industrialisés, dont l'activité se paralyse chaque jour davantage.



Changer de cap

A LA passion idéologique doit nécessairement s'ajouter une bonne dose de suffisance pour pousser de simples amateurs à démentir les constats du FMI et de la Banque mondiale. Sans doute MM. Brauman et Malhuret n'ont-ils pas pris connaissance de ce plaidoyer de M. Michel Camdessus, successeur de M. de Larosière à la tête du FMI, qui invite les pays industrialisés à faire eux-mêmes des « *efforts d'ajustement* » afin que « *les mesures de politique économique axées sur la croissance qu'adoptent les pays du tiers-monde produisent le plus d'effet possible* ». M. Camdessus préconise « *une stratégie de coopération pour la croissance* ». Cette stratégie, ajoute-t-il, suppose que « *les intérêts du reste du monde soient pris en considération* » par les « *principaux pays industrialisés* (19) ».

N'en déplaise aux croisés de l'anti-tiers-mondisme, la Banque mondiale et le FMI, qui ne sont certes pas des organismes subversifs, se rejoignent pour demander avec insistance aux pays industrialisés, dans leur propre intérêt, des efforts cohérents axés sur trois objectifs :

– S'ouvrir aux exportations du tiers-monde, alors que se renforce la tentation de leur opposer des barrières protectionnistes ;

– Encourager les investissements productifs dans les pays sous-développés, alors que ceux-ci sont paradoxalement devenus fournisseurs nets de capitaux pour le Nord (*voir page 8, l'article de Claire Brisset et Boudewijn Mohr*) ;

– Ne pas rester passifs devant la baisse des cours des produits de base, qui a certes contribué à réduire l'inflation au Nord mais au prix d'une réduction de la demande du Sud.

Si, enfin alerté par le choc du « lundi noir », le monde développé veut éviter une crise majeure, il ne peut avoir de plus pressant souci que d'élargir ses débouchés naturels. Deux directions s'ouvrent à lui : les zones de pauvreté en son propre sein ; la demande insatisfaite dans l'ensemble du tiers-monde. Dans sa politique d'exportation, le Nord, jusqu'à présent, a surtout proposé au Sud de lui vendre ses excédents, même lorsqu'ils ne répondent pas à un besoin prioritaire. Ne peuvent-ils étudier ensemble les productions qui seraient les plus utiles, et en négocier aussi bien les moyens de financement que les transferts de technologie qui permettraient de les mener à bien ?

Le sommet européen de Copenhague, début décembre, est nécessairement un échec s'il aborde son débat sur la crise dans une perspective strictement trilatérale : Europe, Etats-Unis, Japon. A défaut de faire entrer en jeu un quatrième pôle – les pays en voie de développement, – la concertation entre riches inspirera de plus ou moins habiles replâtrages, mais elle ne débouchera pas sur des perspectives réalistes.

Réunis le 27 novembre à Acapulco, huit chefs d'Etat latino-américains (20) ont lancé un véritable cri d'alarme. Il n'a guère de chance d'être entendu à Washington, qui, à la mi-novembre, a imposé 105 millions de droits de douane supplémentaires sur les exportations du Brésil pour punir ce pays de s'obstiner à développer par lui-même une industrie informatique qui concurrence naturellement celle des Etats-Unis (21). L'appel élaboré à Acapulco peut-il être compris par la Communauté européenne et le Japon ? Plus que tout autre, l'Europe y trouverait de multiples avantages. Sur le plan économique, elle pourrait engager avec les principaux pays d'Amérique latine un effort conjoint portant à la fois sur l'endettement, les flux de capitaux, les échanges commerciaux, les productions complémentaires, les investissements. Sur le plan politique, elle ne peut avoir de plus urgente priorité que de consolider les régimes démocratiques qui se sont instaurés sur les ruines économiques accumulées par les dictatures militaires ; à cette fin, l'Europe pourrait, pour ce qui la concerne, décider de « mettre entre parenthèses » la partie de la dette que les démocraties latino-américaines ont héritée des dictatures.

Des aménagements discrets et des combinaisons subtiles ne suffiront pas à éviter une crise majeure. Il est temps, grand temps, de changer de cap. « *Disons-le carrément. Les Américains ont mal géré non seulement leur propre économie, mais aussi celle du monde (...). Les Américains ne peuvent pas espérer continuer à exercer seuls la direction des affaires mondiales. L'ère de l'hégémonie américaine doit prendre fin.* » De tels propos prennent toute leur signification du fait qu'ils émanent d'un homme d'affaires japonais (22).

Mais que nul ne songe à simplement remplacer une hégémonie par une autre. Seul un nouveau type de relations – entre pays industrialisés, comme entre le Nord et le Sud – permettra au monde d'éviter les plus dangereux écueils. L'Occident n'a pas été capable de l'imaginer par générosité et par solidarité humaine. Peut-il enfin sortir de son aveuglement, retrouver la raison, en considérant qu'il y va de son intérêt, inséparable de celui de la planète ?

CLAUDE JULIEN.



(Susan Meiselas-Magnum)

AU LENDEMAIN DU « LUNDI NOIR » DE WALL STREET
La soudaine anxiété du petit spéculateur



(18) Claude Malhuret, « Les imposteurs du tiers-mondisme », *Paris-Match*, 22 janvier 1985.

(19) Allocution de M. Michel Camdessus, New-York, 26 octobre 1987.

(20) Il s'agit des présidents des quatre pays du groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) et des quatre pays du « groupe de soutien » (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay). Washington a tout fait pour tenter de dissuader ces huit pays de se réunir à Acapulco.

(21) *International Herald Tribune*, 14-15 novembre 1987. Sur les efforts déployés par Washington pour essayer d'empêcher le Brésil de créer son industrie de l'informatique, voir l'article de Jean-Michel Quatrepoint dans *le Monde diplomatique*, juillet 1986.

(22) Kenichi Ohmae, « As America Stumbles, Japan is Ready to Run », *International Herald Tribune*, 4 novembre 1987.

SUR LES CHEMINS DU VAL-D'OISE, 1987

Qui attend le charbon et le pain là-bas ?

Les victimes de la crise sont déjà parmi nous. Voici ce qu'a vu un automobiliste, aux alentours de Paris, l'hiver passé.

Enlisée dans une congère, la voiture est là, à patiner dans la neige au milieu des champs.

Au loin, une silhouette pliée en deux pousse une carriole qui semble ne pas vouloir avancer. Derrière eux, une seconde silhouette suit lentement, d'un pas lourd.

« *Ah, ce sont les enfants qui habitent là-bas dans le bois*, nous dit un homme en les voyant. *Ils sont partis à 8 heures ce matin.* »

Il est maintenant bientôt midi.

Jacques et moi, nous nous approchons. Le gros sac de charbon est bien plus lourd encore qu'il ne paraissait de loin. Son poids écrase la frêle carriole dans des grincements de planches, seul bruit qui rompt le silence pesant. Nous essayons d'engager la conversation : mais rien, pas un mot.

Une des fillettes, qui a encore le visage rond d'un enfant, serre entre ses bras quatre miches de pain. Elle a les pommettes et le nez rougis par le froid. Sa sœur, à peine plus grande, est arquée à pousser la carriole enneigée jusqu'au quart de la roue. Pousser, pousser encore, en silence, les mains raidies par le fer glacial du brancard, la poignée calée au coin du ventre.

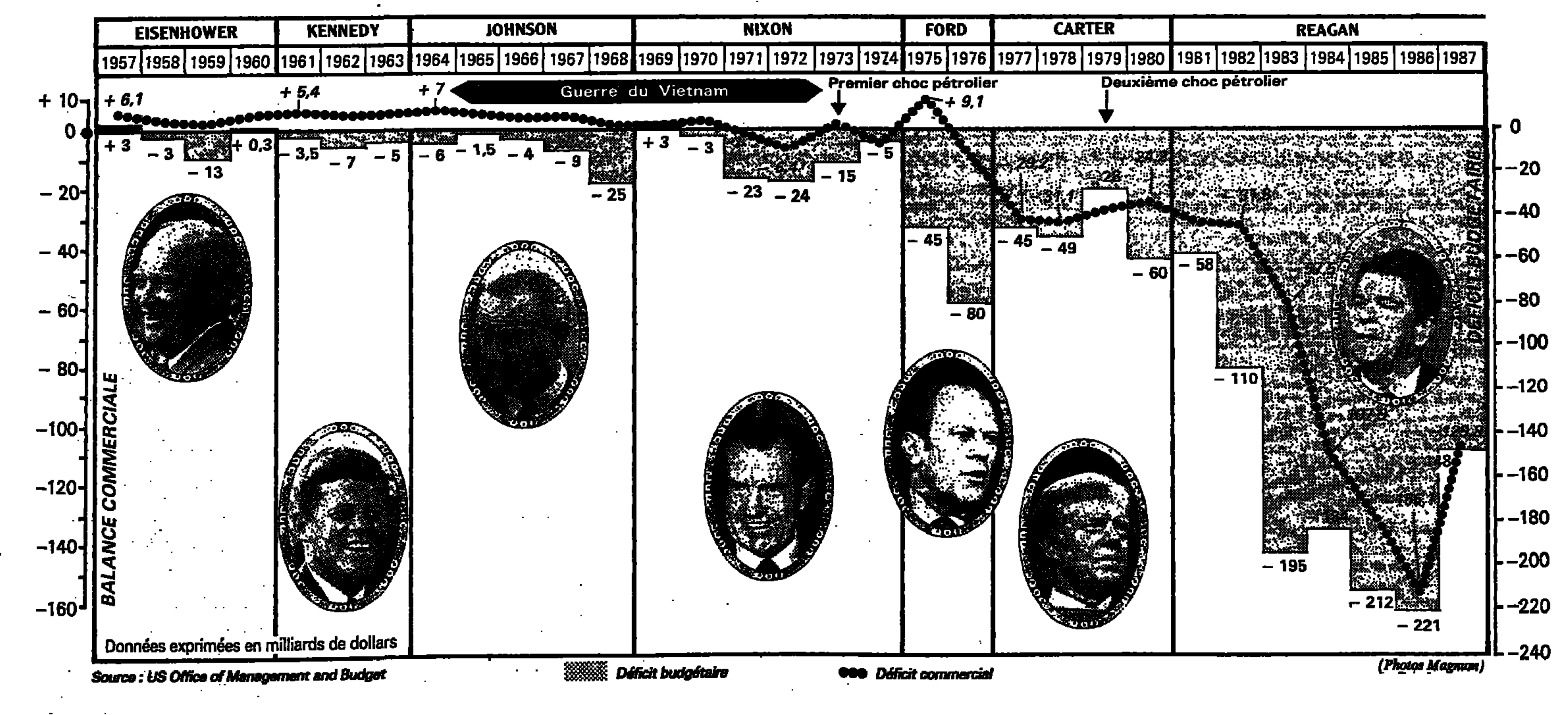
A la croisée du chemin, on se sourit. La voiture repart vers le macadam et la carriole poursuit son chemin vers le bois qui paraît si loin. Qui attend le charbon et le pain là-bas au fond d'une caravane ?

Le froid, c'est aussi des enfants qui poussent des carrioles. Les enfants, d'ailleurs, comment vivent-ils le froid ?

JEAN-CHRISTOPHE PISSON.

(Témoignage publié dans la revue de l'association Aide à toute détresse-quart-monde, en mars-avril 1987.)

BAFOUANT LE DOGME DE L'ÉQUILIBRE, LES DÉFICITS AMÉRICAINS N'ONT CESSÉ DE SE CREUSER



Source : US Office of Management and Budget — Déficit budgétaire — ●●● Déficit commercial — (Photos Magnum)

LE TRIOMPHE

Voici revenir le



Par
IGNACIO
RAMONET

RUINÉ par le récent cataclysme boursier, un « petit porteur » s'est pendu, à Madrid, dans un jardin public (1). Pour expliquer son geste, le désespéré a laissé une lettre dans laquelle il dénonce *« les abus et le cannibalisme des agents de change de la Bourse à l'égard des petits épargnants »*. Il raconte également comment, après avoir décidé – le 28 octobre dernier – de se suicider, il s'était accordé un ultime délai et avait choisi de se soumettre en quelque sorte au jugement de Dieu : *« J'eus comme l'illumination que Dieu existait et que, peut-être, ma destinée n'était pas le suicide. »* Il consacra alors le reste de ses économies à acheter des billets de loterie et à jouer au Loto. Pour voir *« si Dieu y mettait du sien et m'aidait à m'en sortir »*. Mais le ciel est resté désespérément silencieux, la chance ne lui a pas souri – et l'homme s'est pendu.

Recourir à Dieu pour sauver la Bourse et faire remonter les actions, c'est également ce qu'ont décidé, en novembre, les notables catholiques d'une ville italienne. Ils ont fait célébrer par le curé local une messe solennelle afin de conjurer l'actuelle chute des cours (2).

Comment ne pas se tourner vers Dieu quand tout s'effondre autour de soi ? Quand les « sciences » économiques elles-mêmes se révèlent incapables d'apporter des corrections logiques aux furieux dérèglements de l'économie mondiale ? Dérèglements et distorsions que les spécialistes n'hésitent pas à qualifier d'*« irrationnels »*.

Le désastre boursier de cet « octobre noir », par sa brutalité et sa soudaineté, a provoqué çà et là des effets de panique et d'égarement. Dans des sociétés en principe dominées par la rationalité, quand celle-ci patine ou se disloque, les citoyens sont tentés de recourir à des formes de pensée pré-rationaliste. Ils renouent avec l'inattendu, le surprenant, l'illogique et acceptent de croire aux baguettes magiques capables de transformer le plomb en or, et les pauvres en magnats.

De précédentes crises économiques, dans des pays fortement industrialisés, ont provoqué des mouvements massifs de retour à l'irrationnel. Par exemple, dans l'Allemagne des années 20, la défaite militaire suivie de l'hyperinflation et de la banqueroute entraînèrent un fort engouement pour les pratiques occultistes, le surnaturel et le merveilleux. En témoigne, entre autres, le grand succès populaire de films expressionnistes comme *le Cabinet du docteur Caligari, Nosferatu, le Golem, Mabuse, M. le Maudit* et *Metropolis*. En analysant ces « écrans démoniaques », l'historien Sigfried Kracauer a pu montrer combien était direct le chemin conduisant *« de Caligari à Hitler »* (3).

Dès 1930, Thomas Mann mettait en garde les citoyens – dans sa célèbre nouvelle *Mario et le Magicien* – contre les dangers politiques à une époque de misère culturelle, alors que, autour de lui, se multipliaient les idéologies de fuite, les sectes, les pratiques parapsychologiques et que sombrait la raison. Son « magicien », un hypnotiseur, est une claire allusion à Benito Mussolini.

Traumatisés par la complexité de la crise, appauvris, déboussolés, les citoyens allemands abandonnaient leur volonté, leur libre arbitre, leur confiance dans les démarches rationnelles et, peu à peu, se laissaient gagner par l'obscurantisme et le culte du chef. *« Les masses commençaient à penser que les calamités majeures qui les accablent ne trouvent pas de remède dans des raisonnements logiques sur la réalité, mais dans des moyens qui, précisément, les en détournent : ceux de la magie, tant il est vrai qu'il est commode et moins pénible de rêver que de penser* (4). »

« Le terrain, dira Thomas Mann, *était prêt pour la foi en Hitler. »*

Aux Etats-Unis, la panique créée par le krach boursier de 1929 – qui commença le 23 octobre et dura jusqu'au 13 novembre – et par la terrible dépression qu'il entraîna allait également susciter une montée de l'irrationnel. Là encore, le cinéma apparaît comme le *meilleur témoin* de ce troublant goût du public. Hollywood en profita pour lancer une série de films fantastiques et de terreur, extraordinaires succès populaires. Les personnages cauchemardesques de *Frankenstein, Dracula, King Kong, l'île du Dr Moreau* vont exorciser les frayeurs des victimes de la crise. L'émerveillement du cinéma – c'est le début du parlant – dissipe alors et transforme les angoisses d'une médiocre vie quotidienne, comme l'a magistralement montré Woody Allen dans *la Rose pourpre du Caire* (1985).

Le début des années 30, en Amérique, c'est aussi le temps des charlatans pseudo-religieux comme Elmer Gantry, le héros du roman de Sinclair Lewis. L'époque également d'une insolite floraison de jeux, de loteries de toutes sortes, d'horoscopes (ils apparaissent pour la première fois dans la presse française en 1935) et de concours absurdes comme ces « marathons de danse » que dénoncera Horace Mac Coy dans son roman *On achève bien les chevaux* (1935).

Chômage, salaires en baisse, faillites innombrables, banqueroutes ruineuses, la crise et la dépression s'abattent avec une violence inouïe sur des citoyens américains confiants, insouciants. Pour leur plus grande frayeur, ils vont constater l'incroyable incompétence de leurs dirigeants politiques et leur incapacité à affronter la tempête économique, à maîtriser les périls. En premier lieu, le président des Etats-Unis lui-même, Herbert Hoover, un ultralibéral, qui reconnaît en 1930 : *« Je n'ai jamais cru que notre forme de gouvernement pût résoudre d'une manière satisfaisante des problèmes économiques par une action directe, ni qu'elle pût gérer avec succès des institutions économiques* (5). »

Et surtout, le secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, qui n'hésite pas à crier à la barbe de quatorze millions de chômeurs « Vive la crise ! » : *« Cela purgera la pourriture qui infecte le système. Le coût de la vie, trop élevé, et le*



(Ferdinando Scianna – Magnum)

PROCESSION DE PÉNITENTS EN SICILE
Avec les temps durs resurgissent des formes archaïques de religiosité

POINT DE VUE

Technologie et

PEUT-ON parler du déclin des sociétés occidentales, et plus spécialement des Etats-Unis ? Le thème a été souvent exploité par des personnalités de droite qui, spéculant sur un certain désarroi, se présentaient comme des sauveurs et prétendaient redresser la situation en s'octroyant les plus vastes pouvoirs. Mais, en démocratie, l'homme miracle, le personnage investi par le destin d'une mission de salut public, ne peut apparaître comme une solution. Une société, une civilisation se doivent d'être attentives à leurs évolutions. D'autant plus que, l'histoire en fournit de nombreux exemples, elles sont souvent aveugles à leurs scléroses qui, plus tard, apparaîtront aux historiens dans une fulgurante clarté. Le texte ci-dessous, de Jean Gimpel, n'est nullement un texte de circonstance. L'auteur a abordé le problème, en historien, dans ses précédents ouvrages.

Par JEAN GIMPEL *

A la veille de la chute de Rome en 476, un lettré romain, Sidoine Apollinaire, écrit en 474 une lettre où il dit son espoir de voir un jour son fils consul. Sidoine Apollinaire ne croyait pas à la fin de la civilisation antique comme nous ne croyons pas à la fin de notre civilisation occidentale.

Dans l'une et l'autre civilisation, on trouve les mêmes symptômes de déclin, un accroissement démesuré du nombre de fonctionnaires, un ralentissement sensible de la croissance démographique, une autosatisfaction, un déclin progressif des vertus civiques et des valeurs morales traditionnelles, une montée de mysticisme et d'occultisme, un ralentissement marqué de l'innovation, une hostilité croissante contre la science. Et enfin, dans le domaine économique, une inflation latente et des fluctuations dans le cours des monnaies.

Ces symptômes, qui reviennent inlassablement dans l'évolution des civilisations mais aussi dans la vie des empires et des nations, ont amené des historiens à être persuadés que les sociétés évoluaient selon des cycles. L'un des plus grands de tous les temps, l'historien arabe du quatorzième siècle, Ibn Khaldoun, écrivait que *« les empires comme les individus ont une existence, une vie qui leur est propre : ils grandissent, ils arrivent à maturité puis ils commencent à décliner* (1) ». Nous avons employé à peu près les mêmes termes pour décrire nos courbes de civilisation.

Et, comme nous, Ibn Khaldoun pense que, si l'on étudie à la fois le passé et le présent, on peut prévoir l'avenir. *« J'ai imaginé,* explique-t-il, *une nouvelle méthode pour écrire l'histoire... Je fais comprendre la cause des événements, et savoir par quelle voie les fondateurs des empires sont entrés dans la carrière. Le lecteur (...) pourra maintenant bien connaître l'histoire des siècles qui l'ont précédé ; il sera même capable de prévoir les événements qui peuvent surgir dans l'avenir* (2). »

Un demi-millénaire plus tard, Oswald Spengler, comme Ibn Khaldoun, exprimera l'idée que les sociétés évoluent comme la nature, dans son célèbre ouvrage publié en 1918, *le Déclin de l'Occident*, où il affirmera pour la première fois que notre civilisation évoluerait comme toutes celles qui l'avaient précédée, qu'elle connaîtrait un déclin et une fin. Cela, personne au dix-neuvième siècle ne l'avait dit, et pourtant le dix-neuvième siècle avait été le siècle de l'histoire. Notre civilisation croyait que ce qui était arrivé aux autres ne lui arriverait pas.

Dans un passage publié dans un autre de ses livres, peu connu, *l'Homme et la Technique* (1931), Spengler écrit que notre *« technique machiniste disparaîtra (...), ses débris seront éparpillés de-ci de-là, OUBLIÉS... L'histoire de cette technique tire rapidement à sa fin inéluctable. Elle sera rangée et dévorée par l'intérieur, tout comme les formes imposantes de n'importe quelle autre culture* (3). »

Prophétiquement, Spengler a prévu un phénomène qui est en train de se dérouler sous nos yeux et qui est une des causes profondes de la crise mondiale actuelle : c'est le ralentissement très sensible dans le monde aujourd'hui de l'innovation – l'innovation étant une invention qui a été financée, mise au point et commercialisée. Cette thèse a été développée par quelques rares auteurs dont Orio Giarini, Henri Loubergié (4) et Jean-Jacques Salomon (5).

Ce qui fausse notre compréhension de ce cours des choses est le fait que nous ignorons les lois qui règlent l'histoire des techniques, qui sont fondamentalement différentes des lois qui règlent l'histoire des sciences. La science peut progresser quand la technique s'arrête. Il y a de nombreux exemples dans l'histoire, que ce soit à l'époque hellénistique, dans l'islam ou au Moyen Age. Et nous assistons présentement à ce phénomène dans le monde actuel où les mass media font état de sensationnelles découvertes scientifiques. Mais peu filtreront dans l'industrie et la vie de tous les jours.

Dans l'industrie pharmaceutique, par exemple, le nombre de nouveaux produits qui arrivent sur le marché a remarquablement diminué depuis les années 60. La réglementation dans ce domaine est devenue si stricte que *« si des médicaments tels que l'aspirine ou la pénicilline étaient inventés de nos jours, ils ne répondraient pas aux normes en vigueur* (6) ».

Dans l'aéronautique, l'hélicoptère n'a jamais vraiment décollé, la chaîne de montage du Concorde a été démantelée et on revient à l'hélice ; dans le domaine spatial, la navette a dû céder la place à la fusée. L'énergie nucléaire a dû débaucher ainsi que l'industrie des ordinateurs. Silicon Valley est en crise. On revient à certaines techniques du passé, à la voile, au dirigeable, au ballon sonde, au train et aux échanges compensés.

Comme on n'enseigne pas aux économistes les lois qui régissent le développement technique et celles qui conduisent à un ralentissement de ces techniques – il n'y a nulle part dans le monde une chaire d'histoire des techniques – ils ne peuvent juger de l'impact de ces phénomènes sur les crises. Il ne faut donc pas s'étonner si les économistes ne font plus que rarement la une des journaux, et si aux Etats-Unis on ne leur demande guère plus de prédire l'avenir économique.

L'année-charnière 1971

UN *autre domaine qui semble* échapper aux économistes, c'est celui de la psychologie du grand public qui joue un rôle majeur dans l'innovation ou dans son rejet. Lorsque, dans les années 50, j'ai commencé à étudier les Etats-Unis pour tenter de prévoir l'évolution de ce pays dans les cinquante années à venir, j'ai introduit dans cette prospective ce que j'ai appelé en anglais *the psychological drive* de l'Américain moyen, et qu'on pourrait traduire en français, mais je crois improprement, par la motivation psychologique du citoyen américain. Et l'influence de cette impulsion psychologique sur le développement technologique.

Après avoir donné une conférence à l'université Yale en 1956 sur l'évolution parallèle du Moyen Age et des Etats-Unis, je construisis un graphique détaillé (7) où je tentais de préciser l'avenir des Etats-Unis avec la connaissance que j'avais du Moyen Age mais aussi de la France du dix-neuvième siècle et de ce pays, à la veille de la seconde guerre mondiale.

Je jugeai que les Etats-Unis, en 1956, étaient déjà entrés dans leur ère de maturité, et ce depuis 1947 où la « doctrine Truman » avait placé l'Amérique à la tête des nations libres. Mais l'Américain de cette époque se considérait comme citoyen d'une nation encore jeune. Je prévoyais que les Etats-Unis entreraient dans leur ère de déclin dans les années 70.

A l'occasion d'un séminaire à Los-Angeles, à l'Ecole d'architecture de l'université de Southern-California (USC), en 1972, je demandai aux étudiants de faire des exposés sur des thèmes parallèles que je leur proposai : les cathédrales et les *freeways* de Los-Angeles, les cathédrales et les barrages, l'esprit « record du monde » au Moyen Age et aux Etats-Unis, les pratiques restrictives dans l'industrie du bâtiment au Moyen Age et au vingtième siècle aux Etats-Unis.

Je découvris que l'évolution que j'avais prévue était en cours : déclin des vertus civiques et de l'esprit de croisade, perception accrue des valeurs esthétiques, croissance plus limitée du PNB, déclin des sources d'énergie, remaniements monétaires, aggravation de l'inflation et début de résistance à l'introduction de nouvelles techniques.

Je fus alors à même de préciser la date d'entrée des Etats-Unis dans leur ère de vieillissement : 1971. Cette

* Auteur notamment de : *les Bâtisseurs de cathédrales* (Le Seuil, 1958), *Contre l'art et les artistes* (Le Seuil, 1968), *la Révolution industrielle au Moyen Age* (Le Seuil, 1975), *Ultime rapport sur le déclin de l'Occident* (Olivier Orban, 1985).

(1) Ibn Khaldoun, *les Prolégomènes*, traduits par M. de Slane, Paris, 1934, t. I, pp. 349-350.

(2) Ibn Khaldoun, *op. cit.*, pp. 9-10.

(3) Oswald Spengler, *l'Homme et la Technique*, Gallimard, Paris, 1958, pp. 155-156.

(4) Orio Giarini et Henri Loubergié, *la Civilisation technicienne à la dérive*, Dunod, Paris, 1979.

(5) Jean-Jacques Salomon, *les Rendements décroissants de la technologie*, coll. Futuribles, Pergamon Press, Paris, 1979.

(6) *Changement technique et politique économique*. Publication de l'OCDE, Paris, 1980.

(7) Jean Gimpel, *la Révolution industrielle du Moyen Age*, pp. 231 et 238-39.

DE LA DÉRAISON

temps des magiciens

niveau de vie, excessif, baisseront. Les gens travailleront plus dur, ils mèneront une vie plus morale. Les valeurs boursières trouveront un niveau d'ajustement, et les gens entreprenants ramasseront les débris abandonnés par les moins compétents (5). »

Devant de telles déclarations, que chaque indigent perçoit comme cyniques, le doute s'installe chez beaucoup de citoyens ainsi que le scepticisme et la méfiance à l'égard de la classe politique. Dans de telles circonstances, les principes les mieux établis vacillent, menacent de s'effondrer. Et des propositions – antiparlementaires, antidémocratiques – qui naguère auraient été rejetées avec la dernière énergie trouvent alors de nombreuses oreilles attentives.

Dans les années 1971-1973, à la fin de trente ans de croissance et de prospérité, le retour du spectre du chômage et de la récession fit reparaître, dans le champ de l'imaginaire socio-culturel, de nouvelles fictions de crise comme, par exemple, les films catastrophes : *Tremblement de terre, 747 en péril, la Tour infernale*, etc. (6). Ces récits signalaient, assez précisément, l'entrée des sociétés industrielles dans une nouvelle ère d'angoisse sociale.

Renaissance des pèlerinages

AU cours des quinze dernières années, à mesure que se dégradait la situation économique et qu'augmentait le nombre des exclus et des laissés-pour-compte, les sectes modernes se multipliaient ainsi que les nouvelles superstitions et la foi en la drogue. Comme si, dans le mouvement lent des mentalités, entre le terrain gagné par la rationalité technique et celui perdu par la religion catholique, il restait une sorte de no man's land qu'occuperaient de nouvelles croyances ou des formes archaïques de religiosité.

La nouvelle pauvreté et les angoisses confuses qu'elle suscite expliquent, par exemple, en France l'extraordinaire renaissance des pèlerinages. Et, comme aux pires époques de désespoir populaire, certains fidèles croient même voir, à nouveau, des apparitions de la Vierge Marie.

En avril 1982, à La Talaudière (Indre), une adolescente assure avoir vu la Vierge (7). Très vite, comme éperdus, accourent des milliers de pèlerins et d'infirmes de tout le pays, mais également de Belgique, des Pays-Bas, de Suisse et d'Italie. Ils se rassemblent dans le jardin où eut lieu l'apparition et attendent un signe du ciel...

En septembre 1984, Marie réapparaît à Montpinchon (Normandie) où trois témoins croient la voir « *radieuse, cheveux blonds et bras tendus* (8) ». Là encore, des milliers de désemparés arrivent dans l'espoir d'une nouvelle manifestation.

Si celle-ci ne se produit pas, ils iront en pèlerinage – comme trois cent mille autres chaque année – à Kerinizen (Finistère) où vit toujours une vieille dame visionnaire, Jeanne-Louise. Pendant trente ans, la Vierge lui est apparue soixante et onze fois (9) et lui aurait dit : « *Je veux rechristianiser la France afin qu'elle redevienne la lumière des peuples païens...* »

D'autres pèlerins – un million et demi en 1986 – se rendent au 140, rue du Bac à Paris, à la chapelle de « la médaille miraculeuse ». Cette médaille que la Vierge – lors d'une apparition le 27 novembre 1830 – aurait demandé de faire frapper pour « *accorder de grandes grâces* » et que portait au cou Bernadette Soubirous, en 1858, lorsqu'elle-même vit la Vierge à Lourdes. A l'entrée d'une grotte où sont venus prier, l'an dernier, plus de quatre millions de pèlerins...

Cette renaissance de la religion populaire (10), du culte des saints guérisseurs – encouragé par la hiérarchie la plus conservatrice de l'Eglise – coïncide précisément avec le retour des temps durs. Alors, on se remet à espérer en la Providence et, littéralement, à croire aux miracles (11).

Mais on croit encore plus fortement aux vieux mythes païens du destin, de la fortune ; et, trois mille ans après les Chaldéens, on invoque le pouvoir des astres « *qui règlent, d'une volonté inflexible, tout dans l'univers* ».

Tout en sachant ces croyances incompatibles avec l'esprit scientifique, les citoyens, intimidés par les risques des temps nouveaux, adhèrent à leur raisonnement parfaitement illogique et à d'abracadabrantes superstitions. Ils défient ainsi, sans se l'avouer, les critères d'une rationalité technologico-scientifique qui ne répond pas toujours à leurs hantises immédiates (chômage, SIDA, solitude...).

Dans des sociétés modernes ayant érigé en emblème le slogan « que le meilleur gagne », chacun cherche à se prouver – au-delà de ses contingences sociales objectives – qu'il peut être un « gagnant », un « battant ». Et cela au moyen des jeux de hasard.

Le hasard prend ainsi aujourd'hui la place du sacré. Il est à la fois fascinant et terrifiant. Autour de nous prolifèrent toutes sortes de loteries comme le Loto, le Tac-O-Tac, le Tapis vert... ; ou les jeux de pronostics comme, outre le tiercé, le quarté, le Loto sportif, télémago, portfolio... Et l'on assiste à l'explosion proprement délirante des jeux-concours proposés par tant de magasins, de marques de produits, de publications et de journaux. Sans parler des nombreuses émissions de télévision qui déversent – sous les yeux ébahis de tant d'exclus – une insolite pluie de millions sur les heureux élus...

Seul l'argent fait le bonheur, nous a-t-on répété ces dernières années, à l'époque du néolibéralisme triomphant, quand le seul but digne d'une vie (voyez, nous disait-on, Bernard Tapie) était de s'enrichir. Le citoyen ordinaire n'avait d'autre possibilité d'atteindre le paradis sur terre qu'en gagnant à l'une des multiples tombolas magiques.

Mais, pour gagner, il faut avoir de la chance. Ce qui est, astrologiquement parlant, une affaire de « bonne étoile ».

L'incertitude du futur et la frénésie des jeux ont donc conduit les hordes de prétendants à la fortune vers les nouvelles générations de mages, de voyants et d'extralucides. Par téléphone, par Minitel ou simplement devant les caméras de la télévision (exemple : « Voyons ça ensemble », sur M6), ils prédisent l'avenir, précisent les chiffres porte-bonheur ou les couleurs de la chance...

Plus de vingt mille modernes sorciers, voyants, astrologues et autres aruspices officiels – avec l'aide de quelques dizaines de marabouts venus d'Afrique – suffisent à peine, en France, à répondre aux angoissantes demandes de quelque quatre millions de clients réguliers.

L'ésotérisme se trouve en pleine expansion ; la moitié des Français consultent régulièrement leur horoscope, et le tirage des revues d'astrologie ne cesse d'augmenter (deux d'entre elles dépassant les cent mille exemplaires).

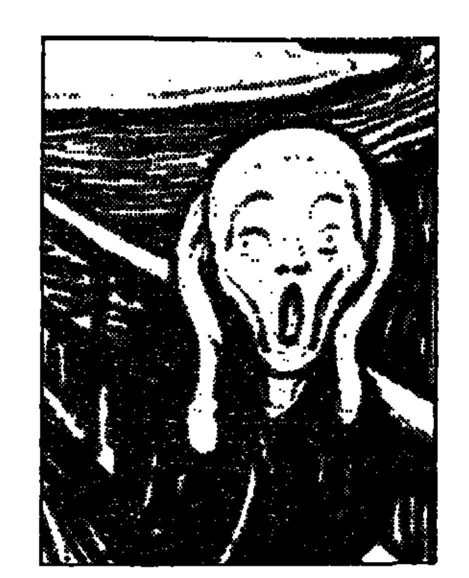
Boom de l'industrie divinatoire

LE boom de cette industrie divinatoire – tarots, cartes, talismans, chiromancie, guérisseurs, radiesthésie – correspond à une régression profonde de l'individu. Celui-ci en vient à admettre que le « ciel de naissance » peut déterminer, de manière absolue, sa biographie. Ainsi, le destin astral interprété par le voyant remplace en ces temps de superstitions la lecture des voies de la Providence effectuée naguère par le prêtre.

Le cinéma, une fois encore, reflète bien la nouvelle fascination pour les sorciers et les anges, les démons et les merveilles. Ces derniers mois, des films comme *le Nom de la Rose, Angel Heart, le Moine et la Sorcière, Envoûtés, les Ailes du désir, les Sorcières d'Eastwick* et *Sous le soleil de Satan* sont venus rappeler – souvent avec beaucoup de talent – l'actualité de thèmes qui heurtent frontalement la raison et la vérité.

L'obscurantisme séduit de plus en plus certains esprits rebutés par la complexité des réalités nouvelles, choqués par l'irrationnelle débâcle économique. A la faveur de cet obscurantisme, se sont déjà épanouis à travers le monde les « révolutions conservatrices » et les divers fondamentalismes : islamique en Iran, puritain aux Etats-Unis, catholique en France, ultra-orthodoxe en Israël, etc.

Mais il pourrait demain, lorsque la récession qui menace aura amplifié les frayeurs, déchaîner de plus graves pulsions destructrices. Et il sera tentant alors de chercher aux difficultés accrues de commodes boucs émissaires. Que certains hommes politiques désignent déjà : « *Nous risquons d'être, comme le peuple romain,*



envahis par les peuples barbares que sont les Arabes, les Marocains, les Yougoslaves et les Turcs, a déclaré le ministre belge de l'intérieur, M. Joseph Michel. *Des gens qui arrivent de très loin et qui n'ont rien de commun avec notre civilisation* (12). »

Des idées séniles peuvent renaître ainsi dans des corps plus jeunes et devenir populaires. Dans les années 30, Thomas Mann en avait pressenti le danger : « *L'irrationalisme qui devient populaire est un affreux spectacle. On sent qu'il en résultera fatalement un malheur.* »

La déraison se nourrit d'ignorance et de peur, de crainte et d'espoir. Ce sont les nourritures de toute religion, de toute superstition. Et le traumatisme économique que subissent actuellement des sociétés malades de leur culture risque de transformer ces nourritures en élixirs. Pour une nouvelle barbarie.

IGNACIO RAMONET.

(1) *El Pais*, Madrid, 7 novembre 1987.

(2) *Le Monde*, 22 novembre 1987.

(3) Sigfried Kracauer, *De Caligari à Hitler*, Flammarion, Paris, 1987.

(4) André Gisselbrecht *in* introduction à *Mario et le Magicien*, Flammarion, 1983.

(5) Cité par Jean Heffner, *la Grande Dépression*, Gallimard-Julliard, coll. « Archives », nº 64, Paris, 1976.

(6) Cf. Ignacio Ramonet, *le Chewing-gum des yeux*, Alain Moreau, Paris, 1980.

(7) *Le Monde*, 18 avril 1982.

(8) *Le Monde*, 22 septembre 1984.

(9) *Le Nouvel Observateur*, 14 août 1987.

(10) En 1987, la Vierge est également « apparue » au Caire, à Grouchevo (URSS), à Séville ainsi qu'en Argentine, en Yougoslavie...

(11) Selon un sondage publié par *le Monde* le 1er octobre 1986, 46 % de l'ensemble des Français « *croient aux miracles* ».

(12) *Le Monde*, 1er novembre 1987.

modernité : les signes du déclin

année-là, le Congrès avait refusé de voter des crédits pour le SST (l'avion supersonique, le Concorde américain). Ce vote antitechnologique représentait un renversement complet de l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la technique.

Alors que les Etats-Unis croyaient encore au « défi américain », une revue comme *Newsweek* publiait un article intitulé « Les Etats-Unis sont-ils encore compétitifs ? » ; un dessin montrait un cadre confortablement installé devant son poste de télévision ; sa femme, qui tient le récepteur du téléphone, lui dit : « *Le bureau n'accepte pas ton « malaise général » pour excuser ton absence.* »

Le bicentenaire en 1976 de la naissance des Etats-Unis et de la publication de l'œuvre de Gibbon – le Montesquieu anglais – *Déclin et chute de l'Empire romain* provoqua maintes réflexions sur l'évolution des Etats-Unis. Un séminaire eut lieu à Washington en 1975 réunissant certains des grands historiens américains sur le thème : « Quelles sont les raisons de la chute de Rome ? Est-ce maintenant notre tour ? »

Le président Reagan fut sensibilisé à ces parallèles historiques par une campagne de presse contre M. Henry Kissinger qui était soupçonné d'avoir dit que les Etats-Unis avaient dépassé le point culminant de leur histoire. Il est intéressant de remarquer que le sujet de la thèse de M. Kissinger à l'université Harvard avait été : « Le sens de l'histoire : réflexions sur Spengler, Toynbee et Kant ». Dans une émission de télévision, M. Reagan s'attaquera violemment à M. Kissinger pour son défaitisme. Les propos de l'ancien secrétaire d'Etat l'encourageront à combattre la détente et à militer pour un réarmement massif afin d'éviter des tragédies semblables à celles du passé. Ce faisant, M. Reagan confirmera le bien-fondé de notre graphique où nous avions prévu que, comme toute société sur son déclin, elle investirait dans le militaire au détriment des investissements civils. C'est ce qui s'est passé en France dans les années qui ont immédiatement précédé la seconde guerre mondiale.

Cette même année 1976, j'écrivis un article « How to Help the United States Age Gracefully » (Comment aider les Etats-Unis à vieillir en beauté) et qui fut publié par la *National Review*, une revue de la droite américaine qui lui consacra sa page de couverture mais en modifia le titre : *The greying of America* – l'Amérique grisonnante. La revue demanda à l'un de ses dessinateurs de représenter l'oncle Sam tombant en pièces détachées.



(Eugène Smith-Magnum)

PAYSAGE D'USINES A PITTSBURG (ÉTATS-UNIS)
La civilisation industrielle serait-elle, elle aussi, mortelle ?

A la suite de cet article, je reçus une lettre de William Casey, que M. Reagan devait nommer directeur de la CIA et que j'avais connu à travers la résistance (8). Il m'écrivait pour me dire qu'il considérait que les Etats-Unis déclinaient non pas depuis 1971 mais depuis l'invasion manquée en 1961 de la baie des Cochons (Cuba). Convaincu qu'il y avait des cycles historiques – il avait chez lui plusieurs centaines de livres sur l'histoire des civilisations – Casey accepta mon idée d'organiser une conférence internationale où seraient invités les historiens des sociétés en déclin afin qu'ils nous indiquent les mesures qui avaient été prises pour enrayer le processus.

Walter Annenberg, l'ancien ambassadeur de M. Nixon à Londres, accepta de financer la conférence à l'Annenberg School of Communication sur le campus de l'USC à Los Angeles. Malheureusement, pour satisfaire les membres des différentes facultés, on devait discuter du déclin de l'Occident – trop vaste sujet pour un séminaire de trois jours – et non pas du déclin des Etats-Unis.

La conférence eut lieu en mars 1977. Parmi les personnalités politiques qui participèrent aux débats se trouvaient lord Hume, l'ancien premier ministre britannique, et Dean Rusk, le secrétaire d'Etat des présidents Kennedy et Johnson de 1961 à 1969. Les conférenciers rejetèrent l'idée selon laquelle le déclin de l'Occident serait inévitable. Il serait donc vain de proposer des solutions pour freiner les événements en cours. En écoutant les discussions de ces experts, nous songions à Sidoine Apollinaire, lettré et haut dignitaire romain qui était convaincu de la primauté du beau et de la pérennité de Rome.

Une situation différente de celle de 1929

CE qui m'a tant inquiété ces dernières années, c'est que, dans le cycle millénaire de l'Occident, les Etats-Unis sont le dernier bastion. Au cours du cycle de l'Occident, de jeunes nations ont régulièrement pris le relais de nations sur leur déclin. L'Italie au quinzième siècle, le Portugal et l'Espagne au seizième siècle, la Hollande et la France au dix-septième siècle, l'Angleterre et l'Allemagne aux dix-huitième et dix-neuvième siècles et les Etats-Unis au vingtième siècle ont concouru à conserver l'élan. Mais, aujourd'hui, l'Occident n'a plus de nation jeune en réserve, et cet élan ne peut être maintenu ; le déclin de l'Occident est tragiquement lié à celui des Etats-Unis.

La crise mondiale dans laquelle nous pénétrons est une crise de civilisation. Nous ne sommes pas en 1929. Les Etats-Unis étaient alors une nation jeune et avaient le ressort nécessaire pour surmonter la crise. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Il est peut-être difficile pour de nombreux Français d'accepter ce tragique scénario, car la France, qui, dans les années précédant la seconde guerre mondiale, présentait de nombreux symptômes semblables à ceux des Etats-Unis aujourd'hui, connaît présentement une étonnante renaissance et qui fait même que le jeune Français d'aujourd'hui a un dynamisme, ou impulsion psychologique, quelque peu semblable à celui de l'Américain d'il y a quarante ans. Et la France est la nation de l'Occident la plus tournée vers les techniques de pointe.

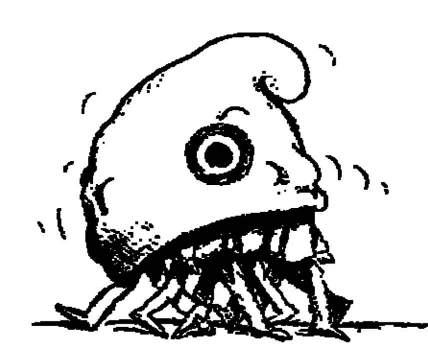
Dans notre graphique de 1956, nous avons indiqué quelques-uns des facteurs qui redressaient le déclin séculaire de la France. Dans l'histoire des cycles, le renouveau de la France est un phénomène qui doit être assez exceptionnel. Le choc de la défaite de 1940 et de l'occupation, puis la Libération, le général de Gaulle et le plan Marshall, sont quelques-uns des événements qui contribuèrent à freiner le déclin. Ce qu'on peut et doit espérer, c'est que le renouveau de la France lui permettra de mieux s'adapter que nombre d'autres nations au déclin final de l'Occident.

JEAN GIMPEL.

(8) Jean Gimpel, *Ultime rapport sur le déclin de l'Occident*, p. 138.

DÉBATS ÉLECTORAUX ET

Des lendemains industriels hypothéqués



Etrangères, quand ce n'est pas réfractaires, au monde de la recherche et de la production, les élites dirigeantes françaises ont laissé s'effriter les positions de l'industrie. Face aux prévisibles déconvenues qu'entraînerait une tertiarisation accrue de l'économie, des forces existent pour un redressement aujourd'hui compromis par l'absence de politique industrielle.

Par
BERNARD CASSEN

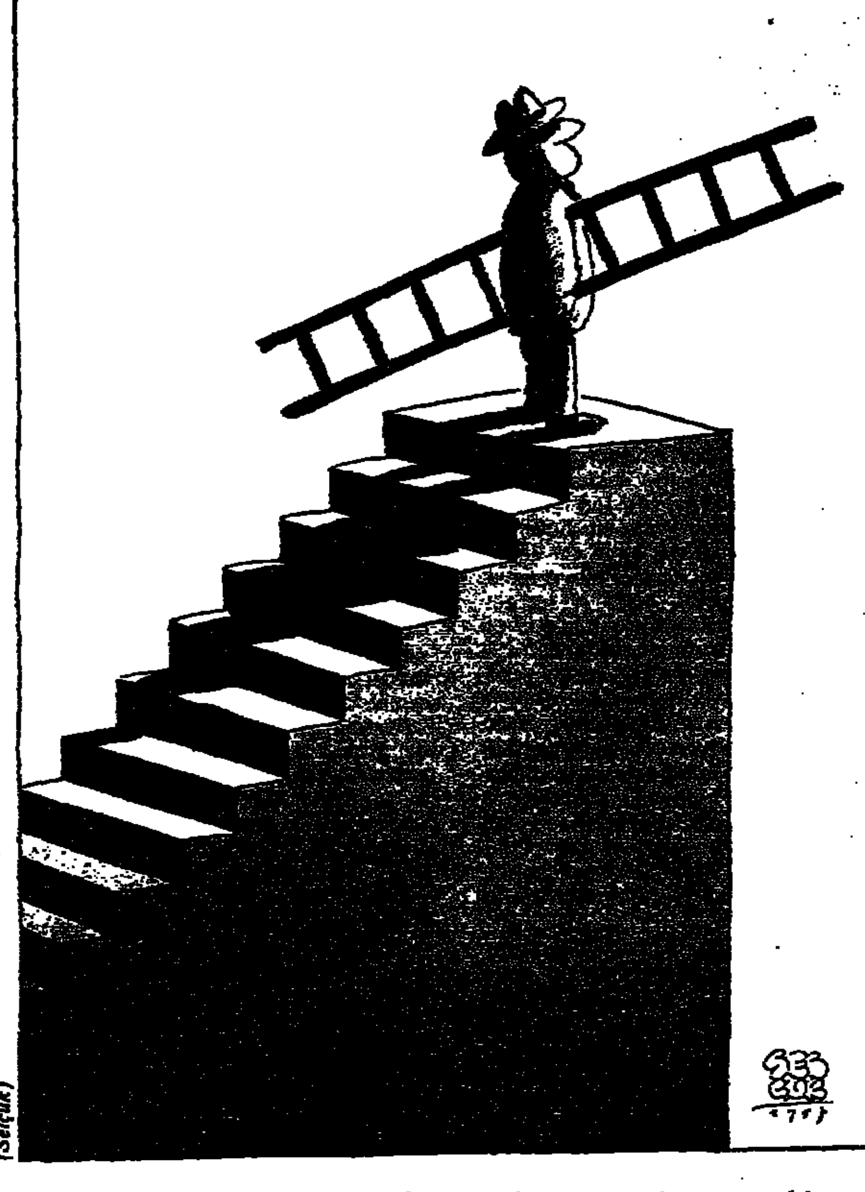
« *OU se situe la France en termes de compétitivité industrielle ? Le ministre de l'industrie a le regret de dire que son rang n'est pas bon.* » Prononcés en octobre 1986, ces propos de M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme (1) avaient le mérite de la franchise, voire d'une indiscutable capacité d'anticipation. En effet, il n'allait pas falloir attendre plus d'un an de gestion libérale de l'équipe de M. Jacques Chirac pour que, en mars 1987, événement sans précédent dans l'histoire de la Vᵉ République, le solde industriel de la France devienne et reste ensuite négatif – il s'est encore aggravé de 3 milliards de francs, en octobre, – alors qu'il était encore excédentaire de 90 milliards de francs en 1985 et de 35 milliards en 1986.

Le tableau que traçait M. Madelin, il y a un peu plus d'un an, est donc plus que jamais d'actualité. Il tient en quelques chiffres clés : de 1980 à 1987 la production industrielle est restée stagnante ; de 1980 à 1986, et alors que la demande mondiale de produits manufacturés progressait de 19 %, la France perdait au moins 10 % de ses parts de marché dans le monde alors que l'Italie en gagnait 9 %, la RFA 14 % et le Japon 23 % ; le taux de pénétration du marché intérieur par les importations industrielles est passé de 27 % en 1979 à 33,1 % en 1986, dont 59,5 % pour les biens d'équipement ménager.

Au vu de ces quelques indicateurs, le diagnostic se dessine : l'offre française de produits industriels est largement inadaptée à la demande intérieure, tout comme à la demande extérieure solvable, fondamentalement celle des pays membres de l'OCDE, ce qui fait dire à M. Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers : « *Le commerce extérieur français reste encore principalement excédentaire avec les pays du tiers-monde, et grâce à des industries parvenues à l'âge de la maturité. Tandis qu'il a tendance à être assez fortement déficitaire sur le terrain des industries d'avenir et avec les pays où le développement technique est le plus soutenu* (2). » Les grands secteurs de l'excellence française (aéronautique, nucléaire, espace, télécommunications, matériel de transport ferroviaire, systèmes d'armes) s'appuyant soit sur un marché intérieur protégé, soit sur de « grands contrats » civils ou militaires, conclus le plus souvent avec des pays en voie de développement ou membres de l'OPEP – auprès desquels le recouvrement des créances est difficile et parfois impossible – ne sauraient cacher une réalité beaucoup moins rose dans les secteurs très pénétrés des biens d'équipement (informatique, machine-outil, machinisme agricole, véhicules utilitaires, matériel de précision) et dans ceux de la grande consommation.

Cette logique des « grands projets », comme celle des « grands contrats » est celle d'une culture industrielle dominante en France, dont les racines historiques complexes ont déjà été analysées dans ces colonnes (3). Il s'agit d'une culture d'Etat déployant – pour reprendre une formule de Jean-Jacques Salomon – une « *stratégie de l'arsenal* », où les pouvoirs publics jouent à la fois le rôle de donneurs d'ordres, de banquiers et de clients, et dont l'encadrement est assuré par le « corporatisme monopoliste d'Etat », des énarques et des ingénieurs des grands corps techniques. Cette stratégie a permis à la France de se maintenir au premier rang mondial dans quelques technologies de pointe et, pour deux d'entre elles (aéronautique et espace), d'y impliquer le reste de l'Europe.

Dans les domaines non captifs des commandes gouvernementales, l'appareil productif a, en revanche, considérablement vieilli. Au cours des années 60 et au début des années 70, en effet, les investissements – d'un niveau très honorable, puisque entre 1963 et 1973 ils s'étaient élevés en moyenne à 7,6 % l'an – avaient globalement porté sur la substitution du capital au travail pour augmenter la productivité, au détriment de la recherche et de l'innovation : l'optimisation des potentialités existantes, « tirées » par des marchés en expansion, avait prévalu sur la préparation du lendemain. Mais, à partir du premier choc pétrolier, la faiblesse de l'investissement – chutant à 2 % en moyenne de 1973 à 1980, reculant même après le deuxième choc de 1979-1980 pour reprendre légèrement en 1984 – n'avait guère mis les entreprises françaises en état d'affronter les formidables mutations provoquées par l'introduction des technologies diffusantes (électronique, productique, matériaux nouveaux, biotechnologies, etc.) dont les Etats-Unis, comme le Japon et la RFA allaient faire le moteur de leur croissance.


(Selçuk)

La santé retrouvée des « nationalisées »

APRÈS son arrivée au pouvoir en 1981, et au prix d'une sérieuse révision idéologique qui allait la mettre quelque peu en porte à faux par rapport à sa base militante, la gauche découvrait l'« impératif industriel ». Elle entreprenait une politique volontariste de nationalisation des grands groupes dont certains, menacés de faillite, auraient sans cela été démembrés ou seraient passés sous contrôle étranger, le secteur privé n'y ayant investi que 5,5 milliards de francs entre 1976 et 1981, alors que les gouvernements de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius allaient y injecter 50 milliards de francs.

Cette reprise en main directe de secteurs industriels en perdition – chimie, informatique, électronique professionnelle, sidérurgie – s'accompagnait du lancement de programmes technologiques dits « mobilisateurs » dans les filières identifiées comme décisives (électronique, matériaux, biotechnologies, etc.), ainsi que d'un accroissement significatif des budgets publics de recherche et d'aide à l'innovation.

Avec des résultats non négligeables dans la plupart des cas, puisque le « succès » des premières privatisations, dont se targuait M. Edouard Balladur avant l'effondrement boursier du 19 octobre dernier, avait son origine dans la santé retrouvée d'entreprises dans lesquelles aucun « petit porteur » n'aurait investi un sou vaillant en 1981. Avec aussi de sérieuses déconvenues, les « nationalisées » n'ayant pas – comme c'était escompté – constitué des locomotives de la croissance et de l'emploi ni davantage contribué à dynamiser le tissu des petites et moyennes entreprises (PME). Or c'est parmi ces PME, notamment celles de moins de cent salariés – qui représentent 96 % des cent soixante-cinq mille entreprises industrielles françaises – que l'emploi a le moins vacillé au cours de ces dernières années et que les innovations technologiques ont le plus volontiers fleuri (4).

De retour aux affaires en mars 1986, la droite allait immédiatement mettre en place les différents articles de foi de son bréviaire libéral consignés dans la plate-forme électorale RPR-UDF. Et, en premier lieu ceux relatifs aux « libertés économiques » : abrogation de l'impôt sur les grandes fortunes, libération des prix et des changes, baisse de l'impôt sur les sociétés de 50 % à 42 %, suppression de la taxe sur les frais généraux et de l'autorisation administrative de licenciement, aménagement du temps de travail, etc. En s'imaginant que ces allégements des charges et des contraintes allaient mécaniquement provoquer l'investissement et donc la création, entre autres, des trois cent soixante-sept mille emplois promis avant les élections par M. Yvon Gattaz, alors président du Conseil national du patronat français (CNPF), les ministres de M. Chirac cédaient à une vision purement économiste de l'univers industriel sans en percevoir les pesanteurs culturelles.

A la pointe de cette croisade libérale, M. Alain Madelin croyait stimuler la bonne volonté « entrepreneuriale » lorsque, avec une ardeur donquichottesque, il démantelait lui-même les structures de son propre ministère et revendiquait avec fierté la diminution – de 10 % en 1987 et 12,5 % en 1988 – de ses crédits et moyens d'intervention. C'est une chose pour les dirigeants d'entreprise de pester contre l'Etat en général, c'en est une autre de renoncer à des aides directes ou indirectes qui sont pratiquées dans tous les pays au discours de façade le plus anti-étatique. Outre-Atlantique on a pu citer des chiffres variant entre 86 et 196 milliards de dollars, selon les méthodes de calcul, pour évaluer le montant des subventions fédérales directes à l'industrie au tournant des années 80, sans parler des retombées des programmes militaires, cependant que chacun des Etats de la Fédération, pris individuellement, mène de plus en plus des politiques interventionnistes pour revitaliser son industrie et se transforme en Etat-territoire (5). En RFA, la combinaison des aides du gouvernement de Bonn et de celles des Länder est tout aussi impressionnante, tant « en creux » (allégements fiscaux) qu'en « bosses » (subventions, soutiens à des programmes technologiques, contrats de recherche, etc.).

Alors que l'un des problèmes majeurs des PME est l'accès au crédit et que les taux d'intérêt réels français sont les plus élevés des grands pays industriels (6,9 % actuellement, contre 5,1 % en RFA, 4,9 % aux Etats-Unis, 4,8 % au Royaume-Uni, 4,5 % au Japon), M. Madelin supprimait le Fonds industriel de modernisation (FIM) créé par M. Fabius malgré l'opposition du ministère des finances, et qui prêtait chaque année 9 milliards de francs, à des taux bonifiés, aux entreprises de toute taille. Une manière de contourner partiellement le circuit bancaire, où la prise de risques industriels fait figure d'épouvantail. En RFA, ce sont 25 à 30 milliards de francs de prêts, sur des durées de dix à quinze ans, qui sont distribués chaque année à des taux inférieurs de 1,5 % à 2 % à ceux des banques...

Amputation du budget de la recherche

MAIS c'est en matière de soutien public à la science et à l'innovation que l'avenir a été le plus lourdement hypothéqué. A peine installé, le gouvernement de M. Chirac s'en prenait au budget de la recherche et, en particulier, amputait de 40 % les crédits 1986 de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et du Fonds de la recherche de la technologie (FRT). En 1987, toutefois, changement radical de discours : M. Chirac découvre brusquement que c'est « *dans les laboratoires et les centres de recherche privés ou publics que se joue désormais pour une grande part notre compétitivité* ». En fait, le budget 1988 de la recherche, censé traduire en actes ces fortes paroles, reste encore sensiblement inférieur à celui de 1986. Surtout, il est marqué par deux tendances presque caricaturales : le secteur militaire et les grands programmes civils (aéronautique, espace, télécommunications), domaines privilégiés du « plus d'Etat », connaissent une croissance sensible ; à l'inverse, la recherche industrielle, destinée à irriguer les entreprises privées, stagne ou régresse : ni l'ANVAR ni le FRT ne retrouvent leur niveau de 1986, voire de 1985 ; l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) est laminée (6).

Ce désengagement public n'est nullement compensé par un effort accru du secteur privé. Les entreprises françaises restent, en effet, très en retard par rapport à leurs concurrentes étrangères en matière de recherche industrielle. Comptant davantage sur l'Etat, elles contribuent donc moins que leurs homologues à la dépense nationale de recherche-développement (DNDR) : 43 % en 1986 contre 65 % au Japon, 57 % en RFA et 46 % au Royaume-Uni.

Sa répartition sectorielle aggrave encore ces disparités : la priorité accordée aux grands projets de haute technologie, à forte valeur ajoutée de matière grise, mais sans grand impact sur l'emploi (le secteur spatial n'occupe en France que douze mille salariés), n'aurait pas dû conduire à négliger, comme c'est le cas, des secteurs industriels représentant un grand poids économique, particulièrement sous l'angle de l'emploi : mécanique, textile, bâtiment et industries agricoles et alimentaires (7), ces dernières offrant de surcroît un intérêt particulier pour le commerce extérieur puisque, pour le seul mois d'octobre 1987, elles ont dégagé un excédent commercial de 3,2 milliards de francs.

Ces tendances lourdes, héritées de l'histoire, du paysage technologique et industriel français, la droite, loin de les infléchir, n'a fait que les aggraver. Ses dirigeants, issus pour la plupart des professions libérales ou du moule technocratique de l'Ecole nationale d'administration, ont très rarement l'expérience concrète des entreprises. Tout au plus ont-ils, à temps perdu, présidé quelques conseils d'administration de grandes sociétés, comme M. Edouard Balladur, qui se proclame pourtant « *industriel* ». Largement ignorants de l'environnement réel du développement technologique et plus encore de celui de la production, pour ne pas parler du financement des PME, ils privilégient tout naturellement les décisions macro-économiques, financières ou strictement politiques à fort « effet d'annonce », qui bénéficient avant tout au cercle étroit des très grandes entreprises dont les dirigeants appartiennent au même monde politique et social que le leur. Leur propension naturelle les pousse à privilégier les services qui ont beaucoup plus de points communs avec

---

(1) Discours de conclusion de la première journée du colloque sur l'avenir industriel de la France, organisé les 7 et 8 octobre 1986 par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, et dont les actes ont été publiés sous le titre *Quel avenir industriel pour la France ?* (Economica, Paris, 1987, 409 pages, 125 F).

(2) Jacques Lesourne, « L'équation française », *le Débat*, nº 46, octobre-novembre 1987. Voir également les autres contributions au dossier « La France a-t-elle décroché ? », publié dans cette livraison.

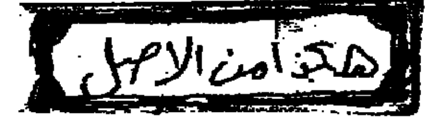
(3) Voir Bernard Cassen, « Un nouveau maître à penser : l'entreprise », *le Monde diplomatique*, août 1987.

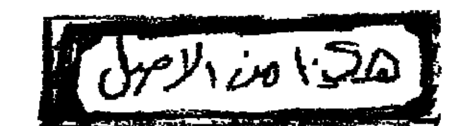
(4) Voir Michel Devilliers, « Petites, moyennes entreprises, sur qui compter », *Quel avenir industriel pour la France ?*, *op. cit.*

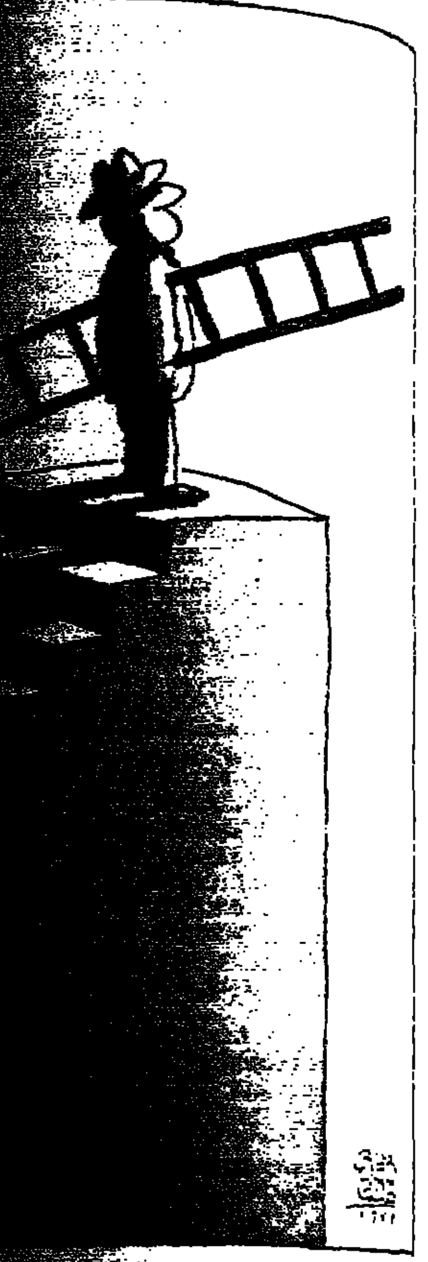
(5) Voir « Une industrie subventionnée », *le Monde diplomatique*, mars 1987, et Pierre Dommergues, « Le Michigan laboratoire de l'Etat-territoire », *le Monde diplomatique*, octobre 1986.

(6) Voir Claire Blandin, « La recherche industrielle devient une priorité du gouvernement », *le Monde*, 25 mars 1987 ; André-Yves Portnoff, « La technologie, priorité redécouverte », *Sciences et techniques*, octobre 1987 ; François Kourilsky, « La déroute de la recherche civile », *le Monde*, 11 novembre 1987.

(7) Voir Yves Farge, « Développer de nouveaux produits », *Quel avenir industriel pour la France*, *op. cit.*







EXPLORATION DE L'AVENIR

par le laisser-aller libéral



la haute administration qu'avec l'univers des ateliers ou des laboratoires.

Particulièrement éclairante à cet égard est la politique de privatisation menée par M. Balladur. Le grand argentier proclamait l'avènement du « capitalisme populaire » en France en lançant dans les aléas de l'aventure boursière des millions de petits porteurs qui, eux, s'imaginaient jouer à un loto où l'on gagne à tout coup. Dans le même temps, toute plaisanterie mise à part cette fois, il utilisait les trois quarts des 90 milliards de francs produits par les actifs mis en vente pour « boucler » le budget de l'Etat et compenser ainsi les pertes de recettes dues aux cadeaux fiscaux consentis aux catégories les plus privilégiées (8). Sans créer bien entendu un seul emploi nouveau, mais en plaçant des amis politiques sûrs dans les « noyaux durs » des sociétés privatisées et ainsi dûment « verrouillées », pour reprendre la terminologie de M. Raymond Barre.

Des idées-forces convergentes

RIEN d'étonnant donc qu'une telle politique n'ait eu strictement aucun effet positif, comme l'attestent les résultats désastreux du commerce extérieur d'octobre, qui portent à 32,8 milliards de francs le déficit cumulé des dix premiers mois de l'année.

Si elles apparaissent pour l'instant très peu dans le discours officiel des partis et organisations patronales ou syndicales, quelques idées-forces convergentes sur le diagnostic et sur l'avenir de l'industrie française commencent, cependant, à s'exprimer dans des secteurs très différents. On les voit formulées, souvent par fragments, dans les segments « rénovateurs » du patronat et des cadres que l'on trouve, par exemple, au Centre des jeunes dirigeants (CJD), dans l'Association française pour les cercles de qualité (AFCERCQ), à l'Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique (ACADI) ou à Entreprise et Progrès, qui regroupe plus d'une centaine de patrons « éclairés » ; chez les chefs d'entreprises petites et moyennes à haut niveau de performance *(voir ci-dessous l'article de Jean-Loup Motchane)* ; dans des clubs comme GAGNER, présidé par M. Pierre Chavance, République moderne, présidé par M. Jean-Pierre Chevènement, Echange et projets, présidé par M. Pierre Vanlerenberghe, le Cercle Denis Diderot, présidé par M. Claude Gruson, ou le Cercle Condorcet, présidé par M. Claude Julien ; dans des revues comme *le Progrès technique*, éditée par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT), *Politique industrielle, Futuribles, Sciences et techniques* où, sous la plume d'André-Yves Portnoff, se décline régulièrement le thème fort de la « révolution de l'intelligence » ; dans les publications du Centre de prospective et d'évaluation (CPE), dirigé par M. Thierry Gaudin ; dans le discours plus ou moins explicite de quelques dirigeants des grandes centrales syndicales ; dans les ouvrages de Hervé Serieyx (*l'Entreprise du troisième type, Pilotes du troisième type*), de Philippe Messine – pseudonyme de M. Philippe Lorino – (*Liberté, égalité, modernité* et *les Saturniens*). La liste pourrait, bien entendu, être allongée, notamment par des exemples concrets de nouvelles formes de gestion, comme le « management cellulaire », qui se met actuellement en place dans les filiales françaises du groupe chimique britannique ICI.

Le premier thème commun de ces réflexions est celui de la priorité absolue à donner à la formation des hommes afin de mieux mobiliser la première des ressources de l'entreprise qu'est la matière grise, et favoriser ainsi la capacité d'adaptation et l'esprit d'initiative dans un environnement toujours plus complexe et dépendant des percées technologiques, de la concurrence étrangère, etc. On ne peut pas dire que le dispositif actuel de formation initiale et permanente soit à la hauteur de la situation (9). Entre autres mesures, le club République moderne propose, dans ce domaine, la mise en place d'un crédit d'impôt-formation calqué sur le crédit d'impôt-recherche (établi par M. Chevènement, alors ministre de la recherche et de la technologie, et élargi ensuite par ses successeurs), afin de stimuler les efforts des entreprises et en particulier ceux des PME.

A personnel formé, dirigeants à la hauteur : le modèle de gestion hiérarchique, cloisonné, autoritaire, du type néotaylorien encore dominant en France, est aujourd'hui devenu profondément anti-économique. Il a pourtant encore les faveurs de la droite profonde, ainsi que de beaucoup de dirigeants d'un CNPF en retard de plusieurs révolutions du management. En fait, un renouvellement en profondeur de la formation et du recrutement des dirigeants de l'industrie, aux mentalités souvent plus patrimoniales qu'entrepreneuriales, est aujourd'hui nécessaire si l'on veut faire donner toutes les potentialités des salariés. Ce qui implique leur droit à l'expression sur leur lieu de travail, amorcé par les lois Auroux de 1982, et leur participation accrue à la prise de décision à tous les niveaux, en acceptant toutefois la conflictualité comme un paramètre naturel de la vie de l'entreprise.

La compétitivité de l'industrie française requiert également une nouvelle approche de la gestion incorporant une circulation permanente et systématique de l'information, non seulement scientifique et technique (10), mais aussi économique, entre tous les agents de la production. Beaucoup de responsables n'ont pas encore compris que l'information est une matière première stratégique, qui a donc son prix mais dont la maîtrise bien partagée fait la différence entre le succès et la faillite. Au-delà même des retards d'investissement et des friches de matière grise inutilisée, l'efficacité de la mise en œuvre du capital et du travail est aussi liée à des modes d'organisation à l'intérieur même de l'entreprise, et notamment à la gestion de la production, sur lesquels la pratique et la réflexion sont encore embryonnaires en France (11).

Reste enfin la question du « tissu » industriel, des formes de coopération à développer entre les entreprises elles-mêmes, entre entreprises et sous-traitants, banques, circuits de distribution, organisations de consommateurs, instances de normalisation, dispositifs de recherche collective, regroupements pour l'exportation, etc. Il n'est pas indispensable d'aller chercher références et modèles au Japon : il suffit de regarder ce qui se passe aux frontières. Il est évident, par exemple, que la force de l'industrie allemande est largement due au maillage efficace qui s'est constitué entre Etat fédéral, Länder, laboratoires publics et privés, banques, associations scientifiques, sociétés d'ingénieurs, organismes de certification, fédérations professionnelles, etc. Chacun des partenaires ajoute sa force à celle des autres et « tire » l'ensemble. De même, la forte remontée de la compétitivité de l'Italie résulte, entre autres facteurs, de l'existence de pôles productifs locaux intégrant des PME qui ont investi massivement dans la recherche et le développement, dans l'automatisation de la gestion des stocks, de la facturation et du contrôle de production : « *Autour de nombreuses PME, une forte cohésion sociale encourage la circulation des idées, la mobilité du travail et permet la constitution de filières cohérentes d'un même produit. C'est le cas, parmi d'autres, de la Via Tiburtina, dans la banlieue est de Rome* (12). »

En France, ce sont une habitude et une volonté de ce type de partenariat qui font trop souvent défaut, aussi bien aux grands groupes publics et privés donneurs d'ordres – et qui auraient vocation à constituer des pôles de cohésion et de dynamisation des PME de leur environnement – qu'aux petites entreprises, elles-mêmes inspirées par la philosophie du « chacun pour soi ». Ce devrait être là un domaine privilégié de l'action de l'Etat, multipliant les actions incitatives pour encourager des partenaires potentiels qui s'ignorent à coopérer. Aucune « main invisible » ne fera ce travail, peu spectaculaire mais nécessitant de sérieux moyens financiers, à sa place.

Cela présuppose cependant que les citoyens et leurs dirigeants se forgent une idée claire du rôle qu'ils assignent à l'industrie dans la création des richesses et le mode de vie qui en découle. Ce n'est pas une simple affaire de chiffres mais bien davantage un problème de nature culturelle. Chacun sait que le système éducatif français privilégie la poursuite de l'abstraction aux dépens d'un rapport familier à l'outil et à la technique. Il n'est que de considérer le statut radicalement différent de l'apprentissage en France – où il est synomyme de déclassement – et en RFA, où il constitue une étape recherchée dans le processus de formation. D'où la très grosse pénurie actuelle d'ouvriers qualifiés.

A cet égard les performances de l'industrie allemande, qui concourt aujourd'hui à hauteur de 42,7 % à la formation du produit intérieur brut (PIB), contre 56,1 % pour les services, sont à mettre en regard avec celles des États-Unis, où les pourcentages correspondants sont 31 % et 67 %. Sous la gestion de M. Reagan, l'expansion des services a certes créé des millions d'emplois, mais il s'agit en majorité de « petits boulots » précaires, mal rémunérés et à faible couverture sociale, conduisant à la prolétarisation financière des classes moyennes. Au point qu'un net retour du balancier s'amorce au profit d'une véritable réindustrialisation.

En France, où l'agriculture occupe une place plus importante qu'outre-Rhin et outre-Atlantique, la répartition industrie-services dans le PIB – 37,9 % et 58 % – est encore proche du modèle allemand mais pourrait s'orienter un peu plus vers une société « post-industrielle » à l'américaine, qui fait pourtant déjà figure de concept dépassé. Pour éviter une telle dérive, les idées existent, les hommes aussi, mais pas nécessairement aux postes de commande. Et l'heure de vérité de l'ouverture du marché unique européen se rapproche. L'invocation permanente de « 1992 », comme si la magie d'une date allait miraculeusement régler les problèmes en suspens, ne saurait cependant tenir lieu de politique.

BERNARD CASSEN.



(Ferdinando Scianna-Magnum)

DE LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE A LA MOBILISATION DE LA MATIÈRE GRISE
Quelle finalité pour les mutations technologiques ? Le produit ou l'homme ?

(8) Voir Christian de Brie, « Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise », *le Monde diplomatique*, février 1987, et Serge Federbusch, « De l'illusion à l'impasse », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(9) Voir les articles de Robert Fossaert et Guy Vallue, Mireille Azzoug et Jean-Loup Motchane dans *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(10) Les conclusions du colloque « Savoir/Produire », organisé en 1983 par la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST), restent parfaitement d'actualité. Les actes en ont été publiés sous le titre *l'Information scientifique et technique dans l'entreprise de production*, La Documentation française, Paris, 1984.

(11) Voir Philippe Lorino, « Compétitivité : l'organisation fait la différence », *Politique industrielle*, automne 1987.

(12) Voir Giancarlo Santilli, « La troisième Italie : Tiburtina Valley », *les Temps modernes*, mai 1987.

La parole à des patrons qui réussissent

Par **JEAN-LOUP MOTCHANE**

IL existe en France des sociétés très performantes, dirigées par des patrons compétents et efficaces. Plusieurs d'entre eux s'expriment ici sur deux thèmes centraux de la rhétorique du gouvernement de M. Jacques Chirac : les aides financières de l'Etat à l'industrie et les perspectives de réalisation d'un marché unique européen en 1992.

Au cœur de la politique libérale actuellement conduite, se situe le retrait de l'Etat de la sphère économique. M. Pierre Benhamou, fondateur et PDG du groupe Dataid, société de services d'ingénierie et d'informatique de 600 personnes, ne rejette pas l'idée d'une politique gouvernementale favorable à l'ensemble de l'industrie. Il se déclare en revanche tout à fait hostile aux aides orientées, et en particulier à celles apportées aux entreprises en difficulté. Une manière, selon lui, d'encourager la mauvaise gestion. C'est aussi le point de vue de Mme Francine Gomez, PDG de Waterman SA (société de 700 salariés dont le tiers du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation), qui a pourtant bénéficié des aides de l'ANVAR, mais, dit-elle, *« surtout parce que cela faisait plaisir à mes ingénieurs »*.

Un avis divergent est exprimé par M. Jean-Louis Gerondeau, président du directoire du groupe Zodiac (2 300 personnes, plus de 1 milliard de chiffre d'affaires). Selon lui, les avances remboursables de l'ANVAR, par exemple, sont un instrument extrêmement efficace pour mener à bien des projets qui à défaut, n'aboutiraient pas. A l'inverse, les mesures indirectes, comme le crédit d'impôt-recherche, ne lui semblent pas de nature à changer la stratégie de recherche de l'entreprise. M. Jacques Dubois – pseudonyme que nous utiliserons pour préserver l'anonymat du PDG d'une entreprise d'armement de 600 salariés – estime au contraire que le crédit d'impôt-recherche lui a permis de renforcer, au bon moment, son potentiel productif et surtout d'effectuer une mutation indispensable de la mécanique vers l'électronique.

Bien qu'il ait déjà bénéficié du soutien du Centre français du commerce extérieur, M. Dominique Sennelier, patron d'une entreprise familiale de 48 personnes, fondée en 1887 par son grand-père, et qui se consacre à la fabrication et à la distribution de couleurs fines pour beaux-arts, connaît mal le dispositif des aides gouvernementales. Il aimerait bien avoir un interlocuteur compétent qui puisse le renseigner... Il préfère les mesures générales, plus adaptées aux petites entreprises, que les aides sélectives sur projet. C'est aussi le sentiment de M. Patrick Genou, ancien ingénieur de L'Air liquide qui a fondé en 1980 une entreprise employant aujourd'hui 30 salariés. Il va pourtant bénéficier cette année du crédit impôt-recherche et avait d'ailleurs déjà reçu une subvention de l'ANVAR, relativement symbolique à ses yeux, pour une étude menée en commun avec un centre technique. S'il a pu disposer des informations nécessaires pour solliciter ces aides, c'est uniquement par hasard, grâce à une connaissance.

M. Philippe Delmas, président du directoire du CEP, entreprise de conseil de 1 550 personnes, privilégie lui aussi les aides financières spécifiques sur projet par rapport aux mesures indifférenciées. Sa société s'est vu attribuer deux bourses CIFRE, prenant en charge une partie du salaire de jeunes ingénieurs de recherche ; il figure aussi parmi les bénéficiaires du crédit d'impôt-recherche. Quant à M. Jean-Louis Riallin, PDG d'Olida-Caby, groupe des industries alimentaires qui emploie 5 000 personnes, il adopte un point de vue plus général : les aides de l'Etat doivent avant tout intervenir comme un instrument de pilotage, afin d'orienter la croissance dans les secteurs que les pouvoirs publics estiment les plus favorables au développement de l'économie. *« Et c'est là,* précise-t-il, *que, sans être le moins du monde dirigiste, je regrette que le commissariat au Plan... soit un peu passé au second plan. » « J'ai été très critique,* poursuit-il, *de la prééminence des opérations financières au détriment des opérations industrielles ; la gifle actuelle va avoir pour conséquence de réhabiliter les investissements industriels en faveur desquels il y aurait une politique fiscale à mener : taxer davantage les dividendes et moins la plus-value en capital, en encourageant les actionnaires à laisser leur argent dans l'entreprise. C'est ce que font les Japonais. C'est ce que nous devrions faire en France. »*

Des stratégies de coopération

AUTRE grand thème gouvernemental de l'heure : le marché unique de 1992. Rien de neuf pour la plupart de ces patrons, qui se sont préparés depuis plusieurs années à l'abolition des barrières européennes. Ils envisagent en général des stratégies de coopération et de rapprochement avec des entreprises de leur secteur, implantées dans d'autres pays de la CEE. Des sociétés comme Zodiac ou Waterman possèdent d'ailleurs déjà en Europe un réseau de filiales.

Un point de vue unanime : la nécessité d'acquérir une certaine taille pour résister à la concurrence américaine ou japonaise. Pratiquement tous se félicitent aussi des programmes de coopération technologique communautaires, tels Esprit, Brite, Race, et d'Eurêka. Quant au gouvernement français, estime M. Jean-Louis Gerondeau, trois choses sont attendues de lui : contribuer à la mise en place réelle du grand marché européen ; éviter aux entreprises le choc de changements trop brutaux, car, dit-il, *« la brutalité coûte cher »* ; militer pour une certaine forme de politique industrielle communautaire. Le président de Zodiac considère que l'Europe doit faire des choix, puis les soutenir par des mesures appropriées.

Pour M. Philippe Delmas, la réalisation d'une entité économique européenne est inéluctable à long terme. Encore faut-il qu'elle soit en état de se battre à armes égales avec ses concurrents. Aussi l'Etat doit-il jouer un rôle « facilitateur » auprès de l'industrie. A cet égard, M. Jean-Louis Riallin souhaiterait d'abord voir effacer certaines disparités sociales et fiscales entre les pays européens, de manière à ne pas faire supporter aux industriels français des handicaps structurels insurmontables. Aussi, la politique qui consiste à abaisser les impôts directs et à maintenir à leur niveau les impôts indirects ne lui paraît-elle pas aller dans le bon sens. Interrogé sur les problèmes d'harmonisation monétaire, le PDG d'Olida-Caby pense que *« l'une des raisons de la crise actuelle est que la plus grande partie des échanges s'effectue en dollars. Mais l'établissement souhaitable d'une monnaie européenne unique, l'ECU, signifierait l'harmonisation des politiques économiques des Etats membres de la CEE »*. Mais, conclut-il, *« on tombe dans une autre difficulté : celle de demander aux hommes politiques européens d'accepter l'idée qu'ils n'auront plus de pouvoir... »*.

GRANDEUR HISTORIQUE ET INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

Le rempart du nationalisme dans l'Iran en guerre

ALORS que s'enlisent les efforts des Nations unies pour faire appliquer la résolution 598 du Conseil de sécurité et mettre fin à la guerre du Golfe, l'Iran, tendu dans un nouvel effort militaire, affirme sa détermination à ne point céder. Plus de sept ans après le début du conflit, les dirigeants de la Révolution islamique comptent avant tout sur le fervent nationalisme de la population, forgé par une longue et douloureuse histoire, pour venir à bout de l'ennemi irakien.

Par PIERRE METGE

En 1975, ses dirigeants unanimes et bien des Occidentaux voyaient en l'Iran le Japon du XXIe siècle (1). Cinq ans plus tard, désorganisé par des mois d'agitation et de luttes pour le pouvoir, ce même pays ploie sous l'attaque du voisin irakien. Aujourd'hui, les dirigeants de la révolution islamique détiennent les clés de toute solution du conflit du Golfe. Tel est l'Iran : en dépit des vicissitudes, l'un des acteurs les plus voyants sur la scène mondiale ; moins envié qu'auparavant, il n'en est que davantage redouté.

Cette place de premier plan, l'Iran la doit à la politique ambitieuse poursuivie, dans des directions parfois opposées, par les deux régimes qui se sont succédé à Téhéran. Elle découle aussi d'une situation géostratégique, d'une conscience historique et d'une représentation du monde qui, au-delà des choix idéologiques, oriente les relations avec le monde extérieur.

Nombreux sont les témoignages des appétits que ce pays a suscités : unilatérales ou conjointes, les interventions des grandes puissances jalonnent les quatre-vingts dernières années. Ainsi, en 1907, mettant fin provisoirement à leur longue rivalité, Russes et Britanniques constituaient, avec les Français, la Triple Entente et scellaient leur réconciliation en se taillant en Perse de vastes zones d'influence. En 1941 à nouveau, soutenus par les Etats-Unis, Londres et Moscou occupaient militairement le pays et contraignaient à la démission le chah Reza Pahlavi qui avait refusé de prendre parti dans le conflit mondial. En 1946, l'URSS encourageait le séparatisme en Azerbaïdjan et, en 1953, les Etats-Unis renversaient le gouvernement légal coupable de nationalisme excessif.

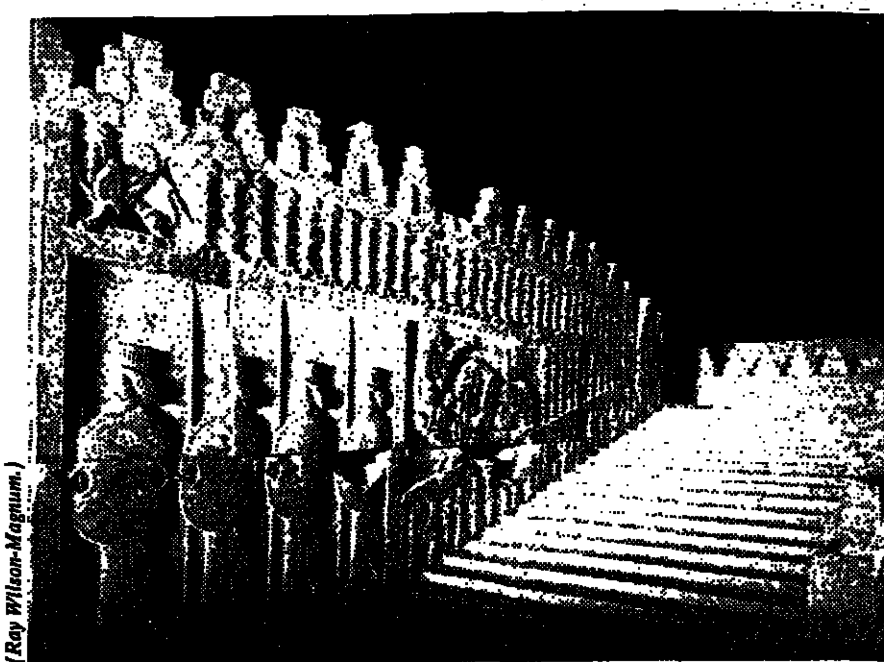
Dans un tel contexte historique, lorsque, le 20 juillet dernier, les grandes puissances s'accordent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'arrêt des hostilités dans le Golfe, les Iraniens peuvent-ils voir dans cette démarche autre chose qu'une nouvelle manifestation des visées stratégiques des grandes puissances? A leurs yeux, l'ONU n'a pris en compte aucune de leurs demandes et persiste dans cette attitude bienveillante à l'égard de Bagdad qui s'était manifestée dès l'agression irakienne en 1980 : l'organisation internationale avait attendu six jours pour demander un cessez-le-feu sur place, et ce délai avait été mis à profit par les attaquants pour occuper de larges portions du territoire iranien. En revanche, en 1982, avant même que les troupes de Téhéran, qui reprenaient le dessus, aient pénétré en Irak, le Conseil de sécurité réclamait l'arrêt des hostilités, ainsi qu'un retour immédiat des combattants sur les frontières reconnues.

Vaste comme trois fois la France, l'Iran occupe à coup sûr une position géostratégique exceptionnelle, à l'articulation du pourtour méditerranéen, de l'Asie centrale et du sous-continent indien. Le pays, doté d'un accès aux mers libres en toute saison qui intéresse directement Moscou, est situé de surcroît en plein cœur d'un bassin pétrolier où s'accumulent plus de la moitié des réserves mondiales prouvées.

Situé à l'épicentre d'une zone de confrontations et de guerres (Grèce-Turquie, Israël-Machrek arabe, Yémen du Nord-Yémen du Sud, Syrie-Irak, Iran-Irak, URSS-Afghanistan, Inde-Pakistan), l'une des plus fortement militarisées de la planète – quatre millions de soldats pour trois cents millions d'habitants, – l'Iran est impliqué dans un conflit meurtrier, l'une des guerres conventionnelles les plus sanglantes depuis 1945.

Mais il a aussi les dimensions d'un géant régional, avec environ cinquante millions d'habitants, une puissance militaire qui n'est plus à démontrer et de fabuleuses richesses – bien que l'économie ait été durement frappée par la révolution et la guerre. Chaque Etat de cette zone, chaque puissance extérieure, doit compter avec lui pour l'affronter, l'éviter, le suivre ou l'utiliser.

Cette place en Asie du Sud-Ouest et sur l'échiquier planétaire a été confortée aux lendemains de la seconde guerre mondiale par la division du monde et la stratégie américaine du *containment*, la création de l'Etat d'Israël et son rejet par les Etats arabes, par l'indépendance de l'Inde et la fondation du Pakistan, enfin par le rôle croissant du pétrole dans l'économie mondiale.



(Ray Wilson-Magnum.)

L'ESCALIER DE CYRUS A PERSEPOLIS
Grandeur du passé, persistance du sentiment héroïque

De Cyrus à l'imam Khomeiny

LA conscience de la grandeur de leur pays, si forte chez la plupart des Iraniens, se nourrit de cette place éminente qu'ils occupent aujourd'hui dans le monde. Cette identité s'enracine aussi dans un passé prestigieux et légendaire et s'alimente d'une mémoire historique, tragique et éclatante, toujours d'une extrême richesse. De l'avènement de Cyrus, au sixième siècle avant l'ère chrétienne, à la conquête islamique douze cents ans plus tard, défilent une succession d'empires plus ou moins prospères, étendus et stables – achéménides, séleucides, arsacides, sassanides – comptant parmi les grandes puissances du monde indo-européen. Même face aux conquérants grecs, arabes, turcs et mongols, la civilisation iranienne, malgré le verdict des armes, a fini par s'imposer.

Quelques figures emblématiques ponctuent, tout au long des siècles, la lente formation de l'identité iranienne. Des temps anciens surgissent Cyrus, Salman et Chah Abbas ; de ce siècle, on retiendra Reza Chah, Mossadegh et l'imam Khomeiny.

A la source se trouve Cyrus, héros victorieux et juste, assurément le roi le plus puissant de son époque ; il est le fondateur, l'origine de toute légitimité communautaire et territoriale. Sa fonction se divise et se précise dans deux autres personnages. Salman le Perse, souvent ignoré par l'historiographie islamique et peu connu hors d'Iran, fut un compagnon et un conseiller du prophète Mahomet, au VIIe siècle de notre ère : en lui, l'Iranien se sent le codépositaire du message sacré de l'islam et membre à part entière du peuple musulman (2). Quant à Chah Abbas, contemporain d'Henri IV et de Louis XIII, le plus illustre des souverains safavides, il unifia le territoire national et ses peuples.

Plus controversées, les trois figures de ce siècle incarnent, chacune à sa manière, l'irrépressible aspiration à l'indépendance et à la dignité. Reza Chah, monté en 1925 sur le trône, reprend les revendications nationales exprimées par les révolutionnaires constitutionnalistes tout en instaurant un régime autoritaire. Il met fin à l'affermage et à l'endettement de l'Etat et chasse les étrangers de la direction des affaires publiques. Sa déposition en 1941 par les grandes puissances le hisse au rang de martyr de la cause nationale (3). Mossadegh, premier ministre d'un pays dont nul ne conteste plus la souveraineté, défie les intérêts économiques conjoints des Etats occidentaux et des compagnies pétrolières. Son appel à la mobilisation populaire, bien que largement entendu, ne suffira pas à contre-balancer l'hostilité étrangère ; abandonné par Moscou, il sera abattu par Washington en 1953 (4).

L'ayatollah Khomeiny enfin, vainqueur du chah, de M. Carter et, virtuellement, de M. Saddam Hussein, mène, au nom de l'islam, une politique d'une indépendance sourcilleuse. Il rejette et l'Est et l'Ouest, refusant toute influence étrangère, fût-elle culturelle ou sur le mode de vie. Ainsi l'avènement du roi despote, de l'habile premier ministre et de l'imam inflexible ont jalonné la longue marche vers la souveraineté politique, économique et culturelle.

Cette perception héroïque de la nation en lutte s'oppose toutefois en permanence à une vision humiliante : celle d'un Iran impuissant face aux menées externes. Dans chaque tournant de leur histoire, les Iraniens voient la main de l'étranger. Les Britanniques ont abattu Ahmad Chah, le dernier des souverains kadjars, et plus récemment son successeur, Reza Chah ; les Américains ont comploté contre Mossadegh et abandonné Mohammad Reza Pahlavi. Cette représentation repose certes sur des faits indiscutables, mais elle sous-estime, voire ignore, la responsabilité et les erreurs des dirigeants, la puissance et les divisions des mouvements populaires.

Cette conception d'un Iran qui serait la cible permanente – et principale – de complots de la part de puissances extérieures omnipotentes, a nourri, depuis cent ans, une profonde division de la classe dirigeante en deux camps antagoniques qui ont mis en place des tactiques divergentes. La première consiste à entrer dans les machinations de l'étranger pour les détourner habilement au profit du pays ou au sien propre (5). Pour l'autre faction, l'Iran doit se tenir totalement à l'écart de ces manœuvres, rien de bon ne pouvant naître de relations avec des Etats avides.

Dans ce système de représentation, les puissances étrangères n'occupent pas toutes la même place. On trouve d'abord celles qui, par leur proximité ou leur ambition, ne cachent pas leurs visées régionales : la Russie tsariste puis soviétique, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qui l'ont relayée. L'Iran a toujours connu des factions pro-russe, pro-anglaise ou pro-américaine – obéissant à des motifs souvent peu idéologiques, – mais aussi des groupes jouant une puissance contre une autre, ou faisant appel à un tierce empire, absent de la région et donc réputé sans ambitions. Au cours des années 20 et 30, la France et l'Allemagne ont tour à tour bénéficié de cette stratégie de la substitution jusqu'au moment où elles se sont révélées aussi préoccupées de leurs égoïstes intérêts et jalouses de leurs privilèges que les puissants voisins.

Ces inconséquences expliquent les brusques mouvements d'humeur de Reza Chah, remettant en cause des positions acquises dans son pays par tel ou tel Etat et évitant, en fin de compte, que quiconque ne s'assure une trop prenante emprise sur lui. Mossadegh lui-même espérait que les Etats-Unis cautionneraient son nationalisme pétrolier : il ne se rallia à une politique de non-alignement total que contraint et forcé.

Aujourd'hui, les grandes puissances ne conçoivent ni n'admettent la « déconnexion » radicale dont se réclame la révolution islamique et qui s'exprimait dans les « félicitations » que décernait l'ayatollah Khomeiny au président Carter en 1980 pour avoir rompu les relations diplomatiques avec Téhéran : « *Les relations entre un pillard mange-monde et une nation qui s'est soulevée pour se libérer des griffes des brigands internationaux s'établiront toujours au détriment de la nation opprimée et dans l'intérêt du pillard* (6). » Cette prise de position se nourrit de toute l'histoire iranienne et de la représentation du monde qu'elle a fait naître dans le peuple, qui n'hésite pas à affronter les privations et les restrictions chaque fois qu'apparaissent menacées l'intégrité et la souveraineté du pays.

---

(1) Marcel Barang, « L'Iran, renaissance d'un empire », *le Monde diplomatique*, mai 1975.

(2) Pour les chiites, Salman le Perse compte parmi les quatre fondateurs du parti *(Chi'a)* d'Ali, dès la mort de Mahomet, alors même qu'Ali, bien que certain de sa légitimité, s'inclinait devant le choix d'Abou Bakr comme successeur du prophète. Cf Moojan Momen, *An Introduction to Shi'i Islam*, Yale University Press, New-Haven et Londres, 1985, p. 20.

(3) Il faudra bien un jour faire un sort aux accusations d'inclinations pronazies proférées contre Chah Reza : jamais la diplomatie française des années 30, pourtant si attentive aux menées externes du Troisième Reich, n'a paru soupçonner quoi que ce soit de semblable, pas même une sympathie pro-allemande marquée. Ainsi l'ambassadeur Bodard écrivait-il au ministère des affaires étrangères, le 3 décembre 1938 : « *Le maître de l'Iran est résolument hostile au bolchévisme, mais on ne peut dire pour cela qu'il sympathise avec Rome ou Berlin.* » (Ministère des affaires étrangères, Archives diplomatiques, Série Asie 1930-1940, Iran. Carton nº 130, folio 146).

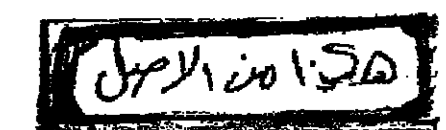
(4) Sur le complot organisé par la CIA pour renverser Mossadegh, lire Claude Julien, *l'Empire américain*, Grasset, Paris, 1968.

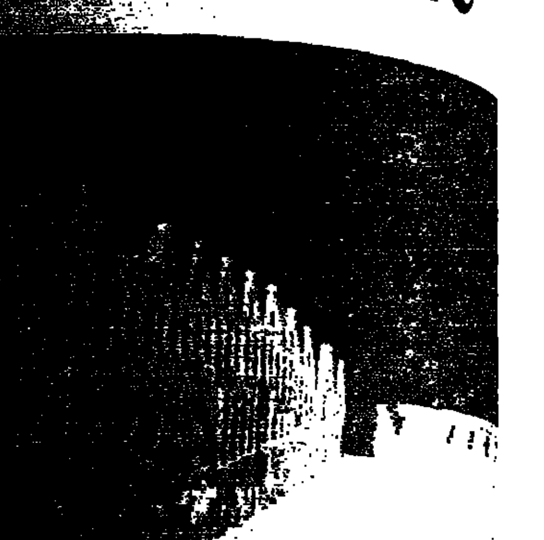
(5) Significative à cet égard est la relation que, dans une lettre du 23 septembre 1926, l'ambassadeur français Maugras donne de la séance du Majlis de l'avant-veille. « *Un député du nom de Mossadegh avait attaqué Wossough ed Dowleh, l'actuel ministre de la justice qui était président du Conseil en 1919 et l'avait accusé – une fois de plus – d'avoir touché un pot-de-vin considérable pour signer l'accord qui asservissait la Perse à l'Angleterre. Le Moullah Modarres, sous le patronage duquel s'est formé le cabinet, a défendu Wossough. Son plaidoyer a pris une forme pour nous surprenante, mais adapté il faut le croire à la mentalité des auditeurs. Il a dit : C'est bien possible que Wossough ait reçu de l'argent de l'étranger, mais qu'importe s'il l'a reçu pour servir une cause qui lui paraissait être celle de son pays. Et c'est alors qu'avec simplicité il a ajouté que lui et ses collègues du Parti démocrate avaient reçu des subsides de l'Allemagne pendant la guerre et ne s'en considéraient pas moins comme des patriotes d'une intacte honorabilité.* » (Ministère des affaires étrangères, Archives diplomatiques, Série Asie 1918-1929, Iran. Carton nº 27, folios 174-175.)

(6) « Breaking of Ties with the Great Satan, America », in *The Dawn of the Islamic Revolution*, Echo of Islam, Téhéran, sans date, p. 60.











DIVERSITÉ DES INTÉRÊTS, COMMUNAUTÉ DE DESTIN

L'Europe solidaire pour la paix au Moyen-Orient

COMME prévu, au sommet arabe réuni à Amman le mois dernier, la guerre du Golfe a relégué dans l'ombre le conflit israélo-palestinien. Un à un, les pays de la Ligue arabe renouent leurs relations diplomatiques avec l'Egypte, signataire des accords de Camp David. La Communauté européenne, quant à elle, s'affirme partie prenante dans le règlement des deux conflits : ses navires de guerre ont été envoyés dans le Golfe, mais elle a aussi manifesté, dans des déclarations, comment elle concevait le rétablissement de la paix dans toute la région.

Par DOMINIQUE CHEVALLIER

La Communauté européenne a-t-elle les moyens d'agir en faveur de la paix au Moyen-Orient ? Les Etats arabes peuvent-ils compter sur l'Europe pour assurer leur équilibre, pour répondre aux aspirations de leurs peuples et pour vivre l'indépendance dans la création ? Les sceptiques et les désabusés ne manquent pas de manifester leur ironie dès que ces questions sont posées. Pourtant, guerres, nationalismes, démographies en expansion, production pétrolière, baisse des prix des matières premières, mouvements politico-religieux, confrontations économiques, stabilité incertaine des Etats, espoirs contestataires sur un axe stratégique d'importance mondiale..., tous les remous agitant le Moyen-Orient entraînent, d'une façon ou d'une autre, le destin de la France et de l'Europe.

Face aux incertitudes des Etats-Unis et de l'Union soviétique, les souhaits exprimés par les gouvernements européens réclament des actes. Le 27 février dernier, les ministres des affaires étrangères des douze pays membres de la Communauté européenne ont approuvé une déclaration sur le Moyen-Orient. Ce texte ayant été peu cité ou commenté par la presse quotidienne française (1), il est nécessaire d'en rappeler des passages importants :

« ...*Les Douze expriment à nouveau leur profonde conviction que la recherche de la paix au Proche et Moyen-Orient reste un objectif fondamental. Ils sont profondément inquiets de l'absence de progrès vers une solution du conflit israélo-arabe.*

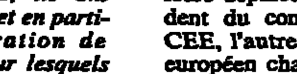
» *C'est pourquoi ils sont directement intéressés à la recherche de solutions négociées devant permettre d'y ramener une paix juste, globale et durable, des relations de bon voisinage et un développement économique, social et culturel trop longtemps délaissé. Dans ce contexte, ils ont énoncé à plusieurs reprises, et en particulier dans leur déclaration de Venise* (2), *les principes sur lesquels des solutions devraient être fondées.*

» *Dans cet esprit, les Douze se déclarent favorables à la tenue d'une conférence internationale de la paix sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive à l'établissement de la paix et de la sécurité ainsi qu'au développement économique et social de la région. De l'avis des Douze, cette conférence devrait constituer un cadre approprié pour les négociations nécessaires entre les parties directement concernées.*

» *Pour leur part, les Douze seraient disposés à jouer leur rôle en ce qui concerne une telle conférence, tant à travers la présidence qu'individuellement, à rapprocher les positions des parties en vue de sa convocation...* »

Les deux derniers paragraphes se complètent utilement. La formule : « *... sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive...* » est prolongée avec intelligence par : « *... les Douze... tant à travers la présidence qu'individuellement...* ». Cette expression rappelle une salutaire exigence. Ce ne sont pas seulement les Nations unies dans leur ensemble ou les membres permanents du Conseil de sécurité – la France et la Grande-Bretagne pour l'Europe – qui ont leur mot à dire, outre évidemment des forces se combattant les unes les autres, mais la Communauté européenne qui doit témoigner en tant que telle et bénéficier des relations que chacun de ses gouvernements entretient avec les différents pays et organisations du Moyen-Orient. Ces derniers mois, MM. Leo Tindemans et Claude Cheysson l'ont clairement fait savoir par leurs déclarations à la presse et lors de leurs déplacements, l'un comme président du conseil des ministres de la CEE, l'autre en tant que commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud.

Conflits entremêlés



LA déclaration faite le 13 juillet 1987, à l'issue de la soixante-septième réunion ministérielle européenne, a rappelé combien il est urgent de négocier pour trouver une solution au conflit israélo-arabe, à la guerre entre l'Irak et l'Iran, à la situation dans le Golfe, et à la « *violence au Liban* ». Ces problèmes ont été globalement évoqués parce qu'ils engagent aussi, à travers les évolutions qui les ont posés depuis trop longtemps déjà, nos intérêts stratégiques, nos moyens industriels, notre stabilité financière et notre rayonnement moral. Or leur gel risque de provoquer des conflits plus graves encore que ceux auxquels nous assistons.

La France et la Communauté européenne peuvent-elles se contenter de s'aligner sur ce mélange de passivité, d'aventurisme et d'égocentrisme qui caractérise la politique menée par les Etats-Unis de la Méditerranée au Golfe ? Peuvent-elles observer passivement l'élaboration d'un énième compromis américano-soviétique dans la région ? D'après l'expérience que nous avons acquise au cours des quatre décennies passées, cette tentative serait d'autant plus hypocrite et stérile que les deux superpuissances se livrent là à une partie pour laquelle elles ne se donnent ni les mêmes règles ni, évidemment, les mêmes fins.

D'autre part, les gouvernements européens ne doivent-ils pas, dès maintenant, prévenir les conséquences éventuelles du double jeu soviétique dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, dans les négociations menées aux Nations unies pour tenter d'y mettre fin et dans bien d'autres affaires du Moyen-Orient ? Même si cette attitude des dirigeants russes est parfois interprétée comme une manifestation de leur embarras devant une situation qui leur échappe partiellement, l'Europe a-t-elle le droit d'attendre que les graves déséquilibres démographiques, sociaux, communautaires et culturels auxquels cette région est soumise et que les conflits armés qui l'ébranlent débouchent sur une crise plus générale, ou au moins contribuent à en accélérer l'éclatement ?

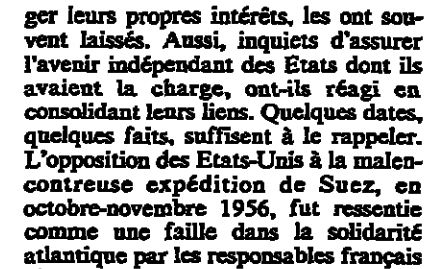
Une stabilisation profonde de certains Etats de l'Orient arabe, une contestation portant sur leur souveraineté territoriale et leurs frontières internationalement reconnues, la remise en cause de l'existence de tous les Etats du Moyen-Orient qui en serait la conséquence, auraient, à l'évidence, un retentissement immédiat en Afrique du Nord. L'Europe en serait aussi très rapidement une des victimes. De tels bouleversements frapperaient immanquablement les populations vivant dans la Communauté européenne ; ils toucheraient durement les bases économiques, politiques, juridiques et humaines sur lesquelles elle se construit.

Après sa récente tournée en Israël et en Egypte, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a exprimé un certain doute sur l'utilité que pourrait avoir une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. A son arrivée à Jérusalem, il avait déclaré qu'elle n'aurait d'autre intérêt que de permettre à Israël et aux « *Arabes* » d'engager ensuite des négociations directes, c'est-à-dire bilatérales (3). Le représentant de l'administration des Etats-Unis – qui a ordonné la fermeture du bureau de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Washington au cours de l'été dernier – a repris dans ses propos un vieux thème de la politique américaine, inspiré notamment par le lobby favorable à Israël qui désire isoler les Palestiniens et donc écarter leurs revendications territoriales et nationales, pour n'avoir à dialoguer séparément qu'avec chacun des Etats arabes existants (4). Cette restriction était contenue dans le programme proposé depuis quelques mois par M. Shimon Pérès ; du moins, le ministre israélien des affaires étrangères a-t-il eu le courage d'aller à l'encontre d'une bonne partie de l'opinion de son pays en préconisant la tenue d'une conférence internationale pour la paix comme unique, et peut-être dernière occasion à saisir par Israël pour résoudre le problème de sa survie.

En raison de la conjoncture intérieure américaine, M. George Shultz a-t-il été mieux convaincu par le premier ministre Itzhak Shamir, ferme adversaire de ce projet ? Toujours est-il qu'il a aussi formulé des réserves sur la participation de l'URSS à la conférence, sous prétexte que ce qu'elle souhaite en tirer ne convient ni aux Américains ni aux Israéliens (5). Mais, outre que l'URSS est membre permanent du Conseil de sécurité, est-il possible d'ignorer sa présence et son rôle au Moyen-Orient, et par conséquent est-il possible de l'exclure d'un règlement négocié ? Si elle a déjà plusieurs fois mesuré les limites de sa propre action, elle a également montré qu'elle possède les moyens de ruiner les effets d'accords conclus en dehors d'elle. De plus, M. George Shultz a cru bon de lancer son commentaire juste avant de se rendre lui-même à Moscou où il a repris des pourparlers avec les dirigeants soviétiques...

A l'occasion de crises survenues en Méditerranée orientale depuis une trentaine d'années, les gouvernements de l'Europe occidentale ont connu l'expérience de la solitude où les Etats-Unis, légitimement soucieux de ménager leurs propres intérêts, les ont souvent laissés. Aussi, inquiets d'assurer l'avenir indépendant des Etats dont ils avaient la charge, ont-ils réagi en consolidant leurs liens. Quelques dates, quelques faits, suffisent à le rappeler. L'opposition des Etats-Unis à la malencontreuse expédition de Suez, en octobre-novembre 1956, fut ressentie comme une faille dans la solidarité atlantique par les responsables français d'alors ; les concertations en vue de l'élaboration d'une communauté économique européenne en furent hâtées et aboutirent à la signature du traité de Rome, en mars 1957.

Le général de Gaulle mit fin à la guerre d'Algérie en 1962, consolida aussitôt après la position européenne par son rapprochement avec le chancelier Adenauer, et, dans un même élan, obtint la suppression des bases militaires américaines en France. Dans le contexte créé par l'offensive et la conquête israéliennes en juin 1967, face aux actions des Etats-Unis et de l'URSS qu'elles provoquèrent, il renouvela la si vieille politique de la France au Levant sur une base qui faisait clairement passer la paix par l'amitié avec les Etats arabes. Lors de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, le président Nixon mit les forces américaines en état d'alerte sans prendre l'avis de ses alliés européens ; il revint alors à Georges Pompidou et à son ministre des affaires étrangères, M. Michel Jobert, d'amener les membres de la Communauté européenne à rejoindre l'attitude française et à établir des rapports directs avec les représentants de la Ligue des Etats arabes. Le rapprochement entre ces deux grandes organisations à vocation fédératrice permit d'institutionnaliser le dialogue euro-arabe en 1974.



(George Azar – Gamma)

« MARINES » AMÉRICAINS QUITTANT BEYROUTH EN FÉVRIER 1984
Se retirer au premier coup dur ?

Les impasses auxquelles avait conduit la politique américaine des « petits pas », la guerre au Liban, la chute du chah en Iran, l'invasion soviétique en Afghanistan, incitèrent la Communauté européenne à préciser et à consolider sa position. Par la déclaration adoptée à Venise en juin 1980, elle se prononça en faveur d'un règlement global pour garantir des frontières sûres et reconnues à tous les Etats de la région, y compris Israël, pour reconnaître au peuple palestinien le droit à l'autodétermination, pour associer l'OLP à la négociation. Elle affirma aussi sa pleine et entière solidarité à l'égard du Liban.

La construction de l'Europe a bénéficié de la décolonisation. Dans la répartition des responsabilités qui s'est progressivement établie depuis la seconde guerre mondiale, les crises survenues au Moyen-Orient ont notamment appris aux Européens les dangers qu'elles leur faisaient directement courir ; elles ont contribué à renforcer leur conscience commune pour trouver des solutions pacifiques, car la Communauté européenne s'est aussi révélée à elle-même dans les situations internationales périlleuses auxquelles elle a été confrontée. Les suites de la guerre qui s'est déroulée au Liban en 1982 ont souligné que, si la France et l'Europe restent passives, elles s'exposent à faire rapidement les frais d'une partie qui tournerait mal.

Envoie-t-on des forces armées dans des zones où la guerre sévit pour se retirer au premier coup dur reçu, comme ce fut le cas au Liban au début 1984 ? Il est pourtant bien prévisible que des incidents risquent fort de se produire à partir du moment où des belligérants, et les mouvements qui leur sont alliés, ne voient pas dans des présences militaires occidentales une simple démonstration de neutralité. Lorsque des soldats ou des marins sont concentrés à proximité de champs de bataille, ils n'y sont pas seulement pour la parade. Leur mission est de protéger, ce qui est déjà intervenir. Il peut être légitime de choisir cette voie ; mais il faut alors en connaître les dangers, et par conséquent les dommages que l'on peut éventuellement subir soit d'un engagement accru, soit d'une reculade. Mieux vaut encore recourir à une action diplomatique déterminée, qui sera d'autant plus efficace qu'elle fera hautement entendre la voix de l'Europe et lui permettra d'exprimer sa puissance par la médiation.

Toute guerre trop longue engendre de nouvelles révolutions. Toute guerre longue est déjà en elle-même une révolution. Il convient de prendre au sérieux les dirigeants iraniens qui déclarent que : « *La libération de La Mecque passe avant celle de Kerbéla et de Jérusalem* (6). » Nasser et les officiers libres égyptiens avaient eu un raisonnement comparable pour se décider à prendre le pouvoir au Caire (7). Les ambitions qui fondent leurs espoirs sur la déstabilisation peuvent craindre la paix. Raison de plus pour la rétablir ou pour la maintenir, car aucun dérapage n'est à exclure. La conférence internationale pour la paix au Proche-Orient a été initialement conçue pour faire enfin aboutir les propositions formulées dans la résolution 242, votée par le Conseil de sécurité en novembre 1967. Mais bien des négociations et bien des conflits se sont déroulés depuis lors. La guerre entre l'Irak et l'Iran a également aggravé les tensions à l'intérieur du monde arabe. Après la chaleur mobilisatrice des courants nationalistes arabes, les mouvements islamistes ont acquis une détermination qu'ils ont fortifiée en écoutant les insatisfaits de la modernisation et de la croissance. Il ne faudra donc pas être en retard d'une conférence. Pour l'éviter, il sera prudent de tenir compte de la résolution 598 ordonnant l'arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Irak, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 20 juillet 1987.

Définir le cadre d'un règlement global

DEPUIS la fin de l'hiver dernier, le président de la République, M. François Mitterrand, et le premier ministre, M. Jacques Chirac, ont répété à leurs interlocuteurs arabes et israéliens que la France veut la paix dans leur région par un règlement global dont une conférence internationale pourrait, au moins dans un premier temps, définir le cadre. Ils ont insisté sur un point essentiel : les efforts français s'inscrivent dans les objectifs solidaires que l'Europe s'est fixés.

Contrairement à ce qui a pu être dit et écrit, il n'est nullement malsain que des gouvernements européens aient parfois des attitudes différentes à l'égard de tel ou tel régime du Moyen-Orient. Quand les relations se refroidissent momentanément d'un côté (Angleterre-Syrie, France-Iran...), elles sont maintenues de l'autre ; le principal est que la voix de l'Europe se fasse entendre. Pour faire face aux tensions multiples qui menacent de déstabiliser le Moyen-Orient, il est nécessaire de conserver une grande souplesse dans l'initiative. La Communauté européenne y parvient grâce aux nuances politiques de ses différents gouvernements et à la diversité de leurs intérêts.

Au-delà des invectives stériles, au-delà des proclamations unanimistes ignorant le concret, une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient obligera chaque partenaire à prendre individuellement ses responsabilités, puis à respecter ses engagements dans le cadre d'un traité qui s'impose à tous. Mais une telle conférence sera-t-elle jamais réunie ? En tout cas, l'idée qu'une solution pacifique peut être trouvée réveille l'opinion publique ; elle permet donc de faire progresser les négociations. La recherche d'un programme par une concertation véritable assurerait à la conférence des chances de se tenir et d'aboutir à la conclusion d'un ou de plusieurs accords. Il serait cependant dangereux de trop se leurrer. Les éléments de déstabilisation peuvent encore entraver la recherche de la paix et détourner le besoin qu'ont les peuples d'un minimum d'équilibre pour réaliser leur développement. L'effort à accomplir reste immense.

La paix à créer sera l'honneur de l'Europe, le gage de son avenir par les alliances contractées et par les amitiés renforcées. Il n'est pas d'espérance sans action ; il n'est pas d'action sans espérance.

(1) Voir *le Monde diplomatique* de juin 1987, p. 4.

(2) Texte de la déclaration de Venise (13 juin 1980) dans : Dominique Chevallier, *Renouvellement du monde arabe, 1952-1982*, Armand Colin, Paris, 1987, pp. 190-191.

(3) *Le Monde*, 20 octobre 1987.

(4) Cf. Edward W. Saïd, « L'Irangate, une crise aux multiples facettes », *Revue d'études palestiniennes*, nº 25, automne 1987, Editions de Minuit, Paris, pp. 97-138.

(5) *Le Monde*, 22 octobre 1987.

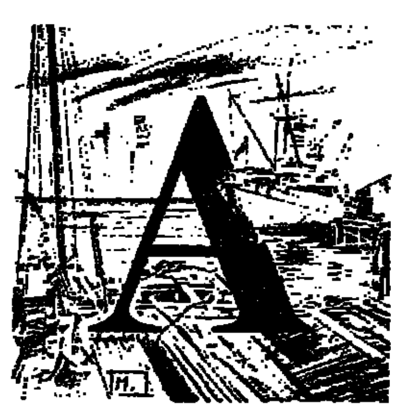
(6) *Le Monde*, 25 août 1987.

(7) Cf. Gamal Abdel Nasser, *la Philosophie de la révolution*, Imprimerie nationale, Le Caire, 1954, et nombreuses rééditions.

Quelque part à Cuba

Cienfuegos à l'heure

« On dépend toujours de quelqu'un », *disent des responsables d'usine de cette petite ville côtière cubaine. Allusion aux lourdeurs bureaucratiques ? Désir d'une « perestroïka » comme celle, en URSS, de M. Gorbatchev ? Pas seulement. Francis Pisani explique pourquoi les citoyens de Cienfuegos sont, certes, désireux d'appliquer les consignes de « rectification » venues de La Havane mais demeurent surtout convaincus que l'amélioration de leur niveau de vie passe par l'intensification des échanges avec d'autres pays. De l'Est comme de l'Ouest.*



Par
FRANCIS PISANI

AU centre de la côte sud de l'île de Cuba, la ville de Cienfuegos s'étend sur une baie immense, ouverte à la mer par un goulet étroit mais qui permet l'entrée de bateaux de tonnage respectable. Les fondateurs furent quarante-six colons français venus de Bordeaux sous la houlette d'un certain Louis de Clouet. Profitant de la décision des autorités de favoriser l'immigration blanche de peur de voir la majorité noire se rebeller comme à Haïti, ils fondèrent la « Villa de San Fernandina de Jagua » le 22 avril 1819 et la rebaptisèrent onze ans plus tard « Villa de Cienfuegos », du nom du gouverneur de l'époque.

Malgré sa petite taille, Cienfuegos a la réputation d'être dotée d'une forte personnalité, un peu comme le sont, à leur façon, La Havane ou Santiago, les deux villes les plus importantes du pays. Serait-ce l'influence française ? Ou bien le fait qu'elle a toujours été blanche et raciste ? Jusqu'au triomphe de la révolution, le sud du Prado – l'avenue centrale, où la population aime à déambuler le soir venu – était réservé aux Blancs, et le nord, aux Noirs. Mais Cienfuegos est aussi connue pour le soulèvement du 5 septembre 1957, déclenché pour soutenir la guérilla de Fidel Castro. A moins que la réputation de Cienfuegos ne doive être attribuée au fait que les musiciens de l'orchestre Aragon, le groupe qui joue le meilleur *son* (ancêtre du cha-cha-cha et de la salsa), sont originaires de l'endroit.

Joaquin Ordoqui, cinéaste qui a choisi de vivre à La Havane, la présente comme *« la ville la plus catholique de Cuba, celle qui abrite le plus grand nombre de* gusanos [contre-révolutionnaires] *convertis et une de celles qui ont reçu le plus le vent de la révolution ».*

Avec ses cent vingt mille habitants, Cienfuegos est aujourd'hui la capitale d'une province surgie il y a onze ans à peine de la nouvelle organisation territoriale. Une province en pleine croissance, qui produit du sucre, de l'électricité, du ciment, des poissons et des crustacés. Ville traditionnelle, Cienfuegos est en train de construire la première centrale nucléaire du pays, dont le chantier titanesque peut être aperçu de l'autre côté de la baie.

Secteur stratégique, l'énergie nucléaire est placée sous la responsabilité de « Fidelito », le propre fils de M. Fidel Castro. Les réacteurs de la centrale, de type BBR 40 à refroidissement par eau, sont totalement différents de ceux de Tchernobyl.

Ville traditionaliste, d'architecture raisonnable et conservatrice, Cienfuegos s'agrandit aujourd'hui de nombreux quartiers neufs où fleurissent les grands immeubles, parfois peints de couleurs vives, pour faire face au choc du développement et, avec lui, au nombre considérable de travailleurs venus de tous les recoins de la république.

> *Le travail dans un climat de nonchalance ; est-ce une usine ou une plage des Caraïbes ? On parle pourtant de productivité.*

Amparo Buchaca est ingénieur électronicien dans une usine. Une usine pour de vrai, avec des machines, beaucoup de bruit et plein de cambouis partout. Notre accompagnatrice se déplace avec aisance dans ce milieu : elle est secrétaire de la cellule de la Jeunesse communiste. L'entreprise productrice d'éléments hydrauliques José-Martinez travaille pour l'exportation.

« Je dépends toujours de quelqu'un », explique le directeur, Ramon Fraga, quarante-trois ans. Corpulent, il parle avec autorité mais tutoie ses compagnons, qui entrent librement dans son bureau. Il ne maintient pas de distance excessive avec les autres et se dit partisan de l'élection des dirigeants par les ouvriers comme elle est pratiquée *« dans d'autres pays socialistes. Ça donne plus de possibilités à celui qui dirige »*. On n'en est pas encore là à Cuba, mais on tient compte de l'opinion des travailleurs. Lui-même a été désigné après que le syndicat et le parti se sont plaints de son prédécesseur.

Juan Himely, secrétaire de la section syndicale, dit que sa fonction est de *« défendre les travailleurs, prendre en compte leurs réclamations et défendre les intérêts de l'entreprise, qui sont aussi les nôtres »*. L'ordre d'exposition indique une hiérarchisation qu'on ne trouve pas partout. Il a récemment obtenu le renvoi de l'administrateur du réfectoire, où l'on mangeait trop mal.

En ce moment, l'entreprise a des problèmes d'approvisionnement et, au cours des cinq premiers mois de l'année, elle n'avait produit qu'un quart de ce qui était prévu par le plan. Et le manque d'autonomie n'arrange rien. *« Je dépends d'un organisme et je dois passer par lui*, explique Fraga ; *je ne peux pas vendre ce dont je dispose en excédent, je ne peux pas acheter à une centrale sucrière, par exemple, les 10 tonnes d'acier dont elle ne sait que faire et qui me font défaut. »* Seule solution : se battre au sein du ministère dont il dépend contre les bureaucrates. Une lutte sans fin, où il est difficile d'avoir le dernier mot. Et Fraga voit d'un bon œil la *« rectification »*, parce qu'*« on envisage de donner plus d'autonomie aux entreprises »*.

Ces problèmes d'organisation sont, d'après le directeur, *« la seule raison »* qui explique le retard dans la production. Mais, n'en déplaise au *« companero Fraga »*, le plus extraordinaire pour qui visite ce centre de travail, c'est le climat d'indolence, plus évocateur d'une plage caraïbe que d'une usine. Dix fois le regard du visiteur est attiré par des ouvriers en train de se promener ou de bavarder. En guise d'explication : *« Sa machine marche bien, il n'a pas besoin de rester collé à elle. » « C'est leur quart d'heure de repos ! »* Le plus préoccupant est le manque de matière première qui désorganise le bon fonctionnement de l'entreprise. En fait, l'absence de patron se traduit par une amélioration réelle des conditions de travail, qui entraîne un abaissement de la productivité. Pourquoi ne pas l'accepter ?

Au cours de l'après-midi, j'ai pu assister à une assemblée syndicale dans le « cercle social » de l'entreprise : toit de tôle ondulée et sol de béton avec libre circulation de l'air tropical. Entre les portraits géants du « Che » et de Camilo Cienfuegos, les deux héros morts de la révolution, une phrase écrite en grosses lettres de bois proclame : *« Lutter contre toutes les sortes d'erreurs et de déformations sera notre objectif fondamental. »*

> *« Nous connaissons les problèmes », disent les ouvriers. Mais ils voudraient bien savoir comment on se prépare à les résoudre*

Soixante-quinze ouvriers sur trois cents sont venus, en tenue de ville pour ceux qui terminent, alors que les autres ont déjà revêtu leur combinaison graisseuse. Durant la partie réservée à la « liturgie communiste » – lecture des généralités du rapport d'activité, conclusions de l'envoyé du syndicat régional, – certains bavardent et rient, deux lisent des bandes dessinées, un autre fait des mots croisés et le directeur prend des notes qui n'ont probablement rien à voir avec la réunion.

Lu par un jeune homme imberbe du haut d'un pupitre situé à côté de l'estrade sur laquelle sont assis les cinq responsables, le rapport du syndicat commence en ces termes : *« La section a navigué dans une mer d'erreurs. Elle n'a pas été à la hauteur des travailleurs, qui, non sans raison, nous regardent avec un certain dédain. »* A voix basse, Amparo m'explique que la technique est connue sous le nom de *hara-kiri*. Elle consiste, quand on sait que l'on va être critiqué, à couper l'herbe sous le pied de l'attaquant en s'accusant, d'entrée de jeux, des pires défauts.

Il s'agit, en l'occurrence, de prévenir les attaques de ceux qui accusent les syndicats de freiner la rectification. *« Sous prétexte de défendre les ouvriers,* nous a expliqué un ex-syndicaliste, *ils en arrivent à s'opposer à la modernisation, à l'effort que font les dirigeants pour améliorer la productivité, l'efficacité des entreprises, qui implique que les travailleurs travaillent plus. »*

Il n'y aura pas d'attaques virulentes au cours de cette assemblée. Les préoccupations des ouvriers se traduisent par l'insistance avec laquelle ils abordent les problèmes concrets, immédiats. On parle de tout, depuis la saleté des toilettes jusqu'aux mésaventures de Manuel Garceran, ouvrier modèle qui, à son retour d'un voyage en Union soviétique – gagné comme récompense de son travail, – a découvert qu'il n'avait pas été payé. Etrange interprétation de l'appel lancé par M. Fidel Castro en faveur des stimulants moraux. Mais on a également abordé la non-réalisation des objectifs fixés par le plan, le manque de matière première, l'absentéisme élevé des jeunes et les facilités à accorder aux travailleurs qui étudient. La participation des présents est réelle. L'ouvrier cubain peut aborder librement des problèmes interdits dans les entreprises capitalistes, et personne n'a peur de parler.

Les travailleurs, cependant, ont perdu le goût de ce genre de réunion. Ainsi deux jours plus tôt s'étaient-ils réunis en assemblée de production – organisée par la direction – pour discuter pratiquement des mêmes thèmes. Un ouvrier résuma fort bien la situation au cours de la seconde assemblée lorsqu'il déclara : *« Nous connaissons les problèmes. Nous voudrions maintenant savoir comment on va les résoudre. »* Une petite phrase qui contient une bonne part des drames du Cuba d'aujourd'hui.



COMMENCÉ en avril de l'année dernière pour éliminer les erreurs les plus inacceptables, les *« stupidités »*, a même déclaré un jour M. Fidel Castro, le *« processus de rectification »* est une entreprise originale dans la mesure où, à la différence de ce qui se passe en ce moment en Union soviétique, ce sont les responsables des erreurs eux-mêmes – les dirigeants actuels – qui animent le mouvement.

Décidés à trouver un chemin qui leur soit propre, ils parlent peu de ce qui se passe en URSS. Mais, dans la rue, le journal *les Nouvelles de Moscou*, pour la première fois, se vend comme des petits pains.

Comme les autres dirigeants socialistes, M. Fidel Castro cherche à améliorer l'efficacité économique, mais, pour construire le socialisme, il insiste sur le fait que *« le fondamental, c'est la conscience »*. Un retour partiel aux idées de « Che » Guevara et une reconnaissance que le pays n'a pas la capacité de distribuer tous les téléviseurs en couleur ou les voitures qui seraient nécessaires pour motiver les travailleurs avec des stimulants matériels.

Les Cubains ont déjà fait l'expérience d'une timide libéralisation économique au début des années 60, dont il a résulté – outre l'amélioration de la vie quotidienne de bien des citoyens – des phénomènes que la morale socialiste réprouve. *« Dans notre effort pour rechercher l'efficacité économique, nous avons créé le bouillon de culture d'une grande quantité de vices et de déformations, et, ce qui est pis, de corruptions ! »*, a dit M. Fidel Castro. Ces problèmes ont surgi surtout au niveau des dirigeants intermédiaires, et le processus de rectification a pour objectif d'y mettre un terme.

Mais pas n'importe comment. *« Nous ne voulons pas faire une révolution culturelle ici, nous ne voulons pas résoudre les problèmes au moyen de méthodes extrémistes et lancer les masses contre les responsables de ces faits irritants... Nous devons mener une lutte systématique, sérieuse, tenace, en exerçant des pressions du haut vers le bas et du bas vers le haut avec une grande force »*, a déclaré M. Fidel Castro lors de l'anniversaire de la victoire de la baie des Cochons, le 25 avril 1986.

Pour mesurer ce qui est en jeu dans la rectification, j'ai rendu visite à une petite entreprise, de celles qui ne sont pas indispensables pour la révolution mais qui, sans elle, auraient fermé ses portes depuis longtemps. Tel est le cas de la fabrique de valises Hermanas-Giral, située dans l'ex-rue Santa-Cruz, en plein centre de Cienfuegos, sorte de réminiscence d'un atelier du siècle dernier.

Une forte odeur de colle enveloppe une cinquantaine de femmes d'âge plutôt mûr, leurs machines à coudre antédiluviennes. Accrochés au plafond, d'immenses ventilateurs remuent l'air moite. Les murs sombres sont couverts d'affiches politiques, de mots d'ordre révolutionnaires et de plans de production non remplis. Sur ce fond obscur, le jaune ou le bleu brillants du vinyle de mauvaise qualité accrochent l'œil.

Tout le travail administratif, toute la comptabilité, se font, avec le crayon de nos grands-mères, sur ce papier jaunâtre tiré de la pulpe de canne à sucre si caractéristique de Cuba et de ses efforts pour importer moins. Il y a aussi une petite machine à calculer qu'on transporte au gré des besoins d'un bureau à l'autre avec son transformateur plus gros qu'elle.

Luis Gada, l'administrateur, connaît tous les chiffres par cœur et me répond, les mains à plat devant lui sur le rebord de la table, comme un élève appliqué se présentant à un examen. Il emploie cinquante-neuf personnes, en très grande majorité des femmes. En 1987, il doit produire 56 964 valises destinées à la vente sur le marché national. Le vinyle vient d'Union soviétique et les autres composants d'Espagne, du Japon ou de Grande-Bretagne. Seule la doublure est cubaine.

Le companero Gada m'explique avec une infinie patience les principes de ce qu'on pourrait appeler *l'« économie yo-yo »*, qui consiste à « élever » chiffres, suggestions ou demandes et à attendre que « descendent » des réponses, orientations et ordres dans un va-et-vient sans fin. Situer à quel niveau les décisions sont prises est extraordinairement difficile, alors même que la réponse juste consiste presque toujours à dire au-dessus sans dire où.

> *Reynaldo, le vieux cordonnier, a connu le temps de la misère. Il ne regrette pas l'ancien système, sans se priver de critiquer le nouveau.*

Dans cette usine, la rectification arrive d'en haut et elle est appliquée sans initiative, presque en traînant les pieds. Ainsi en va-t-il de la traditionnelle *merienda*, ou collation, que tous les Cubains prennent deux fois par jour. Certains sortaient pour la prendre et y passaient – en raison des files d'attente – une heure ou plus. Ils disposent tous maintenant de quinze minutes et ne peuvent plus s'éloigner de leur poste de travail, ce qui fait grincer des dents.

Un autre thème central de la rectification est la lutte contre les abus dans la fixation des normes et des primes. Exemple : on établit une « norme » pour un peintre sur la base d'un travail réalisé au pinceau et on la maintient quand il travaille au pistolet, ce qui lui permet de *sobrecumplir* (dépasser) et de gagner sous la forme de « primes » des quantités d'argent égales voire supérieures à son salaire de base.

Depuis que M. Fidel Castro a abordé ce problème, beaucoup ont suspendu toutes les normes du jour au lendemain jusqu'à ce que le dirigeant lui-même soit obligé de préciser qu'elles ne sont pas mauvaises en soi mais doivent être calculées raisonnablement. Résultat : tout le système s'est paralysé. Et dans la fabrique de valises, *« on rectifie,* dit Luis Gada. *Nous ne savons pas comment ça va fonctionner. On est en train de changer. Nous ne savons rien »*.

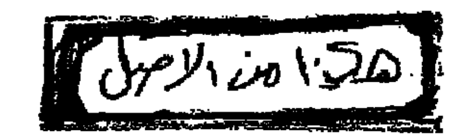
Pour le reste, les choses suivent leur cours. *« No hay »* – expression clé de la pénurie qui veut dire « il n'y a pas, » – de mètres pour mesurer la toile que l'on doit couper, *« no hay »* de crayons de couleur pour la marquer. Pis encore, le vinyle reçu n'est pas de l'épaisseur voulue. Ce qui n'empêche pas que les valises se vendent toujours au même prix... décidé au niveau central.

Les ouvriers sont furieux et protestent au cours de leurs assemblées. *« On ne peut pas travailler dans de telles conditions »*, dit Reynaldo Helpis, vieux coordonnier de soixante-huit ans. Mais Reynaldo se rappelle *« l'autre système »*, dans lequel on ne lui donnait du travail que trois mois par an. *« Quand mes enfants étaient malades, je ne pouvais pas les soigner »*, dit-il. Aujourd'hui ils sont techniciens, professeurs ou ingénieurs, sauf une de ses filles, qui est couturière. Reynaldo pense qu' *« il serait plus rentable d'acheter les valises à l'étranger. On ne maintient l'usine que pour nous donner du travail »*. Dans de telles conditions, on imagine que ses critiques soient, le plus souvent, contenues.

La jeune Magali Cobo, âgée de vingt-quatre ans, voit les choses différemment. A peine sortie de l'univers relativement parfait d'un laboratoire, elle se heurte à tout. Responsable du contrôle de qualité, elle sait que la matière première n'est pas la bonne. Elle est autorisée à arrêter la production, mais... *« les ouvrières sont de bonnes camarades*, dit Magali, qui est militante de la Jeunesse communiste. *Elles se préoccupent de la qualité, elles veulent bien faire. Leur seul défaut est qu'elles bavardent trop... Ah ! que*

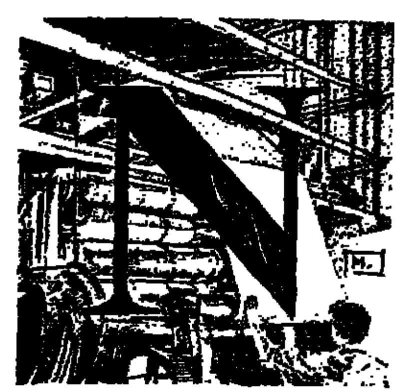


SERIEUX ET INDOLENCE



[Ci]enfuegos à l'heure de la « rectification »

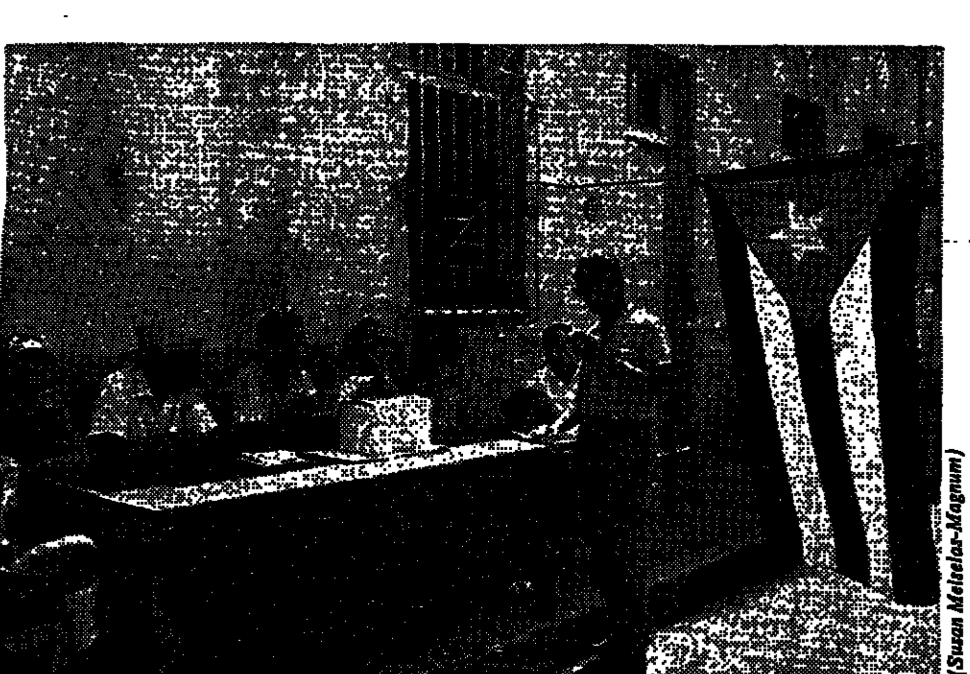
j'aimerais avoir une baguette magique pour résoudre tous ces problèmes ». Un instrument sans doute fort utile pour qui veut construire le socialisme dans les Caraïbes. Surtout s'il pouvait aider à régler les difficultés venues de l'extérieur.



OUS avons perdu en 1986 entre 500 et 600 millions de dollars par rapport à ce que nous escomptions, et 1987 devrait être encore pire », confie un économiste du gouvernement. Cela oblige à réduire de moitié environ les achats sur le marché libre, avec lequel Cuba réalise le sixième de son commerce international. En raison du mauvais prix du sucre et du pétrole (Cuba revend une partie du brut qui lui arrive de l'URSS) et du fait de la hausse des monnaies de l'Europe occidentale et du Japon – où l'île doit se fournir en raison du blocus maintenu par Washington, – Cuba traverse des années difficiles dans ses relations avec les pays capitalistes.

Economiquement, cela n'est pas un drame grâce au commerce avec les pays socialistes, qui se maintient dans des conditions favorables. Mais la crise désorganise le dispositif économique, altère l'évolution en cours.

La fabrique de valises n'a ni la matière première ni les instruments adéquats pour travailler. *« Nous cherchons à ne pas nous arrêter. Les options ne sont pas nombreuses. Nous devons produire avec ce qu'il y a,* explique Dioscolides Torres, chef de production de l'entreprise dont dépend l'usine. *Ce n'est pas un problème de mauvaise gestion : on ne nous fournit pas ce que nous demandons parce que ça ne se trouve pas dans le pays en ce moment. »*



(Susan Meiselas-Magnum)

SÉRIEUX ET INDOLENCE DES RÉUNIONS... QU'EN SORTIRA-T-IL ?

Dans l'usine de composants hydrauliques, il s'agit avant tout d'un problème de réajustement. En réduisant ses achats dans les pays capitalistes, Cuba a dû augmenter ceux qu'il effectue dans les pays socialistes. *« Il y a eu une certaine confusion dans l'établissement de nouveaux contrats avec la Tchécoslovaquie et des problèmes de prix avec la Bulgarie qui ont fait que nous n'avons pas signé à temps »*, explique le directeur Fraga.

La réduction des intrants disponibles oblige à hiérarchiser au niveau central les priorités, à exercer plus de contrôle sur les investissements. *« L'idée est de décentraliser la gestion, de donner plus d'autonomie aux unités de base,* dit-on à La Havane. *Mais quand on réduit les importations de moitié, c'est le Groupe central* [conseil des ministres] *qui doit décider où vont les matières premières dont nous disposons. »*

La crise empêche que la rectification aille à son rythme. Les premiers visés sont en effet certains bureaucrates placés aux postes de commande de l'économie. *« Ils ont exercé durant des années une sorte de tyrannie virtuellement sans contrôle,* nous a déclaré un dirigeant. *Ils sont inquiets de ce que nous sommes en train de faire, méfiants, et souffrent de la double pression de la crise et de la rectification. Nous ne pouvons pas affronter la crise et créer de l'instabilité à ce niveau. D'où la nécessité d'atténuer certaines critiques jusqu'à ce qu'on soit sorti de la conjoncture. »*

Rectification ou pas, la préparation à la « défense » occupe toujours une grande place dans la vie quotidienne des Cubains, et les habitants de la province de Cienfuegos y consacrent un dimanche tous les mois. Au lieu de leurs plus beaux vêtements, ils mettent leurs habits de travail, beaucoup portent l'uniforme des miliciens – chemise bleue, pantalon vert – et les plus gradés arborent l'uniforme vert olive des forces armées. C'est le cas de Juan Quintana, dont le ceinturon soutient à grand peine un ventre plus habitué à consommer des bières et à lutter sans pitié contre le rebord d'un bureau qu'au parcours du combattant. Mais Juan Quintana est deuxième secrétaire du parti pour la municipalité de Cumanayagua, contiguë à Cienfuegos, et il appartient à l'état-major du village pour les périodes de crise. Tout en buvant à petites gorgées gourmandes son café fort et sucré, il explique la philosophie de la préparation militaire : *« Nous nous préparons pour éviter la guerre, et en l'évitant nous la gagnons. »*

Au bord de la route qui conduit à Cienfuegos, quatre professeurs de gymnastique font passer un test. La plus surprenante des miliciennes est Odilia Chacon, une belle Noire de soixante-cinq ans, bigoudis et foulard sur la tête. Elle court, fait des abdominaux, des tractions (à partir des genoux) et elle saute... 1,04 mètre. Je l'ai vue. Son admirateur le plus enthousiaste est son arrière-petit-neveu. Mais le sport ne suffit pas à Odilia. *« Ce qui me plaît le plus, c'est le fusil »*, dit-elle. Un peu plus loin, une unité de dames déjà âgées s'entraîne au milieu d'un fou rire ininterrompu à lancer contre un arbre des *shurakens*, ces étoiles d'acier tranchantes, armes préférées des Ninja du Japon médiéval.

A quelques kilomètres de là, le bataillon 280 des milices des troupes territoriales (MTT) s'entraîne lui aussi. Le chef est un lieutenant-colonel à la retraite, les instructeurs sont vieux, gros et bon enfant. Répartis en petites unités, les hommes s'exercent au montage et au démontage des fusils, au tir, au lancement de la grenade, etc. La défense antiaérienne utilise des avions miniatures accrochés à des fils et déplacés par des poulies pour créer l'illusion qu'ils attaquent en piqué. Un Disneyland couleur kaki.

Des pelotons de troupes spéciales qui se reconnaissent plus à leur allure martiale, très distincte de la démarche décontractée des miliciens, qu'à leurs bérets rouges jouent le rôle de l'ennemi et ont pour objectif de prendre les positions défendues par les civils. Un gigantesque jeu de cache-cache pour adultes auquel participe toute la population, armes de guerre à la main. C'est en tout état de cause bon pour la santé...

Outre les tâches militaires confiées aux MTT, chaque zone doit assurer un fonctionnement minimum de la société. Désignées à cet effet, les brigades de production et de défense sont composées des vieux et des femmes qui ne travaillent pas. Elles doivent veiller à la santé de la population, lutter contre les incendies, construire des tunnels, garder les enfants dont les mères sont occupées ailleurs. Il est prévu que les écoles continuent à fonctionner avec des programmes spéciaux pour temps de guerre. Chaque brigade a une pépinière d'arbres fruitiers et de plantes médicinales qui permet en temps de paix... de donner aux enfants une éducation écologique.

« Ça a l'air d'être une comédie. On croirait de l'art. Mais c'est bien réel », conclut Juan Quintana. La Grenade a laissé un mauvais souvenir dont on a tiré des leçons. De tous ces exercices il devrait rester quelque chose. *« La discipline dans le travail fait défaut,* commentait Dioscolides Torres en parlant de l'usine de valises, *mais les ouvriers ont de la conscience révolutionnaire à revendre. Ils sont prêts à lutter contre une invasion ou à aller en Angola. »*

Pendant que certains se préparent à la guerre, d'autres se préoccupent du salut de leur âme. Mary Buchaca, soixante et onze ans, tante d'Amparo, assiste à la messe en l'église de Monserrat. A la fin de l'office, les cent cinquante fidèles, en majorité femmes et vieux, promènent une statue de Marie entre les rangées de chaises, comme s'ils n'osaient pas la sortir dans la rue. L'évêque Fernando Prego, plein d'onctuosité vaticane, me reçoit en compagnie du Père Ignacio, un jésuite austère et tendu. On sent chez eux à la fois l'amertume accumulée au cours de bien des années difficiles et la reconnaissance de ce qu'ils vivent une situation très particulière. *« Le chrétien connaît les risques auxquels il s'expose, mais ils ne sont pas aussi terribles qu'ailleurs sur le continent »*, explique Fernando Prego. La position des autorités a changé, *« mais pas tant que ça »*. Il y a encore des pressions dans les écoles contre les catholiques, mais, *« quand nous protestons, ça s'arrange toujours »*. Aujourd'hui, les bons rapports entre croyants et athées sont la règle. Et ça commence au niveau de la famille, comme chez Mary Buchaca.

Aussi révolutionnaires qu'ils soient, les jeunes la respectent parce qu'*« elle a une foi véritable »* et qu'elle a vécu comme professeur sous tous les régimes. *« Si la réincarnation existe, je reviens comme maîtresse d'école »*, dit-elle avec un sourire lumineux. Mais elle a connu des moments difficiles dans les premières années de la révolution, quand on a confisqué les terres de son mari. *« Le changement a été très brusque. Au début, je pensais que le diable était entré dans ma maison. »* Et, vingt-huit ans plus tard, Mary n'est toujours pas convaincue : *« Il y a beaucoup de choses que je n'accepte pas. La liberté est ce qu'il y a de plus beau. Je suis catholique. Je ne peux pas être communiste parce qu'ils sont athées. »* Que pense-t-elle du fait que ses fils sont communistes, que l'un d'entre eux aide le Nicaragua en y construisant une usine ? Elle répond avec la plus grande tranquillité : *« Ils œuvrent comme je voulais qu'ils œuvrent : en chrétiens. »*

> ***Bientôt trente ans que Mary a vu le diable entrer dans sa maison. Aujourd'hui, ses fils sont communistes mais ils « œuvrent en chrétiens ».***

« C'est difficile de critiquer une révolution qui compte à son actif des réalisations merveilleuses, explique un ex-guérillero qui n'est plus en odeur de sainteté. *Mais elle aurait pu être encore plus grande. » « Nous avons voulu construire le socialisme de quinze manières différentes, sauf de la bonne,* continue-t-il. *Le socialisme n'est pas possible sans la démocratie. Pas la représentative, mais l'homme doit pouvoir poser les problèmes. Les gens savent que le capitalisme, c'est l'exploitation, que le socialisme, malgré ses erreurs, est supérieur. »*

L'ouverture qui accompagne la rectification fait que les Cubains expriment leurs critiques de manière plus ouverte mais, comme le dit une jeune psychologue à peine sortie de l'Université et encore abasourdie par ce qu'elle découvre du monde du travail : *« Ces critiques restent sans effet. La démocratie est nécessaire parce qu'il s'agit de lutter pour résoudre les problèmes de la révolution. »*

« C'est la question du moment. Il faut de l'art et de la science pour y bien répondre », nous a-t-on dit en haut lieu à La Havane. Même s'ils voient clairement l'objectif, les dirigeants de la révolution donnent l'impression d'être encore en train de sonder le chemin. Ils ont tenté dans un premier temps d'ouvrir les congrès des organisations de masses. Bien préparés, ils ont été le lieu de critiques sévères et de débats inconnus jusqu'alors, mais qui durent... le temps d'un congrès. M. Fidel Castro intervient personnellement au niveau de la base pour sortir les bureaucrates de leur immobilisme et compte sur l'action de la jeunesse, qui n'a rien à perdre. *« Les jeunes tendent à être hypercritiques et exigeants. Ils nous jugent avec beaucoup de sévérité, mais avec une grande maturité »*, nous a dit un haut dirigeant.



ES jeunes d'aujourd'hui, voyez-vous, ce qu'ils veulent, c'est... je ne trouve pas mes mots. » Toute la préoccupation de Rosalia Buchaca, surnommée Chalia, sœur de Mary, est concentrée dans son regard. Ses gestes sont efficaces, ses mots très mesurés, mais elle regarde avec de grands yeux pleins d'ingénuité et d'incompréhension. Elle n'a rien perdu de l'élégance dont devait faire preuve toute fille de la bonne société provinciale dans les années 50. Une formation discutable pour qui doit vivre une révolution qui n'en finit pas de chercher son chemin.

« Liberté... », lui souffle à voix basse Liz, sa petite-fille de treize ans qui partage son fauteuil. Chevelure abondante, corps svelte, yeux vifs, intelligents, observateurs, tout en elle exprime la confiance de la nouvelle génération, qui n'a pas connu le passé ni les premières années de ce processus et croit que tous les chemins du monde sont dégagés.

Appartenant à une vieille famille patricienne de Cienfuegos, liés au pouvoir sous différents régimes, les Buchaca illustrent les changements les plus récents de Cuba avec leur cortège de contradictions pour ceux qui les vivent. Les enfants sont presque tous militants de la Jeunesse communiste. Arturo, le père, est un pédiatre reconnu et respecté. Le fait de travailler dans un des secteurs les plus dynamiques de la révolution semble l'avoir aidé à s'adapter. Sa femme n'a pas eu cette chance.

« Oui, c'est ça. Ils ont beaucoup de liberté, ils perdent le respect. Ils utilisent beaucoup de gros mots. » Chalia Buchaca, décidément, ne se sent pas bien. Sa famille n'est pas en question – elle lui a consacré toute sa vie et se compare volontiers au géant Atlas soutenant le monde sur ses épaules, – le problème, c'est les autres. Elle n'aime pas le tour que prennent certaines choses. Ou du moins elle a ses réserves. Il s'agit autant d'un conflit de générations que d'une attitude politique.

> ***La révolution peut aller de pair avec le rock et les jeans. Exigeants, impatients, les jeunes attendent beaucoup plus.***

« Je me heurte à mes parents sur des questions de concepts », dit avec une prudence provinciale Amparo, sa fille : *« L'amour, la vie... ils ne comprennent pas. »* Et le thème est de brûlante actualité dans tout le pays grâce à un feuilleton de la télévision consacré à la vie sentimentale et sexuelle agitée des jeunes d'aujourd'hui : le garçon qui refuse d'assumer ses responsabilités face à la grossesse de sa compagne, les aventures d'une jeune fille dont le fiancé poursuit ses études en Union soviétique, l'état déplorable des *posadas*, ces hôtels de passe où ils vont faire l'amour... Le feuilleton montre tout, ce qui déclenche d'interminables discussions.

« Ma mère dit que nous enseignons « ça » à la jeunesse, affirme Amparo, *mais c'est la réalité d'aujourd'hui. Elle met un paravent devant tout ce qui implique le moindre changement. »* Or les jeunes, à l'appel des dirigeants, sont partis en guerre contre ces paravents qui paralysent la révolution. Ils participent ainsi au *« processus de rectification »*, qui est à mi-chemin entre la *perestroïka* de M. Gorbatchev et la révolution de Mao Zedong, sans être identifiable à aucune des deux.

« Les jeunes veulent vivre mieux, affirme ce père d'une fille de seize ans qui trouve normal d'être révolutionnaire tout en ayant envie de porter des jeans et d'écouter du rock. *Pour eux, la santé et l'enseignement gratuits, le fait d'avoir un emploi, un logement décent et un salaire honorable sont des choses absolument normales. Et, puisque Cuba ne vit pas isolée, ils veulent aussi une voiture, une télévision en couleur et, pourquoi pas, un magnétoscope. Pour toutes ces raisons, ils veulent que le pays se développe plus rapidement, et ils critiquent la révolution pour qu'elle aille de l'avant. »*

« Nous essayons d'utiliser la jeunesse comme fer de lance explique l'ex-guérillero... *Or, elle ne respecte plus les vieux leaders de la révolution, elle lutte pour ses intérêts. Elle ne veut pas revenir au capitalisme, et de ce fait le socialisme doit chercher une issue. Il n'y a pas d'alternative. Ce qui dégoûte ici, ce n'est pas le système, mais c'est qu'il fonctionne mal. »*

Mauricio Blanco, futur ingénieur de vingt-trois ans, rend compte à sa manière des espoirs d'un jeune : *« La révolution a dû commettre des erreurs pour survivre,* dit-il. *Les gens continuent à reconnaître l'autorité de Fidel, mais ils ne se retiennent plus d'émettre des opinions, de signaler les erreurs, les limites. »* Mauricio constate qu'il y a une grande différence culturelle entre La Havane et la province – ce qui n'est pas le cas dans le domaine économique, – mais se réjouit de cette multiplicité des points de vue : *« C'est ce qu'il y a de mieux. C'est ce qui nous permet d'avancer. Il y a une grande diversité de critères et il y a une ouverture dans les médias, dans les réunions, dans la rue, entre les gens. Je voudrais que tout cela évolue plus vite. Les gens font état de leur mécontentement, et j'imagine que c'est un processus exponentiel. Ça a commencé lentement et, progressivement, ça devrait monter. »*

FRANCIS PISANI.

(Lettrines de Jean Mineraud).

« Yeelen » ou la magie des contes

IL y a certes, d'abord, massif, le naufrage. La famine, la dette, les coups d'Etat, les dictatures, l'apartheid, le SIDA, les invasions de criquets, la mort permanente des enfants et tant d'autres calamités sur ce continent tragique.

Et puis, comme de sous les décombres, des voix surgissent d'une puissance singulière qui disent, avec une troublante émotion, la détresse des gens et la nostalgie des racines anciennes. Parmi ces voix : celle du cinéaste malien Souleymane Cissé et de son film *Yeelen* ; celles des pièces de théâtre qu'évoque ci-dessous Michel Lobé Ewané, et dont le dramaturge congolais Tchicaya U Tam'Si rappelle *(ci-contre) « les origines sacrées »* ; ou encore celle de l'écrivain nigérien Abdoulaye Mamani dans sa nouvelle *Une nuit au Ténéré (page 24).*

Les œuvres de ces auteurs contrastent, par leur richesse expressive et leur vitalité créatrice, avec le paysage désolant de tant de sociétés africaines bloquées.

Par IGNACIO RAMONET

Il était une fois, il y a des siècles et des siècles, dans une Afrique authentique et inviolée, le fils d'un terrible magicien qui avait plus de pouvoirs surnaturels que son redoutable père. *Dévoré de jalousie*, celui-ci tenta de tuer ce fils rival. Mais, protégé par sa mère, le jeune homme parvint à s'enfuir. Il traversa – en un long et périlleux voyage – le vaste pays bambara, toujours poursuivi par son père armé d'un *« pilon magique »*. Lorsque le jeune atteignit les confins du monde et l'orée du désert, un très vieil oncle, sage et aveuble, lui confia l'emblème de la connaissance absolue, l' *« aile du Koré »*, qui lui permit d'affronter enfin – en un duel d'initiés – la fureur de son père.

Ce conte ne fait point partie du fonds de légendes anciennes du Mali. Il a été écrit par le cinéaste malien Souleymane Cissé (1) pour servir de scénario à son nouveau film *Yeelen* (la lumière) (2), où il aborde, pour la première fois, une question essentielle : les fondements de la religion animiste.

« Avant l'expansion de l'islam et du christianisme, déclare Souleymane Cissé, *il y avait au Mali, chez les Bambaras, une religion et une mythologie profondément ancrées dans l'esprit des gens. C'était le* komo, *un ensemble de rites pratiqués par des initiés et permettant d'accéder à la connaissance suprême. Le savoir du* komo *est tout aussi rationnel – ou irrationnel – que la mythologie païenne grecque ou que la cosmogonie des Mayas. Il repose sur l'identificaion et la connaissance de signes prenant en référence le temps et l'espace. Il permettait d'expliquer tout l'univers de la vie et de la science.*

» Avec l'arrivée des religions monothéistes venues du nord, l'Afrique a enterré sa propre théorie de la connaissance ; elle s'est refermée dessus, transformant son savoir en secret. Ceux qui, clandestinement, continuèrent d'interpréter le monde selon les anciennes sciences cosmogoniques furent traités de « sorciers » et leurs pratiques, jadis banales, de « sorcelleries ». Ce que certains appellent « magie africaine » n'est qu'un mode d'expression culturelle. Personnellement, je ne crois pas à la magie.

» Aujourd'hui, au Mali comme ailleurs, les gens ne se reconnaissent plus dans une modernité confuse, les jeunes surtout. Ils se retrouvent à cheval sur un enchevêtrement de cultures diverses et se demandent ce qui, dans cet enchevêtrement, leur appartient en propre. Nous sommes le continent des identités niées (3). *Notre identité et notre véritable indépendance ne peuvent exister sans une conception profonde, claire, historique, de notre propre culture. Et la réponse ne peut venir d'une ethnologie essentiellement pratiquée par des étrangers, mais par l'apport créatif des artistes africains. »*

Le titre du film, *la Lumière*, est donc à prendre dans son sens voltairien. En dédramatisant l'univers de la magie, des « sorciers » et des féticheurs, Souleymane Cissé nous invite à regarder les phénomènes paranormaux d'un œil calmement rationnel et scientifique. *« S'il y a des fétiches qui tuent*, dit-il, *c'est parce qu'ils sont confectionnés avec des poisons. Et l'hypnose est une vieille méthode de suggestion pratiquée partout. Après tout, dans une certaine mesure, l'identité européenne passe aussi par la connaissance des poèmes d'Homère, où il est largement question de magie (Circé transforme les compagnons d'Ulysse en pourceaux), de devination, d'interventions surnaturelles, etc. »*



SCÈNE DU FILM DE SOULEYMANE CISSÉ
Dans le cercle enchanté des féticheurs...

Il reste que les ambitieux projets culturels de Souleymane Cissé – retour aux sources de l'authenticité africaine, considération dépassionnée de la « pensée magique » – auraient pu le conduire à réaliser un film pesant, laborieux et lourdement didactique. Il n'en est fort heureusement rien. Bien au contraire. *Yeelen* est un film d'une splendide beauté, d'une constante poésie. Et sans doute l'œuvre la plus réussie de la jeune cinématographie africaine.

SOULEYMANE CISSÉ – dans un style faisant penser à celui de Roberto Rossellini dans *la Prise du pouvoir par Louis XIV* – parvient à une très grande force expressive avec une extrême économie de moyens : peu de dialogues (en langue bambara) ; scènes d'action à peine suggérées ; montage net des séquences, sans temps morts ; longs plans sur de superbes paysages ou sur les visages des héros... Cela confère à *Yeelen* à la fois un suprême raffinement et une force expressive quasi primitive. Ce sont des qualités en perdition dans le cinéma d'aujourd'hui. D'où l'extrême singularité et la grande fraîcheur de ce film de poète, de ce récit initiatique.

Souleymane Cissé en racontant, avec des images d'une grave pureté, une histoire mythique et un drame épique, parie sur la sensibilité des spectateurs, sur leur capacité à s'émouvoir encore et toujours sur l'éternelle magie des contes et des légendes populaires.

(1) Cf. Souleymane Cissé, « Cinéma malien : refléter la trame du quotidien », *le Monde diplomatique*, septembre 1978.

(2) Ce film a reçu le prix du jury du Festival de Cannes en mai dernier. Il est diffusé en France depuis le 2 décembre 1987.

(3) Cf. à ce propos, le texte de l'écrivain kényan Ngugi wa Thiong'o « Décoloniser l'esprit », *le Monde diplomatique*, août 1987.

Des scènes enfiévrées par le langage

Par MICHEL LOBÉ EWANÉ

QU'EST-CE qui peut bien rapprocher l'acteur noir sud-africain John Kani, qui interprète depuis quelques semaines *Othello*, de Shakespeare, au Market Theater de Johannesburg, et l'auteur et metteur en scène congolais Sony Labou Tansi, qui a présenté à Limoges (1) sa dernière pièce, *Moi, veuve de l'Empire*, en avant-première d'une tournée européenne ? Le premier veut se servir de la pièce de Shakespeare comme d'une arme contre l'apartheid : pour la première fois, en Afrique du Sud, le rôle d'Othello est interprété par un Noir dans une représentation professionnelle. Une occasion, selon l'acteur, de révéler un Shakespeare dénonçant l'injustice contemporaine (2).

Le second, Sony Labou Tansi, a également revisité Shakespeare pour réinventer à travers des personnages empruntés au théâtre classique (Cléopâtre, Juluis Caïd Kaesaire, Oko-Brutus, etc.) une histoire qui se situe *« à la porte de la prochaine chute de l'Empire romain »*. Cette tentative de réappropriation, loin d'être gratuite, est essentiellement subversive. *« Et si nous étions tous des Romains ? »*, interroge l'auteur dans sa « Note au metteur en scène ». *« Et si nous étions en train de répéter tragiquement l'histoire ? »*

« Notre époque ressemble beaucoup à l'époque romaine, nous a déclaré Labou Tansi. *Il y a un centre du monde qui est l'Occident. Je crois que les Romains affamaient le reste de l'humanité pendant qu'ils creusaient ce que j'appelle des vomitoriums – le symbole de tous les gaspillages de notre époque. Aujourd'hui la situation est la même. L'Occident affame le reste du monde. »*

La pièce raconte l'histoire d'une déraison amoureuse. Le dictateur Juluis Caïd Kaesaire est assassiné par Oko-Brutus, son neveu, qui convoite et le trône et l'impératrice Cléopâtre. Mais Oko-Brutus doit affronter Oko-Navès, le cousin du défunt, lui aussi amoureux de l'impératrice et lui aussi assoiffé de pouvoir. Cléopâtre réussit à se jouer des deux ambitieux. Le premier est éliminé par le second et celui-ci piégé et empoisonné par l'impératrice, qui peut alors conclure : *« La guerre est finie mais la conscience commence. Nous allons ouvrir l'histoire à tous les hommes. »*

Cléopâtre, c'est cette part du monde qui reste affamée dans le silence de l'humanité. *« C'est à cause de ce silence*, affirme l'auteur, *que j'ai créé une Cléopâtre noire, qui ne vienne pas du centre du monde, mais de la périphérie, bafouée, bâclée, porte-douleur... Il y a des hommes qui sont en dehors de l'histoire. Et nous nous disons civilisés. Il y eut des barbares qui attaquaient Rome. Aujourd'hui, les barbares sont dans Rome... »*

AVEC *le Fou*, la pièce du Burkinabé Jean-Pierre Guingané, on se retrouve en plein dans la périphérie chère à Sony Labou Tansi. C'est une pièce simple, mise en scène sobrement et exprimant un réalisme fort, bien rendu par la sympathique troupe du Théâtre de la Fraternité. Un couple de gens modestes (le mari est gardien d'immeuble) souhaite inscrire leur fils à l'école pour en faire « quelqu'un ». Les places sont rares, se monnayant en billets, en moutons, poulets, femmes, etc. Les parents ou amis qui interviennent se révèlent indifférents, cupides, impuissants. Le mari perd son calme, ses nerfs, devient fou et se tourne vers la violence. Cette pièce nous introduit dans la difficile réalité quotidienne de l'Afrique d'aujourd'hui : celle des gens pauvres, simples, aux ambitions légitimes, mais écrasés par une société injuste, dont les valeurs morales ont été balayées par les rigueurs des temps.



« MOI, VEUVE DE L'EMPIRE », DE SONY LABOU TANSI
Comme du temps des Romains, un centre et une périphérie

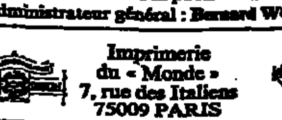
La Tortue qui chante, du Togolais Sénouvo Agbota Sinzou, nous fait pénétrer dans l'univers symbolique du conte africain. Un roi veut nommer son premier conseiller. Poste convoité par deux personnages ambitieux, Agbo Spanzo le chasseur et son beau-père Podogan. Pour les ridiculiser, le fou du village invente un stratagème : une tortue qui chante, et qui apparaît aux deux protagonistes comme le moyen de réaliser leur ambition. La *tortue* est porteuse de la morale de l'histoire : l'ambition excessive va de pair avec le malheur.

« Il y a toute une richesse dans la symbolique des contes, dans son langage poétique, imagé, explique le dramaturge togolais, *toute une richesse qu'on est loin d'avoir exploitée. C'est celle-ci que j'ai tenté de mettre en évidence dans cette pièce. »* La pièce n'en est pas moins actuelle. Elle fustige elle aussi la cupidité, la vile ambition, la corruption. Mais l'auteur avance masqué. Ce qui lui permet justement cet emprunt à la symbolique du conte. *« Je suis comme un fabricant de masque. Je façonne l'argile pour faire un masque. Un masque qui peut faire rire, qui peut faire peur, qui peut faire réfléchir. Je joue avec ce masque. »* Le théâtre africain affiche ses ambitions thématiques et stylistiques, ses recherches, ses faiblesses aussi, celles de ses acteurs et de ses mises en scène. Mais toujours ce besoin de dire, de faire du théâtre une « arme miraculeuse », cette recherche d'esthétique, cet attachement à la culture africaine (l'importance de la chorégraphie), à la réalité socio-politique, cette fièvre du langage. Mais aussi un théâtre de divertissement, qui se ressource dans l'humour africain.

(1) Du 3 au 16 octobre dernier, s'est tenu à Limoges le 4e Festival international des francophonies. Un rendez-vous de *« création contemporaine et d'échange artistique »* autour du théâtre, auquel ont participé plusieurs troupes africaines à côté de troupes venues de Belgique, du Québec, de Suisse et de France.

(2) *International Herald Tribune*, 9 octobre 1987.

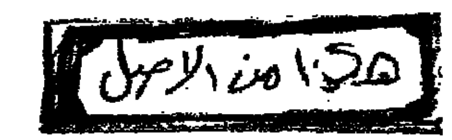
Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

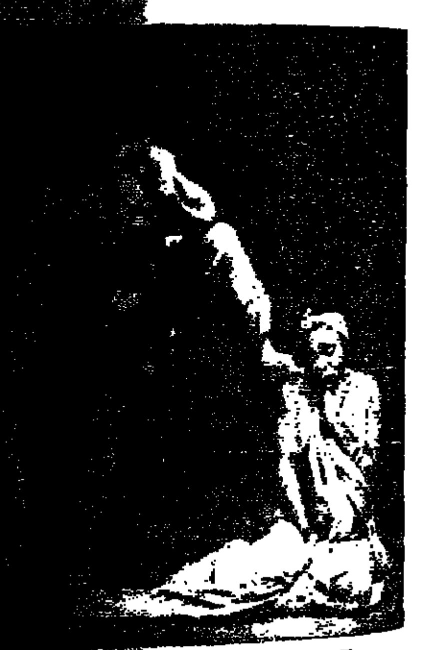


Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.





LA CRÉATION AFRICAINE

Les origines sacrées de notre théâtre

Par TCHICAYA U TAM'SI

L'écrivain congolais Tchicaya U Tam'Si s'interroge constamment — dans ses poèmes, ses pièces de théâtre, ses romans — sur le devenir des sociétés africaines et sur le vide politique qui a succédé aux fécondes années de lutte anticoloniale.

Maintes fois il a dénoncé, dans de violentes satires — en témoigne, en particulier, son récent roman *les Fruits si doux de l'arbre à pain* (Seghers, Paris, 1987), — les mœurs de ces hommes politiques prêts à vendre l'âme et la dignité de leur peuple.

Dans le texte ci-dessous, Tchicaya U Tam'Si rappelle, une fois encore, la nécessité du recours à la tradition pour sauver l'identité d'un authentique théâtre africain.

L'homme est plus immense qu'il ne le suppose, de nos jours on l'inonde au lieu de le rafraîchir.
René Char.

L'AFRIQUE noire de l'oralité n'a pas la même conception du théâtre que l'Europe des lettrés. Il fallait simplement dire cela et ne pas décréter, comme cela a été fait, que la notion même de théâtre est étrangère au génie de l'Africain. Ce qui est évident, c'est que l'oralité n'exhibe pas de répertoire en dehors de la mémoire collective. L'oralité n'attribue à personne la paternité de tel ou tel message, quelle que soit la forme sous laquelle se présente ce message. Absence de forme, absence de message ? Certes, pas de répertoire, pas de lieux scéniques, pas de corps de métier voués à la représentation théâtrale. Ce qu'on a dit du théâtre, on l'a dit pour beaucoup d'autres formes d'expression : le roman, par exemple. On l'a dit aussi pour la peinture. C'est la raison de la suspicion que l'on a pour les écrits que commettent les Africains dans les belles lettres, comme dans les beaux-arts. L'art nègre et la danse exceptés, admis. Encore que pour la danse, on cherche en vain à savoir qui est le chorégraphe inspiré des performances du danseur africain ? L'inné, le sang, l'intuition ?

Ce qui est moins discutable est qu'en vérité on ne voit que peu d'exemples de lieu assigné à la représentation du spectacle de la vie que l'on se donne, en dehors de celle-ci. Ainsi le rituel tragique de la mort se célèbre là où un destin a été contrarié.

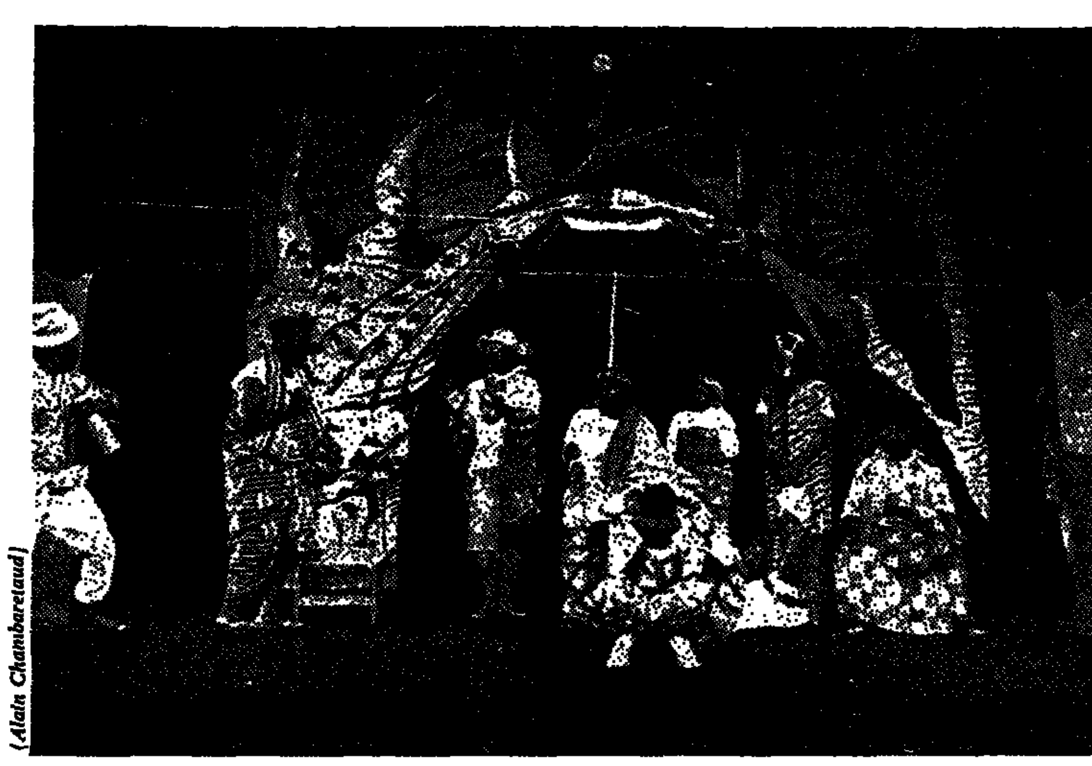
La vérité est qu'il n'y a pas de peuple qui ne théâtralise le moindre des actes essentiels de sa vie. Naît-on, boit-on, joue-t-on, on voit s'élaborer des règles qui permettent de transcender l'apparente banalité de chacun de ces actes, qui les transmuent en divers rituels propitiatoires. Car cette façon d'être au « théâtre » dans la vie, de tout théâtraliser ou de tout commuer en rituel est une quête perpétuelle de catharsis ou tout simplement l'expression d'une volonté irrépressible de donner plus d'ampleur à la profonde inspiration à prendre pour mieux sortir des affres de la vie, et aux fins d'une récréation du soi. Il faut se guérir du mal-vivre. Il faut ne jamais perdre le contrôle de soi ou encore le contact de ce qui peuple, à notre insu, notre environnement.

Autour des mythes fondateurs

DANSE-T-ON, aime-t-on, on sait que chaque émotion, pour être évidente à elle-même, passe par une mise en scène des gestes de l'aveu dédicatoire que l'on fait de cette danse-là, de cet amour-là. Danse-amour pour la femme aimée, danse-amour pour les esprits que l'on vénère. Les amours taciturnes ne sont pas vraies, elles ont besoin de se dire, de se montrer, de se crier, d'exhiber la vigueur de leur bonne santé. Il n'est pas de rituel qui n'ait une théâtralité. La passion, pour se vivre intensément, doit nécessairement être jouée. Quelle crédibilité aurait-elle autrement ? On théâtralise la prière en l'amenant au paroxysme de la transe. Par la transe, le corps et la prière (la parole incantatoire) cessent d'être antagonistes, s'installent dans leur ambivalence première, (le corps est prière, la prière est corps), puis la prière-verbe se libère du corps. Parce qu'il y a un seuil que le corps ne peut franchir seul. L'étape ultérieure est celle où la prière-parole se resacralise. Toute transe étant cathartique, elle a besoin pour se réaliser que tous les sens soient sollicités. Le feu embrase le corps, décuple sa sensibilité à toucher de tout, même l'impalpable.

Le toucher seul permet de lire les obscurs hiéroglyphes des corps physiques et même des corps gazeux, encore faut-il l'avoir extrêmement sensible. Le magnétisme qu'ont certaines personnes, par don naturel ou acquis par initiation, leur confère le pouvoir de diagnostiquer et de guérir par attouchement. Toutefois, à cette phase opératoire, la transe est de mise. L'effet narcotique des encens inhalés agissant sur le cerveau profond le libère d'abord du poids des contingences matérielles, puis décuple les possibilités d'accès à la transe et lui permet de s'assumer dans tous les éléments de l'environnement. Ainsi la transe aboutie mène à tous les règnes : animal, végétal, minéral. Elle permet aussi à celui qui y parvient d'être, selon sa quête, feu, terre, air, ou le bois de la charpente de son toit... selon le paroxysme de sa transe. La musique fait plus qu'ouvrir l'oreille au vaste chant et à la parole du monde extrasensoriel.

Que l'on fasse l'inventaire de tous les accessoires de n'importe quel rituel, on retrouvera les mêmes ingrédients, ceux-là mêmes qui permettent d'aller au-delà de tous les possibles. Notamment celui de faire un avec le tout cosmique. Pas de rituel sans feu. Parce que le feu est au centre du monde sous toutes les formes de l'énergie. Celui du magma, celui du sidéral. Le feu est au centre, le rythme syncopé des percussions l'attise (comme on frotte le silex au silex, le corps, frotté au corps ou à l'air, produit le feu), le mouvement lancinant des chants lie le cercle autour du postulant, la danse l'anime, les effluves des encens accompagnent son esprit solliciteur jusqu'au terme de son voyage initiatique. L'état second.



(Alain Chambaretaud)

« LA TORTUE QUI CHANTE »
Un retour aux sources du rituel

De fait, aucune transe ne s'opère sans le concours de la danse, de la pantomime, du chant-musique et de la mise en espace du corps sollicité à dire, en de vertigineuses arabesques d'une gestuelle savante, ce qu'il tient en otage depuis la nuit des temps : une somme majeure d'énergies en expansion, énergies qui souffrent d'être contenues. Faire le tri des énergies fastes d'avec celles qui ne le sont pas, c'est s'assurer la connivence des esprits qui font la ronde autour du monde.

Le théâtre total puise sa justification aux sources de la transe collective. Les modes d'expression qu'il intègre ne sont pas étrangers les uns aux autres, ils doivent concourir à la réalisation d'une symbiose, c'est pourquoi il implique aussi la participation active de tous comme acteurs, celui qui n'est là que pour voir court un bien grave danger, car sa passivité le rend vulnérable. Proie facile des forces que le cérémonial déchaîne. C'est ainsi que le port du masque devenait nécessaire pour assurer la protection des protagonistes, qui, sans son secours, pouvaient, dans un moment de relâchement, s'exposer au pire.

Banalisé, le rituel magique ou sacré devient théâtre. L'artifice des acteurs, tous rôles confondus, prend le pas sur l'essentiel. Il ne s'agit plus de guérir, de libérer du mal, mais de créer une diversion ou encore d'aménager une plage de détente. Le rituel que le théâtre banalise ainsi aux fins de distraction ou d'édification ne perd cependant pas le sens de ses origines sacrées. Le jeu auquel il convie est bien plus qu'une simple pédagogie, il est lui aussi curatif. Il s'agit de ne pas rater la mise en scène de l'acte que l'on veut jouer, car celui qui se trompe de rôle brouille le jeu et corrompt les équilibres vitaux. Le théâtre tire de la vie sa copie conforme. Qui ne s'est pris au jeu de boire, d'aimer ? Qui ne s'est pas joué à soi-même la farce de vivre ne saura jamais de quel poids est la vie sur son propre corps, sur son être intime ! On se purge de se jouer sa propre passion. On ne vit que mieux, les pores dilatés par le feu des mouvements de l'exercice que l'on se donne.

Le théâtre n'est pas seulement un acte mental – une excessive cérébralité le viderait de toute signification. S'il est aussi et surtout un exercice physique (au sens fort) et spirituel, il s'apparente beaucoup aux pratiques de l'exorcisme, parce qu'il y a prise de la psyché et parce qu'il y a invite à sortir de la chrysalide. Tout passe par le corps pour que l'âme exulte. Le théâtre célèbre un culte profane d'apparence. Il est le jeu que l'âme se joue à lui-même, le corps et la voix lui servant de hochet. Une spiritualité, finalement. Mais aussi une sociabilité, une convivialité. Il est, en effet, parmi les arts de la parole le plus rassembleur autour des mythes fondateurs. C'est pourquoi il ne peut vivre sans la complicité de plusieurs. Il installe de tels rapports de solidarité qu'il apparaît, dans maintes sociétés, comme lieu des apprentissages des responsabilités que les membres d'une société ont les uns à l'égard des autres.

Après les mystères célébrés dans le secret des sanctuaires, s'offrit à l'émotion le spectacle qui est dans le quotidien de la vie. Dans celui des errements du corps. Dans la rue. On fait un cercle autour d'un fou vêtu de guenilles et fardé de poussière. On rit et l'on s'émeut de ce qu'il parodie la déraison du monde. On quitte ce cercle tout étonné qu'on ait pu rire ainsi de l'affliction qui s'est acharnée sur l'innocence de ce simple d'esprit. Un peu plus loin, au coin d'une autre rue, se joue le drame de cette femme que son mari bafoué veut châtier proprement à coups de bâton. On rit des cris de la femme adultère, on rit de la mauvaise fortune du mari. La vie s'écoule en *« cent actes divers »*, mêlant farces et attrapes, drames et tragédies. Comédie humaine. Le spectacle est dans la vie courante. Pas de metteur en scène. Les protagonistes de la farce ou du drame qui se joue ne sont pas des professionnels. Ils ne sont rémunérés par personne, ils jouent à leurs dépens, pour leur compte. Les uns et les autres sont donc, tour à tour, spectateurs non payants, acteurs bénévoles. Le hasard – l'infortune – est le grand ordonnateur de tout cela.

Le théâtre à l'occidentale a désormais acquis droit de cité en Afrique. S'il n'y avait naguère pas un lieu précis où devait se donner en représentation le drame humain ou sa quête de l'absolu, comme entre parenthèses, désormais c'est sous les cintres d'un lieu clos de murs appelé théâtre que se donneront en représentation – loin de la poussière des rues, – comédies, drames et farces. Les bouleversements qu'ont connus les sociétés africaines ne sont pas étrangères à ce glissement. Ce n'est pas seulement par mimétisme que l'Africain s'est approprié une démarche théâtrale qui de prime abord n'apparaît pas comme telle dans son patrimoine. Le cadre de vie a changé, ont aussi changé les modes et méthodes de production et de reproduction des savoirs. Les clivages qui se sont installés ont ségrégué les genres. La séparation du sacré et du profane est voulue par la spécialisation et la laïcisation du traitement des phénomènes sociaux.

Dans l'anonymat de la ville...

LES changements de civilisation produisent les mêmes effets. On le sait : dans l'Occident européen, celui des mystères, le processus a été identique à celui que connaît l'Africain. L'effet de rupture d'avec une tradition quasi sacerdotale du spectacle n'est pas le fait d'une perversion, mais procède de la nécessité vitale d'apprivoiser les formes de célébration les plus inhérentes aux nouveaux comportements et rapports dans la vie. Dans l'anonymat de la ville, on saute au cou de celui qui vous propose une distraction. La ville... Dakar, Abidjan, Ouagadougou, Brazzaville, sont des lieux d'exode et d'exil, où l'organisation de la vie tribale, ses rites, ses rituels, ses solidarités n'ont plus leur exutoire naturel. Si, par exemple, dans les quartiers populaires de Bamako le kotéba se joue encore à ciel ouvert, à l'ancienne, par tous, voisins du quartiers et passants, dans une effervescente improvisation, bientôt ce ne sera plus possible. Le kotéba est déjà « mis en pièce » et « mis en scène ». Pour survivre, il devra se plier à l'exiguïté d'un décor de fortune, se suffire du talent bridé de quelques acteurs, se passer de la foule de la rue et se contenter de quelques spectateurs fortunés. Il avait, en se vulgarisant, perdu son caractère initiatique. En devenant spectacle de la rue, il pourrait préfigurer un théâtre de boulevard porté à la scène. Ne sera-t-il que cela ?

De même que le passage de l'oralité à l'écrit n'est possible que par la mise en place de règles et de structures de pensée et d'esthétique nouvelles, le passage du spectacle spontané de la rue à celui, construit, de la scène théâtrale postule pour une éthique et une ethétique qui obéissent à d'autres canons.

La foison de textes du néo-théâtre africain, si elle témoigne d'un fastueux appétit de spectacles, lieu d'épanchement de toutes les humeurs et où s'essaient tous les humours, n'administre pas toujours la preuve de beaucoup d'esprit de recherche quant aux nouvelles formes de langage et d'expression qui lui donneraient la légitimité d'une originalité. Héritière de la tradition du concept de théâtre total lisible dans les rites et rituels – ceux par exemple de la transe, – la confusion des genres, quand elle est pratiquée, se révèle souvent comme une besogneuse juxtaposition hétéroclite de plages de danse (d'une chorégraphie sans inspiration), de palabres, de farces, le tout lesté du poids d'un folklorisme douteux. Tout droit sorti de la fête de fin d'année scolaire, pour laquelle les premiers textes ont été écrits, ce théâtre hésite à se départir d'un certain didactisme. Certes, le néo-théâtre africain affiche d'authentiques réussites, et le souci d'acclimater ce nouvel instrument pousse certains des plus exigeants de ces auteurs à effectuer un retour aux sources du rituel (entre autres), à la recherche des voies et des moyens d'une nouvelle expression théâtrale.

NOUVEAUX ÉLANS DE LA CRÉATION AFRICAINE

Une nuit au Ténéré

Par ABDOULAYE MAMANI

Alors que les médias s'apprêtent, comme chaque année, à suivre frénétiquement le rallye automobile Paris-Alger-Dakar, un éditeur a demandé à treize écrivains – africains pour la plupart – de décrire, en autant de courts récits, les sentiments de ceux qui, sur le bord des routes poussiéreuses, regardent passer la caravane futuriste et vrombissante. Ces témoins ne sont bien souvent, sur les petits écrans du Nord, que de fugaces silhouettes pittoresques et exotiques. Ces nouvelles, en contrechamp, nous permettent enfin de suivre cette fameuse course avec le regard des autres.

Né en 1932, au Niger, Abdoulaye Mamani est, en particulier, l'auteur d'un célèbre roman, *Sarraounia* (L'Harmattan, Paris, 1980). L'adaptation cinématographique de cette puissante fresque anticoloniale valut au réalisateur Med Hondo le Grand Prix du festival d'Ouagadougou en février 1987.

Sa nouvelle *Une nuit au Ténéré* fait partie du recueil réuni par Bernard Magnier, intitulé *Paris-Dakar. Autres nouvelles*, qui paraît le 3 décembre 1987, aux éditions Souffles (6, rue du Petit-Pont, 75005 Paris).

« YEN a marre ! chef, nous dormi un peu.

— OK, *Si Moussa. Dormons un peu. La journée a été dure !*

— Eh oui, fouti Sahara ! Toujours merdé, toujours merdé. Toujours... »

Trois crevaisons depuis que nous avons quitté l'arbre du Ténéré, qui porte aujourd'hui le nom de Thierry Sabine. Le vieux Moussa ag Attawa, mon chauffeur-guide, n'en peut plus. Il est en nage. A travers son inséparable *litham* teint d'indigo dégouline une sueur bleue. Il a soif. Il est littéralement épuisé, et moi aussi d'ailleurs. Démonter, coller, gonfler, remonter les *lourds pneus de Land Rover dans un terrain sablonneux et mou* comme du coton. Se courber une fois, deux fois, dix fois, s'accroupir, se coucher sur le dos, sur le flanc, à plat ventre, se tortiller dans le sable mouvant comme de vils reptiles... Nous sommes au bout.

Déjà le soleil plonge dans le moutonnement des dunes rousses. Déjà une lune énorme et sans tache tremble dans un ciel d'une limpidité prodigieuse. Et le silence... un silence absolu. Si Moussa s'active autour d'une vieille gamelle remplie de charbons. Il entretient laborieusement un feu étique sur lequel *mijote le thé à la menthe. La vie de l'homme targui* ne se conçoit pas sans ce breuvage brûlant à couper le souffle. En tout lieu et en tout instant, on le voit accroupi ou étendu sur le flanc sirotant « son nectar favori ». D'habitude taciturne et méfiant, deux minuscules verres de thé l'animent incontinent et le poussent aux confidences.

— Yagra Yallah ! Ouiche ! Plus rien comme avant... Monde fini !

Lentement, Si Moussa défait son *litham*, qui coule à ses pieds comme un serpent désarticulé. Il libère sa bouche emprisonnée depuis l'aube. L'homme targui ne fait aucune confiance à la bouche. Il dit que de la bouche sort le fiel ou le miel, que de la bouche jaillit la meilleure et la pire des choses. Elle peut trahir, insulter et provoquer des guerres comme elle peut flatter, dire des mots sublimes. Dans une bouche close n'entrent pas le vent, le sable, les mouches, les djins et les mauvais esprits ; ouverte, elle peut dire des mensonges et des paroles blessantes. Comme la bouche peut attendrir le cœur de la femme, elle peut faire couper le cou qui la porte.

Dans un borborygme profond, Si Moussa racle sa gorge et crache bruyamment loin dans le sable. Il est en mal de confidences et il sait que je l'écoute. D'ailleurs, qu'importe ! même si je ne l'écoute pas, il parlera. Il parlera pour le vent, pour le silence, pour le sable. Il parlera pour soulager son cœur et pour briser la solitude. Mais il sait que je l'écoute.

Si Moussa remonte le temps. Il dit son passé, sa tribu, sa vie et les temps nouveaux, qu'il ne comprend pas.

SI MOUSSA AG ATTAWAL KEL AIR est de noble lignée. Il est de la race des Aoulliminden, fiers et belliqueux, maîtres incontestés du pays de la soif. Au soir de sa vie, sa mère, une cousine de Firhoun « le terrible », lui a conté l'histoire de son sang. Son père, Attawal ag Hammadan, était aux côtés du célèbre guerrier à la bataille mémorable de Filingué, où les armes modernes des Français eurent raison du courage, du sabre et de la lance. Avec Firhoun ag Al Insar ag Annabar ag Kawa ag Aghesher ag Karidenna, l'honneur et la fierté de tous les Touaregs d'hier et d'aujourd'hui, son père fut de ces *guerriers intrépides qui immortalisèrent la tribu et forcèrent* l'admiration dans tout le pays du Sahel. Ils furent terribles, les Touaregs d'avant la colonisation ! Tous ceux qui ont croisé le fer avec ces redoutables guerriers reconnaissent leur mépris solennel de la mort. Même les officiers blancs qui les vainquirent n'ont pas caché leur admiration devant tant d'intrépidité, tant de fougue et de courage.

Le colonel Gouraud, le *conquérant de l'Afrique, écrivait* dans son carnet de route *Zinder-Tchad :*

« Deux Touaregs démontés, au moment où la charge s'est dispersée, prennent leur course, seuls, le sabre à la main, la tête dépassant le bouclier. Ils courent assez lentement dans le sable, en montant. Le feu se concentre sur eux. Ils courent toujours, invulnérables. L'un tombe à cinquante pas, l'autre continue seul. Je ne sais pas ce qu'il a essuyé comme coups de fusil, j'ai vu ses yeux sombres sous le *litham*. Enfin, à vingt pas des baïonnettes, un coup de feu l'a abattu. Charger tout seul à pied, avec un sabre, un carré hérissé de baïonnettes et éclatant de coups de *fusil – voilà un brave ; nous en étions émus d'admiration.* »

Oui ! Il est de la race des seigneurs de la guerre, les Aoulliminden. « Ceux qui n'ont peur ni de Dieu ni du diable. Ceux qui font ce qu'ils veulent. Ceux qui sont au-dessus de tous les autres. »

Si Moussa se souvient. Il connut aussi ses moments d'intenses émotions aux heures troubles d'avant la consolidation de la « paix française ». Il se souvient des méharées tumultueuses où son intrépide tribu écumait l'immense Sahara, du Hoggar au lointain Tibesti. Juchés sur leurs rapides et infatigables méharis, ils traquaient les longues files *d'azalais* (1) lestés de sel gemme de Taoudénit et de Bilma. Ils se grisaient en des rezzous audacieux jusqu'aux rivages verts *du Djoliba (2), où* paissent par milliers les moutons sans laine des foulahs taciturnes. Ils contrôlaient en maîtres absolus les points d'eau, les riches palmeraies et les pâturages des oasis paradisiaques.

AUJOURD'HUI, Si Moussa est réduit à conduire les pas pacifiques des touristes harnachés de caméras et d'appareils photos. Au crépuscule de sa vie, il sillonne, inoffensif, ce même Sahara que lui et sa nombreuse tribu ont longtemps troublé des pas meurtriers de leurs méharis, de leurs cris de haine et du bruit infernal de *leurs sabres*.

Si Moussa se souvient du jour où, surpris au retour d'une razzia particu*lièrement fructueuse*, lui *et ses compa*gnons tombèrent entre les mains des tirailleurs *sudanis*, ces fils d'esclaves qu'ils terrorisèrent durant des lustres. Blessés et honteux, ils furent traînés au fort d'Agades, où ils connurent le sort humiliant des vaincus. Cloîtrés de jour *comme de nuit entre quatre murs*, chargés de fer tels des bourricots enragés, ces fils du plein air périrent à petit feu, sous le regard impitoyable de leur geôliers. Privés de thé, de dattes et de lait de chamelle, nourris aux grains et à l'eau plate, les uns moururent de diarrhée et de dysenterie ou simplement d'indigestion, les autres, plus courageux, se suicidèrent par inanition, tandis que les rescapés quittaient le lieu couverts d'opprobre et de honte. Les tribus se disloquèrent, plusieurs de leurs femmes, ces douces et belles Targuias aux yeux de braise, lasses d'attendre, se prostituèrent et donnèrent de superbes métis aux conquérants. Et, suprême déchéance, Si Moussa se reconvertit au *goum* (3) et devint un auxiliaire fidèle et impitoyable des Blancs pour traquer ses frères encore insoumis. Ainsi, d'ailleurs, il se conformait à la sagesse targuie, qui conseille de *« baiser la main qu'on ne peut couper »*.

Allah Akbar !...

Surgi du fond des temps, un râle lugubre, un lamento triste à en mourir, l'*ougniden* (4), ce vieux chant de guerre targui aussi célèbre que le *litham*, recueilli au début du siècle dans le Hoggar profond par le jésuite Charles de Foucauld – ami des hommes bleus – et assassiné par ceux-là mêmes qu'il avait tant aimés.

« Je suis resté quelque temps aux tentes, en arrière des guerriers de l'expédition, puis je suis parti ;

le froid de l'hiver et moi,

nous allions à la rencontre l'un de l'autre.

Je marchais rapidement dans le désert,

j'avais mis dans mon cœur une provision de persévérance

telle qu'elle ne put ni s'épuiser ni se refroidir.

Je descendis *dans la vallée de Tarat, serré dans mes* vêtements et prêt pour le combat,

j'avais hâte, je désirais le moment où on serait lâché les uns contre les autres.

Ama, qui autrefois souhaitait la rencontre, court maintenant, il se réfugie sur la montagne comme un mouflon.

Moi, je me tiens arrêté au pied de la montagne, écoutant les nouvelles des pourparlers qui se font,

mon cœur bouillonne, je ne puis le refroidir.

J'ai laissé les troupeaux de l'ennemi aux amateurs de pillage.

Ils les ont entourés, les ont empêchés de s'échapper et les ont capturés ;

moi, je n'ai pas arrêté mon méhari auprès des chamelles et des chamelons,

je serais entré au milieu des ennemis sans que rien n'ait pu m'arriver

si seulement ma main n'avait été hors de service au début de l'action... »

Et puis le silence...

Près du foyer dérisoire qui doucement finit de s'éteindre, Si Moussa s'est recroquevillé à même le sable nu, la tête enfouie dans sa *gandoura* de grosse cotonnade à rayures multicolores. Est-ce déjà le sommeil épais du voyageur épuisé par une rude journée de soif et de fatigue ou le long sanglot étouffé du désespoir ? Il dort ou il pleure, Si Moussa m'a laissé dans l'incommensurable solitude du Ténéré.

JE m'étends sur le dos. Dans le ciel violet, une lune énorme jette sa clarté crue sur une mer de sable sans limite. Tout *est calme et immobile. J'écoute* le silence, ce silence prodigieux, ce silence émouvant. Ma main erre sur le sable, plonge tout entière dans sa minérale fraîcheur. Comme la mer, il est vierge et il ne souille pas. Il est désespérément pur. Pas un atome de poussière. Un sable tamisé par des doigts divins. Rien de plus propre que ces granulés de sable soufflés sans cesse par le vent. Les collines elles-mêmes, inlassablement érodées, disparaissent *totalement et renaissent* entièrement purifiées. Je fouille le firmament jusqu'à l'ivresse. Le ciel fourmille d'étoiles ; Orion s'écartèle au zénith, la voie lactée scintille de ses myriades de perles et des pâles clartés glissent sur les dunes fantomatiques. Étoiles nouvelles, étoiles à dimension humaine, les satellites artificiels poursuivent leur ronde éternelle autour de la Terre.

Maintenant la nuit est totale. Le vide absolu. Le silence sublime. Insensiblement, le silence amène à méditer sur soi-même. L'homme ici s'abolit, en ce qu'il a de social ou d'artificiel devant la nature péremptoire et son apparente démesure. L'âme est mise à nu. C'est dans des lieux comme celui-ci que l'âme atteint la plénitude. Mais moi, à l'allégresse de l'esprit je mêle la joie physique, la joie liquide de l'air sensuel qui m'enveloppe et qui m'émeut. Dans cette solitude introublée, aliment d'une orgueilleuse liberté, mon âme *pleinement s'épanouit*.



Oui, le désert restitue à l'homme son contenu d'humanité. La nudité, le dépouillement, la simplicité forcent l'homme à rejeter en lui le vieil homme, le *mettent face à face avec* lui-même, lui seul. Les masques tombent et il ne reste plus que l'essentiel : l'homme fragile et vulnérable. Le bon. L'homme du premier matin. En plus, la paix profonde du désert venu du silence innombrable efface les angoisses, calme les névroses et permet à l'homme de chasser le morbide, l'artificiel, le dérisoire et de replonger l'humain à la source de son être profond.

Je tends l'oreille, mais rien ne vient troubler ma quiétude. Si, un léger frémissement, une vibration de l'air semble secouer le silence opaque, tel le chant redouté du démon de l'erg dont parlent les vieux nomades. Et la nuit retombe dans sa merveilleuse quiétude. Nuit splendide. Nuit sublime... Mais qui dira jamais les nuits dans le sable du Ténéré ? Sur le désert apaisé ne passe plus la bourrasque. Après avoir tournoyé follement au-dessus de la *steppe, chaque* grain de sable a retrouvé son lit éphémère dans l'ossature dunaire.

Je bâille. Mes paupières s'alourdissent. Il fait froid. Le sommeil me tente. Mais non, je ne puis m'arracher au sortilège de cet instant délicieux tout gonflé de silence sous la lune, à l'envoûtement de tout ce qui est vidé de l'humaine substance, à la gloire de cet infini fascinant.

Mais déjà Vénus rougeoyant du côté de l'Orient annonce que la nuit va finir. Lentement, les premières lueurs de l'aube repoussent la pénombre dans les creux des collines. Le regard se pose sur les longs plis parallèles des *dunes toutes gaufrées* des caresses du vent. Le thé murmure dans la bouilloire de Si Moussa, qui, accroupi face à l'Est, rend grâce au ciel pour cette journée nouvelle. Une journée semblable à toutes les jour*nées du Sahara ; inondée* de lumières qui coulent à profusion, incandescentes et monotones.

(1) Caravanes de plusieurs milliers de chameaux chargés de sel et de dattes pour les marchés du sud.

(2) Fleuve Niger.

(3) Peloton méhariste, créé par les autorités françaises pour maintenir l'ordre dans les régions nomades.

(4) Ce chant, connu depuis le combat d'Ougmiden à la fin du siècle dernier, proclame et exalte la lutte menée contre les adversaires.



Dans les revues...

PRÉSENCE AFRICAINE. Un très riche numéro à l'occasion des quarante ans de la revue. Landing Savane examine les problèmes de population de l'Afrique et annonce un « nouvel ordre démographique » mondial. D'autre part, une longue étude d'Isaac Ngoema sur l'Université, la société et le développement en Afrique centrale et la reproduction d'un entretien réalisé en 1969 avec l'écrivain James Baldwin. (N° 143, troisième trimestre, trimestriel, 100 F. – 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

PEUPLES MÉDITERRANÉENS. L'un des principaux enjeux de la guerre du Golfe est la survie du régime baasiste irakien au pouvoir depuis juillet 1968. Un excellent numéro de PEUPLES MÉDITERRANÉENS aide à lever le voile sur cette société, la place qu'y tient le pétrole, l'émergence des élites baasistes, les limites du développement, ainsi que sur la majorité chiite éloignée des centres de décision mais qui détient les clefs de l'avenir du système. (N° 40, juillet-septembre 1987, trimestriel, 75 F. – BP 1907, 75327 Paris Cedex 07.)

CAHIERS D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE. Dans cette publication de l'Institut international de recherche et de formation à Amsterdam, une longue étude de Muto Ichyo qui replace le succès de l'économie japonaise dans sa dimension historique depuis 1945 : « Lutte de classe et innovation technologique. » Un rappel indispensable. (N° 5, 1987, cinq numéros par an, 25 F. – CER/NSR, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.)

DÉFENSE NATIONALE. L'amiral Pierre Lacoste étudie le phénomène de la « guerre médiatique », dont il souligne l'usage habile et, selon lui, dangereux quand elle est menée par l'URSS ou l'Iran. Egalement, sous la plume de Pierre Audigier, une analyse politique et économique du budget américain de la défense. (Décembre, mensuel, 38 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)

REVUE DE L'OTAN. Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, étudie les conséquences pour l'alliance de l'élimination des euromissiles. (Octobre, bimestriel. – Service d'information de l'OTAN, 1110 Bruxelles, Belgique.)

NEW YORK REVIEW OF BOOKS. « *Et la suite ?* », demande Felix Rohatyn après le « lundi noir ». Le banquier américain, qui avait été l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme, attire aujourd'hui l'attention sur les difficultés de la remise en ordre des marchés boursiers et du système monétaire international. Dans le même numéro, un article d'Andrew Hacker sur la situation des Noirs aux Etats-Unis : « American Apartheid. » (Vol. XXXIV, n° 19, 3 décembre, vingt-deux numéros par an, 2 dollars. – PO Box 940, Farmingdale, NY 11737, Etats-Unis.)

ECONOMIE ET HUMANISME. « Dette du tiers-monde : crise ou mutations ? » : un riche dossier dans lequel sont examinées les transformations du système monétaire international et la nouvelle stratégie des créanciers. (N° 297, septembre-octobre, bimestriel, 50 F. – 14, rue Antoine-Dumont, Lyon Cedex 08.)

CAMPAGNES SOLIDAIRES. Un article sur les échanges agricoles internationaux dnt la seule règle est : « Chacun pour soi ! ». (N° 3, novembre, mensuel, 15 F. – 64, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.)

CERES. Les échanges Sud-Sud, notamment l'intégration du marché au sein de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) comme enjeu de la sécurité alimentaire. (N° 118, juillet-août (dernier reçu), bimestriel, 4 dollars. – FAO, via Delle Terme di Caracalla, 10100 Rome.)

FAIM DEVELOPPEMENT. Le CCFD s'intéresse aux réfugiés et aux techniques de survie dans les « favelas » brésiliennes. (N° 43, novembre, mensuel, 3 F. – 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE. En une dizaine d'articles, un sujet particulièrement d'actualité : l'Europe financière. (N° 2, septembre, trimestriel, 110 F. – 56, rue de Lille, 75007 Paris.)

LA LETTRE DE SOLAGRAL. Le dossier du mois est consacré à l'incidence de l'agriculture méditerranéenne des nouveaux pays de la Communauté dans la politique agricole commune, ainsi qu'aux effets de la PAC sur des pays non membres comme l'Algérie. (N° 64, novembre, mensuel, 13 F. – 185, rue de Charonne, 75011 Paris.)

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS. Un numéro centré sur la place de l'agriculture dans les politiques économiques en Europe, aux Etats-Unis, et aussi dans quelques pays africains. (Tome XXI, n° 7, série « Progrès et agriculture », juillet, 120 F. – Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. Au sommaire, une note du commissariat général du plan sur la dégradation du commerce extérieur industriel en France et deux études sur la politique régionale européenne. (N° 2049, 18 novembre, hebdomadaire, 7,50 F. – La Documentation française, Paris.)

NEW LEFT REVIEW. Une interrogation sur les raisons de l'échec travailliste aux élections de juin dernier et une analyse de la dynamique du thatchérisme. (N° 165, septembre-octobre, bimestriel, 2,50 livres. – PO Box 339, Londres WIV 3HR.)

LA NOTE DE L'IRES. Le point des recherches sur la relation équivoque entre automatisation et qualification, et une analyse des organisations patronales italiennes. (N° 13, troisième trimestre, trimestriel, abonnement annuel 350 F. – 1, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.)

LA REVUE NOUVELLE. Une série d'articles sur la politique et la culture autrichiennes d'aujourd'hui. (N° 11, novembre, mensuel, abonnement annuel 2 300 francs belges. – 26, rue Potagère, 1030 Bruxelles.)

IZTOK. Un dossier sur la Chine pour « mettre en évidence la continuité de l'idée démocratique dans la contestation du régime communiste qui remonte au mouvement des Cent Fleurs en 1957 ». (N° 14, septembre, semestriel, quatre numéros : 100 F. – BP 70 75563 Paris Cedex 12.)

JAPON ÉCONOMIE. La nouvelle orientation de l'aide officielle japonaise au développement. (N° 209, gratuit. – 14, rue Cimarosa, 75116 Paris.)

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ LANGUEDOCIENNE DE GÉOGRAPHIE. Consacré totalement à l'intégration territoriale en Europe de l'Est et en URSS. (N° 1-2, janvier-juin, trimestriel, 150 F. – Université Paul-Valéry, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex.)

CONSCIENCE ET LIBERTÉ. Un numéro spécial sur « La vie religieuse en Pologne ». Etudes sur toutes les minorités religieuses (juifs, orthodoxes, baptistes, méthodistes...) et sur « Le catholicisme dans la société et la vie quotidienne ». (Octobre, semestriel, 30 F. – Schosshaldenstrasse 17, 3006 Berne.)

LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. Une étude sur l'industrie de l'habillement à l'Est et une analyse de la réforme de l'entreprise en Pologne. (N° 322, octobre, mensuel, 41 F. – La Documentation française, Paris.)

NON-VIOLENCE ACTUALITÉ. Un dossier sur la Pologne et un témoignage sur la réforme agraire aux Philippines. (Novembre, mensuel, 15 F. – 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.)

CAPITULOS DEL SELA. Un numéro spécial, en anglais, sur « L'insertion de l'Amérique latine dans le commerce mondial ». (N° 16, octobre, trimestriel, 5 dollars. – Apartado de correos 27035, Caracas 1010 A, Venezuela.)

LIAISONS INTERNATIONALES. A lire : l'importante déclaration des théologiens latino-américains réunis à l'occasion de la deuxième assemblée générale de l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde. (N° 52, septembre, trimestriel, abonnement annuel : 450 FB. – COELI, rue du Boulet, B-1000 Bruxelles.)

LE JOURNAL DE LA PAIX. Le mensuel de Pax Christi souligne l'importance aux Etats-Unis du « Mouvement des sanctuaires, principale force d'opposition » à la politique de Washington en Amérique centrale. (N° 354, novembre, mensuel, 12 F. – 44, rue de la Santé, 75014 Paris.)

PENSAMIENTO PROPIO. Une conversation – sur Che Guevara, l'homme et le théoricien – entre l'écrivain Eduardo Galeano et le ministre sandiniste Tomas Borge. (N° 44, octobre, mensuel. – CRIES, apartado 3516, Managua, Nicaragua.)

ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS. Sur « Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine ». A lire : les articles de Luisa Paré (« Le mouvement paysan au Mexique ») et d'Oscar Murillo (« Le cas de la paysannerie péruvienne »). (Vol. 11, n° 2, novembre, trimestriel, 9 dollars canadiens. – Université Laval, dpt anthropologie, Sainte-Foy, Québec, G1K 7P4, Canada.)

THE MIDDLE EAST JOURNAL. L'expansion du commerce de la Turquie avec le Proche-Orient (Halis Akder) et l'histoire du communisme égyptien dans les années 40 et 50 et ses rapports avec le nassérisme (Joël Beinin). (Vol. 41, n° 4, automne, trimestriel, 6,95 dollars. – 1761 N Street, NW, Washington, DC 20036, Etats-Unis.)

ETUDES INTERNATIONALES. Etude équilibrée, par Jemel E. Maazoun, des données de la guerre entre l'Irak et l'Iran : les buts de guerre, les stratégies, les moyens et la responsabilité des grandes puissances. (N° 24, 3-87, octobre, trimestriel, 2 dinars. – BP 156, Tunis-Belvédère, 1012 Tunis.)

JOURNAL OF PALESTINE STUDIES. Meron Benvenisti, spécialiste israélien des territoires occupés, estime que le conflit israélo-palestinien en revient aujourd'hui à ses dimensions originelles : une lutte intercommunautaire telle qu'elle s'exprimait à l'époque de la révolte arabe de 1936. Conclusion : Israéliens et Palestiniens doivent trouver ensemble une solution « à l'abri des forces extérieures ». (Vol. XVII, n° 1, automne, trimestriel, 4,95 dollars. – Georgetown Station, PO Box 25301, Washington DC20077-3343.)

MIDDLE EAST REPORT. Un numéro spécial sur les droits de l'homme au Proche-Orient. Egalement, un article de Diana Johnston sur les Verts allemands et Israël. (N° 149, novembre-décembre, bimestriel, 3,50 dollars. – MERIP, Room 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.)

LES CAHIERS DE L'ORIENT. Un dossier sur la Tunisie après Bourguiba et une longue étude sur la pensée de Hafez el Assad à travers l'analyse d'une dizaine d'entretiens réalisés entre 1976 et 1987. (N° 7, troisième trimestre, trimestriel, 80 F. – 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.)

BFCE ACTUALITÉS. Les difficultés de paiement de la Côte-d'Ivoire, aggravées par la chute des cours du café et du cacao, qui représentent 60 % des exportations ivoiriennes. (N° 225, septembre, dix numéros par an, 60 F. – Banque française du commerce extérieur, 21, boulevard Haussmann, 75427 Paris Cedex 09.)

REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY. Plusieurs articles sur le mouvement ouvrier au Nigéria, en Afrique du Sud... (N° 39, trois numéros par an, abonnement annuel : 9 livres. – Regency House, 75-77 St-Mary's Road, Sheffield S2 4AN, Grande-Bretagne.)

CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. Un dossier sur le SIDA en Afrique et un supplément préparé par le CCFD sur l'apprentissage du développement. (N° 299, novembre, mensuel, 24 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)

CAHIERS MARXISTES. « Marx et le sous-développement » : Emmanuel Wallerstein scrute la pensée de Marx pour en tirer des conclusions sur le phénomène de sous-développement, inconnu il y a cent ans. (N° 155, novembre-décembre, 100 francs belges. – 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

POUVOIRS. Malgré son titre, « La tradition politique », ce numéro est autant culturel, ethnologique que de science politique, tant la tradition politique est inséparable des traditions religieuses, professionnelles, familiales et autres. (N° 42, automne, trimestriel, 79 F. – PUF, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.)

POLITIQUE INTERNATIONALE. Un numéro particulièrement copieux s'ouvre sur un entretien avec le « candidat » Michel Rocard sur ses vues en matière de politique étrangère. Puis des dossiers sur la sécurité en Europe, sa communauté, ou non, de destin avec les Etats-Unis ; le Sud-Est asiatique. (N° 37, automne, trimestriel, 65 F. – 11 bis, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)

L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE. Sous le titre « Laïcs, le temps d'un synode », une étude sur la récente réunion de Rome dont « les documents finaux sont bien fades ». (15 novembre, mensuel, 25 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)

FUTURIBLES. Michel Gaspard examine quatre scénarios de contribution des services à la création d'emplois. Il resterait quand même entre 2 et 4,5 millions de chômeurs en l'an 2 000... (N° 114, octobre, mensuel, 43 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

LA PENSÉE. Dans la revue de l'Institut de recherches marxistes, une étude sur l'expérience de la flexibilité et de la précarité de l'emploi dans l'Angleterre de Mme Thatcher. (N° 258, juillet-août, bimestriel, 62 F. – 64, boulevard A.-Blanqui, 75013 Paris.)

PROJET. Une étude sur le droit au revenu social garanti et les techniques de réalisation de ce droit. (Novembre-décembre, bimestriel, 52 F. – 14, rue d'Assas, 75006, Paris.)

COLLECTIF. Cette nouvelle revue regroupe des responsables et animateurs des différentes composantes du mouvement syndical. Elle se propose, en particulier, de contribuer au débat sur le projet social et de participer à l'élaboration de réponses syndicales. Déjà trois numéros parus ; dans le dernier, un dossier sur le travail précaire. (N° 3, automne, trimestriel, 30 F. – BP 74, 75960, Paris Cedex 20.)

POUR. La revue du Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective consacre un numéro à la délinquance juvénile, à l'éducation surveillée et à la recherche de solutions nouvelles à l'emprisonnement des jeunes. (N° 110-111, 5 numéros par an, 85 F. – 13-15, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.)

GOLIAS. Deux articles attirent l'attention dans cette revue d'inspiration catholique : l'un sur l'illettrisme en France, et en particulier sur ses effets économiques et sociaux ; l'autre sur la lutte des clans en Iran, à la veille d'échéances électorales. (N° 11, septembre, trimestriel, 25 F. – Christian Terras, 281, cours Emile-Zola, bât. C, 69100 Villeurbanne.)

REVUE DE L'OCCIDENT MUSULMAN ET DE LA MÉDITERRANÉE. Sous le titre « Monde arabe, migrations et identité », un ensemble d'études faisant ressortir les enjeux, pour l'homme et pour les sociétés, d'un phénomène perçu dans sa dimension historique et géographique, du Maghreb au Machrek. (N° 43, premier trimestre (dernier reçu), trimestriel, 65 F. – Edisud, Aix-en-Provence.)

REVUE DE SCIENCE CRIMINELLE ET DE DROIT PÉNAL COMPARÉ. Une étude détaillée des législations antiterroristes des différents pays de la CEE ainsi qu'une analyse de la jurisprudence sur le terrorisme en élaboration à la Cour européenne des droits de l'homme. (N° 3, juillet-septembre, trimestriel. – 35, rue Tournefort, 75240, Paris Cedex 06.)

LE DÉBAT. Une livraison entièrement consacrée à l'émergeance d'une nouvelle science de l'esprit : la cognition. (N° 47, novembre-décembre, cinq numéros par an, 68 F. – 49, rue de La Vanne, 92120 Montrouge.)

INCOM. Premier numéro de la revue des membre de l'Institut méditérranéen de la communication. A lire : « Satellites de communications et identité culturelle » par Pierre Noël. (N° 1, octobre, trimestriel, 50 F. – 15, rue de Vaugirard, 75006 Paris.)

CPE BULLETIN. Un bilan du développement des marchés des télécommunications au Royaume-Uni et un exposé des différentes options qui s'ouvrent au Congrès s'il veut améliorer la position compétitive des Etats-Unis dans les services. (N° 41, octobre, dix numéros par an, abonnement annuel : 780 F. – ADITECH, 96, boulevard A.-Blanqui, 75013 Paris.)

LE TEMPS STRATÉGIQUE. Numéro hors série sous le titre : « La presse, à quoi ça sert ? » à l'heure où « l'électronique est en train de chambouler la presse écrite. (Novembre, trimestriel, 25 FS. – Case postale 418, 2, rue Bovy-Lysberg, 1211 Genève 11.)

DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL. Sur les feuilletons et les séries à la télévision, des textes de Jacques Siclier, Marcel Jullian, Umberto Eco et Jean-Pierre Desaulniers. (N° 16, décembre, bimestriel, 49,50 F. – La Documentation française, Paris.)

APRÈS-DEMAIN. « L'audiovisuel entre public et privé ». A lire : les textes de Jean Martin et de Bernard Langlois. (N° 298, novembre, mensuel, 35 F. – 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

POSITIF. Un entretien avec le réalisateur John Boorman, auteur du film « Hope and Glory », chronique de l'Angleterre en guerre vue par un enfant. (N° 321, novembre, mensuel, 35 F. – 1, quai Conti, 75006 Paris.)

SCIENCES ET TECHNIQUES. Les fiches de présentation des cinquante-huit nouveaux projets Eurêka adoptés à Madrid en septembre et la description des premiers pas de la télévision haute fidélité en Europe. (N° 42-43, novembre-décembre 1987, mensuel 30 F. – 2, rue Béranger, 75003 Paris.)

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos deux précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

En réponse à ces appels nous avons reçu, pour l'instant, les sommes suivantes :

29 chèques de 50 F	1 450 F
33 chèques de 100 F	3 300 F
1 chèque de 150 F	150 F
11 chèques de 200 F	2 200 F
18 chèques de 250 F	4 500 F
14 chèques de 313 F	4 382 F
TOTAL	15 982 F

Ce fonds sera géré par un comité constitué par les suivantes personnalités :

Mme Claire Brisset, fonctionnaire de l'UNICEF, Genève.

M. Jacques Chonchol, ancien ministre de Salvador Allende, directeur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine à Paris.

M. Pierre de Charentenay, directeur de la revue des jésuites Cahiers pour croire aujourd'hui, *Paris.*

M. Edmond Jouve, professeur à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne.

M. Tchicaya U Tam'Si, romancier, poète et dramaturge congolais.

Ce comité choisira les bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous pourrons envoyer gratuitement notre journal.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou Mme ....

n°.....,rue ....

à.............................. Code postal..............................

lecteur du « *Monde diplomatique* » depuis ..... ans, verse par

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

la somme de :

☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.

☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.

ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

les livres

DES AÇORES A L'INDE PAR LA TOSCANE

Le naufrage des vies ravagées

FEMME DE PORTO PIM ET AUTRES HISTOIRES, d'Antonio Tabucchi (traduit de l'italien par Lise Chapuis), Christian Bourgois, Paris, 1987, 108 pages, 60 F.
NOCTURNE INDIEN, d'Antonio Tabucchi (traduit par Lise Chapuis), Christian Bourgois, Paris, 1987, 119 pages, 60 F.
PETITS MALENTENDUS SANS IMPORTANCE, d'Antonio Tabucchi (traduction de Martine Dejardin, revue par l'auteur), Christian Bourgois, Paris, 1987, 182 pages, 90 F.

LES écrivains italiens occupent à nouveau, aujourd'hui, dans le champ littéraire international, l'une des toutes premières places. Dans un registre particulier, la relève des Italo Calvino et Elsa Morante – pour ne citer que des disparus récents – est assurée par une nouvelle génération, dont Antonio Tabucchi apparaît indiscutablement comme l'une des figures de proue. L'éditeur Christian Bourgois ne s'y est pas trompé, qui publie, coup sur coup, trois de ses ouvrages, composés d'une vingtaine de brefs récits, souvent de véritables chefs-d'œuvre.

Si la ressemblance physique d'Antonio Tabucchi avec James Joyce est frappante, peut-être ne s'agit-il que d'*« un petit malentendu sans importance »*, car c'est plutôt du côté de Kipling, de Melville et de Borges que se découvrent ses connivences littéraires. Jorge-Luis Borges qui écrivait : *« La littérature n'est, du reste, rien d'autre qu'un rêve dirigé. »*

« Rêves dirigés », les récits d'Antonio Tabucchi le sont incontestablement, sans compter que le rêve comporte toujours, transposés, des éléments de la veille. La veille, *pour Tabucchi, ce sont les « années de plomb » du terrorisme gauchiste en* Italie. *« Cet hiver qui nous surprit tous »*, écrit-il dans son récit intitulé *Petits malentendus sans importance*, qui donne son titre à l'un des ouvrages. Les protagonistes, réunis le temps d'un procès, *« petit malentendu sans solution »*, le narrateur, le juge et le terroriste accusé, sont d'anciens amis, naguère amoureux d'une même jeune fille rousse qui, à défaut d'être épousée, subira l'ablation de la poitrine. *« Chaque équivoque, chaque malentendu suscite la mort »*, écrivait déjà Albert Camus.

La veille, c'est aussi, dans *Nocturne indien*, le voyage en Inde d'un personnage en quête d'auteur : le narrateur recherche un ami disparu tout en écrivant un roman qui est l'hypothétique histoire que raconte l'ami disparu recherché par le narrateur. Etrange boucle, dénouée dans le superbe dialogue final du récit par une femme, photographe de l'abjection de Calcutta et qui sert de révélateur à ce *Nocturne indien* (1).

La veille, c'est encore l'archipel des Açores, la pêche à la baleine, la lecture des poètes, Fernando Pessoa, Antonio Machado, Charles Baudelaire, les bons livres de voyage que Tabucchi affectionne tant, parce que, écrit-il : *« Ils ont le pouvoir d'offrir un ailleurs théorique et plausible à notre ici compact et inéluctable. »*

Bien d'autres lieux, Paris, Biarritz, Lisbonne, New-York, et bien d'autres situations, sont déclinés dans ces récits où les affinités de trame et d'écriture permettent d'appréhender la profonde originalité de l'œuvre de cet écrivain singulier. Cette géographie de l'inspiration (une illisible carte ancienne des Açores clôt *Femme de Porto Pim et autres histoires*, qui en est la légende) alimente la *« propension au mensonge »* revendiquée par l'auteur. Ses récits sur le mode hypothétique naissent précisément des discordances et des lacunes de la complexité faisant que *« la volonté s'en remet au rêve »*. Mais c'est parce que ses rêves personnels ne lui suffisent pas à *« combler les vides entre les choses »* que Tabucchi ne peut pas s'empêcher d'écrire. Et il écrit admirablement bien. Laconisme de l'expression et homogénéité de la facture traduisent de façon fort originale les sensations du malaise d'aujourd'hui et le naufrage de tant de vies ravagées.

PARADOXALEMENT, la *« matière » des récits, c'est le désarroi culturel contemporain*, ce sont les trous noirs, les angles morts, les interstices du cours des choses et des êtres, peuplés d'incongruités, de fausses évidences, de réalités inventées et de fictions réelles, de nostalgies et d'équivoques. Tabucchi promène son miroir *moderne sur le bord des sentiers qui bifurquent. C'est Stendhal revu par Borges*, sauf qu'il est passé de l'autre côté du miroir comme l'aurait fait Lewis Carroll avec *« sa vieille manie d'épier les choses depuis l'autre bord »*, écrit-il, sorte d'Alice au pays des malentendus. Un de ses personnages n'évoque-t-il pas son *« déchiffrement enfantin du monde » ?* Ces malentendus, dont Tabucchi dit par ailleurs *que les écrivains* baroques les avaient *« érigés en métaphores du monde »*.

Enfin, métaphores de l'écriture : les femmes, à la cruelle beauté qui *« fait battre les tempes »*, comme Yeborath la femme-murène de Porto Pim, tuée à coups de harpon, ou Sparafucile, *tueuse à gages qui se laisse aimer* avant d'exécuter sa proie, ou l'énigmatique Myriam, *« transportée »* par la Bugatti royale de Proust. Ces femmes se situent, comme l'écriture, *« au-delà du mensonge »*, entre la mort des mots qui emprisonnent la vie souvent absurde d'aujourd'hui. Qu'aucune littérature ne sait vraiment saisir.

FRANÇOIS VITRANI.

(1) Ce livre vient de recevoir le prix Médicis étranger.

POLITIQUE

LA HAUTE COUR. 1789-1987. – Raymond Lindon et Daniel Amson

★ Presses universitaires de France, Paris, 1987, 168 pages, 92 F.

La Haute Cour, devant laquelle comparaîtra peut-être l'ancien ministre Christian Nucci, prit naissance le 23 juillet 1789 pour juger les *« dépositaires du pouvoir qui se seraient rendus coupables de crime de lèse-nation »*. Un autre 23 juillet, en 1945, s'ouvrait le procès le plus marquant de l'histoire de cette juridiction, celui de Philippe Pétain. Raymond Lindon et Daniel Amson, avocats, ont choisi un style vif et journalistique pour raconter l'évolution de la plus ancienne Cour encore en action – elle a survécu à neuf régimes – mais mise en sommeil depuis vingt-sept ans. Dans l'ordre chronologique sont évoqués un à un tous les procès célèbres de la France à ses dirigeants indignes : le maréchal Ney, le prince Louis-Napoléon, Joseph Caillaux, Pierre Laval...

DENIS RUELLAN.

TOUT VA TRÈS BIEN, MONSIEUR LE MINISTRE. – Daniel Schneidermann

★ Belfond, Paris, 1987, 340 pages, 120 F.

Si la coupure entre les élites au pouvoir et le commun des mortels – l'une des causes majeures des dysfonctionnements du système démocratique – a souvent été analysée, Daniel Schneidermann, au terme d'un passionnant reportage au sein de la « classe » politique française, rapporte une multitude de faits et d'anecdotes qui l'illustrent. Un extraordinaire système de protection – véritable enclave au milieu de la société civile – s'est mis en place autour d'un personnel politique *dirigeant prêt à tout sacrifier au souci du* paraître. Rien de ce que vit le commun des mortels n'y a cours, et, bien sûr, personne n'y connaît le prix de la baguette de pain ou de la carte Orange, tout en étant intarissable sur les *meilleures manières* d'assurer le bonheur des citoyens.

Les plus puissants alliés de cette politique-spectacle sont les « grandes signatures » de la presse, alimentant puis exploitant le fonds de commerce des petites phrases, et tirant leur légitimité de la fréquentation quotidienne des ténors de la vie publique.

BERNARD CASSEN.

RELIGION

JEAN XXIII. Le pape du Concile. – Peter Hebblethwaite

★ Le Centurion, Paris, 1987, 598 pages, 170 F.

Le 25 novembre 1881, naissait à 15 kilomètres *de Bergame, dans une famille de très* modestes métayers, Angelo Guiseppe Roncalli. Au cours d'une vie qui devait durer plus de quatre-vingt-un ans, il ne romprait jamais ses liens avec ce terroir de Sotto il Monte, sa culture populaire et religieuse.

Lui-même auteur de grande culture, Peter Hebblethwaite retrace les grandes étapes de la vie de celui qui devait devenir Jean XXIII. Un règne de peu de temps, mais utilisé pleinement puisqu'il fut essentiellement consacré à un concile assurément historique. Il ne verse jamais dans l'hagiographie. Il a aussi le mérite de situer sans cesse la carrière d'Angelo Roncalli dans son environnement italien et international. Cette étude capitale d'un homme est aussi une très bonne analyse des rapports complexes entre l'Eglise et le monde.

J. D.

RELIGION, DEVELOPMENT AND AFRICAN IDENTITY. – Kirsten Holst Petersen (ed.)

★ Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1987, 163 pages.

Le monde africain est totalement religieux, soit inspiré par les religions traditionnelles, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette *réalité religieuse* conditionne un certain rapport à la modernité et au développement. Chacune des trois grandes traditions se relie aux autres et agit sur elles. *Les pays africains* ont fait des choix fort divers quant à leur acceptation *ou non d'une religion d'Etat. Il s'ensuit* des modèles très variés et complexes des rapports du monde civil et du monde religieux, surtout si l'on songe que l'attachement à une religion importée ne signifie pas forcément la *mort de la religion indigène*.

Ce livre tente de débrouiller cet écheveau. Il rassemble autour de ce thème huit contributions faites à un séminaire de six jours tenu en 1984 à Uppsala ; des monographies sur le Zimbabwe, l'Afrique de l'Ouest, Madagascar, des synthèses sur l'identité chrétienne africaine ou sur la femme dans le développement du continent. Ces travaux savants aboutissent à la question fondamentale de l'identité elle-même.

PIERRE de CHARENTENAY.

STRATÉGIE

SÉCURITÉ ET DÉSARMEMENT EN EUROPE. – Jean Klein

★ Institut français des relations internationales, Paris, 1987, 387 pages, 186 F.

C'est la première fois qu'en France est rassemblé l'ensemble des problèmes soulevés par les diverses approches du désarmement, qu'il s'agisse de la réduction des forces conventionnelles ou des négociations sur les forces nucléaires, en particulier celles à portée intermédiaire et à plus ou moins courte portée. Le mérite de Jean Klein, qui a réussi cette synthèse, est d'autant plus grand que, pour bien des côtés de cet ensemble, l'analyse elle-même n'avait pas été faite. De surcroît, l'auteur a pris soin d'inscrire les entreprises de désarmement dont il parle dans le cadre politique et stratégique qui, seul, peut les expliquer.

Jean Klein en traite sans aucun conformisme et sans crainte d'aller à l'encontre des modes qui prévalurent ou prévalent encore, par exemple à propos du rapport des forces conventionnelles en Europe, de l'enchaînement qui conduisit au déploiement, de part et d'autre, d'armes nucléaires dites «à portée intermédiaire» ou du prétendu «couplage» que, selon certains, elles établiraient entre les Etats-Unis et l'Europe. On lira, à cet égard, les chapitres où l'auteur décrit sans complaisance les volte-face et les contradictions des positions occidentales, ainsi que l'évolution de la politique française. Mais l'essentiel du livre est de bien faire apparaître que la question du désarmement n'est décidément plus cet objet de rêve, de spéculation et d'illusion qu'il fut longtemps : au contraire, il n'est plus dissociable des préoccupations stratégiques de toutes les puissances, de l'évolution du rapport des forces, et des changements économiques, techniques ou scientifiques qui en sont tantôt la cause, tantôt la conséquence. Bref, le désarmement est maintenant au cœur des relations internationales et par conséquent, suivant l'expression de Jean Klein, *« il est l'affaire de tous »*.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

● Décerné pour la première fois, le Prix Castex a été attribué par le conseil d'administration de la Fondation pour les études de défense nationale à l'ouvrage, *la Puce, les Hommes et la Bombe*, de Pascal Boniface et François Heisbourg, publié chez Hachette *(voir le compte rendu dans* le Monde diplomatique, *septembre 1987)*.

LES ACCORDS SALT. – Notburga K. Goller-Calvo et Michel A. Calvo

★ Editions Bruylant, Bruxelles, 1987, 510 pages, 320 FB (également édité en anglais par Martinus Nyhoff, Dordrecht, Pays-Bas, sous le titre *The Salt Agreements*).

Trop d'espérances déçues, trop d'illusions trompeuses, surtout entre les deux guerres mondiales, ont détourné *l'opinion* publique de la question du désarmement. Rien ne semble pouvoir ébranler son scepticisme. Mais, là comme ailleurs, les idées reçues, même justes à l'origine, valent d'être remises à jour. Et, s'agissant de désarmement, l'actualité y contraint.

L'ouvrage de Michel A. Calvo et de sa femme, Notburga K. Goller-Calvo, comble donc une lacune. Leur formation de juristes les a conduits naturellement à accorder la plus grande part aux aspects juridiques de l'ensemble des textes très hétérogènes – traités, accords, *déclarations et résolutions* – qui ont successivement constitué les accords SALT-I et II. Mais les auteurs se sont gardés d'oublier les fondements techniques et scientifiques de ces accords, c'est-à-dire la possibilité offerte par les satellites d'identifier, au moins jusqu'à un certain point, les arsenaux qu'il s'agissait de dénombrer et de contrôler, les armements qu'il s'agissait de limiter en nombre ou même, éventuellement, de détruire.

M. Paul C. Warnke, responsable des affaires de désarmement à Washington durant plusieurs années, montre, dans une introduction qui ne va pas sans critique, que des accords devenaient possibles dès lors qu'on pouvait ainsi en contrôler l'application. Mais il souligne aussi leur nécessité à un certain moment de la compétition stratégique entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Michel et Notburga Calvo *en ont tenu compte* en montrant comment les capacités de destruction mutuelles des deux super-puissances avaient atteint, de part et d'autre, un volume sans proportion avec les objectifs à détruire, en même temps que le maintien permanent de ces capacités de destruction et donc de dissuasion risquait d'être remis en question par l'extension des moyens antimissiles. De là les accords conclus, en particulier celui de 1972, prohibant les armements de destruction dans l'espace. *Le* doyen Colliard explique à ce propos, dans sa présentation, qu'il est aujourd'hui contredit par l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan.

P.-M. G.

TÉMOIGNAGE SUR NOTRE TEMPS

Une civilisation en son miroir

LES DÉMONS DE LA COUR DE ROHAN, de René-Victor Pilhes, Albin Michel, Paris, 1987, 435 pages, 120 F.

RARISSIMES sont les écrivains français contemporains – romanciers, poètes, dramaturges – qui prennent à bras-le-corps les drames de notre temps, comme l'ont fait ou le font, tout près de nous, par exemple, un Sciascia, un Luzi, un Frisch, un Böll. L'époque est, globalement, celle de l'édition frivole, reflet anémié d'une croyance implicite en une ère d'expansion illimitée, en une *société* repue et sans fracture. Ecriture ignorante des pourtant proches ancêtres, des Claudel, Jouve, Bernanos, ou Breton qui, il est vrai, se seraient mal accommodés de la philosophie des grandes surfaces ou des soldes culturels de la télévision.

S'attaquer de front aux problèmes du siècle ne suffit certes pas à faire de la bonne littérature : n'est pas Balzac qui veut. Fouailler le passé pour mieux décrypter le présent n'est pas à la portée du premier venu, et l'Albanais Ismaïl Kadaré est à cet égard exemplaire.

Il se trouve pourtant un écrivain que trouble l'époque, et qui l'estime troublée, ou, plus exactement visqueuse, malsaine, accoucheuse de tueries et que ne fascine pas l'ordinateur si son programme incorpore le nazisme, la trahison, les compromissions, tous les ingrédients du chaos de demain pour peu que le préparent aussi, au nom des intérêts du jour, certaines victimes, ou leurs descendants, du chaos d'hier.

Voilà deux ans, avec *la Pompei*, René-Victor Pilhes nous avait, en haute Ariège, à Tonombres, fait renifler les peu ragoûtants *fumets s'exhalant* de cette sauce fin de siècle, où se marient les réactions d'hier et celles de notre temps, en d'autres termes la collaboration antisémite et le grand capital « post-moderne » (1). Déjà, dans ce brassage de *générations* et de catégories sociales, l'ancienne résistance et la nouvelle – ou *se prétendant telle – se hérissaient* contre ce monde nauséabond au fil d'une histoire du plus fou baroque qui, comme on dit, ne se résume pas.

VOICI, avec *les Démons de la cour de Rohan*, la suite et la fin de cette folle tranche de vie et de mort. Nous nageons toujours en plein baroque avant une explication finale du mystère, où ce baroque se dissout pour laisser place au froid crime politique.

Dans ce second volet de l'histoire, le terrorisme tient, *en apparence, une place* essentielle. Des jeunes, opérant *« sous le joug d'une logique implacable et démente »*, se sont transformés en *« démons »*. Ils se lancent dans la lutte armée, contre Franco, le sionisme, l'impérialisme, le capitalisme. Quelque part en haute Ariège, ils s'entraînent, tuent un banquier *enlevé et « jugé », mais aussi se* querellent jusqu'à la rupture. Une rupture qui a pour source le drame proche-oriental : les jeunes juifs abandonnent le combat révolutionnaire lorsque tombent, lors d'actions terroristes, des Israéliens. Le Proche-Orient est partout dans le livre, il hante les débats parisiens comme ceux des grottes *pyrénéennes*. L'auteur, à travers des personnages divers, exprime son *« angoisse »* de voir *« cette affaire israélo-palestienne »* bientôt *« éclater à la face et dans le ventre du monde »*. Et il ne cache pas sa stupéfaction de voir accuser d'antisémitisme quiconque vitupère la collaboration *« d'une partie de l'establishment juif »* avec *la vieille droite antirépublicaine*... et antisémite, qui ne cesse de se poser en amie d'Israël. Des remarques qui ne plairont pas à tous.

Omniprésent, le terrorisme n'est pourtant dans le livre que le reflet fou, démoniaque, le miroir sanglant d'une civilisation elle-même folle, démoniaque, d'un monde sans foi ni loi. René-Victor Pilhes est un écrivain témoin de son temps. Et il fait très mauvais temps.

JACQUES DECORNOY.

(1) *Le Monde diplomatique* de février 1985 a publié des extraits de *la Pompei* ainsi qu'un article d'Yves Tenret intitulé : « Ecrivains en prise sur le réel ? L'imaginaire socialiste ».

CULTURE

POUR UNE POIGNÉE D'ÉLECTRONS. – Yves Stourdzé

★ Fayard, Paris, 1987, 431 pages, 140 F.

Un ouvrage en forme d'hommage qui reprend des textes, dont certains inédits, écrits entre *1973 et 1986 par* Yves Stourdzé, mort en décembre 1986 à l'âge de trente-neuf ans. Intellectuel passionné par la réflexion sur la technique et l'innovation, Stourdzé était tout autant un homme d'action. Il fut l'un des *concepteurs du projet* Eurêka et, *surtout*, sous l'impulsion de Jacques Attali, le créateur puis le directeur du Centre d'études des systèmes et technologies avancés (CESTA), poste d'observation et organisme de diffusion des technologies dans le tissu industriel et social, cité comme exemple de réussite à l'étranger. Un CESTA que le gouvernement de M. Chirac, sans doute autant par ignorance des enjeux industriels d'un tel organisme que par vindicte politique, vient précisément de dissoudre...

Brillants et éclectiques, les textes réunis dans *Une Poignée d'électrons* constituent une réflexion originale sur le pouvoir et la communication. De fait, une véritable réflexion d'anthropologue comme on le verra en lisant, par exemple, l'étonnante *Autopsie d'une machine à laver* : le décorticage de cet outil du confort ménager est une véritable leçon de choses sur la sclérose de la culture industrielle française, où l'élitisme des ingénieurs renforce le conservatisme des grandes entreprises.

B. C.

FRANCOPHONIE

LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE FRANCOPHONE. – Conférences et débats, sous la direction de Gérard Conac, Christine Desouches, Louis Sabourin

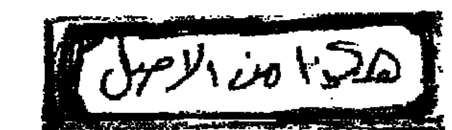
★ Economica, Paris, 1987, 378 pages, 95 F.

La francophonie, une idée neuve ? Certes non. Il demeure néanmoins que dans ce cadre s'accomplit aujourd'hui un important mouvement de réflexion, qui associe à la France les Etats par lesquels transite la pratique du français. *Du Québec à la Belgique, du Sénégal* au Maghreb, on parle surtout, ou aussi, le français, mais pour des raisons historiques différentes. Cette langue peut-elle être un trait d'union privilégié entre ceux qui la parlent ? Pour les populations francophones enclavées en terre nord-américaine, elle est certes un important moyen d'affirmation culturelle. Mais le débat aujourd'hui se déplace vers le Sud. La francophonie peut-elle développer de nouveaux moyens pour faire reculer le sous-développement sur le continent africain ? Il lui faut aujourd'hui faire la preuve qu'elle peut apporter aux populations qui s'y associent volontairement une forme originale de partenariat.

C'est à cet exhaustif travail de recherche que se sont livrés universitaires, responsables politiques et étudiants de toutes nationalités. Il en résulte un véritable ouvrage de référence, clair et bien construit, qui évalue les enjeux et identifie les obstacles de cet ensemble désormais moins flou.

CAROLE DANY.





livres du mois

AFRIQUE

FRIQUE : LES SOUVERAINETÉS EN ARMES. – Pierre Viaud et Jacques de Lestapis. Préface de Pierre Dabezies

★ *Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1987, 265 pages, 50 F.*

A partir d'un essai de quantification des ...ements *entreposés sur le continent africain* ...puis les indépendances, Pierre Viaud et Jac...es de Lestapis, tous deux experts reconnus ...s problèmes de défense, ont l'ambition de ...terminer les zones de tensions potentielles ... cette partie du monde (Afrique du Nord, ... l'Ouest et du Centre, Afrique du Nord ...ientale, Afrique australe et Afrique de ...céan Indien). Parallèlement – et ce n'est ...s le moindre mérite de cette étude – les ...teurs identifient les pays fournisseurs de ces ...atériels d'armement. Ils parviennent à la ...nclusion que les pays d'Afrique sont pro...essivement devenus des « souverainetés en ...mes » qui, en seize ans, ont multiplié par six ... matériels de guerre. Comme le note le pro...sseur Pierre Dabezies dans sa préface, cette ...ude est « *de nature à mieux éclairer le pro...ème de la « militarisation » de l'Afrique ...ut il est courant qu'on méconnaisse ou ...'on surestime, au contraire, l'ampleur* ».

L'outil qu'on nous propose pour y parvenir ... un ouvrage de grande qualité, fourmillant ... données et de tableaux. Tout africaniste – ...si que tout observateur des réalités de notre ...mps – aurait intérêt à les étudier, puis à les ...éditer.

EDMOND JOUVE.

TIERS-MONDE

...NTÉ, MÉDICAMENTS ET DÉVELOPPE...MENT. Les soins de santé primaires à l'épreuve des faits. – Sous la direction d'Alain Destexhe

★ *Publications de la fondation Liberté sans frontières, Paris, 1987, 270 pages, 110 F.*

Ce sont les agents de santé villageois qui ...oivent le maximum de critiques dans cet ...vrage destiné à servir de machine de guerre ...tre les soins de santé primaires, tandis que ...débat sur les médicaments essentiels est dis...tement banalisé. Au-delà d'articles d'un ...érêt inégal, se profile la conception libérale ... la santé qui est celle de la fondation Liberté ...s frontières. La santé est le miroir du déve...ppement économique, et seuls les pays éco...miquement performants maîtriseraient ...rs problèmes de santé. L'apologie de la ...issance remplace celle du développement.

Alain Destexhe affirme : « *L'établissement ... circuits économiques dans la santé est fon...mental (...). Comment sortir de la crise de ... dette et relancer la croissance économique ...ndiale ? Ces deux objectifs impliquent de ...velles solidarités mondiales, qui passent ... par un hypothétique nouvel ordre écono...que international, mais probablement par ... relance coordonnée des économies occi...tales.* »

BERNARD HOURS.

AMÉRIQUES

CIA GUERRES SECRÈTES 1981-1987. – Bob Woodward

★ *Stock, Paris, 1987, 606 pages, 125 F.*

Au début des années 80, un livre de Claire Sterling, *le Réseau de la terreur*, popularisa une thèse promise à un grand avenir : l'URSS manipulait le terrorisme international. Cet ouvrage qui influença profondément l'administration Reagan se révéla, par la suite, fondé sur... des opérations de désinformation menées par Washington. Des anecdotes de ce type pullulent dans le livre de Bob Woodward, résultat de longues conversations avec William Casey, directeur de la CIA entre 1981 et 1987.

Durant cette période deux régions ont été les cibles privilégiées des « guerres secrètes » américaines : le Proche-Orient et l'Amérique centrale. Le journaliste du *Washington Post* nous livre moins une analyse que des faits bruts ; mais ceux-ci éclairent la logique de la politique reaganienne. Un passionnant ouvrage, auquel l'éditeur français, en supprimant le copieux index de l'édition américaine, a fait perdre une partie de son utilité.

ALAIN GRESH.

PROCHE-ORIENT

ISRAEL-PALESTINE. – Imaginer la paix

★ *L'Harmattan, Paris, 1987, 253 pages, 120 F.*

En mai 1986 s'est tenu à Paris un colloque sur les territoires occupés et les perspectives de paix dans le conflit israélo-palestinien. Participaient à la réunion des personnalités telles que le chercheur Meron Benvenisti, le journaliste Dany Rubinstein ou Debby Zucker, secrétaire général du parti Ratz – pour les Israéliens – et Albert Aghazarian, de l'université de Bir-Zeit, l'avocat Ziad Abou Zayyad ou Jonathan Kuttab, codirecteur de Law in the service of man – pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Bien que regroupant, dans un camp comme dans l'autre, des personnalités attachées à la paix et à la reconnaissance des droits des deux communautés installées en Terre sainte, le débat fut souvent agité, contradictoire, voire exacerbé. La publication des actes de cette rencontre, regroupés sous trois têtes de chapitre – vie quotidienne, implications politiques, perspectives, – illustre, et c'est une des principales qualités de l'ouvrage, les obstacles qui se dressent encore sur le chemin du rapprochement entre les deux peuples.

A. G.

ANNUAIRE OFFICIEL FRANCO-ARABE 1986-1987. – Chambre de commerce franco-arabe

★ *EDIC (99, rue de Richelieu, 75009 Paris), Paris, 1987, 972 pages, 900 F.*

A chacun des pays arabes, à l'étonnante exception de l'Egypte, est consacré un long chapitre qui fournit les données essentielles : indicateurs de base, relations commerciales avec la France et les principaux pays industrialisés, etc.

A. G.

« Weimar en exil » de Jean-Michel Palmier

Par YVES FLORENNE

EN 1933, l'Allemagne se vida du « meilleur de l'Allemagne ». Ceux qui se retiraient d'elle, c'était non seulement avec l'espoir mais aussi la certitude de la rendre elle-même, et tout entière, meilleure qu'elle n'avait jamais été. Une certitude qu'ils puisaient dans une autre, non moins absolue : la culture ne pouvait que triompher de la barbarie.

Le démenti apporté par la réalité fut particulièrement tragique pour les exilés. Ils trouvèrent l'Europe sourde à leurs témoignages, à leurs cris d'alarme ; puis agacée, bientôt soupçonneuse. L'échec qu'ils subirent du fait de leur propre pays les atteignit plus encore : ils ne l'ébranlèrent jamais. Pas trace tangible de résistance dans la masse du peuple ; la guerre venue, elle montra peu de répugnance à y entrer, puis beaucoup d'élan à la faire dans l'écrasante victoire ; enfin, pis encore, le même acharnement frénétique à la poursuivre jusque sous les décombres. Toute l'Allemagne se comporta comme Hitler en personne. Le désastre enfin consommé, quand les exilés rentrèrent dans leur patrie dont ils avaient cru au moins sauver l'âme, ils furent reçus dans les ruines, au mieux dans l'embarras ou l'hypocrisie, au pis par un mépris ou une haine à peine dissimulés : comme des « traîtres ». La foi, la force de l'esprit, le courage, la misère, des souffrances indicibles, reçurent pour prix le rejet et l'oubli. Leur mémoire fut enterrée. Quand on l'exhumera, ce ne sera qu'une mémoire embaumée. Leur façon d'avoir « payé » n'avait plus cours dans un monde mercantilisé.

L'histoire écrite par Jean-Michel Palmier est essentiellement celle de cette tragédie. Mais nourrie, étayée par une masse de faits et d'événements qu'éclaire une réflexion à la fois passionnée et s'efforçant à l'impartialité de l'historien. Il évoque d'abord dans un raccourci saisissant les débuts, combien éclatants, du nazisme au pouvoir, les « nuits de cristal » et les « nuits des couteaux », les flammes des livres jetés au bûcher et qui annonçaient à toute l'Europe l'« *assassinat de la culture* ». Elle manifesta devant ces « excès » une réprobation prudente. On n'en était pas encore à se rappeler la vieille prophétie d'Henri Heine : « *Là où l'on brûle des livres, on finira par brûler des hommes.* »

L'AUTEUR suivra dans toutes ses étapes cet exil de Weimar. La multitude de réfugiés qui suivra plus tard n'améliorera pas la situation des premiers. Elle rendit les pays d'accueil plus défiants et rigoureux. Il en dénombre quarante et un, et examine les principaux. La palme est donnée à la Suisse : « *La dureté avec laquelle elle traita les réfugiés a laissé une cicatrice que rien n'a encore pu effacer.* » Peu de chose, certes, auprès de « *la liquidation massive des antifascistes allemands réfugiés en URSS* ».

La foi candide des intellectuels et artistes de gauche à Weimar reste attendrissante, ou consternante, comme on voudra. Les grands créateurs de ce que les nazis vomissaient sous le nom d'« *art dégénéré* » n'avaient-ils pas entendu les mêmes mots à l'Est ? Comment ne réagissaient-ils pas, ne rugissaient-ils pas devant les produits du « réalisme socialiste » obligatoire ? C'est sans doute qu'ils ne les *voyaient pas*. Le même temps où Brecht, dans un poème idyllique, *Eloge du communisme*, proclamait : « *Il est la fin des crimes.* » Aucun d'eux ne savait que depuis dix ans le communisme avait changé de nom et s'appelait stalinisme.

L'Europe, quand Hitler la submergea, devint une masse où il n'y aurait plus qu'à puiser pour nourrir tous les Auschwitz. Sans doute, ceux des exilés qui avaient un « nom » et qui formaient la première émigration, celle des opposants irréductibles, purent-ils alors gagner les Etats-Unis, quand ils n'y étaient pas déjà (on en comptera 5 millions en 1940). Les plus célèbres furent reçus avec honneur, surtout quand ils possédaient de solides moyens d'existence. Mais, pas plus qu'en Europe, ils n'eurent d'influence sur la politique américaine. En 1945, beaucoup s'y fixeront, à commencer par les 400.000 naturalisés ; ou ils y reviendront après s'être trouvés plus exilés qu'ailleurs dans leur propre pays. Ce ne sera pas moins à l'ombre symbolique de la Liberté qu'ils allaient se voir ramenés aux années 30. La dernière partie du livre porte à cet égard un titre éloquent : « De Roosevelt à MacCarthy ». Car si le maccarthisme ne portait pas encore ce nom, il naissait déjà aux approches de la guerre froide. Les premières « sorcières » désignées pour les nouveaux « bûchers » seraient, bien entendu, ces prétendus réfugiés, Cheval de Troie du communisme. Compris les libéraux les plus avérés.

C'est sous le signe de Cassandre que l'auteur a placé sa réflexion finale. Elle nous ramène au commencement.

A l'échéance des années 30, nous allions apprendre à voir ce qui crevait les yeux (rien de mieux pour rendre aveugle). Vainement, la réalité nous avait été inlassablement montrée par les exilés qui vivaient au milieu de nous. Le lâche soulagement qui marqua le commencement de la fin n'était que le corollaire d'un plus lâche espoir : apaiser le monstre et même le caresser, laisser faire le temps, avec l'alibi toujours reculé de mettre ce temps à profit pour refaire nos forces ; alors qu'un peu plus tôt elles auraient suffi pour renvoyer en quelques heures Hitler à son néant. Cette « politique »-là s'écrivait tout naturellement en anglais : « *Wait and see.* » On a vu.

Sur Cassandre, à commencer par Goethe, on se trompe souvent. Elle ne prédit pas la fatalité du malheur, elle avertit et dit sans trêve ce que serait le malheur si l'on n'agissait pas pour le conjurer. Car si Cassandre n'avait pas eu le moindre espoir, elle se serait tu. On tuée.

Il ne resta en effet que le suicide aux plus déshérités des exilés quand ils comprirent qu'ils avaient écrit, crié, souffert, vécu, pour rien ; que la certitude de Brecht que « *l'écriture tue* » n'était qu'illusion et dérision. Pour tuer la force brute, il n'est qu'une force plus forte. Ce qui arriva. Mais à quel prix !

Dès lors, les plus pessimistes prononceront que le désastre a bien eu lieu. Que la culture a eu le sort de Troie. Adorno écrit : « *Après Auschwitz, toute culture n'est qu'un tas d'ordures.* » Pis que les cendres. Sans doute, c'est préjuger d'après un passé ambigu. Si par « culture » on entend ce qu'il y a d'essentiellement humain dans l'homme, et en lui exclusivement, cela oblige à ne pas oublier que c'est pour lui, et pour lui seul, qu'a été créé le mot *inhumain*. Le tout est de savoir ce qui, en lui, l'emporte ou l'emportera. La fin de Hitler n'a pas tranché la question : elle l'a laissée grande ouverte. D'autant que Hitler n'est pas mort. Et cette question-là en contient une autre : la prétention, l'ambition toutes neuves de l'« intelligentsia », autrement dit des philosophes, écrivains, artistes, scientifiques, théologiens, enseignants, cette volonté, ce droit d'agir sur ce qu'on appelle trop bien les « affaires » du monde, et même la conscience d'en avoir reçu mission, est-ce autre chose, chez ceux-là, que la plus grande de leurs illusions ?

HITLER aura fortement contribué à l'« engagement » – contre lui et tout ce qui lui ressemble – des forces de l'esprit et de la conscience. Aurait-il montré, du même coup, l'impuissance, l'inanité de tout cela, et que, au bout du compte, c'est l'inhumain qui finit par l'emporter ?

Le titre seul, et les trois épigraphes des dernières pages, ne laissaient certes pas attendre de l'auteur une conclusion très optimiste. Reste encore, et toujours, à voir.

(1) Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil*, Payot, Paris, 1987, deux volumes, 528 pages et 486 pages, 179 F l'un.

PACIFIQUE

...AURICE LEENHARDT, PERSONNE ET MYTHE EN NOUVELLE-CALÉDONIE. – James Clifford

★ *Editions Jean-Michel-Place, Paris, 1987, 289 pages, 110 F.*

Quand, le 13 novembre 1902, le jeune pas...ur Maurice Leenhardt arrive en Nouvelle-...alédonie, le maire de Nouméa ironise : « *Mais que venez-vous faire ici ? Dans dix ...s, il ne restera plus un seul Canaque !* » Cet ...cueil du jeune missionnaire sur l'archipel, ...ppelé par James Clifford dans la biographie ...'il consacre à sa vie et à son œuvre, donne le ...n sur les sentiments qui dominent la commu...uté métropolitaine à l'égard des Mélané...ens. Maurice Leenhardt deviendra vite un ...neur pour les colons.

Les Canaques sont victimes d'une grave ...arginalisation : écrasés après leur révolte de ...378, leur nombre diminue et leurs terres pas...nt aux mains des éleveurs blancs. Comme ...steur jusqu'en 1926, Leenhardt s'efforce de ... revaloriser à leurs propres yeux. Comme ...hnologue, il étudie leur culture, dont il souli...e la richesse et la capacité à s'ouvrir à la ...odernité.

Son humanisme et sa notoriété universitaire ...ront de lui un défenseur de fait de la com...unauté mélanésienne. James Clifford mon...e, à travers ce portrait, l'inaptitude de la ...icrosociété européenne de Nouvelle-...alédonie à connaître et à comprendre une ...utre culture, dont elle nie jusqu'à la légiti...ité. Avec les conséquences qui se manifes...nt aujourd'hui encore.

JEAN-PIERRE ALAUX.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 décembre

1er	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Fête de l'indépendance.
2	ÉMIRATS ARABES UNIS	Fête nationale.
2	LAOS	Fête nationale.
5	THAILANDE	Anniversaire du roi.
6	FINLANDE	Fête de l'indépendance.
7	COTE-D'IVOIRE	Fête nationale.
12	KENYA	Anniv. de l'indépendance.
16	BAHREIN	Fête nationale.
[illegible]	NIGER	Fête nationale.
[illegible]	NÉPAL	Fête nationale.

TRANSPACIFIQUES. – Jean Chesneaux

★ *La Découverte, Paris, 1987, 234 pages, 89 F.*

Le Pacifique « *nouveau centre du monde* » ; le Pacifique immense zone « *vide* »... Ce tiers de la surface du globe suscite les jugements les plus divers tout en alimentant fantasmes et rêves. Des rêves qui s'écroulent dès le premier contact avec n'importe laquelle des îles.

En un nombre pourtant modeste de pages, Jean Chesneaux parvient, de façon fort agréable, à faire surgir à travers les décombres de l'imaginaire les réalités complexes du Pacifique, sans omettre cette Micronésie si peu connue en France et qui, depuis quarante ans, joue un rôle essentiel dans la stratégie nucléaire américaine. Il rappelle, au passage, des évidence souvent ignorées, ou sciemment occultées : ces peuples ont un passé, une culture, des écrivains et ils s'interrogent sur le type de développement dans lequel ils ont été fourvoyés. Ce livre pourrait utilement éclairer ceux pour qui le Pacifique se résume à la défense des oligarchies françaises de Papeete et de Nouméa.

J. D.

ENTRAVES

Chargée d'effectuer un reportage sur la vie culturelle en Tchécoslovaquie, notre collaboratrice Marie-Françoise Allain a été retenue, le 18 novembre, à l'aéroport de Prague, deux heures avant son départ pour Paris. Ses documents de travail écrits et ses notes personnelles lui ont été soustraits pendant près d'une heure. Comme elle, d'autres envoyés spéciaux de la presse étrangère ont récemment eu à se plaindre de tracasseries de la part des autorités tchécoslovaques.

En un lieu plus éloigné, la Nouvelle-Calédonie, M. François Doumenge, président de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) – nommé à ce poste en 1987, – a mis fin le mois dernier à la mission de M. Jean-Marie Kohler, directeur de recherche à l'Institut, un an avant l'expiration de son mandat. Spécialiste de la société mélanésienne (voir son article « Les contradictions coloniales de la société mélanésienne », *le Monde diplomatique*, juillet 1987), ce chercheur estimé des milieux scientifiques était depuis des années l'objet de menaces. Le voici rappelé en métropole.

SOCIÉTÉ

VIE ET MŒURS D'UN PRIMITIF EN ESSONNE QUATRE-VINGT-ONZE. – Pius Ngandu Nkashama

★ *L'Harmattan, coll. « Encres Noires », Paris, 1987, 196 pages, 98 F.*

Sous ce titre ironiquement provocateur, Pius Ngandu Nkashama, zaïrois et docteur ès lettres, raconte l'histoire édifiante de son séjour d'un an en région parisienne. La gauche l'avait en 1981 chargé d'une mission novatrice : faire connaître (par un Noir) la culture africaine dans les lycées, les foyers ruraux et les maisons de jeunes d'un département français, à coups de conférences et d'expositions. Malgré son titre un peu ronflant de « conseiller technique » auprès du ministère de la coopération, ni les rebuffades racistes ni les imbroglios administratifs ne lui furent épargnés, et le récit de sa traversée du département 91 oscille entre la farce courtelinesque et le cauchemar à la Kafka. On en retiendra surtout la profondeur des blessures que peuvent infliger à un « immigré », même temporaire et bardé de diplômes, les préjugés ordinaires, mais nullement anodins, d'un certain nombre de Français.

CLAUDE WAUTHIER.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

AFRICA SOUTH OF THE SAHARA 1988.

★ *Europa, Londres, 1987, 1130 pages, 72 livres.*

Cinquante et un pays et territoires – y compris la Réunion – de l'Afrique au sud du Sahara sont couverts par la dix-septième édition de cet annuaire. La première partie est consacrée à des questions générales : histoire, industries, religions, langues, principales productions du continent... La deuxième partie recense les organisations régionales et leurs activités. Enfin la section la plus substantielle étudie l'évolution de chacun des Etats : géographie physique et sociale, histoire, économie... et fournit les indispensables informations de base.

A. G.

HISTOIRE

1812 - LE DUEL DE DEUX EMPEREURS. – Curtis Cate

★ *Robert Laffont, Paris, 1987, 482 pages, 135 F.*

On ne se lasse pas, au fil de pleines pages, d'écouter Curtis Cate conter la fantastique guerre de Russie, ses monstrueux engagements ou ses simples escarmouches, de goûter le décapage de grands personnages figés sous la légende. Pourquoi cette guerre imbécile voulue par le plus intelligent des hommes : Napoléon ? Un stratège contemporain dirait que, pour vaincre l'Angleterre, maîtresse des mers, il fallait se faire maître des terres, aller à Moscou. Peut-être. Mais ce fut d'abord une enfantine guerre de princes fascinés l'un par l'autre, se traduisant par un coup de pied décisif dans la fourmilière européenne alors apparemment apaisée.

GEORGES BUIS.

Colloques et rencontres

● Le Forum international de politique consacre, le 7 décembre, une séance de son séminaire aux partis en Afrique du Sud. *(71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. – Tél. : 43-38-24-87.)*

● « Mathématiques à venir, quels mathématiciens pour l'an 2000 ? », tel est l'axe du colloque organisé à Palaiseau, les 9 et 10 décembre, par la Société mathématiques de France et la Société de mathématiques appliquées et industrielles. *(Ecole polytechnique, 91128 Palaiseau Cedex. – Tél. : 69-41-82-00, poste 2091.)*

● Le docteur Luc Jouret réunit, les 9 et 10 décembre, à Genève, un forum intitulé « Guerre ou paix ? Quelle victoire pour l'homme ? ». *(3, rue Maunoir, 1211 Genève 6. Tél. : (022) 35-33-00.)*

● Aides et Médecins du monde réunissent, les 11 et 12 décembre, à Paris, un colloque intitulé « SIDA, droits et libertés ». *(Aides, 12, rue du Bourg-l'Abbé, 75003 Paris. – Tél. : 42-77-13-23.)*

● Le Centre de formation aux réalités internationales (CEFRI) organise à Paris, le 15 décembre, une journée sur la Chine *(CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. – Tél. : (1) 45-65-25-00.)*

LE MONDE DIPLOMATIQUE

L'ÉLAN BRISÉ DE LA SOLIDARITÉ

L'Éthiopie, encore !

Par CLAIRE BRISSET

L'ETHIOPIE, encore ! Oui, encore. La catastrophe alimentaire, la famine, sont de nouveau là, s'offrant au regard d'une opinion mondiale que l'on dit, qui s'affirme, « fatiguée » d'une telle répétition. D'une opinion mondiale qui ne répond plus guère, tout absorbée qu'elle est par les menaces boursières, l'évolution du dollar, par de médiocres campagnes préélectorales, aux Etats-Unis, en France. *Six millions d'Ethiopiens*, aujourd'hui, sont menacés d'une hécatombe, et l'opinion, nous dit-on, est « lassée »... Pourquoi ?

Parce que la racine du problème, disent les bonnes âmes, est aujourd'hui politique. Comme si le génocide des juifs, des tziganes et des malades mentaux pendant la seconde guerre mondiale avait trouvé ses racines ailleurs que dans la politique. Un scandale « politique » serait-il, du fait de ce simple qualificatif, acceptable ? Mérite-t-il d'être purement et simplement évacué, chassé du regard, du seul fait de ce jugement sommaire ?

Car c'est un jugement sommaire. La nouvelle catastrophe qui s'abat sur l'Ethiopie n'est pas seulement « politique ». Elle est d'abord climatique. Les premières pluies, celles qui sont nécessaires aux semailles, ont bien eu lieu en juin et au début de juillet. Les paysans ont donc planté. *Depuis, la pluie s'est interrompue* et les récoltes ont été perdues, totalement dans certaines régions du pays, comme l'Erythrée, le Tigré, le nord du Wollo, partiellement dans d'autres. Le déficit alimentaire est chronique en Ethiopie. Il atteint bon an mal an environ 500 000 tonnes. Il aura cette année plus que doublé, et le pays n'a pas de réserves. Pourquoi ? Parce qu'il est d'une pauvreté endémique – 110 dollars de revenu par tête et par an – qui lui interdit de résister à une secousse climatique d'une telle ampleur.

La famine est telle, dans le Nord surtout, que les *paysans ont recommencé, comme* en 1984-1985, à migrer vers les villes, vers les anciens points de distribution de l'aide, solution désespérée et en elle-même catastrophique. Car les camps sont parfois des remèdes pires que le mal : ils permettent, certes, de fournir une alimentation d'urgence, mais ils sont source d'épidémies, de déracinement ; l'entassement même y sème l'horreur. Tous les organismes d'aide présents en Ethiopie font l'impossible pour éviter cette solution extrême. Mais il est déjà très tard.

L'appel réitéré

IL est tard, car la « lassitude » de l'opinion s'exprime dans les chiffres de l'aide. Pourtant, dès septembre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a tenté d'alarmer les donateurs. Dès ce moment, les missions présentes sur place ont su que le déficit dépasserait 1 million de tonnes et elles l'ont dit. Le gouvernement éthiopien, accusé lors de la dernière famine d'avoir tenté de dissimuler la gravité de la situation, a fait la même évaluation et l'a rendue publique. Le 26 septembre, M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, lançait un appel spécial pour l'Ethiopie, annonçant des récoltes catastrophiques et demandant en urgence l'envoi d'au moins 950 000 tonnes de céréales pour les mois à venir. Le 7 novembre, réitérant cet appel, il précisait : « *Il est actuellement certain que la production totale de céréales pour 1988 accusera une chute spectaculaire (...). Afin d'éviter la réouverture des camps, des allocations supplémentaires d'aide à l'Ethiopie doivent être effectuées et les secours acheminés d'urgence vers les régions affectées.* »



(Thierry Thévenet)

Des vivres pour trois semaines

QUELQUES jours plus tard, l'Organisation des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO) lançait à son tour un appel à l'aide, soulignant que, dans les seules provinces du Nord, trois millions de paysans n'avaient plus que trois semaines de vivres et qu'il faudrait reprendre les largages aériens de secours vers les zones totalement isolées.

Le 18 novembre à son tour, de New-York, M. James P. Grant, directeur général du Fonds des Nations unies pour l'enfance (*UNICEF*), *demandait aux donateurs 22 millions* de dollars. La famine en elle-même, disait-il, n'est pas seule à tuer : dans ces situations extrêmes, le manque d'eau, de médicaments, le froid, tuent tout autant. Il faut donc aussi prévoir de l'aide non alimentaire. Les 22 millions de dollars que demande l'organisation seront ainsi affectés à l'action sanitaire d'urgence, à la réparation des puits, à la fourniture d'argent liquide aux associations paysannes mêmes, pour que celles-ci puissent s'approvisionner sur place, etc. Mais l'appel sera-t-il entendu ?

Pour ce qui concerne l'aide alimentaire, seulement 350 000 tonnes avaient été annoncées à la mi-novembre, notamment par la Communauté européenne, le Programme alimentaire mondial, l'Australie, l'Autriche, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et plusieurs organisations non gouvernementales. On mesure à ce *chiffre* l'*ampleur des besoins encore non couverts*. Le 19 novembre, la CEE décidait d'y ajouter une aide d'urgence de 10 millions d'ECU, destinée notamment à établir un pont aérien entre les ports et Mékellé, capitale du Tigré. Cette aide financière permettra l'achat de réservoirs d'eau, de médicaments, de tentes, car la constitution de camps, soulignait-on à Bruxelles, « *apparaît inévitable* ».

Malgré cette aide d'urgence, tout laisse prévoir que la situation risque d'être pire encore que celle de 1984-1985, car alors une mobilisation sans précédent de l'opinion internationale avait permis d'atténuer quelque peu l'ampleur du désastre. Qu'en sera-il cette fois ?

Lorsqu'on sait qu'il faut à l'aide quelque six mois avant de parvenir à destination finale, étant donnés les énormes problèmes logistiques qui se posent, les difficultés du transport intérieur notamment, on imagine à l'avance que, dans bien des cas, les secours arriveront trop tard. A moins, bien sûr, que l'aide déjà sur place puisse être acheminée et que le flux des secours ne soit interrompu à aucun moment.

« Ouvrir les routes de la survie »

C'EST ici qu'intervient, précisément, la « politique ». Il serait plus exact d'employer le terme de « guerre », car c'est bien une guerre, celle du désespoir, que se livrent aujourd'hui le gouvernement d'Addis-Abeba et les mouvements érythréen et tigréen.

L'Ethiopie est, depuis septembre dernier, une « République démocratique et populaire » – alors que le régime se qualifiait lui-même, précédemment, de « provisoire », – et la nouvelle Constitution accorde l'autonomie interne à cinq régions, dont l'Erythrée et le Tigré. Cette stabilisation des structures, cette autonomie dont les rebelles disent qu'elle n'est qu'un mot, leur ont donné l'énergie du désespoir. Les Erythréens se battent depuis vingt-sept ans pour l'indépendance ; les Tigréens, eux, revendiquent une forte autonomie interne. Pour Addis-Abeba, satisfaire à la première revendication – créer une Erythrée indépendante – serait non seulement amputer l'Ethiopie d'une partie notable de son territoire et de sa population, *mais aussi couper son accès à la mer* ; satisfaire à la seconde, ce serait, estime le gouvernement central, encourager le développement de toutes les forces centrifuges qui, en Ethiopie, sont puissantes et, pour certaines, tel le Front Oromo, armées.

Aussi le gouvernement n'a-t-il nullement l'intention de lâcher prise, et continue-t-il, contre vents et marées, d'investir la moitié de son maigre budget dans l'effort militaire. Erythréens et Tigréens, de leur côté, jouent eux aussi la politique du pire puisqu'ils ont manifestement décidé d'attaquer les convois d'aide, comme ils l'ont fait le 23 octobre. Ce jour-là, vingt-trois camions portant le drapeau des Nations unies et transportant 450 tonnes d'aide alimentaire ont été attaqués et brûlés par les rebelles. Une autre attaque a eu lieu le 11 novembre, contre un convoi d'aide privée.

Cette attitude, que M. Michael Priestley, coordonnateur à Addis-Abeba de toutes les aides des Nations unies, a qualifiée de « *diabolique* », est aussi suicidaire. Car elle risque d'aliéner tout le crédit dont les mouvements rebelles disposaient encore dans certains cercles de l'opinion internationale. Les rebelles ne tomberont-ils pas, en attaquant les convois d'aide, exactement sous la même accusation que celle que l'on n'a cessé de lancer, depuis deux ans, contre le gouvernement d'Addis-Abeba : l'utilisation de la famine comme instrument de pouvoir ?

C'est précisément pour cette raison que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé, le 12 novembre à Genève, par la voix de son président, M. Cornelio Sommaruga, un appel solennel pour « *ouvrir les routes de la survie* ». Appel au gouvernement central pour qu'il ouvre les axes, non pas à son gré, mais en permanence. Appel aux rebelles pour qu'ils laissent passer l'aide.

Quand le cynisme s'ajoute ainsi au désastre *climatique pour jeter six millions d'Ethiopiens* sur les routes, quand l'opinion mondiale, fatiguée ou distraite, se détourne de ce pénible spectacle, que faire ? Sans doute garder à l'esprit ce qu'écrivait le fondateur de la Croix-Rouge, Henri Dunant, dans *l'Avenir sanglant* : « *L'opinion publique est le plus puissant des potentats : que ceux donc qui se croient chargés de la guider, de la diriger, viennent en aide aux amis de la paix, en jetant, pour avertir du danger, un cri d'avertissement prolongé et que ce cri soit répercuté par cent mille échos dans tous les pays du monde.* »

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1987 a été tiré à 145 000 exemplaires.

